

صكرا من الامم

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 12448 - 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 6 FÉVRIER 1985

Procès pagaille à Belgrade

Trois mois après l'ouverture du plus long procès politique depuis la mort de Tito, la justice yougoslave s'est résolue à prononcer, contre trois des accusés, ce qu'il est convenu d'appeler des peines « légères » : de un à deux ans de prison. C'est peu, si l'on songe que les prévenus avaient d'abord été présentés comme des contre-révolutionnaires cherchant à « renverser le régime », avant que le procureur, échangeant d'avis, se contente de les poursuivre pour « propagande hostile ». La sentence peut paraître d'autant plus clémente qu'elle permet en fait aux trois hommes de rester en liberté, dans l'attente d'un jugement en appel.

A l'inverse, on peut considérer que, pour les autorités, la seule conclusion honorable de ce procès d'opinion aurait été un acquittement pur et simple. Mais la justice yougoslave n'en est pas encore là. Le même jour, elle a d'ailleurs condamné à dix-huit mois de prison ferme un poète, Milan Mladenovic, coupable selon elle d'avoir entrepris, à l'occasion d'un séjour à Paris, des rapports un peu trop suivis avec des émigrés « hostiles » au régime. Et comment oublier les autres victimes de cette fermeté qui se veut exemplaire, à commencer par le sociologue Vojislav Seselj, condamné en juillet dernier à huit ans de prison pour un écrit pas même publié — avant que la Cour suprême, consciente de l'« énormité » du verdict, réduise la peine de moitié, ce qui reste beaucoup.

Le procès de Belgrade n'est pas terminé. Deux jugements attendent encore leur jugement, les poursuites engagées contre le sixième accusé ayant été abandonnées en cours de route. Depuis l'acte d'accusation, plein de « perles » et de contradictions, jusqu'aux diverses volutes du procureur, en passant par les nombreuses batailles de procédure et autres expéditions du tribunal, ce bizarre procès a dès à présent laissé une impression de pagaille où l'on pourrait voir un reflet de la situation actuelle de la Yougoslavie et sans doute de la division de ses dirigeants.

Toute l'affaire apparaît en effet comme l'un des symptômes — il y en a d'autres — du raidissement d'une partie au moins de la direction, aux prises avec de graves difficultés économiques et peut-être aussi avec sa propre impuissance à régler les problèmes politiques laissés par l'héritage de Tito. Le moins qu'on puisse dire est que cette manifestation de fermeté, surtout sensible à partir du printemps dernier, n'a pas en les effets dissuasifs escomptés.

Nous ne saurions les réactions en Occident ont été, comme il était prévisible, très défavorables, mais, en Yougoslavie même, la conséquence la plus évidente de ces velléités répressives a été une multiplication des pétitions en faveur des accusés. Ceux-ci ont trouvé des avocats énergiques et courageux, et ils ont payé de leur personne, en observant de dures grèves de la faim, réussissant à obtenir, dès l'été dernier, leur mise en liberté.

C'est sans doute parce qu'elles sentaient que l'affaire était vraiment bien mal engagée que les autorités de Belgrade se sont résolues, à travers ce verdict « clément », à accomplir un demi-pas en arrière. En fermeté, un autre ? Ce serait tout le contraire d'une reculade : un geste de vrai courage politique.

(Lire nos informations page 6.)

La Colombie de la « violence » à la pacification
(Lire notre supplément pages 9 à 18.)

Lutte antiterroriste : M. Joxe en RFA avec les chefs de la police

La lutte antiterroriste est l'un des thèmes essentiels de la visite officielle effectuée à Bonn le premier ministre français et qui, initialement, devait être centrée sur les questions de coopération bilatérale. Le ministre français de l'intérieur et de la décentralisation, M. Pierre Joxe, accompagné du directeur général de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe, et du sous-directeur chargé de la police scientifique, M. Jacques Genhual, a en effet rejoint M. Fabius ici ce mardi 5 février à Bonn. Le premier ministre s'est entretenu pendant plus d'une heure en tête à tête avec le chancelier Kohl. La conversation a été ensuite élargie aux ministres de l'intérieur des deux pays. « La coopération entre la France et la RFA en matière de lutte antiterroriste fonctionne très bien », a déclaré le porte-parole de M. Zimmermann.

Les attentats commis ces dernières semaines ont mis en évidence les liens entre les divers groupes terroristes européens et les lacunes dans la doctrine de la coopération des polices. La France a été à nouveau la cible des critiques de ses voisins qui lui reprochent son laxisme. Les responsables allemands avaient été les plus virulents contre l'attitude de Paris, et l'un des dirigeants du Parti social-démocrate italien, M. Ruggero Romano, au faitement écho du ministre de la défense, M. Spadolini, qui, la semaine dernière, avait accusé la France d'« abriter une centrale du terrorisme », a de nouveau reproché au président Mitterrand de « refuser de faire front commun contre la spirale du terrorisme » et d'« assumer ainsi « de lourdes responsabilités ».

C.T.
(Lire la suite page 3.)

Le dollar monte malgré l'intervention des banques centrales

Le dollar a atteint un cours record à Paris le 5 février à 9,8290 F en clôture d'après-midi (contre 9,7650 F lundi). Le précédent record enregistré avait été établi le 15 janvier dernier lorsque le billet vert avait été coté 9,7880 F. Cette nouvelle envolée du dollar, que les interventions de nombreuses banques centrales n'ont pas suffi à freiner, est due au projet de budget américain et aux propos de certains spécialistes anticipant la fin du mouvement de baisse des taux d'intérêt à court terme. La hausse du dollar était au centre des débats de l'European Management Forum, à Davos, présidé par M. Raymond Barre.

De notre envoyé spécial

Davos. — La nouvelle poussée sur le dollar qui a été observée sur les marchés des changes, d'abord lundi matin 4 février en Europe, puis à New-York dans la soirée du même jour et qui s'est confirmée mardi 5 février, a surpris et inquiété les opérateurs non américains par sa soudaineté.

À la veille du week-end, en effet, les cours du « billet vert » s'inscrivaient aux alentours de 3,17 DM et de 9,69 F, dans une ambiance relativement calme. Puis, lundi matin, en relation, dit-on, avec le projet de budget américain proposé par le président Reagan, qui ne prévoit guère de réduction du déficit, la déception et les craintes des milieux financiers internationaux se traduisaient par une tension des taux de l'eurodollar à six mois qui montaient largement au-dessus des 9 % ; du coup, la devise américaine passait de 3,17 DM à 3,2050 DM à Francfort, malgré les efforts de la Banque fédérale d'Allemagne, qui vendait environ 200 millions de dollars. Lundi soir, à New-York, la poussée continuait à 3,22 DM et 9,82 F, nouveau record historique qui bat celui de 9,78 F établi fugitivement le 21 septembre dernier.

Ce nouveau bond a paru significatif dans la mesure où le palier des 3,20 DM — qu'atteignait le dollar lorsqu'il fut mis en flottement en février 1973 avant sa grande baisse — a été franchi aisément, sous l'effet inexorable d'une demande persistante. Un tel franchissement effectif aussi facilement laisse présager aux observateurs une nouvelle étape de hausses vers 3,30 DM, et vers les 10 F à Paris.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 4.)

Affaire Grégory : la libération de Bernard Laroche

M. Bernard Laroche, incarcéré le 5 novembre 1984 après l'assassinat de Grégory Villemin, a été mis en liberté lundi 4 février par M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction à Epinal. M. Laroche reste inculpé d'assassinat.

Responsabilités

La dignité d'une institution, c'est aussi de reconnaître qu'elle s'est fourvoyée ; l'institution judiciaire plus que toutes les autres, elle qui a le pouvoir de jeter le discrédit sur un homme, de le priver d'honneur et de liberté.

Mais le moment où os repenir intervient compte autant que la geste lui-même. Telle est la question que l'on peut se poser à propos de la libération de M. Bernard Laroche, détenu depuis trois mois pour l'assassinat de Grégory Villemin, près d'Epinal, le 16 octobre dernier. A-t-on ou non tardé ?

La libération de M. Laroche étant retentissante, le préjudice subi par lui est déjà, moralement, l'objet d'une réparation égale. On verra, à l'instant même, si cette réparation doit revêtir la forme pécuniaire que permet la loi sur la détention abusive.

Les questions demeurent, qui sont de deux ordres. L'une concerne la presse, l'autre le juge d'instruction chargé du dossier.

À travers ce dossier, c'est l'institution tout entière qui est mise en cause. Tous les juges d'instruction sont investis des mêmes pouvoirs — dont le droit de mettre en prison n'est pas le moindre — quels qu'ils soient leur âge ou leur expérience. Pour eux, il n'est pas de « poste de début ». Il n'est pas de petite ville où ne puisse naître une affaire dite nationale.

Ces affaires nationales la devançant par l'effet de la presse qui, à tort ou à raison, tous titres et tous moyens d'expression confondus, s'enflamme pour un dossier, quand un autre la laisse indifférente.

Dans de telles circonstances, la responsabilité de la presse n'est pas moins grande que celle du magistrat. Celui-ci est contraint de reconnaître son erreur. Ainsi évite-t-il peut-être de la réitérer. L'expérience subie par le magistrat pourrait heureusement enrichir la réflexion de la presse, de toute la presse, sur elle-même.

Ph. B.
(Lire nos informations page 20.)

LE XXV^e CONGRÈS DU PCF

Sur le bas-côté de l'histoire

par JEAN-MARIE COLOMBANI

« Nouveau rassemblement populaire majoritaire » : tel est le mot d'ordre, le nouveau slogan, que proposent les communistes français à l'occasion de leur vingt-cinquième congrès.

Rassemblement ? Le PCF est, avec le Front national, le parti politique le plus sévèrement jugé par ceux qu'il s'agit, précisément, de rassembler : les Français ; 16 % de « bonnes opinions » selon le dernier baromètre de la SOFRES, 73 % de « mauvaises opinions » ; ces chiffres ont, respectivement, de 15 % et de 70 % pour le parti de M. Le Pen.

Populaire ? M. Marchais, incarnation caricaturale de la gauche dite « archaïque », est bon dernier de la classe politique (13 % seulement de Français souhaitent lui voir « jouer un rôle important dans l'avenir »). Il avait pris son parti à 20 % du corps électoral et l'a conduit à 10 %. Les communistes se sont retrouvés, aux élections européennes de juin 1984 (11,20 %), à leur niveau électoral de 1928 (11,40 %).

Majoritaire ? Le PCF prétend être le moteur d'une coalition à vocation majoritaire alors qu'il répo-

ndie « un quart de siècle » d'union de la gauche et parait, ainsi, se priver de toute perspective de pouvoir.

Dans le dernier quart de siècle, le PCF a été victime de trois hommes, le dernier n'étant pas le moins efficace : Charles de Gaulle, Alexandre Soljenitsyne et François Mitterrand. De Gaulle, parce qu'il a contraint les partis à se plier à la bipolarisation et à la logique majoritaire, obligeant le PCF au mythe de la conquête solitaire du pouvoir ; Soljenitsyne, parce que son œuvre a été à l'origine de la rupture avec un modèle culturel qui attirait autour du PC une partie de l'intelligentsia ; et, surtout, François Mitterrand, parce qu'il a reconstruit le PS, rééquilibré la gauche à son profit et fait de l'union l'instrument efficace du socialisme. A lui seul, évidemment, Georges Marchais ne peut vaincre ces trois hommes-là !

Et pourtant ! Soupçonné des pires trahisons, d'abord d'être en France l'agent du diable qui règne à Moscou, accusé de tout — vouloir le

« collectivisme » — et de son contraire — parti « révolutionnaire » qui renonce à la « révolution », abandonné par les intellectuels qui désignent son prestige, le PCF résiste. Il est le seul des grands partis français à survivre tel qu'en lui-même, bien que les hommes, bien sûr, et les comportements, aussi, aient changé depuis 1920. Le RPF a disparu avant de renaître sous une forme (le RPR) qui est à des années lumière du gaullisme ; la SFIO a été digérée par le nouveau PS. Le PCF, lui, est toujours là. Son secrétaire général aussi, depuis 1972 !

Le voici qui tente, aujourd'hui, de se refaire une santé sur le dos du même François Mitterrand, à la tête d'un parti qui caresse l'espoir de redevenir « le grand collecteur des mécontents », selon l'expression de Stanley Hoffman. Quand bien même le redevenait-il, cela ne suffirait pas à le sortir de l'ornière.

(Lire la suite page 8.)

(1) Annie Kriegel dans les *Communistes français*, Éditions du Seuil, 1968.

AU JOUR LE JOUR

Division

Un clin d'œil appuyé du commerce à l'épopée : « Vive la libération par les troupes d'Édouard Leclerc ! » Nos journaux sont pleins de la proclamation victorieuse des Leclerc père et fils, « les hommes par qui la liberté arrive ».

Le prix des carburants était assurément un souci partagé par tous les patriotes du volant : la France en était préoccupée, sinon occupée. Quand les hasards de l'homonymie permettent d'associer le souvenir d'une division héroïque à une gloire fondée sur la risourne, pourquoi se refuser l'occasion d'un énorme rabais sur l'histoire ?

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

4. ÉTRANGER

Après la France, la Pologne et la RDA mises en cause dans l'affaire d'espionnage en Inde.

7. NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pisani est convaincu que son plan amendé sera accepté.

26. COMMUNICATION

M. Perdriel vend « le Matin de Paris » à M. Max Théret. Maurice Siéglé est mort.

39. ÉCONOMIE

Un système de prêts bonifiés pour l'industrie textile.

Peter Ustinov

MA RUSSIE

Un livre aussi attachant, drôle, enrichissant, époustoufflant que son auteur !

BUCHET / CHASTEL

numéro du « Monde »
n° 3-4 février 1985
réf. 405 781 exemplaires

ITEL...
CHEZ VOUS...
VEZ VOS TEXES

APPEL GRATUIT

débats

Non aux « universités libres »

L IDÉE d'une université libre - proposée par le professeur Alain Touraine (le Monde du 21 décembre 1984) n'est pas, a priori, totalement dépourvue de pertinence (encore qu'elle ne soit guère originale). Elle repose dans les cartons d'une certaine idéologie depuis quelques décennies, d'où elle ressort curieusement, mais pas innocemment, de temps à autre.

Mais force est de constater que l'argumentation qui l'accompagne (après un solennel : « la situation des universités se dégrade ! ») repose sur trois postulats bien contestables et une étonnante méconnaissance des réalités universitaires françaises, à l'aube de 1985 :

1) La recherche est séparée de l'Université depuis 1981.

2) Les universités sont incapables de s'adapter aux nouveaux et vastes domaines créateurs d'emploi.

3) Le contrôle du monde universitaire est fait d'une tutelle administrative tatillonne collaborant avec des syndicalistes et non avec des chercheurs et des intellectuels de renom.

Tout observateur lucide et impartial de l'évolution récente du monde universitaire ne peut que refuser ce véritable procès d'intention.

Passons rapidement sur le dernier thème, vieille antienne d'une mouvance « apolitique » désormais bien connue, et qui implique que tout universitaire soucieux de se sentir concerné par les grandes mutations politico-sociales de notre pays ne pourrait concilier le combat pour ses idées et ses principes et une activité d'enseignant-chercheur de haut niveau.

Sur le second point, en revanche, nous rappellerons, comme l'a souligné avec force le ministre de l'Éducation nationale devant la conférence des présidents d'université, que la recherche est précisément l'un des axes fondamentaux et l'une des actions prioritaires du monde universitaire. Un monde universitaire riche de milliers de centres de recherches et de laboratoires associés. Au CNRS, mono-disciplinaires ou interdisciplinaires, et dont le dynamisme et les résultats n'ont à rougir ni de la saine émulation suscitée par les grandes écoles de notre pays ni de celle des institutions étrangères. En outre, faut-il rafraîchir une mémoire apparemment si vacillante qu'elle oublie l'évidence : l'immense majorité des enseignants-chercheurs, dont la carrière professionnelle est primordialement jalonnée (ce que d'ailleurs certains

par JACQUES SOPPELSA (*)

contestent) par le canal des travaux de recherche.

Sur le dernier point, l'adaptation au monde moderne constitue la clef de voûte des mutations contemporaines de l'Université. « Lieu stratégique de la modernité », elle multiplie depuis quelques années, après une délicate période de tâtonnements et d'ambiguïtés, ses efforts en matière de liaison avec les milieux professionnels. Elle s'articule avec succès sur les grandes activités industrielles et tertiaires, s'ouvre à l'échelle de la nation tout entière sur un environnement économique et social bouleversé. Une évolution qui représente en outre, connue de l'université, le véritable enjeu pour combattre le chômage des jeunes, qui constitue l'enjeu public n° 1 dans notre pays.

An risque de se répéter, il faut dénoncer sans relâche un mythe tenace : celui de l'Université fabriquant des chômeurs ! Ce concept, dû à une idéologie dépassée, est totalement infirmé par les faits, les diplômés de nos universités trouvant, bien entendu, beaucoup plus facilement des emplois que les autres.

(*) Président de l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

C'est aussi dans ce contexte que s'inscrit la grande ligne de la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur, permettant à nos vieilles institutions de se doter des instruments pour remplir leurs missions. Songez tout particulièrement à la réforme du premier cycle et à l'accent mis sur les formations qualifiantes. Songez aussi à la politique de contractualisation qui permet, en évitant les faux problèmes, de poser la question des capacités d'accueil en termes plus convaincants qu'à travers la curieuse formule d'une « sélection douce ». On ne peut pas, il ne faut pas, accueillir n'importe comment, sous peine de maintenir un taux d'échec inacceptable. Il faut ouvrir l'université au plus grand nombre de bacheliers dans les meilleures conditions, grâce à l'introduction, par exemple, des périodes d'orientation.

Ici aussi, comment ne pas évoquer l'indispensable rattrapage vis-à-vis de pays comme les États-Unis, le Canada ou le Japon, dans un État industrialisé qui demeure caractérisé par l'un des plus médiocres taux de fréquentation de l'enseignement supérieur ?

Rapport sur l'exigence de la qualité, tendant à constituer un exemple de démocratie établissant plus de

justice sociale, l'Université dispose aujourd'hui de structures qui lui permettent d'améliorer un potentiel et des acquis déjà considérables. Université culturelle, donc qualifiante dans la société comme dans l'entreprise, Université ouverte, prenant en compte les besoins fondamentaux du pays, elle est dotée de l'autonomie indispensable pour assumer ses responsabilités à l'égard des régions et des collectivités territoriales, du mouvement associatif, des grandes forces sociales de la nation. Ses responsabilités pour développer, dans un cadre national, les diplômés et les initiatives pédagogiques.

A ce propos - mais est-ce la simple répétition - les partisans des universités libres ont-ils songé à la question des diplômés nationaux, singulièrement appréciés... y compris à l'étranger ?

Pour cela, certes, il faut aussi - et la conférence des présidents d'université ne cesse de se battre en ce domaine - une réelle et efficace politique des moyens. Une Université de prestige ne peut se concurrencier par l'image de campus physiquement délabrés. L'Université doit améliorer son cadre de vie, un bénéfice quotidien d'un million d'étudiants et de quelque cent mille personnels enseignants, administratifs, ouvriers et techniques, donc au bénéfice à moyen terme de tout le pays.

COURRIER DES LECTEURS

A propos de l'article d'Alain Touraine sur les « universités libres », nous avons également reçu un certain nombre de lettres. Nous publions ci-dessous des extraits de celles qui nous paraissent les plus significatives.

Le modèle britannique

Prétendre que les universités britanniques sont florissantes n'est rien moins qu'une contrevérité, démentie chaque année un peu plus par les faits, au grand désespoir des universitaires dont je suis. La triste réalité est que, sous l'effet conjugué des coupes claires effectuées dans les crédits alloués aux universités, des erreurs de calcul et des revirements de politique du fameux comité des sages que M. Touraine nous envie, certaines universités - dont les deux universités technologiques les plus importantes - ont vu leur enveloppe budgétaire s'alléger de 30 % à 40 %. Jetons ici un voile pudique sur les belles manifestations de solidarité interdépartementale que ces restrictions ont suscitées dans certaines des universités parmi les plus touchées. Disons simplement que, accusant la liberté de choisir la victime expiatoire, les antiques universitaires ont, bien sûr, eu à cœur de sauver l'essentiel, à savoir leur propre empire... et tant pis pour les plus faibles, à savoir ceux qui n'attirent pas les subventions privées ou qui ne font pas dans les matières bien en cour. L'université libre, c'est bien la liberté pour les plus forts de rester les plus forts en écrasant les autres.

Reformons la parenthèse et voyons les résultats de ces « dégrais-sages » : un poste d'enseignant sur six a été supprimé ; des milliers de jeunes, tout à fait qualifiés, se sont déjà vu claquer la porte de l'université en nez. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement vient d'en-

gager les universités à la réflexion « libre » sur un scénario prévoyant une nouvelle réduction des effectifs étudiants, ainsi qu'une diminution de la subvention par tête d'étudiant, de l'ordre de 15 % sur dix ans. Citons également pour mémoire, entre autres projets gouvernementaux, celui de diviser les universités en universités de haut de gamme (avec recherche, 3 cycles, etc.), bénéficiant, bien sûr, du maximum de fonds publics et privés, et... en autres universités, libres de péricliter à l'ombre des premières.

Autre idée libérale avancée, celle de diminuer, voire de supprimer les bourses allouées aux étudiants pour financer la recherche... Même le président du comité des sages, qui, jusqu'ici, avait, en toute indépendance, joué le jeu du gouvernement, vient de clamer que trap c'est trop (...).

Alors, « florissantes » les universités britanniques ? Indépendantes ? Libres de leurs décisions, de leurs moyens, de leur politique et de leur organisation ? Il faut vraiment être aveuglé par le néolibéralisme Thatcherien pour le prétendre.

R. COULON,
Université de Kent
at Canterbury.

Qui veut voyer son chien...

Le bilan fait par M. Touraine témoigne pour le moins d'une grave méconnaissance du système d'enseignement supérieur et d'un mépris souverain à l'égard des universitaires qui travaillent à son développement et à sa réforme. Affirmer que les universités sont incapables de répondre aux nouveaux besoins de formation, c'est ignorer superbement tout l'effort de rénovation des

premiers cycles universitaires aujourd'hui en cours dans la quasi-totalité des établissements. Accuser ceux qui, en dépit de nombreuses difficultés, luttent pour un enseignement supérieur de masse et de qualité d'être des « professionnels de la politique universitaire » et de médiocres chercheurs traités au niveau incompréhensible de M. Touraine à l'égard de ceux qui ne sont pas de ses amis politiques les intéressés approuveront l'élégance du procédé. Évoquer la « double centralisation administrative et syndicale », c'est tenir pour nuls et non avenue le renforcement de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur et le travail réalisé pour une meilleure insertion dans le tissu régional. Les incertitudes flagrantes qui entachent un tel bilan sont une illustration du principe l'après l'après lequel il veut voyer son chien l'ac-cuse de la rage.

Est-ce à dire que les universités françaises se portent bien ? Il n'est rien, sous les sources des difficultés qu'elles rencontrent sont tout autres (...).

La proposition de créer des « universités libres » (libres par rapport à quoi ?) est l'expression d'un choix politique de principe : elle n'est en aucune manière la conséquence d'une analyse sérieuse de la situation. Ajoutons qu'elle n'a même pas le mérite de l'originalité, puisqu'elle correspond aux projets élaborés par les partis de droite. Les conséquences de cette orientation sont clairement exprimées par A. Touraine. La première serait de réduire « d'un quart ou d'un tiers » le nombre des étudiants accueillis en première année, alors que la France souffre, à la mesure de l'autre pays présentant des caractéristiques analogues, d'une insuffisance du nombre des étudiants. La seconde serait de renforcer la hiérarchie des pouvoirs entre catégories d'enseignants du supérieur, alors que c'est l'insuffisance de la démocratie interne dans les établissements qui entrave souvent leur bon fonctionnement. La troisième serait enfin de remettre en cause les garanties offertes par la fonction publique, comme si l'insécurité était un facteur d'amélioration du travail.

J.-F. TOURNADRE,
secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.).

Les ukases du pouvoir central

L'idée d'universités libres développée avec élocution par M. Touraine mérite qu'on s'y attarde, au-delà de l'actualité. Les enseignants de tout rang ont évidemment besoin des services souvent précieux qu'offre l'administration centrale. Mais beaucoup de ses décisions relatives aux diplômes, aux programmes, aux méthodes, aux nominations de personnel, devraient appartenir aux enseignants eux-mêmes et non au pouvoir central.

Certaines interventions impérieuses de ce dernier pouvoir sont ressenties de plus en plus, il faut avoir le courage de le dire, comme des ukases déguisés. C'est bien en effet la légitimité qui est mise à nu en question.

M. Touraine a exprimé l'aspiration à une plus réelle autonomie des universités en particulier, et pour nous, aussi des institutions cultu-

relles en général. Le pouvoir politique vit sur une conception anachronique du rapport de l'action politique avec les milieux qui produisent ou diffusent la connaissance scientifique, philosophique ou artistique. Cette aspiration collective s'oppose à cette prétention des pouvoirs politiques, hier de droite aujourd'hui de gauche, à légiférer, réglementer, prescrire l'exercice de la vie de nos institutions, à la place des intéressés eux-mêmes (...).

JOFFRE DUMAZEDIER,
professeur émérite.

La loi du marché

Où à des universités (mais disposant de quels moyens ?) qui détermineraient leurs programmes, qui décideraient qui employer, qui garder, qui promouvoir, qui prendre en compte ce qui est produit et ne servirait pas de protection à tant de médiocres, intellectuellement, professionnellement. Où à des universités qui fonctionneraient sur la base de représentation intellectuelle et scientifique, et rien d'autre. Pourquoi ne pas faire jouer la loi d'un certain marché ? Pour une fois.

Il serait vain de croire que les universités pourraient éviter de voir se reproduire en leur sein le jeu et la loi de pouvoirs qui harcassent la société. Mais, actuellement, nous n'avons que le prix de cette reproduction que les universités aient un autre destin que celui des appendices d'un pouvoir central appeauviseur et qui laisse le partage des succursales gérées aux démissionnaires, aux démis de la recherche. Actuellement, c'est sûr : soyez inventif, vous serez marginalisé par les limitards. L'autonomie sauvage est sans doute utopique. Mais, en ce moment, il est

indispensable de créer ces universités libres où il faudrait bien essayer d'être les meilleurs, et non plus seulement de sauver ses pantoufles, son pavillon de banlieue et ses petites rentes de situation. De toute façon, tout État se méfie des héros (Stendhal).

PIERRE BARBERIS,
Université de Caen.

Rendre le système adaptable

La flexibilité de l'emploi que réclame en fait M. Touraine devrait, sans doute, rendre le système universitaire plus adaptable : pour satisfaire les demandes nouvelles de gestion des entreprises d'informaticiens (auxquelles les universités répondraient mal, selon lui), il faudrait, par exemple, augmenter le nombre des postes en gestion et en informatique et à la fois réduire ceux des professeurs de lettres.

Dans le système actuel, cette substitution ne peut guère s'opérer qu'au rythme des départs en retraite. Par ailleurs, le pouvoir confié à l'université libre de contrôler dans une certaine mesure les entrées et les sorties de son personnel aurait aussi un effet de « mise sous pression » des enseignants, qui impulserait un certain type de dynamisme visant le plébiscite de la clientèle étudiante et de l'institution scientifique. Dans certaines sciences sociales toutefois, celles dont le discours renvoie inévitablement au jeu conflictuel de la société, la protection des minorités intellectuelles, leur droit à l'expression, seraient des points essentiels (...).

M. FRANÇOIS STANKIEWICZ
(Université de Lille I).

1934-1984 : Voyage d'un communiste

de Léon-Raymond Dailidet

La mémoire courageuse d'un « orthodoxe »

HISTOIRE et « mémoire » n'ont jamais fait très bon ménage dans le monde du communisme français. La plupart des dirigeants du PCF qui ont répondu à l'appel de l'autobiographie - Fillion, Sté. Pissier, Jean Jérôme, Bruhat, Dupuy, Duclos, Thorez, Cogniot... - ont, pour l'essentiel, maintenu strictement leur propos dans les limites de l'hagiographie, de la propagande, au mieux de la pédagogie militante. Or, une fois n'est pas coutume, l'un de ces responsables, Raymond Dailidet, vient de publier un véritable témoignage, qui fait progresser l'histoire d'un petit pas significatif.

Le nom des Dailidet fut bien connu dans l'appareil du PCF des années 30 et 40. Arthur - le frère de Raymond - après avoir été le leader des communistes chez Renault et avoir suivi, pendant un an, l'école léoniste à Moscou, fut, à partir de 1938-1939, le responsable aux cadres du PCF, en compagnie de Maurice Tréand, et assure, en septembre 1939, la reconstitution clandestine du parti, dissous par le gouvernement.

Arrêté le 27 février 1942, terriblement torturé, Arthur Dailidet ne portera pas et sera libéré le 29 mai 1942 avec sept de ses camarades, dont Georges Politzer et Jacques Ducour. C'est à la mémoire de ce frère mort au combat que Raymond Dailidet a écrit ce témoignage, dont l'essentiel porte sur la guerre et l'immédiat après-guerre. De mars 1942 à la libération, Raymond Dailidet fut le seul contact entre Duclos et le comité du PCF, y compris les autres membres de la direction - Fréchet, Lécourt, Tillon. Ce poste-clief il vit et apprit beaucoup, il nous restitue, d'abord, l'ambiance terrible dans laquelle vivaient ces dirigeants traqués par toutes les polices, françaises et allemandes, à contrainte d'appliquer avec la plus extrême rigueur les mesures de sécurité indispensables à leur survie.

Les « affaires »

Raymond Dailidet ne craint pas de passer en revue certains épisodes inconnus des historiens ou auxquels n'a pas été apportée, jusqu'ici, toute la lumière nécessaire. L'auteur parle des « affaires » Péri, Cachin, Fried, Hénaff, des contacts radio entre Paris et Moscou, de la liquidation des traîtres au parti. Il expose en détail le fonctionnement de la direction communiste dans la clandestinité, les dates, les lieux, les circonstances.

Bien entendu, les historiens ne pourront pas approuver certaines des appréciations que Raymond Dailidet porte sur l'histoire du PCF et qui correspondent à la version communiste officielle. Il en est ainsi de l'attitude des communistes en février 1934, des circonstances et conséquences de la signature des pactes Hitler-Staline de la signification du fameux « appel du 10 juillet 1940 » ou, encore, de la portée exacte des négociations entre les autorités allemandes et le PCF, de la fin juin à la fin août 1940, pour la répartition légale de l'Humanité.

La démarche de Raymond Dailidet n'en reste pas moins originale dans les rangs du PCF, fructueuse et, pour tout dire, courageuse. Est-ce cette originalité de démarche qui a empêché que ce livre soit publié aux éditions du PCF ? A moins que ce ne soient les quelques pages de conclusion, où l'auteur rappelle avec force les actuels dirigeants du parti qu'il ne suffit pas de parler de « retard historique » pour balayer ce qui fut, de 1930 à 1969, l'âge d'or du communisme français.

STÉPHANE COURTOIS.

★ 1934-1984 : VOYAGE D'UN COMMUNISTE, par Léon-Raymond Dailidet ; La Pensée universelle, 320 pages, 99,50 francs.

Bernard Edelman

LA MAISON DE KANT

« Une fois reformée La Maison de Kant, on n'a qu'une crainte : que cette œuvre passe inaperçue... Cet essai... touche le lecteur par la qualité exceptionnelle d'une écriture modulant un désespoir salubre. » Roland Jaccard / Le Monde

« L'un de ces livres qui vous réconcilient avec la philosophie, tant il est bien écrit... Une œuvre pudique que l'on lit en deux heures mais dont la « senteur » vous envahit longtemps l'esprit comme le souvenir de ces « fugitives beautés » que l'on a à peine entr'aperçues au coin d'une rue et qui pourtant représentent des rencontres primordiales... Un livre dont on ne se sépare pas, aussi pessimiste que les aphorismes d'un Schopenhauer ou d'un Cioran, aussi fervent que des pages d'Epictète ou de Marc-Aurèle. » Robert Maggiori / Libération

Un volume 60 F

PAYOT

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 630572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontana
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Foccart (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 300.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs de Le Monde », MM. André Fontana, président, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Imprimerie de « Le Monde » : 170 001 : Auroville, PARIS-XXI

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 644 F 915 F 1158 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS :
PAR VOIE NORMALE
674 F 1309 F 1913 F 2488 F

ÉTRANGER (par mandat) :
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
306 F 734 F 1059 F 1338 F

IL - SUISSE, TUNISIE
491 F 944 F 1365 F 1750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : délégués ou revendeurs (dont sembler ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tout les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 fr. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 140 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 66 p. ; Grèce, 90 dr. ; Inde, 36 r. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 800 P. ; Lituanie, 0,080 Lt. ; Norvège, 120 kr. ; Pays-Bas, 1,70 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 din.

سكزا من الامجل

étranger

DIPLOMATIE

A WASHINGTON

M. Roland Dumas a parié sur une évolution de la position américaine dans l'affaire de la « guerre des étoiles »

De notre correspondant

Washington. — La visite aux Etats-Unis que M. Dumas effectuait, ce mardi matin 5 février, par un entretien avec M. Reagan a permis de percevoir un inflexionnement de l'approche française du programme de recherche américain sur la « guerre des étoiles ».

Loi de se livrer, comme M. Chéysson l'avait encore fait à Washington, en novembre dernier, à une critique en règle de l'initiative de défense stratégique (IDS), le ministre des relations extérieures a, en effet, choisi d'estomper les divergences existant en ce domaine entre la France et les Etats-Unis et de table sur une évolution de l'administration américaine qui permettrait de rapprocher les points de vue des deux pays.

Officiellement, les recherches sur l'IDS ont pour but de doter les Etats-Unis d'un bouclier d'armes défensives antimissiles basées dans l'espace et dont le déploiement « déstabiliserait le monde de la menace des armes nucléaires » en les rendant « obsolescentes ». Pour séduisante qu'elle soit, cette idée inquiète les capitales européennes occidentales, car elles considèrent qu'elle porte en elle le double danger de voir, à long terme, l'Europe privée du parapluie nucléaire américain et, à moyen terme, s'ouvrir une période de profonde déstabilisation des données stratégiques sur lesquelles repose l'équilibre international depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Entre les objectifs théoriques de l'IDS et ce qu'il adviendrait d'elle en pratique, il y a pourtant une longue suite d'interrogations sur les ré-

tats pratiques de recherches qui commencent à peine: les options du président que l'Amérique aura en 1988, les possibilités pour le budget américain de financer un programme dont le coût serait astronomique et, par-dessus tout, sur les concessions que les Etats-Unis sont éventuellement amenés à faire à l'URSS, qui compte bien obtenir, au cours des prochaines négociations de Genève, un abandon au moins partiel du projet de M. Reagan.

Il est notoire que, au-delà de la volonté officielle de Washington de troquer la stratégie de la dissuasion contre une stratégie défensive, les positions des uns et des autres sont très diverses au sein de l'administration. D'où la possibilité que les recherches ostanées aujourd'hui s'aboutissent, au bout du compte, qu'il s'agit de systèmes de protection des seules installations militaires qui ne remettraient pas fondamentalement en question la dissuasion nucléaire.

En tout état de cause, le passage d'une stratégie à l'autre ne sera pas, matériellement parlant, à l'ordre du jour avant la fin du siècle, et c'est cet ensemble de raisons qui a conduit M. Dumas à préférer la soumission à la confrontation des divergences. « Nous sommes arrivés, a-t-il indiqué lundi soir à l'issue d'entretiens « cordiaux et ouverts » avec MM. Shultz, Weinberger et McFarlane, le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, à la conclusion commune que le principe de sécurité résultant de l'équilibre des armes offensives restera un principe fondamental pendant un grand nombre d'années ».

Comme pour souligner que cette conclusion était bien commune, le ministre des relations extérieures a rapporté s'être longuement informé, auprès du secrétaire d'Etat, des perspectives de développement des armes nucléaires inscrites dans son projet de budget dont l'ampleur est vivement contestée par le Congrès. Il aurait également fait va-

loir auprès de ses interlocuteurs qu'il trop agiter l'idée d'un monde sans armes offensives ou risquait de conduire les opinions à en rejeter dès maintenant le déploiement.

« Une réflexion commune » sur le terrorisme

A propos de la lutte contre le terrorisme — second grand sujet de ses entretiens — M. Dumas a affirmé aux responsables américains (« de mandeurs », a-t-il dit, d'une concertation entre les pays visés) qu'il n'y avait pas de laxisme français en ce domaine, et que la France n'était « pas opposée à une réflexion commune sur des moyens d'action concertés ». Le ministre a toutefois ajouté que la France était un « pays de droit » dans lequel les traditions

d'asile étaient profondes et qu'on ne saurait « mélanger les genres ».

La situation au Tchad, qui avait sérieusement assombri la dernière visite de M. Chéysson, n'aurait pas cette fois-ci posé de problèmes alors que l'Amérique centrale aurait, elle, donné lieu à l'exposé des divergences traditionnelles entre les deux capitales.

Comme M. Thatcher en décembre dernier, M. Dumas a eu l'occasion de se faire expliquer dans le détail et sur écran les données techniques de la « guerre des étoiles » par les spécialistes qui sont chargés du programme. A-t-il été convaincu? Le ministre a demandé du temps et de la réflexion pour se forger une conviction que son prédécesseur, lui, n'hésitait pas à formuler.

BERNARD GUETTA.

MM. Joxe et Fabius à Bonn

(Suite de la première page.)

Cette délégation était composée de trois des principaux responsables de la police française, MM. Michel Guyot, directeur central de la police judiciaire, Yves Bonnet, directeur de la DST (contre-espionnage), et François La Mouel, responsable de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste. La coopération entre les deux pays, soulignait-on, est « excellente ».

Après la rencontre qui a eu lieu vendredi à Bruxelles entre responsables de plusieurs polices européennes, il est désormais question d'organiser une réunion entre les ministres de l'intérieur des pays concernés. M. Luigi Scalfaro se rend ce mardi à Madrid où il rencontrera son homologue espagnol, le ministre de l'Intérieur José Barranquero Peña. Ce voyage fait suite aux visites de M. Scalfaro en France, en Belgique et aux Pays-Bas et à ses entretiens avec des dirigeants locaux. Après cette tournée européenne qui doit s'achever par une rencontre à Rome avec le secrétaire britannique à l'Intérieur, l'Italie formule des propositions concrètes pour une rencontre internationale.

La tenue de la première visite officielle que M. Fabius effectuera dans un pays européen se trouve ainsi quelque peu modifiée. Le premier ministre français, qui est accompagné de dix membres d'attache française, dont le PDG de la Compagnie générale d'électricité, de Saint Gobain Pont-à-Mousson, de Thomson et de Desautel, avait invité lundi à son arrivée à Bonn une dizaine d'industriels

ouest-allemands, dont les représentants de Krupp, Siemens, Messerschmitt et de la Bundesbank pour un dîner privé au château d'Erlich, résidence de l'ambassadeur de France, qui fait l'objet de mesures de sécurité exceptionnelles.

M. Fabius s'est entretenu en tête-à-tête avec le chancelier Helmut Kohl ce mardi matin, les deux hommes devant ensuite être rejoints par le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Bismarck, et le ministre des finances, M. Stöckmann.

Le premier ministre français, de même que devant la fédération des chambres de commerce et d'industrie ouest-allemandes, de préciser les objectifs de la politique économique française et d'évoquer les points faibles de la coopération franco-allemande. Il sera question, notamment, des problèmes d'environnement et du souhait formulé par Bonn de parvenir à une réglementation commune dans le CEE sur les « voitures propres » (les pots d'échappement catalytiques). M. Fabius s'efforcera de calmer l'impatience des Allemands en ce domaine et de les dissuader d'adopter une réglementation plus stricte que celle qui ne parviendrait pas rapidement à un accord. M. Fabius exposera le point de vue français sur le problème de l'aide à la sidérurgie européenne. On s'attend à ce qu'il fasse part de ses regrets concernant le refus de Bonn de s'engager sur le projet de mini-navette spatiale Hermes et qu'il évoque également la question du TGV Paris-Cologne.

C.T.

LEURS NAVIRES NE POUVANT FAIRE ESCALE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Les Etats-Unis annulent les manœuvres de l'ANZUS prévues dans le Pacifique

Les Etats-Unis ont confirmé, le mardi 5 février, l'annulation des manœuvres navales de l'ANZUS, baptisées Sea Eagle, qui devaient avoir lieu le mois prochain dans le Pacifique. Cette décision a été motivée par le refus du gouvernement néo-zélandais d'accueillir dans ses ports des navires américains s'il n'avait pas l'assurance formelle que ceux-ci n'ont pas de porteurs d'armes nucléaires (le Monde du 5 février).

L'annulation des manœuvres Sea Eagle avait déjà été annoncée lundi par le premier ministre australien, M. Hawke, lors d'une conférence de presse donnée à Bruxelles, où il se trouve pour des entretiens avec les responsables de la CEE.

A Wellington, le chef du gouvernement néo-zélandais, M. Lange, a déclaré que l'annulation des manœuvres de l'ANZUS était la « conséquence directe et attendue » de son refus d'accueillir les bâtiments américains armés d'engins nucléaires. Il a cependant qualifié de « regrettable » la décision de Washington. La Nouvelle-Zélande, a-t-il ajouté, est toujours prête à participer aux manœuvres de l'ANZUS

et, naturellement, elle est toujours désireuse et en mesure d'aligner sa flotte à côté de celles de ses alliés, l'Australie et les Etats-Unis, mais dans un exercice avec des armes conventionnelles.

Le département d'Etat américain o cependant fait savoir que l'attitude adoptée par le gouvernement travailliste néo-zélandais posait un « problème très grave » et qu'elle risquait de mettre en cause la « coopération globale » des Etats-Unis avec Wellington dans le cadre du traité ANZUS. La décision de Wellington, insiste le département d'Etat, aura des conséquences sur les relations entre les deux pays, puisqu'elle va « au cœur des obligations mutuelles » entre deux alliés. Les Etats-Unis étudient « une réponse appropriée » à cette mesure.

Le pacte de l'Anzus

Le pacte de sécurité de l'ANZUS, qui lie l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis, a été signé le 1^{er} septembre 1951, à San-Francisco, et a pris effet le 29 avril 1952 pour une durée indéterminée. Il visait à l'origine à s'opposer à une éventuelle renaissance du militarisme japonais.

Le traité prévoit notamment que les trois pays se consulteront pour les questions de sécurité intéressant le Pacifique avant de

prendre, chacun de son côté, les mesures qu'ils jugeront utiles. Un organisme permanent de consultation a été établi au ministère australien des affaires étrangères à Canberra.

La coopération militaire entre les trois pays se traduit par l'échange d'informations concernant la sécurité du Pacifique, la coopération technique, et l'échange de personnel ou de matériel militaires.

SECON LE TRANSFUGE SOVIÉTIQUE ARKADI CHEVCHENKO

Le maréchal Gretchko voulait employer l'arme atomique contre la Chine en 1969

de notre correspondant

Arkadi Chevchenko s'est déjà fait connaître comme le plus haut gradé des transfuges soviétiques, si l'on met à part ceux moins connus, issus de l'appareil du KGB. Ancien membre de la mission soviétique à l'ONU, collaborateur personnel de M. Gromyko au ministère soviétique des affaires étrangères, puis secrétaire général adjoint de l'ONU de 1973 à 1978, data de son passage à l'Ouest, il avait notamment fourni un premier éclairage sur la personne de M. Tchernenko le 24 février 1984. Dans un livre, *Rapports avec Moscou*, publié chez Knopf et dont le Spiegel et Time de cette semaine publient de larges extraits, Arkadi Chevchenko va plus loin et nous donne d'amples détails sur le caractère et les positions de son ancien patron, Andreï Gromyko.

On ne sera pas surpris d'apprendre que le vétéran des ministères des affaires étrangères est un homme sûr de lui et dominateur, c'est à dire sans scrupule vis-à-vis de ses collaborateurs, qui se comporte « comme s'il savait tout et si les autres étaient inégalement stupides ». Au Politburo, paraît-il, « il était difficile, pour ne pas dire impossible, de discuter ses conceptions ou de présenter des objections ». Seul le maréchal Oustinov, le ministre de la défense décédé en décembre dernier, s'y risquait. On sera d'ailleurs surpris d'apprendre, au vu de ce que l'on sait de la rigidité de ses positions sur le plupart des problèmes de l'heure, que, sans être à proprement parler pro-américain, Gromyko a été l'initiateur principal de la politique de détente et son avocat le plus important au Politburo et que son souvenir le plus ému va à la coopération soviéto-américaine du temps de guerre.

Il est vrai que, pour celui qui se veut une espèce de Talleyrand soviétique, les Etats-Unis sont la fois l'adversaire principal et la partenaire indispensable. Chevchenko nous rappelle utilement qu'en vingt-huit ans de carrière de ministre et même avant, Andreï Gromyko n'a jamais mis les pieds en Afrique, qu'il n'a visité aucun pays d'Amérique latine à part Cuba et que son peu d'intérêt pour les pays du tiers-monde l'a opposé à M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du parti. Selon ce dernier, M. Gromyko n'a « aucun

sans du côté idéologique des choses », il « ne comprend ni la puissance des idées communistes dans le monde ni la manière de les exploiter ».

D'autres révélations encore plus surprenantes émaillent le récit des principales crises internationales des dernières années. En 1969, selon Chevchenko, le maréchal Gretchko, alors ministre de la défense, voulait employer des bombes nucléaires mégatonniques contre la Chine, qui s'était permis de tuer des soldats soviétiques sur l'île Damansky à la frontière des deux pays. Fort heureusement, une majorité du Politburo a même plusieurs militaires (dont le maréchal Ogarkov, futur chef d'état-major), avaient combattu victorieusement cette idée. L'auteur implique fortement le KGB dans la mort de Dag Hammarskjöld, le secrétaire général de l'ONU tué dans un accident d'avion au-dessus du Congo ex-belge en 1960. Khrouchchev ayant dit qu'il fallait lui « faire payer » ses audaces. De la même manière, mais sans succès, l'espionnage soviétique aurait voulu éliminer Sadat en 1971, au début du retournement du président égyptien contre la présence soviétique. Enfin, toujours pour sauvegarder les relations avec les Etats-Unis, Andreï Gromyko aurait conseillé de ne pas abattre l'avion espion américain U2 envoyé par Eisenhower au-dessus de l'URSS le 1^{er} mai 1960. Khrouchchev n'aurait pas suivi ce conseil, de même qu'il aurait pris tout seul, contre l'avis notamment de ses militaires, la décision fatidique d'envoyer des missiles à moyen portée à Cuba en 1962.

Beaucoup de ces révélations sont basées sur des on-dit plus que sur des témoignages directs; le scepticisme reste donc de rigueur, d'autant que plusieurs des anecdotes qui émaillent le récit étaient déjà largement connues. On note aussi la respectueuse fascination que Chevchenko, bien que transfuge converti à l'antissoviétisme, conserve pour son ancien patron Andreï Gromyko, un homme plus « sérieux » que tous les autres dirigeants soviétiques, qui sur l'humain ne voit, et dont l'auteur croit pouvoir affirmer qu'il n'a jamais envoyé quelqu'un au Goulag.

MICHEL TATU.

L'enquête sur l'assassinat de René Audran

UN DÉMENTI DU SINN FEIN IRLANDAIS

Le Sinn Féin, représentation politique de l'IRA, provoque l'indignation nous demandons de préciser qu'il est « totalement faux que Sinn Féin ait conclu un pacte avec une organisation appelée Action directe, lors d'une rencontre au Pays basque ». Ce démenti est une réaction à l'un de nos articles sur l'assassinat de l'ingénieur général René Audran (le Monde daté 27-28 janvier).

Nous écrivions que les policiers français « en septembre 1984, avaient, sans plus de précision, signalé une rencontre au Pays basque espagnol entre membres du FLNC corse, du Sinn Féin irlandais, de l'ETA et d'Action directe ».

Cette phrase faisait allusion à un rapport des renseignements généraux, daté du 19 septembre 1984, dont le Sinn Féin dément donc la teneur. Parallèlement, le Comité français de défense des prisonniers politiques irlandais refuse, dans un communiqué, « l'amalgame opéré entre la recrudescence d'actions terroristes coordonnées au niveau européen et la résistance irlandaise à l'occupation britannique ».

L'affaire du missile soviétique

M. WEINBERGER RECONNAÎT AVOIR « CONFONDU DEUX RAPPORTS »

Washington. — Le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, a reconnu, lundi 4 février, avoir « confondu deux rapports » et s'être trompé en affirmant que l'Union soviétique avait abattu un de leurs missiles, qui s'est écrasé en Finlande en décembre dernier (le Monde du 2 février). Ce n'était pas exact, a déclaré M. Weinberger, parlant devant la commission des forces armées du Sénat. « C'est ma faute, et je le regrette », a-t-il dit.

Le secrétaire américain à la défense a précisé que les Soviétiques ont peut-être acquis « une certaine capacité » pour repérer au radar les missiles de croisière et pour les faire abattre par des avions. Il a cependant souligné que ce n'était pas ce qui s'était produit au-dessus de la Finlande en décembre.

● RECTIFICATIF. — Une substitution de clichés rend sans objet la dernière phrase de la légende de la carte qui illustrait, dans le Monde du 5 février, l'article d'André Fontaine sur Yalta. Les « échecs » dont il est question se référaient aux retraits très limités de troupes opérés par les Britanniques et les Américains, qui ne figuraient pas sur le cliché publié, et non, bien entendu, aux territoires annexés par les pays de l'Est.

ÉPHÉMÈRE COURTOIS

1934-1984 : VOYAGE COMMUNISTE. par Raymond Dallidet : La universelle, 320 pages, France.

La justice en France, n° 612. Les techniques de vente, n° 2202. La bande dessinée, n° 2212. L'Islam contemporain, n° 2195. Le roman noir français, n° 2145. Histoire du cinéma, n° 81. La fraude fiscale, n° 2180. L'héritage humaine, n° 550. Le corporatisme, n° 2208. Une collection qui n'a pas fini de vous étonner. A découvrir dans son catalogue, remis sur simple demande aux PUF, 90 bd St-Germain, 75005 Paris.

2212

Collection "Que Sais-Je?" Parmi les 2212 titres, il y en a forcément un qui vous intéresse.

AMÉRIQUES

Chili

LA PROLONGATION DE L'ÉTAT DE SIÈGE

L'opposition au général Pinochet plus que jamais divisée

Santiago-du-Chili. — « Il n'y a aucune raison de lever l'état de siège, car les raisons qui ont présidé à son instauration subsistent », a déclaré, lundi 4 février, le général Pinochet devant une délégation de dix-sept journalistes américains de passage à Santiago. Samedi 2 février, un décret officiel avait prorogé pour une période de trois mois ce régime extrême, applicable, selon l'article 40 de la Constitution, « en cas de guerre ou de trouble » (le Monde du 5 février).

Cette décision n'a surpris personne. Le commandant en chef de la marine et membre de la junte, l'amiral Merino, ainsi que le ministre de l'Intérieur, M. Onofre Jarpa, avaient affirmé à plusieurs reprises que la

De notre correspondant

mesure était bien acceptée par les Chiliens, car elle « avait permis de rétablir l'ordre public ».

L'intransigeance du général Pinochet n'améliore évidemment pas son image à l'extérieur. Mais le chef de l'Etat n'en a cure. Aux inquiétudes manifestées ces dernières semaines par Washington et aux premières pressions financières des Etats-Unis (il est clair que le report d'un prêt de 130 millions de dollars que la BID devait accorder au gouvernement chilien répond à des raisons politiques), le général Pinochet a affirmé comme de coutume : « Je suis maître chez moi ». Son argumentation n'a pas varié : la Constitution approuvée en 1980 s'entend pleinement en vigueur qu'en 1985. Cette dernière établit un régime autoritaire que le chef de l'Etat espère bien présider jusqu'en 1997.

WASHINGTON ACCUEILLE AVEC SCEPTICISME LES OFFRES DE DIALOGUE DE M. FIDEL CASTRO

Washington (AFP). — Les Etats-Unis veulent des actions concrètes de la part de Cuba avant d'améliorer leurs relations avec La Havane, a réaffirmé, lundi 4 février, la Maison Blanche en accueillant avec scepticisme les déclarations de M. Fidel Castro en faveur d'un dialogue avec Washington (le Monde du 5 février).

Le dirigeant cubain a déclaré au Washington Post que les relations américano-cubaines pourraient s'améliorer au cours du second mandat de M. Reagan et s'est dit prêt à « échanger des vues sur l'importance quel sujet avec les Etats-Unis ».

« Les lignes de communication demeurent ouvertes », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, avant de rappeler les « désaccords fondamentaux » qui demeurent entre les deux pays : « l'action de Cuba en Amérique centrale, la présence militaire cubaine en Afrique (Éthiopie et Angola), l'allégeance cubaine vis-à-vis de l'Union soviétique et les graves violations des droits de l'homme à Cuba ».

Fort de l'appui de l'armée et conscient qu'il dispose encore d'une marge de manœuvre suffisante vis-à-vis des Etats-Unis, le général Pinochet a donc de bonnes raisons de maintenir un régime d'exception qui lui assure un contrôle absolu du pays. Tout au plus a-t-il levé partiellement le couvre-feu (depuis le 25 janvier, les restrictions à la circulation ne concernent que les véhicules, alors qu'elles s'appliquaient jusque-là aux personnes : une mesure qui ne modifie en rien l'aspect desolés de Santiago dès la tombée de la nuit).

De même a-t-il procédé à la libération de cent dix personnes détenues à Pisagua, un camp de concentration situé près de la frontière péruvienne. Au total, deux cent soixante personnes ont été remises en liberté sur les six cent cinquante « délinquants communs » et « subversifs » arrêtés depuis la promulgation de l'état de siège. Encore faut-il préciser que ceux-ci ont été soumis à un « traitement psychologique » destiné à les « ramener après la vie en société », comme l'a affirmé le ministre de l'Intérieur.

Le général Pinochet avait voulu, le 6 novembre 1984, donner un coup

d'arrêt à l'escalade de la contestation politique et rétablir au silence une presse de plus en plus mordante. Ces objectifs ont été atteints. L'opposition a du mal à desserrer le carcan de l'état de siège. Un effort a été fait pour développer une presse clandestine, mais sa portée est limitée. Des manifestations ont bien eu lieu à l'occasion des obsèques de Mathilde Neruda et du troisième anniversaire de la mort d'Eduardo Frei, mais elles n'ont rassemblé qu'un nombre réduit de personnes.

Indiscutablement, l'ordre règne au Chili. Le seul « secteur » qui semble résister est le MDP (Mouvement démocratique populaire), composé de trois formations (le Parti communiste, les socialistes de M. Claudio Almeyda, et le MIR, mouvement de la gauche révolutionnaire) qui viennent d'être mises hors la loi par le tribunal constitutionnel. Cela ne les empêche pas de tenir depuis lundi une assemblée nationale « clandestine ». Objectif : mettre au point un plan de lutte contre la dictature en 1985, qui doit être, selon l'un des dirigeants du MDP, « l'année du soulèvement général ».

Les autres partis d'opposition, en particulier ceux de l'Alliance démocratique (Parti démocrate-chrétien, Parti social-démocrate, Parti radical, Parti socialiste et droite républicaine), sont d'abord soucieux de résoudre leurs problèmes internes. L'Alliance démocratique est en pleine restructuration et n'a pas actuellement de président.

Lois d'avoir resserré les rangs au cours des trois derniers mois, l'opposition semble aujourd'hui divisée en deux camps. D'un côté, l'extrême gauche et une partie de la gauche, décidées à utiliser tous les moyens, y compris la lutte armée pour en finir avec le régime; de l'autre, les formations de centre gauche et de centre, dont un large secteur de la démocratie-chrétienne, qui sont pour une négociation avec les forces armées, même si cela implique le maintien au pouvoir du général Pinochet jusqu'en 1989 et l'acceptation de facto de la Constitution de 1980.

JACQUES DESPRES.

Une coupure totale d'électricité, de douze minutes, provoquée par le dynamitage de pylônes, a plongé Lima dans l'obscurité complète au moment où Jean-Paul II regagnait la capitale après son déplacement à Piura et à Trujillo, dans le nord du Pérou. Les gendarmes du Sentier ont réagi à plusieurs reprises, depuis deux ans, à plonger la capitale péruvienne dans le noir. Lundi pendant la panne, l'ambassade de France et de la famille est apparue au sommet d'une des collines

LA FIN DU VOYAGE

qui dominent la ville. Leur action est un défi aux autorités qui avaient pris des mesures de sécurité exceptionnelles pour la visite du pape. C'est la première fois que la capitale se manifeste depuis l'arrivée du souverain pontife au Pérou.

Jean-Paul II devait visiter ce mardi 5 février Villa-el-Salvador, le plus grand bidonville de Lima, avant de se rendre à Iquitos, dans l'Amazonie péruvienne, et à Trujillo et Tarma, dernière étape de son voyage en Amérique latine.

A Piura, Jean-Paul II dénonce de nouvelles « déviations doctrinales » de la théologie de la libération

De notre envoyé spécial

Lima. — Jean-Paul II est revenu, jeudi 4 février, sur la théologie de la libération dans un discours très dur contre ses déviations doctrinales. Il a choisi, pour le faire, la ville de Piura (au nord du Pérou). Cette ville de 900 000 habitants, qui a subi il y a deux ans des inondations catastrophiques, a deux universités, dont l'une appartient à l'Opus Dei.

Après avoir insisté sur la reconnaissance que le Pérou doit à l'œuvre des missionnaires, Jean-Paul II a souligné son caractère exemplaire : « la première chose que nous devons faire est de méditer cette action pour en tirer les motifs d'inspiration pour l'avenir ». Évangéliser, signifie, a poursuivi le pape, « apporter la parole du Christ, ce qui implique aussi une promotion intégrale de la dignité de l'homme ».

Des interprétations à la mode

Mais, a-t-il ajouté, l'option préférentielle de l'Eglise en faveur des pauvres ne doit pas être « exclusive » : « C'est une option fondée sur la parole de Dieu et non sur des critères fournis par la science ou les idéologies qui fragmentent réduisent les pauvres à une catégorie socio-politique et économique abstraite ». Cet aspect de l'évangélisation « est d'une évidence actuelle au Pérou pour le présent comme pour l'avenir ».

Citant l'Evangile et la condamnation par Jésus de celui qui « n'entre pas par la porte » mais s'introduit « comme un voleur et un brigand »,

Jean-Paul II a condamné « les faux prophètes et les relucres de l'Evangile dans une perspective non ecclésiale mais adaptée à des interprétations inspirées par la mode ou des visées socio-politiques ».

A Trujillo, lundi soir, Jean-Paul II est revenu sur ce thème de l'interprétation correcte de la doctrine sociale de l'Eglise dans un discours aux ouvriers. Capitale de l'une des principales régions industrielles du pays et productrice de canne à sucre, Trujillo est un exemple de l'échec d'un certain développement. Une personne sur deux en âge de travailler est au chômage. Une économie parallèle à la limite de l'illégalité s'est développée comme à Lima.

Les principaux syndicats du pays avaient adressé une lettre au pape le 29 janvier, lui demandant une audience afin d'exposer leurs problèmes, en particulier, celui des salaires.

Les deux tiers des travailleurs péruviens ne touchent même pas le salaire minimum, de 50 dollars par mois. Évoquant le caractère « tragique » de la condition des travailleurs en Amérique latine, le pape a insisté sur les causes profondes : structures économiques, sociales et politiques, que l'Eglise dénonce comme des « péchés sociaux ».

Le pauvre est certes celui qui manque les biens matériels, a déclaré le pape, mais c'est aussi « celui qui est noyé dans le péché (...), celui qui ne dispose pas de la liberté de penser et d'agir selon sa conscience (...), celui qui est tenu comme un instrument de production ». « L'Eglise appelle à une libération entière de toutes les servitudes (...), c'est dans cette voie qu'ont agi les prophètes confondus avec les principes indiqués dans leur document sur la théologie de la libération », a-t-il ajouté. Il a rappelé aux industriels que, conformément à la doctrine sociale de l'Eglise, ils doivent donner à leurs entreprises une « fonction sociale ».

PHILIPPE PONS.

● RECTIFICATIF. — Une erreur nous a fait écrire que l'on comptait un prêtre pour 60 000 habitants au Venezuela (le Monde du 30 janvier). Il convenait, bien entendu, de lire « un prêtre pour 6 000 habitants ».

CINQ CENTS CHEFS DE TRIBU ATTENDENT LE PAPE A IKOTOS

(De notre correspondant)

Lima. — Cinq cents chefs de tribu indiennes en costume de fête leur nudité dissimulée par des peintures multicolores, les ont couronnés, de plumes de parrot, autour du pape à la messe de l'après-midi à Iquitos, s'apprêtant à accueillir la bienvenue à Jean-Paul II à Iquitos, dernière étape de la visite au Pérou. Ils représentent une population indigène de cent cinquante mille personnes, réparties en plus de soixante-dix groupes ethniques de l'Amazonie. Ils s'adresseront au pape dans leurs propres langues et celui-ci leur répondra en espagnol.

Iquitos a été fondée par un jésuite, au dix-huitième siècle, couramment surnommé le « pape des Andes », au cours de laquelle la Compagnie de Jésus installa plus de deux cents villages, contribuant à la connaissance de cette région grâce à l'élaboration de cartes précises. Elle refusa même hors des frontières, les envahisseurs venus du Paraguay et du Brésil.

L'évangélisation dans la forêt tropicale a donc un tout autre aspect que celle réalisée dans les Andes, où le sabbat et le poulpion ont contribué à éliminer l'empire inca. Les missionnaires de l'Amazonie n'ont pas eu de tels succès. Ils ont dû se contenter de convertir une partie de la population, mais celle-ci a souvent été assimilée à la culture des blancs, ce qui a entraîné la disparition de certaines langues et coutumes.

N. B.

LA DERNIÈRE ÉTAPE : TRINITE ET TORAGO

Jean-Paul II, attendu ce mardi 5 février à Port-d'Espagne, capitale de Trinité et Tobago, doit rester moins de sept heures dans la plus méridionale des îles de l'arc caraïbe, proche du Venezuela.

5 128 kilomètres carrés, 1 300 000 habitants environ : Trinité et Tobago a été découverte par Christophe Colomb en 1498. Ce territoire anglophone vit presque exclusivement de la production de pétrole qui s'élève à 200 000 barils/jour.

La population est catholique à 60 %, mais les ethnies sont nombreuses : Indiens, Noirs, Hindous, Chinois et Blancs. L'archevêque Anthony Fungus affirme que cette « diversité ne pose aucun problème ».

Nicaragua

Ministre de la culture

LE PÈRE ERNESTO CARDENAL EST SUSPENDU « A DIVINIS » PAR LE VATICAN

Managua (AFP). — Le ministre nicaraguayen de la culture, le Père Ernesto Cardenal, a annoncé, lundi 4 février à Managua, sa suspension d'office par le Vatican pour avoir refusé d'abandonner ses fonctions.

dans le gouvernement sandiniste. « Je ne peux pas renoncer à mes fonctions », a déclaré le Père Ernesto Cardenal, « car ce serait abandonner et trahir mon peuple, à un moment où le Nicaragua fait l'objet d'agressions ».

Le Vatican avait adressé, la semaine dernière, un ultimatum au ministre de la culture ainsi qu'au ministre des affaires étrangères, le Père Miguel Escoto, leur enjoignant de quitter leurs fonctions gouvernementales sous peine de sanctions. Le nouveau code de droit canon interdit aux prêtres d'avoir des fonctions politiques.

Le ministre de la culture a précisé que sa suspension a divinis implique qu'il n'a plus le droit de dire la messe ni d'administrer les Sacraments. Le pape « se tient devant les agressions contre le Nicaragua », a déclaré le Père Cardenal. Sa position politique coïncide avec bien des points avec celle du président Reagan.

Le frère du ministre de la culture, le Père Fernando Cardenal, ministre de l'éducation, a été expulsé en décembre 1984 de la Compagnie de Jésus parce qu'il refusait, lui aussi, de quitter le gouvernement. Le Père Edgar Parrales, ambassadeur du Nicaragua auprès de l'Organisation des Etats américains à Washington, a fait savoir, quant à lui, qu'il avait dès 1983 demandé au Vatican d'être réduit à l'état laïc, mais qu'il n'a pas reçu de réponse.

ASIE

LES SUITES DE L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE EN INDE

Un Polonais et un Allemand de l'Est auraient été expulsés

De notre correspondant

New-Delhi. — La France n'est plus seule en cause. M. Coomer Narayan, l'homme d'affaires indien qui fait figure de principal accusé dans l'affaire d'espionnage du siècle, a confessé, lundi 4 février, au juge d'instruction qu'il vendait également des secrets d'Etat à la Pologne et à l'Allemagne de l'Est. Le mariage, selon l'indien, aurait duré depuis vingt-cinq ans et lui aurait permis d'amasser une belle fortune. L'homme était d'ailleurs fort apprécié dans son quartier de New-Delhi pour ses « bonnes œuvres » et sa générosité en faveur des temples hindous.

L'ancien petit fonctionnaire des finances, devenu prospère, avait en effet révélé qu'il menait son commerce avec deux « et non plus un » diplomates français, un Polonais et un Allemand de l'Est (1).

Des informations de presse, pas plus démenties ou confirmées que toutes celles publiées depuis la divulgation du scandale, faisaient état récemment du voyage imprévu à Varsovie d'agents du contre-espionnage indien. La mission d'enquête dont ils sont chargés aurait été décidée après l'arrestation, il y a quelques jours, de deux hommes d'affaires de Delhi, MM. Kumar Aggarwal et Ashok Jaitha, spécialisés dans le com-

merce avec l'Union soviétique et d'autres « pays frères ».

Ce nouveau rebondissement d'une histoire à épisodes, qui passionne exclusivement la capitale, est spécialement embarrassant pour le général Jawahar, attendu en visite officielle à Delhi début mars. Dans les milieux français de la capitale, on ne cache pas un certain soulagement à l'idée que désormais « Paris n'est plus seul à porter le chapeau ». Cela dit, le rappel de l'ambassadeur, M. Serge Boidevaux, sur injonction de Delhi est jugé unanimement précipité par ses compatriotes, et beaucoup regrettent ouvertement que Paris ait « été avisé d'urgence ».

Beaucoup, également, reprochent à l'ambassade de France le silence maintenu depuis le début par les diplomates en poste dans la capitale indienne. On pense, à tort ou à raison, qu'une attitude plus ferme eût été à la fois plus digne et plus bénéfique à l'avenir des relations franco-indiennes.

Climat difficile

En attendant, il n'y a pas, contrairement à ce qu'on pouvait craindre, de réactions anti-françaises perceptibles dans la population, mais le climat pour les entrepreneurs et les diplomates français de Delhi qui ont affaire quotidiennement avec l'administration indienne est devenu très difficile. Bon nombre de fonctionnaires indiens, moyens ou grands, ne veulent plus être vus en compagnie de ressortissants français. Quelquefois par animosité patriotique à l'égard d'une « puissance espionne », mais le plus souvent par crainte de tomber dans les filets d'une enquête qui ratisse large.

Quinze personnes, dont douze fonctionnaires, sont déjà sous les verrous, et les têtes continuent de tomber dans les allées du pouvoir. Après M. Alexander, secrétaire principal du premier ministre, dont la démission fut acceptée le 20 janvier, deux nouveaux hauts fonction-

naires, MM. C.S. Sarin, responsable du service de la production au ministère de la défense, et J.S. Bajjal, secrétaire adjoint du ministère des finances, ont été admis, lundi, à faire valoir leurs droits à la retraite...

Aucune des trois personnes précitées n'a été personnellement mise en cause dans le scandale, mais plusieurs de leurs subordonnés ont été arrêtés. Une véritable chasse aux sorcières semble avoir été déclenchée, et personne ne sait très bien à Delhi qui la dirige et à quel point elle est en contrôle tous les développements.

Les Français ont adopté, pour leur part, un profil bas et attendent que l'épidémie d'espionnage se calme. Une circulaire les concernant aurait été distribuée dans tous les ministères, invitant expressément les acheteurs de l'Etat à ne signer aucun contrat avec des Français sans en référer au ministère des affaires étrangères. Un contrat industriel, son militaire, d'une valeur de plusieurs dizaines de millions de dollars, qui paraissait en bonne voie de réalisation, est susceptible de capoter au profit d'un autre pays, et l'on craint que les exemples de cet ordre ne se multiplient.

Il est même question ici et là de la remise en cause de l'Année de l'Inde en France, une idée lancée par le président de la République lors de sa visite à Delhi en 1982. L'escalade française de M. Rajiv Gandhi en juin — escalade annoncée sans démentir depuis des semaines dans la presse — n'aurait alors plus de raison d'être puisqu'il gènerait pour le premier ministre d'inaugurer le Festival franco-indien.

L'électionisme dont le vendeur de secrets faisait preuve dans le choix de ses clients permettrait-il à la France de limiter les dégâts? « Le mal est fait, et l'Allemagne de l'Est n'est pas précisément sur la même créance que nous », rappelle-t-on dans les milieux intéressés.

Reste, toutefois, un espoir, qui réside d'abord dans la faculté d'oubli habituelle dans les affaires internationales, mais aussi dans la volonté de ne pas laisser se dégrader au-delà d'une certaine limite les relations avec Paris. La déconvenue facilitée avec laquelle les journalistes ont pu vérifier aux meilleures sources la confession à huis clos de M. Narayan, et surtout les nouvelles accusations qu'elle contient, pourraient démontrer un souci du pouvoir d'équilibrer un peu plus le « jeu de massacre ».

PATRICE CLAUDE.


(1) Le quotidien Hindu a annoncé, ce mardi, qu'un « ressortissant polonais et un diplomate allemand » impliqués dans l'affaire, avaient été expulsés. Il n'indique toutefois ni les identités des deux agents présumés, ni les dates de ces expulsions.

CHINE

201.1970 F

Départs : 29/05 - 02/07 - 14/08 - 09/10

"CROISIÈRE SUR LE YANG TSÉ"



Paris / Pékin / Xian / Chongqing / Dazou / Chongqing / Shashi / Wuhan / Shanghai / Guilin / Canton / Hong Kong / Paris.

Renseignements : CARPEFOUR DE LA CHINE, 12, rue Sainte Anne - 75001 PARIS tél. : 261.08.29.

سكرا من الاموال

EUROPE

Yugoslavie

LA CONdamnATION DE TROIS CONTESTATAIRES

Le tribunal a refusé de « céder aux pressions » mais la défense estime avoir remporté un succès

Belgrade. — Le tribunal départemental de Belgrade a déclaré coupables du délit de « propagande hostile », lundi 4 février, les trois intellectuels contestataires dont le procès s'était ouvert le 5 novembre dernier. La cour a infligé deux ans de détention à Miodrag Milic, cinquantenaire, un an et demi à Milan Nikolic, sociologue, et un an à Dragomir Ojic, journaliste (nos dernières éditions du 5 février).

Dans ses audiences, le tribunal déclare avoir refusé de céder aux « pressions » dont il a été l'objet et estime que les textes rédigés par les accusés n'étaient pas de nature littéraire mais politique, ce qui tombe sous le coup de la loi.

A bien des égards, ce procès politique, le plus important intenté depuis la mort de Tito, a été tout à fait exceptionnel dans le système judiciaire yougoslave. Il a duré trois mois, ce qui ne s'était jamais produit. Ensuite, on a vu le procureur modifier ou compléter l'acte d'accusation original à trois reprises : deux fois pour aggraver les griefs reprochés aux accusés et une fois pour les atténuer. Le 23 janvier, il décidait d'arrêter les poursuites contre M. Prevost Isakov, traducteur, qui, d'ailleurs, aussitôt après cette décision, a organisé dans son appartement archicomble une nouvelle réunion de l'« université libre » sur le thème : « Les droits de l'homme et les procès politiques en cours ».

En outre, les accusés, de même que leurs défenseurs, n'ont pas hésité à critiquer le procureur, souvent avec violence, et à mettre en cause les fondements de la législation yougoslave sur les délits politiques. Mais tous ces éléments nouveaux n'ont pas suffi à rompre avec les règles en vigueur depuis la guerre et selon lesquelles les personnes accusées de propagande hostile sont, en fin de compte, condamnées.

Les trois accusés, qui se présentaient en prévenus libres, ne seront pas incarcérés avant que le verdict ne devienne exécutoire (ils ont le droit d'interjeter appel auprès de la Cour suprême), mais toute nouvelle infraction entraînerait immédiatement leur mise sous les verrous.

Dans le nombreux public présent à toutes les audiences, on a remarqué des représentants d'organisations

internationales de défense des droits de l'homme, dont plusieurs venus des Etats-Unis, et de nombreux intellectuels yougoslaves, parmi lesquels le grand écrivain serbe Dobrica Cosic, les professeurs Ljubomir Tadic et Mihajlo Markovic, écartés de l'université pour « déviation idéologique ». M. Milovan Djilas, un des plus proches collaborateurs de Tito, limogé en 1954 pour ses critiques du parti, qui lui ont valu depuis une dizaine d'années de réclusion.

A la sortie de la salle d'audience, l'un des avocats, M. Petrovic, a déclaré que la défense avait remporté un succès, « si l'on tient compte des bases sur lesquelles s'était ouvert le procès. M. Schels a révisé les arguments exposés dans sa plaidoirie, à savoir que la cour avait obéi au « dogme » imposé par les milieux politiques.

Les accusés eux-mêmes ont commenté le jugement. Selon M. Milan Nikolic, « la sentence est un compromis entre les modérés et les durs

du régime. Si je suis appelé un jour à purger ma peine, j'entamerai une grève de la faim comme seul moyen de me défendre ».

Pour M. Miodrag Milic, « le verdict et les amendes attestent du bas niveau de la justice qui a pris en compte les allégations des organes de sécurité ».

Enfin, M. Dragomir Ojic n'est « pas surpris par le verdict. Un procès politique ne pouvait aboutir qu'à une condamnation ».

Dix-huit mois de prison pour Milan Mladenovic

D'autre part, dans l'après-midi du même jour, le tribunal a condamné à dix-huit mois de prison ferme le jeune écrivain et philosophe Milan Mladenovic, dont le procès avait commencé le 10 février. Il était accusé d'avoir, pendant son séjour à Paris, adhéré à un « mouvement hostile » à la Yougoslavie. M. Mladenovic a admis avoir travaillé un certain temps dans le cabinet d'un

émigré yougoslave, Vlada Vladislavjevic, mais a nié avoir eu des intentions malveillantes à l'égard de son pays. Il a déclaré qu'il ignorait les activités politiques de M. Vladislavjevic et ses liens avec une organisation émigrée yougoslave connue sous le nom de Nouvelles alternatives démocratiques.

Dans sa plaidoirie, le défenseur de l'inculpé, M. Pejovic, a affirmé qu'aucun délit à la charge de son client n'avait pu être prouvé, et a demandé sa relaxe. Prenant à son tour la parole, M. Mladenovic a d'abord exposé ses idées sur la liberté et les droits de l'homme. Il fut interrompu par le président, qui estima qu'il s'était écarté du sujet. M. Mladenovic, qui a annoncé vouloir poursuivre sa grève de la faim — commencée il y a une vingtaine de jours — jusqu'à la mort, a alors abregé son intervention en terminant par une sévère condamnation de la loi sur les délits politiques et d'opinion, qui « jette dans un fossé profond toute une génération à la recherche de la vérité et de la justice ».

PAUL YANKOVITCH.

UN ENTRETIEN AVEC VLADIMIR MIJANOVIC

Un accusé en liberté très précaire

Expulsé de la salle d'audience, en décembre, pour « offense à la cour », Vladimir Mijanovic a vu son cas dissocié de celui des autres accusés du procès de Belgrade. Il est actuellement « en liberté » — une liberté bien précaire puisqu'un mandat d'arrêt a été lancé contre-temps contre lui. Les autorités affirment

« Quelles sont les principales étapes de votre combat politique ? »

— Mon engagement date de 1968 dans le mouvement étudiant. Un vent de liberté avait soufflé sur la Yougoslavie, plus aucun sujet n'était tabou, un mouvement alternatif vivace prenait naissance.

— Mais, par la suite, le pouvoir s'est ressaisi et la répression a frappé les leaders de ce mouvement, dont j'étais. J'ai donc fait, à l'époque, de la prison et, pendant cinq ans, on a alterné pour moi périodes d'incarcération et service militaire. En 1975,

qu'il se cache, ce que lui-même dément dans une interview accordée à Antoine Spire, qui l'a rencontré à Belgrade. Cet entretien, dont nous publions ici des extraits, sera diffusé le 13 février prochain sur France-Culture, dans l'émission « Panorama », à 12 h 45.

J'ai pu reprendre une activité politique, mais la conjoncture avait changé. Il ne s'agissait plus de contestation globale de la société, mais d'initiatives concrètes de soutien aux victimes de la répression.

— Notre objectif depuis 1975 est de supprimer les lois répressives, de modifier notre Constitution pour ajouter aux textes stipulant la non-discrimination en raison du sexe, de la nationalité ou de la religion, qu'il en serait de même en matière d'opinion politique. C'est par centaines que des intellectuels ont signé une pétition allant dans ce sens.

— Nous avons aussi milité pour un statut des détenus politiques. Après la mort de Radomir Radovic, nous avons mis en cause le ministère de l'Intérieur, Stane Dolanc (1). J'ai été arrêté.

— Vous avez connu les prisons yougoslaves. Que pouvez-vous en dire ?

— J'ai passé deux ans et deux mois en prison. Les conditions d'incarcération sont terribles.

— Nos prisons mélangent les traditions répressives de l'Est et de l'Ouest. On peut y mourir, on y est très souvent battu. J'ai été battu plusieurs fois. Formellement, il n'y a pas de différences entre les « politiques » et les « droits communs », mais dans les faits, la répression frappe plus durement les « politiques », continuellement espionnés par leurs codétenus.

— Combien y a-t-il de prisonniers politiques en Yougoslavie, et pourquoi Amnesty International ne vous a-t-elle pas rapporté aucun fait-elle pas dit des choses conditions de détention que vous évoquez ?

— Le nombre exact de prisonniers politiques est un véritable secret. Nous estimons qu'il se situe entre cinq cents et mille. Mais un récent rapport d'une organisation internationale a affirmé que, proportionnellement à la population, il y aurait plus de prisonniers politiques qu'en Afrique du Sud ou en Union soviétique. Amnesty International a fait état de la situation des prisonniers politiques en Yougoslavie, pour les cas les plus tragiques, disparitions, en prison et assassinats à l'étranger.

— Amnesty International ne peut pas connaître les conditions d'incarcération dans toutes les prisons yougoslaves. Sremska Mitrovica est une prison modèle organisée en conformité avec le droit international. C'est la seule que les organisations internationales puissent visiter. Mais il y en a bien d'autres parmi lesquelles Pozarevac, Zenica, Lepoglava, Nis, qui ne sont jamais visitées par les étrangers. Je vous assure que la vie y est atroce. J'ai été dans plusieurs de ces prisons, et j'ai connu nombre de « prisonniers » politiques condamnés au terme de procès très injustes, une copie de Belgrade.

— La torture dans les prisons yougoslaves est considérée comme normale par ceux qui travaillent dans les prisons. On n'en parle pas. Un de nos avocats, Ivan Yankovic, s'est rendu dans les prisons et a publié un rapport sur les tortures physiques et psychiques, mais, évidemment, per-

PROCHE-ORIENT

REGAIN DE VIOLENCE EN CISJORDANIE

Un soldat israélien a été tué à Ramallah

De notre correspondant

Jérusalem. — Le meurtre d'un soldat israélien a fait de nouveau monter la tension en Cisjordanie, lundi 4 février. Il s'agit du premier assassinat d'un militaire dans les territoires occupés depuis plus de deux ans. Le capitaine de réserve Aharon Avitah, vingt-neuf ans, était en faction devant le bâtiment du ministère de l'Intérieur, en plein cœur de Ramallah, au nord de Jérusalem, lorsqu'un inconnu l'a abattu d'une balle de pistolet tirée à bout portant dans la poitrine. Il a succombé peu de temps après son évacuation vers l'hôpital. Son assassin a réussi à prendre la fuite.

L'armée a imposé pendant l'après-midi un couvre-feu sur les villes jumelles de Ramallah et d'El-Biréh, et sur le camp de réfugiés de Al-Amari. Elle a procédé à des perquisitions et arrêté, jusqu'à présent sans résultat, plusieurs dizaines de résidents arabes.

Autre foyer d'agitation, le camp de réfugiés de Dehshieh, près de Bethléem, a été verrouillé lundi par les forces de l'ordre après que certains de ses habitants eurent lancé des pierres sur le véhicule du rabbin Moshe Levinger, chef de file du mouvement américain Gush Emounim (Bloc de la foi).

Depuis trois mois, le rabbin, quatre jours et nuit face à l'entrée de Dehshieh, près de son minibus, en signe de protestation contre « le laxisme des autorités face aux séjours de troubles ». Les habitants tiennent sa présence pour une « provocation ». Lundi, le rabbin n'y

était aux jets de pierres en ouvrant le feu en direction du camp, initialement, par le soldat qui lui sert de garde du corps.

Sept députés représentant trois formations politiques de droite, le Parti national religieux, le Morasha et le Tehiya, se sont rendus sur place pour appuyer leur soutien moral au rabbin. Le groupe parlementaire du Likoud devait faire de même mardi. M. Pères, premier ministre et M. Rabin, ministre de la Défense, ont répété, pour leur part, qu'ils « condamnaient le terrorisme par tous les moyens légaux ». A son retour des Etats-Unis, M. Rabin a pris soin de ne pas exclure un éventuel retour à la pratique des déportations contre les agitateurs.

Le gouvernement et la presse s'interrogent sur les raisons du regain de violence. Selon l'interprétation la plus fréquemment avancée, la branche loyaliste de l'OLP aurait décidé de « réactiver » ses cellules en sommeil depuis sa défaite militaire au Liban. Le fait d'avoir de nouveau pignon sur rue dans la Jordanie voisine aurait incité l'ardeur des partisans de M. Arafat.

Ceux-ci tiendraient également à montrer au monde arabe que les coups d'éclat militaires ne sont pas l'apanage des rebelles syriens au moment où ces derniers s'apprêtent, avec les encouragements de Damas, à retourner en force dans les régions du Liban qui seront bientôt évacuées par Israël.

J.-P. LANGELLIER.

Israël

M. EZER WEIZMAN SE DÉCLARE DISPOSÉ À RENCONTRE YASSER ARAFAT A CERTAINES CONDITIONS

Yassir Arafat, chef de la résistance, a déclaré lundi 4 février qu'il était prêt à rencontrer Yasser Arafat. « Si celui-ci reconnaît au préalable l'existence de l'Etat d'Israël ».

Dans une interview publiée par Haaretz, le site par l'Agence israélienne de presse, M. Weizman, ministre sans portefeuille, chargé des questions spéciales, a précisé : « Je suis prêt à discuter de la coopération économique, des relations bilatérales, des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies ».

Ces deux résolutions stipulent notamment le droit de tous les Etats de la région à vivre à l'abri de frontières sûres et intangibles de la question arabe en tant que problème de réfugiés. M. Weizman, jadis membre du Likoud et ministre de la Défense de l'ancien premier ministre Menachem Begin, fut l'un des principaux artisans des accords Israël-Arabs de Camp David.

Les quatre Britanniques détenus en Libye sont libérés. — Détenus depuis près de neuf mois, les quatre hommes ont été libérés le mardi 5 février, ont annoncé les autorités libyennes. Ils ont été libérés à la suite de votes largement majoritaires des « Congrès de base », assortis de conditions d'ordre général ayant trait à l'amélioration des relations entre la Grande-Bretagne et la Libye. — (AFP).

A JÉRUSALEM M. ATTALI S'EST ENTRETENU AVEC M. SHIMON PÈRES

(De notre correspondant.) Jérusalem. — M. Jacques Attali, conseiller spécial du président Mitterrand, vient d'effectuer une brève et discrète « visite privée » en Israël au cours de laquelle il s'est entretenu avec le premier ministre, M. Shimon Pères, de plusieurs dossiers « sensibles » touchant à la coopération bilatérale.

Selon Davar, le quotidien travailliste qui fait état de ce voyage, M. Attali est resté en Israël moins de quarante-huit heures, mais son agenda était fort chargé. Il aurait rencontré M. Pères à trois reprises et aurait eu des discussions avec les ministres des finances et de la coopération économique, ainsi qu'avec le directeur général du ministère des affaires étrangères.

D'avoir cru savoir que M. Attali est venu en Israël discuter des facilités financières que la France est prête à accorder à l'Etat hébreu pour l'encourager à acheter les deux réacteurs nucléaires dont Israël a besoin. Lors de sa visite officielle, à Paris, début décembre, M. Pères avait lui-même révélé l'intérêt de son pays pour une telle transaction. M. Attali aurait également évoqué avec ses interlocuteurs les moyens de relancer la coopération commerciale entre Paris et Jérusalem et d'encourager les investissements français en Israël.

J.-P. L.

Turquie

Où il est question des droits de l'homme

De notre correspondant

Ankara. — Venue s'informer de la façon dont fonctionne le processus de retour à la démocratie en Turquie, une délégation de la commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe a enquêté une semaine sur le terrain. La délégation, présidée par l'italien Sperchuti, dont faisaient également partie le Britannique Sir James Fawcett, l'Allemand Frowein, le Suisse Trüchel et l'Espagnol Carrillo, a pu se rendre, entre autres, dans les prisons militaires de Diyarbakir, d'Istanbul et d'Ankara. Les cinq hommes étaient chargés de rechercher les bases d'un éventuel « règlement à l'amiable », après le recours déposé en 1982 par cinq pays européens (Suède, Norvège, Danemark, Pays-Bas et France), à l'encontre de la Turquie, accusée de violation des droits de l'homme. Ce recours avait été déclaré recevable par la commission, en décembre 1983.

La délégation a été reçue notamment par les ministres de la justice et de la Défense. Elle a également rencontré les membres de la commission de la justice de l'Assemblée nationale ; elle a, enfin, eu des contacts avec les milieux universitaires, journalistiques, juridiques et syndicaux.

S'il est vrai que l'arrivée de la délégation à Ankara peut être interprétée comme le signe d'une meilleure compréhension vis-à-vis du régime en Turquie, il n'en reste pas moins que les gouvernements européens, norvégiens en particulier, continuent à maintenir leur distance vis-à-vis d'un pays accusé d'avancer trop lentement vers la normalisation démocratique. Ils entendent, dès lors, être bien convaincus de la réalité d'une amélioration de la situation des droits de l'homme en Turquie, avant de favoriser un éventuel règlement à l'amiable.

Or, à cet égard, il apparaît que, en Turquie même, bien des choses subissent, d'ailleurs, l'effet de l'ouverture. En janvier, d'un procès mettant en cause la mortalité de certains douaniers du poste de Kapikule, à la frontière

turco-bulgare, plusieurs accusés ont dénoncé devant leurs juges les sévices corporels dont ils auraient fait l'objet durant leurs interrogatoires par la police. Fait significatif, le journal indépendant à fort tirage Gunaydin a écrit, le 3 février, que les « méthodes d'interrogatoires policiers doivent être changées » — précisant que le motif au moins des accusés déclarant avoir fait des aveux, contrairement à tout qu'ils n'auraient été tenus pour des menteurs. Il rappelle que des policiers ont déjà été condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir pratiqué la torture. Il réclame, enfin, que « la Turquie adopte les méthodes des pays civilisés ».

Le gouvernement lui-même semble un peu plus soucieux, désormais, d'améliorer son image vis-à-vis de l'étranger. C'est ainsi que la Turquie, signataire de la convention européenne des droits de l'homme de 1954, s'apprête à reconnaître la compétence de la Cour des droits de l'homme. On laisse entendre à Ankara que le recours individuel devant la Cour, prévu à l'article 25 de ladite convention, pourrait, dans un avenir proche, être élargi, être accepté.

On parle beaucoup d'amnistie en Turquie ces temps-ci. Cependant, la Constitution de 1982 interdit l'amnistie en faveur des personnes coupables de meurtres terroristes. Le gouvernement de M. Turgut Ozal, conscient de l'hostilité des militaires à une telle éventualité, étudie un projet de loi prévoyant des remises de peine, dont, comme en Italie, pourraient bénéficier les personnes ayant fourni des renseignements à la police. Quant aux deux du Parti populaire, principale formation de l'opposition, ils préparent de leur côté une proposition de loi d'amnistie ; elle pourrait s'appliquer aux auteurs de « délits d'opinion » qui ne se sont jamais livrés à des actes terroristes.

ARTUR UNAL.

AFRIQUE

Algérie

Les autorités ont décidé de mettre un terme à l'anarchie en matière d'habitat

De notre correspondant

Alger. — Des écrivains apparus un peu partout dans la banlieue d'Alger devant des villas ou des maisons en cours de finition : « Construction illégale confiée par l'administration à des particuliers », « Ce sont des constructions illégales », ont-ils déclaré, mais restent debout. D'autres, jugés particulièrement nuisibles pour l'environnement, sont poursuivis et simplement rasés au bulldozer si par hasard ils ne l'ont pas fait eux-mêmes.

Spectaculaire dans l'Algérie, l'opération s'étend à l'ensemble du territoire. Après des années de laxisme, les autorités ont décidé de mettre un terme à la plus totale anarchie en matière d'habitat. Une première série de mesures avait frappé les habitants des bidonvilles qui s'élevaient dangereusement autour de la capitale. Des dizaines de milliers de personnes ont été reconduites dans leur foyer d'origine par des camions militaires, après qu'on leur eût rasé leur habitation. Beaucoup ont perdu leur emploi à Alger et ont été invités à se reconstruire avec les moyens du bord en province. L'opération ne s'est pas faite sans douleur, si protestation (le Monde daté 6-7 novembre 1983), mais, malgré son caractère impopulaire, les autorités l'ont menée à son terme, l'estimant nécessaire pour sauver la capitale de l'explosion. Aujourd'hui, l'Etat veut

montrer que la loi est la même pour tous et que les pauvres ne seront pas les seuls à faire les frais de son application. Après les gérants, ou s'en prend aux villas, pas toujours de bon goût, mais souvent de proportions imposantes, qui ont posé illégalement sans alarmer les assemblées populaires communales, en principe compétentes pour délivrer le permis de construire. La réglementation existe, mais en la matière trop d'abandonnés. Grâce à la complicité ou à l'indifférence de fonctionnaires patageant dans une législation pléthorique, ceux qui en avaient les moyens se sont appropriés des terrains destinés initialement à l'agriculture et ont fait réaliser leurs fantasmes immobiliers le plus souvent par des artisans paysans « au noir ».

Le coût final de telles constructions doit laisser révoquer le petit fonctionnaire à 2 000 F par mois, mais l'argent ne manque pas partout en Algérie. Le commerçant entreprenant ne s'est pas fait sans débaucher des relations, le médecin bien organisé, pour leur usage personnel ou pour de lucratives locations avec paiement en devises à l'étranger. Sans parler

de l'immigré qui, tenant hôtel ou épicerie en France, n'a aucun mal à investir dans son pays natal des dizaines d'écus en cours parallèle.

Tous ces propriétaires ne sont pas d'affreux spéculateurs ou des affairistes. La majorité n'a fait que pratiquer le système D, encouragé parfois par des exemples venus de haut. Les intentions du pouvoir sont louables : mettre les collectivités locales devant leurs responsabilités et rendre aux cultures maraichères les terres les plus riches à proximité de la capitale. Mais, après avoir fait des exemples, il doit rassembler et expliquer.

Dans un discours aux cadres du parti et des organisations de base, le mardi 4 février, le président Chadli a annoncé que la campagne contre les constructions illégales continuerait, mais il a admis que les responsabilités étaient partagées entre les contrevenants et les administrations locales défaillantes. De quoi apaiser un peu l'inquiétude de ces éternels anxieux, que sont les Algériens, certes prompts à chercher des combines, mais de bonne foi, tant sont nombreux, changeants et compliqués les textes que le gouvernement et variable l'emplacement qu'on met à la faire respecter.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

صكزا من الاصل

1501

politique

La crise en Nouvelle-Calédonie

M. Edgard Pisani est optimiste : le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie pense que la solution de l'indépendance-association, qu'il présente pour assurer la paix dans le territoire, finira par obtenir l'adhésion d'une majorité de Calédoniens. Invité du journal d'Antenne 2, lundi soir 4 février, M. Pisani s'est penché sur les progrès enregistrés au cours de ses discussions avec les dirigeants indépendantistes, qui s'étaient montrés jusqu'à présent fort réservés à l'égard de son plan.

L'entrevue que nous a accordé le numéro deux du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), M. Yéweiné Yéweiné, principal interlocuteur de M. Pisani pendant le séjour en métropole de M. Jean-Marie Tjibaou, confirme en tout cas une évolution de l'état-major indépendantiste dans un sens favorable au processus défini par le délégué du gouvernement.

A la veille du congrès qu'ils doivent présider le samedi 9 février à Camilla, les dirigeants du FLNKS se sont montrés assez décidés à soutenir la démarche de M. Pisani. L'affirmation de leur volonté d'ouverture et de dialogue est toutefois assortie d'une menace de pressions économiques envisagées pour réduire en Nouvelle-Calédonie le nombre des électeurs hostiles à l'indépendance.

An cours d'une conférence de presse, M. Tjibaou a lancé, mardi 5 février, un appel aux Wallisiens, aux Tahitiens, aux Antillais et aux Calédoniens d'origine asiatique pour inviter toutes ces minorités du territoire à ne pas épouser « les intérêts de ceux qui ont des milliards et des millions à défendre », et à se déterminer en fonction de leurs propres intérêts.

Le chef du mouvement indépendantiste a annoncé l'organisation, le 20 avril, d'une journée internationale de soutien au FLNKS.

M. Pisani, en vertu de l'état d'urgence, a signé le premier arrêté d'interdiction de séjour, en date du 31 janvier.

Au nom de ses « agissements antérieurs », M. Mickaël Darby, et son épouse Lynne Wilson, tous deux de nationalité australienne, ont été interdits de séjour en Calédonie. « Leurs actions subversives à l'encontre du gouvernement du Vanuatu sont incompatibles avec la situation actuelle en Nouvelle-Calédonie et sont de nature à porter gravement atteinte à l'ordre public », précise l'arrêté du haut commissaire.

A Paris, M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, a déclaré lundi qu'il rencontrerait M. Pisani lors de son retour à Nouméa. M. Ukeiwé devait participer, mardi 5 février, à Paris, à la Mutualité, à un rassemblement de soutien au maintien de la Nouvelle-

Calédonie dans la République, organisé par le RPR, en présence de MM. Jacques Chirac, président du mouvement, Jacques Toubon, secrétaire général, Charles Pasqua et Claude Labbé, présidents des groupes RPR du Sénat et de l'Assemblée nationale, et Michel Debré, ancien premier ministre. A Bruxelles, M. Bob Hawke, premier ministre australien, a indiqué au cours d'une conférence que son pays souhaite un « règlement constitutionnel » qui réponde à la « légitime aspiration de la population canaque à l'indépendance et à l'exercice de son autonomie ».

Canberra « continuera à presser le gouvernement français d'avancer de façon constructive vers une solution qui satisfasse les intérêts légitimes de tous les habitants de ce pays ».

M. Pisani est convaincu que son plan amendé sera accepté

« Je suis personnellement convaincu, maintenant que je suis en contact avec les populations, que le plan d'indépendance-association tel qu'il a été esquissé, le 7 janvier, et tel qu'il est en train de se préciser, sera la majorité en Nouvelle-Calédonie. Et c'est d'ailleurs parce qu'il risque fort de faire cette majorité que l'opposition est aussi déchaînée contre moi », a déclaré lundi 4 février M. Edgard Pisani, qui s'exprimait en direct au cours du journal de 20 heures d'Antenne 2.

Déjà « transformé et enrichi », aux dires du haut-commissaire, le « schéma du 7 janvier » prendrait

désormais pleinement en considération les « garanties à l'appui des garanties » offertes aux calédoniens en cas d'accession du territoire à l'indépendance. M. Pisani a indiqué à ce sujet : « Nous avons eu des conversations fort utiles et détaillées avec les indépendantistes, qu'ils soient du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) ou du LKS (Libération canaque et socialiste) pour arriver à considérer que dès le vote d'autodétermination, dans le bulletin de vote, figurerait un certain nombre de garanties ; nous sommes même arrivés à déterminer que, dès avant la proclamation de l'indépendance, une assem-

Le scrutin d'autodétermination permettra de se prononcer sur un « quasi-contrat »

Nouméa. — Jugant opportun d'intensifier ses explications sur son projet d'« indépendance-association », M. Pisani a inauguré mardi matin 5 février une formule de rencontre hebdomadaire avec la presse. Au cours de cette première réunion, le délégué du gouvernement a apporté quelques précisions complémentaires des propos qu'il avait tenus lundi soir sur Antenne 2.

M. Pisani a confirmé que l'évolution des discussions en cours avec les indépendantistes — au premier rang desquels M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) — permet de penser qu'il est possible de parvenir à un compromis global augmentant les chances de réussite de son plan.

Pour le haut commissaire, le problème le plus important consiste à élaborer ce qu'il appelle « la garantie des garanties » — exigée par les populations non canaques du territoire, — que le gouvernement entend définir avant le scrutin d'autodétermination, afin de rallier les électeurs aux thèses autres que mégalopoliennes qui souhaitent rester sur le territoire après une éventuelle indépendance.

« Ainsi », a ajouté M. Pisani, on ne verra pas pour quelque chose de défini en une seule phrase mais

De nos envoyés spéciaux pour quelque chose d'expressément défini.

Selon M. Pisani, cet ensemble constituerait un « quasi-contrat » liant entre elles les différentes communautés, et celles-ci à la France. De même, il est acquis que, dans l'hypothèse d'un oui à l'indépendance, l'Assemblée constituante désignée ensuite le serait sous souveraineté française, avant que la transmission des attributs de la souveraineté n'ait été opérée.

Dès lors, a souligné M. Pisani, le jour de la proclamation de l'indépendance, l'ensemble des textes juridiques régissant celle-ci — qu'il s'agisse du « pacte communautaire » — du texte de la Constitution du nouvel Etat ou du traité d'association — seraient signés par les parties concernées comme éléments complémentaires de la définition de cette indépendance. M. Pisani n'a toutefois donné aucune indication sur le mode de désignation de l'Assemblée constituante, ni sur la composition du corps électoral appelé à en élire les membres.

« Un homme aussi sage que M. Ukeiwé... »

Faute jusqu'à présent d'interlocuteur représentant la majorité sénariste, le délégué du gouvernement s'emploie à répondre positivement à la revendication primordiale du FLNKS, à savoir la restitution au peuple canaque de sa souveraineté

« Nous sommes prêts à aider le gouvernement français à trouver une solution »

nous déclare M. Yéweiné, porte-parole du FLNKS

« Dans le plan d'indépendance-association que propose M. Pisani, quel est le point qui constitue pour vous le principal problème ?

— C'est la question de la restitution au peuple canaque de sa souveraineté sur sa terre natale.

— Continuez-vous à faire de cette restitution la condition préalable à la discussion sur les autres points ?

— Il s'agit de trouver un équilibre entre les trois principaux points du projet de M. Pisani : la souveraineté, les garanties accordées aux ressortissants français et les intérêts de la France dans cette région du monde. On peut discuter plus avant à condition que le premier point, celui sur la souveraineté canaque, soit affirmé d'avantage.

— Quelle forme doit prendre selon vous cette restitution de souveraineté ?

— Quand la France a pris possession de notre pays en 1853, elle l'a fait sans autre forme de procès qu'une déclaration solennelle. La restitution de notre souveraineté devrait se faire aussi simplement. Mais, maintenant, il y a chez nous les ressortissants de la France, puis il y a les intérêts de la France. Ce sont des faits dont il faut tenir compte.

concerne la composition du corps électoral ?

— Dans cette consultation nous disons que c'est au gouvernement français de résoudre le cas des ressortissants français. Nous voulons que le peuple canaque soit consulté en tant que tel.

— Peut-il y avoir à votre avis un compromis qui consisterait par exemple à trouver un moyen de décompter à part le vote des Canaques le jour du scrutin ?

— Voilà ! Nous voulons qu'on sache comment le peuple canaque se sera prononcé sur la question de l'indépendance. Nous voulons qu'on fasse apparaître le vote canaque par un système ou un autre.

— Sur ce point-là aussi avez-vous l'impression d'être compris ?

— Tout à fait.

— Quelles garanties pouvez-vous donner aux non-Canaques avant la consultation ?

— Nous allons en parler à notre congrès du 9 février. A partir du moment où nous allons démontrer au gouvernement français que nous sommes prêts à dialoguer, à faire des propositions, à l'aider à trouver une solution, il y aura complémentarité entre les propositions du gouvernement et celles du FLNKS. Et si nous nous mettons d'accord avant le vote sur un montage, les garanties données aux non-Canaques seront respectées car nous avons toujours respecté notre parole.

— On dit que si vous estimez qu'il fallait de nouveau exercer une pression sur le terrain vous envisageriez des actions dans le domaine économique. On parle d'un éventuel blocus économique de Nouméa ou d'une grève générale des Canaques. Qu'en est-il exactement ?

— L'indépendance est notre objectif et il n'est pas négociable. Nous ferons ce qu'il faut. Nous sommes prêts à aider le gouvernement français à trouver une solution. Mais si pour résoudre les problèmes il fallait, sur le plan arithmétique et mathématique, que des populations partent et a pour les faire partir il fallait faire tomber l'économie...

— Voulez-vous dire que, pour faire évoluer en votre faveur le rapport de forces électoral, vous ferez éventuellement jusqu'à faire en sorte de contraindre une partie de la population à quitter le territoire ?

— S'il fallait aller jusque-là, nous irions jusque-là. Pour l'instant nous discutons le plan Pisani. »

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT

Que prévoit M. Pisani en cas de réponse négative lors du scrutin d'autodétermination ? Dans cette hypothèse, « peu plausible », a dit le délégué du gouvernement, « le statut de 1984 ne suffirait pas », sans donner pour le moment d'autre précision.

Enfin le haut-commissaire a réfuté les rumeurs qui font de lui un homme isolé dans son action ou en désaccord avec MM. Mitterrand et Fabius : « Je ne vois pas sur quel se fonder les bruits qui circulent actuellement d'après lesquels il y aurait entre le président de la République et le premier ministre d'une part, et moi d'autre part, la moindre divergence de vue. »

DEUX RÉACTIONS DE L'OPPOSITION

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, a estimé, mardi 5 février, à propos des déclarations faites la veille par le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie que « l'analyse de M. Pisani ne tient pas », ajoutant : « On est indépendant ou on ne l'est pas, l'histoire est là pour nous le rappeler ». D'ailleurs, l'indépendance-association cela n'existe pas », a-t-il ajouté sur Antenne 2 mardi.

M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, a, sur la même chaîne, souligné sa préférence pour « l'autonomie à l'intérieur de la République », rejetant « l'autonomie à l'extérieur de la République ».

Le vote canaque

— Souhaitez-vous donc que dans le processus il y ait un moment où à un autre, avant le scrutin d'autodétermination, un acte, une décision par lesquels le gouvernement français vous donnerait satisfaction sur ce point ?

— C'est cela. C'est la discussion en cours.

— Dans vos discussions avec M. Pisani, avez-vous le sentiment d'être compris ?

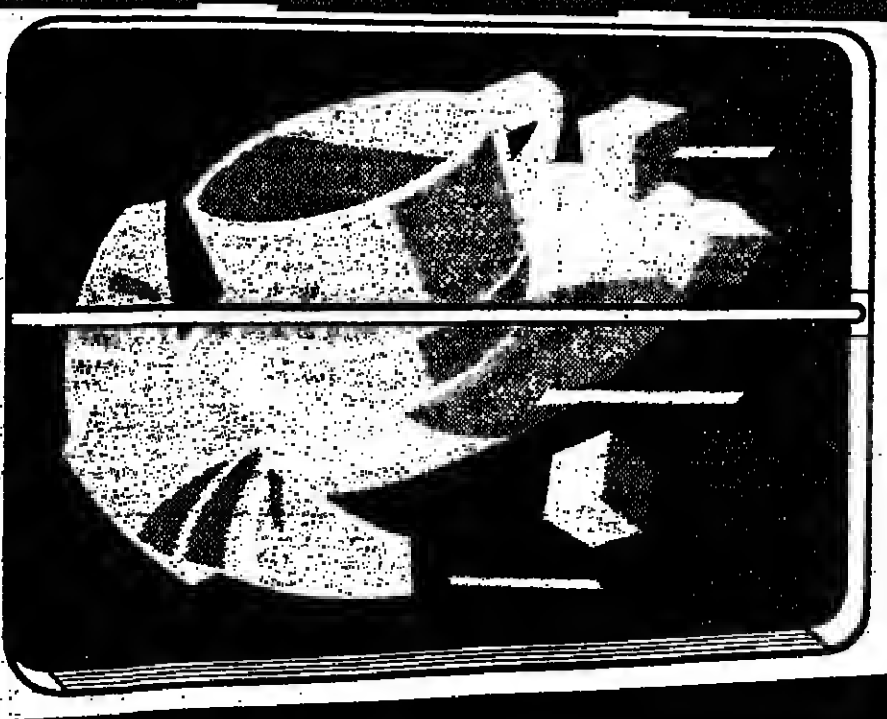
— Tout à fait. Nous avons en face de nous des gens attentifs, nous sommes compris mais ce problème se situe à l'intérieur de la Constitution de la V^e République et il faut trouver une solution.

— Avez-vous commencé aussi à discuter des garanties et du contenu de l'éventuel traité d'Etat associé ?

— Oui, nous avons discuté de l'ensemble. Nous voyons bien les difficultés qui sont posées au gouvernement français et nous sommes prêts maintenant à l'aider à trouver une solution qui satisfasse les deux parties.

— Êtes-vous prêts à l'aider à trouver une solution en ce qui

PARIS 7H27 - LILLE 9H28. LA PREMIERE AFFAIRE DE LA JOURNÉE.



VOUS VOULEZ ACHETER UNE IMPRIMANTE ?
L'ORDINATEUR PERSONNEL A ESSAYÉ
ET COMPARÉ CINQ MODÈLES A MOINS
DE 10 000 F.
L'ORDINATEUR PERSONNEL
LE N° 12 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LAISSEZ-VOUS PRENDRE PAR LE TRAIN. EN PARTANT PAR LE TRAIN, GAGNEZ DU TEMPS SUR VOTRE JOURNÉE. TRANQUILLEMENT, DEVANT UN BON PETIT DÉJEUNER, METTEZ NOIR SUR BLANC VOS DERNIÈRES IDÉES POUR VOTRE RÉUNION DU JOUR. ARRIVEZ FRAIS ET DISPOS. LES IDÉES CLAIRES. VOTRE JOURNÉE COMMENCE BIEN.

Wagon d'élite
SNCF

POLITIQUE

LE XXV^e CONGRÈS DU PCF

Rupture ou compromis ?

A la veille de l'ouverture du congrès du Parti communiste, le vingt-cinquième, qui se tiendra du 6 au 10 février à Saint-Omer, la ligne de conduite choisie par la direction face au mouvement de contestation dont elle fait l'objet demeure incertaine. La reprise en main entreprise par la direction à l'été 1984 et poursuivie depuis n'ayant pu permettre de masquer tout à fait les divisions de parti, le groupe dirigeant doit choisir entre la mise à l'écart des « contestataires » et un compromis avec un milieu certain d'entre eux.

Au sein de ce groupe dirigeant, deux hommes ont joué depuis sept mois un rôle important. M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, a retrouvé un rang de stratège auprès du secrétaire général. M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a été l'intermédiaire et l'interprète des choix de la direction dans l'appareil et parmi les élus. Il porte aujourd'hui les espoirs de certains « rénovateurs » et d'une partie des fidèles de la direction désireux de parvenir à un compromis.

Sur le bas-côté de l'histoire

(Suite de la première page.)

Elle est moins homogène qu'elle ne l'a été, socialement - le PCF n'a pas su faire la jonction avec les nouvelles couches moyennes - et politiquement - le parti doit compter avec ceux qui votent socialistes et avec la concurrence d'un populisme d'extrême droite renouveau. La crise du syndicalisme et plus particulièrement le recul de la CGT assombrissent davantage le tableau. S'y ajoute la disparition quasi physique de pans entiers de la classe ouvrière traditionnelle sous l'effet des restructurations industrielles.

Une image désastreuse dans l'opinion, une audience électorale en déclin, une base sociale en décomposition, une identité brouillée, un appareil ébranlé : voilà donc le bilan d'un « quart de siècle » de la vie du Parti communiste. La question est de savoir si le PCF peut enrayer son déclin, voire s'il est encore en mesure de continuer d'exister, à quelles conditions et, surtout, pour quoi faire.

Dans l'immédiat, le PCF joue l'échec de la gauche en 1986, cherche à sortir de la logique majoritaire et peut tenter de renouer avec la direction. L'actuelle direction pense que la défaite en 1986 et la cohabitation de M. Mitterrand avec l'opposition lui rendront le champ libre à gauche. D'où le rêve d'un retour au scrutin proportionnel, qui libérerait le PCF de tout problème d'alliance, en même temps qu'il amplifierait sa représentation parlementaire.

Mais il y a fort à parier que le gouvernement agira, en la matière, avec circonspection. « Instiller » la proportionnelle, comme l'a dit M. Mitterrand, n'est pas la « restaurer ». Il s'agit aussi de « tenir » le PC à travers ses élus : on ne voit pas lequel de ses députés sortants pourrait être réélu sans les voix socialistes. Il s'agit surtout de percevoir l'union européenne par M. Mitterrand et de rendre irréversible le réajustement de la gauche au profit du PS.

Il n'est donc pas assuré que le retour du PCF à l'opposition soit de nature à enrayer son déclin. Tout au plus peut-il être un moyen de masquer provisoirement la crise multiforme du parti.

Le problème essentiel pour le PCF n'est pas de passer de 11 % à

12 %, ni même à 15 %. Il est de redevenir dominant à gauche, « hégémonique », pour employer le vocabulaire adéquat. Or le PCF n'a plus de véritable stratégie, car il n'a plus de projet de pouvoir. Il a raté l'occasion que lui offrait sa participation à l'expérience de gauche pour se donner une stature de parti de gouvernement.

La gauche, dans l'histoire, a été victime d'un mythe, celui de son incapacité à gérer l'économie. L'objectif de M. Mitterrand, voire l'exemple qu'il donne consiste précisément, à en terminer avec ce mythe afin que s'ouvre à nouveau pour une gauche battue, un jour ou l'autre, mais réconciliée avec la gestion, la perspective de l'alternance. C'est de cette révolution-là que le PCF s'est privé en quittant le navire du pouvoir.

Que lui reste-t-il ? Côté direction, ou plutôt côté « noyau dur » (qu'incarne M. Roland Leroy), il y a le repli sur l'orthodoxie, sur les certitudes et sur les préjugés, un parti voilé à représenter les « laissés-pour-compte » de la modernisation industrielle. C'est peu, et ce n'est guère exaltant. Côté « rénovateurs », il y a l'espoir de disputer le terrain de la réforme à un PS accusé de baisser les bras devant la crise, mais qui est loin de correspondre à cette caricature. Côté « rénovateurs », enfin, il n'est même plus sûr que la stratégie socialiste passe encore par le PC ouest-européen. Il est sans doute plus utile aux dirigeants socialistes de disposer au France et en Europe de gouvernements attentifs, voire complaisants (comme ce fut le cas avant 1981), plutôt que d'un parti que son prosocialisme déconcentre à l'évidence.

Certes, le PCF est toujours là. Mais il est, de tous les grands partis français, le seul qui ait cessé de parler pour l'ensemble de la société. Il ne s'adresse plus qu'à des intérêts catégoriels et se replie sur quelques bastions régionaux où son électorat, qui plus est, ne se renouvelle pas. La question qui se pose à propos du PCF ne sera pas évoquée au congrès : ce parti, qui se flatte toujours de détenir « la » science historique, s'a-t-il pas déjà versé, sans s'en rendre compte, sur le bas-côté de l'histoire ?

JEAN-MARIE COLOMBANI

• SFRO. - Né de la fusion de diverses tendances de socialisme français (Gauche, Jeunes, Vaillant), le Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière (SFRO), se constitue lors d'un congrès d'unification à Paris en avril 1965. En décembre 1972 au Congrès de Tours, le scrutin est indirect, la majorité forme le Parti communiste et la minorité conserve le nom de SFRO.

Elle disparaît en 1969, à la création du nouveau PS.

• PARTI RADICAL. - Fondé le 23 juin 1901, les radicaux démissionnent leur programme au Congrès de Nancy en 1907. Il joue un rôle essentiel sous la Troisième République, mais disparaît sous la Quatrième République. Il est aujourd'hui divisé en deux branches : le MRG né en 1972, et le Parti radical valoisien, qui appartient à l'UDF.

• MRP. - Mouvement républicain, parti politique

fondé en novembre 1944, l'implémentation de la démocratie sociale. Dès 1945, le MRP active à l'égard de la gauche et de la droite une politique de « tiers » et de « tiers », avec 150 députés, les socialistes et les radicaux. Il participe sans gouvernement du « tripartisme » (1946-1947) puis de la troisième force. Georges Bidault, Robert Schuman, Pierre Pflimlin dirigèrent plusieurs cabinets. Le MRP appuie après le 13 mai 1958 son soutien au général de Gaulle et accepte de participer aux premiers gouvernements de la Cinquième République jusqu'en 1962. Il donne ensuite naissance à divers petits partis catholiques.

• RPF. - Rassemblement du peuple français. Mouvement fondé en mars 1947 par le général de Gaulle pour éliminer le « régime des partis » et renforcer l'exécutif. Après un bref succès aux élections municipales de 1947 (28 % des voix), il obtint 121 députés aux élections de 1951.

Roland Leroy : bolchevisme et dandysme

par FRANÇOIS HINCKER (*)

Roland Leroy est le dirigeant du PCF qui a suscité constamment la plus d'interrogations. Il était le plus subtil de ses pairs lorsque, Waldeck Rochet malade, s'ouvrit, en 1963, une transition dans la direction. Mais le nom de Roland Leroy ne semble pas avoir été prononcé pour le succéder.

De ans plus tard, l'ignorance l'emportait chez lui sur la subtilité : même si la ligne du parti était désormais celle de l'intégrisme qu'il avait incarné, il perdait sa place au secrétariat du comité central. Sa personnalité ne correspondait pas à celle d'un secrétaire général. En effet, il n'a jamais voulu renoncer à un certain dandysme, un dilettantisme, un mode de vie privé qui ne correspondait pas à l'image de « fils du peuple » que Maurice Thorez avait voulu définitivement coller sur l'identité du communiste français.

Roland Leroy a rarement habité les HLM ou les pavillons de la banlieue rouge de Paris, rarement passé ses vacances à l'invitation des partis frères ; il est resté distant, voire méprisant, envers les autres dirigeants.

Ce sont là des traits durables, à ce niveau. La charisme (Maurice Thorez), la sympathie (Waldeck Rochet), le culte brutal (Georges Marchais), l'appui d'un groupe de fidèles bien placés, doivent s'ajouter aux règles du centralisme démocratique pour que l'autorité du secrétaire général ne soit pas seulement politique. Roland Leroy ne disposait d'aucun de ces atouts. Il n'a jamais vraiment séduit le parti.

Il a séduit, un temps, de nombreux intellectuels, au début des années 70. C'est alors que le presse lui accolait l'épithète de « libéral » avec la même fréquence que, aujourd'hui, celle de « dur ». Responsable de la section « des intellectuels et de la culture » du début de 1967 à novembre 1974, à une époque où l'« alliance de la classe ouvrière et des intellectuels » était dite « décisive » à chaque congrès, Roland Leroy fut à l'aise dans cette tâche et réussit la promotion du PC dans les milieux de l'art et du spectacle, mais pas ailleurs : il n'estimait guère les enseignants, s'ennuyait avec les scientifiques, et, comme tout dirigeant communiste d'origine, voyait dans les sciences humaines une concurrence dangereuse pour la prétendue infailibilité du parti.

Grand connaisseur et réel amateur de cinéma, de théâtre et de peinture, il pouvait user de son charme et de sa culture dans le

Tout-Paris du spectacle, obtenu de prestigieuses participations à la Fête de l'Humanité et de grandes signatures dans la presse du parti et ses bas de péditions. Il couvrait bien utile pour faire avaler à celui-ci la disparition des Lettres françaises. Il réussit quelques opérations difficiles, comme de réunir sur une même estrade, lors de la Fête de l'Humanité de 1974, Aragon, Althusser et Eisenstein, pour les faire participer à la dénonciation de l'antisovétisme de Pierre Deix.

Son « libéralisme » culturel

Car le « libéralisme », l'incontestable censure qu'il percevait, alors, à réaliser avec le milieu, ne l'empê-



Dessin de SZLAKMANN.

chaient pas, bien entendu, de suivre une politique précise, imprégnée de la conception prestigieuse, mais défectueuse de 1936, de la Résistance et de la Libération, et favorisant les maisons de la culture, le théâtre populaire, les « grands créateurs ». Cette politique rencontrait les vœux d'une génération de compagnons de route ; dans d'autres milieux, dans d'autres générations, « au contraire », la charisme n'opérait pas.

1968 était passé par là. Le développement des sciences humaines faisait apparaître la vulgarité des analyses sociales du PCF. S'affirmait une gauche iconoclaste, de l'URSS en premier lieu. Aussi Roland Leroy s'efforçait-il de rebeller, d'une Ariane Mouchkine, d'un Chéreau, d'un Godard, dont il dénonçait, à la tribune du vingtième

congrès, en 1972, le crime de l'ag-PC et de l'ag-CGT (il s'agissait de l'ag-PC et de l'ag-CGT). Il s'agissait, plus encore, de la parole du nouveau Parti socialiste. Son rôle fut tout autre. Roland Leroy a quitté au bon moment la direction de la section des intellectuels ; cela lui a permis de garder, chez certains, une aura vierge des temples d'après 1977.

Malgré les apparences, cette phase dite libérale n'est pas en contradiction avec la suite. Oui, il est indigne. Mais il n'est pas Jeanette Vermeersch, ni Gaston Plesnier. Nul, dans le PCF, ne pousse plus loin le contraste entre la décision privée mais volontaire inscrite à l'égard de l'Union soviétique et l'orthodoxie vertueuse des articles de l'Humanité. Son indigence est d'une autre nature.

Leu d'un milieu ouvrier marqué par l'anarcho-syndicalisme, il est plein de tendresse pour les dockers du Havre, qui ont été un des vestiges les plus séduisants. Produisant un patron d'une fédération, celle de la Seine-Maritime, où l'écart entre nombre d'électeurs et nombre d'adhérents est le plus grand, parce qu'on y refuse à donner la carte « à l'importation », Roland Leroy est imprégné par le pessimisme éternel propre à une vieille tradition ouvrière française.

Le soir du premier tour des élections législatives de 1978, il exultait, dans les couloirs de l'Humanité, en des termes à peine plus sévères que la fameuse appréciation de de Gaulle : « Les Français sont des vœux ». De ce marais, seul émerge à ses yeux, le parti - le parti comme entité, mais non ses membres ni le pléiade de ses dirigeants actuels. La seule tâche qui vaille est de le préserver contre les attaques extérieures et la désagrégation interne.

Son goût des manipulations

La conjonction de ce regard fondamentalement méfiant et d'une personnalité privée, originale, l'a conduit à une véritable jouissance de l'échec et au goût immodéré des manipulations. Il se délecte à raconter comment, jeune secrétaire fédéral, il réussit à embobiner les anarchistes du Havre pour leur faire

(*) Historien, membre du comité central du PCF de 1976 à 1979, considéré par le comité central comme s'étant « mis lui-même hors du parti », en octobre 1981, avec les autres animateurs de l'« action communis-

abandonner leur abstentionnisme traditionnel au profit du PCF.

On sait comment il transforme le vingt-et-unième congrès, conçu initialement comme celui de l'aggrégation et de l'unité, en un congrès qui inaugure le pontique à l'égard des socialistes et rappelle le parti à son identité originelle. Il en avait, d'ailleurs, trop fait : ce congrès peut être le sien, et non celui de Georges Marchais.

La direction de l'Humanité fut un fignage flatteur, mais un fignage. Dans un PC, le directeur du journal ne peut être le secrétaire général ; à l'autre, aller à l'Humanité, c'est s'écarter des vrais lieux de décision, les réunions informelles, des bureaux et des salles à manger de la place du Colonel-Fabien. Mais, par l'outrance caricaturale qu'il fait donner sciemment, dans l'Humanité, du repli sectaire et antioctolite de la ligne du PCF, il joue un rôle important sur l'opinion et l'effectivité des cadres du parti.

Son grand homme : Vaillant

Roland Leroy ne fut jamais un enthousiaste de l'union. Il met dans l'anticommunisme un investissement autant personnel que politique. Traquant partout la dégringolade réformiste du mouvement ouvrier, il fut le premier en alerte à l'égard de la montée du PS et le seul, dans la direction du PCF, à comprendre que le congrès d'Épinay n'était pas la « norme » mouture des luttes de tendances de la SFIO, mais que, désormais, le nouveau PS deviendrait le fil à retordre. Il fut l'inséparable Castenda de cette prévision, tandis qu'il ne pouvait s'empêcher, même en pleine période unitaire, d'accabler de sarcasmes tout particulièrement François Mitterrand (« ce grand bourgeois qui, adhérent du matin, devient le soir le premier secrétaire du Parti socialiste ») et, bien sûr, Laurent Fabius, dont il reçut comme une insulte personnelle le figurant ascension dans la banlieue rouennaise, qu'il s'imaginait bien tenir par le grand homme.

Sait-on que le grand homme de Roland Leroy est Roger Vaillant, dont il vint, d'ailleurs, de préfacer l'édition de l'œuvre journalistique ? Et Roger Vaillant ne faisait-il pas du bolchevisme clandestin et quelque peu « amoureux », à la Mollie, le héros des temps modernes ? Mais, il n'était pas, lui, un dirigeant du PCF.

Un recours possible

André Lajoinie ne s'écarterait certes pas, ce faisant, de la ligne, suivie par la direction, ligne sinueuse, comme on sait, mais il donnerait malgré tout l'impression d'intervenir dans le débat de façon partiellement indépendante. Le doit-il à son tempérament, à ses qualités propres ou à son itinéraire dans l'appareil ? C'est difficile à dire, mais il est clair que le député de l'Allier n'appartient pas, purement et simplement, comme un homme du secrétariat général. Apparence habilement entretenue ou réalité, cette singularité permet à André Lajoinie de prendre l'avantage, aux yeux de beaucoup, sur un Charles Fiterman, comme recours possible dans la crise qui mine le PCF depuis 1978.

PATRICK JARREAU.



Dessin de SZLAKMANN.

L'enseignement de la « maison-mère »

Il ne faudrait pas exagérer, cependant cette composante du personnage au détriment de sa formation de « révolutionnaire professionnel » trempé au feu de l'affrontement physique avec les forces de l'ordre en 1958, à Brive - gravement blessé à la tête - il doit subir une rééducation et passe sa convalescence en Tchecoslovaquie. Il passe ensuite par ce qui était, pour ainsi dire, le « Polytechnique » du mouvement communiste international : l'école des cadres de Moscou, où il séjourne en 1957-1958. André Lajoinie est, ainsi, l'un des derniers dirigeants du PCF à avoir suivi l'enseignement

• M. Debarge (PS) : « un vaste mouvement populaire ». - Membre du secrétariat national du PS chargé des relations socialistes, M. Marcel Debarge, qui était interrogé, mardi matin 5 février, sur France-Inter, a jugé que le moment est venu de « remobiliser l'électorat populaire » et de « recréer le mouvement populaire qui a permis la victoire de 1981 ». A propos de l'actualité de la

direction du PCF à l'égard des socialistes, M. Debarge a fait remarquer que les dirigeants communistes « ne se sont jamais faits à l'idée qu'il y ait à gauche un PS fort », et qu'en 1981, ils ont accepté la participation au gouvernement sous la pression populaire. M. Debarge conduira la délégation du PS au XXV^e congrès du PCF.

• OISE. - L'OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF BUSINESS est ouvert par la British Council.

21 rue Théophile Gautier, 92100 Nanterre. Tél. 01.47.32.02.02. Ann. 101.3001 - L. 10. 27000

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages Intenses Individuels à Oxford, toute l'année, toutes dates, pour écrit ou oral : BAC - HEC - SCIENCES-PO - DEUG - LICENCE - CAPES

GAGNER 75 000 F DE L'HEURE ?
C'EST L'ESPOIR DES PIRATES DE LOGICIEL
UNE ENQUÊTE DE L'ORDINATEUR
PERSONNEL.
L'ORDINATEUR
PERSONNEL
LE N° 12 CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

سكزا من الراجل

La Colombie

de la « violence » à la pacification

ÉTONNANTE, difficile, fascinante et complexe Colombie. La géographie, d'abord : spectaculaire et tourmentée. Sur un territoire deux fois grand comme la France, on trouve des cordillères enneigées, des hauts plateaux froids et verdoyants, des vallées tropicales et des côtes bordées de récifs de corail.

Le passé précolombien, ensuite, encore largement méconnu. Les Indiens, c'est vrai, sont bien minoritaires. Cependant, l'archéologie a aujourd'hui conquis droit de cité : San Agustín est une référence. Officiellement, il est admis que le métissage touche, à divers degrés, les trois quarts des 28 millions de Colombiens. Avec 7 % d'indiens et 6 % de Noirs (en majorité sur la côte caribbe).

DES plages hésiées de coconiers, une ville-musée : Cartagena, des îlots-refuges superbes comme celui du Rosario, la nostalgie présente des hautes terres et des cités coloniales, l'odeur de fin-de-siècle des banes, le musée de l'Amazonie : le tourisme international est pourtant encore relativement modeste.

C'est sans doute que la Colombie offre le pire et le meilleur. Le pays a une tradition de violence, et son histoire récente, brutale, est écrite avec du sang. Bogota a eu, un temps, la réputation douteuse de battre les records d'insécurité. C'est plus grave aujourd'hui à New-York ou à Rio. Mais Medellin est devenue la capitale de la mafia de la drogue. Le gouvernement actuel, qui, avec courage, déclara la guerre aux trafiquants, reconnaît publiquement que ce problème est le plus grave de l'histoire de la Colombie. Car il risque de détruire les institutions et la société.

Le meilleur est sous-estimé ou simplement ignoré : de véritables élites intellectuelles, un exceptionnel bouillonnement artist-

que et culturel, qui font de Bogota une ville vivante et éclectique. Une tradition démocratique et juridique, pointilleuse, imparfaite, trop souvent mise entre parenthèses par l'état de siège ou d'exception, soumise aux pressions directes ou indirectes de militaires selon les époques, menacée par des mouvements insurrectionnels armés ou par des groupes d'extrême droite, mais tenace. La Colombie dispose en tout cas des moyens et des volontés pour bâtir une démocratie moderne.

Le café reste le pilier central d'une économie qui a résisté plus longtemps que d'autres à la récession et à la crise mondiale. Mais les rugges s'annoncent. Aussi le pays mise-t-il sur les richesses nouvelles, sur le charbon d'abord (15 millions de tonnes devraient être exportées des gisements du Corron, dans la Guajira, en 1989). Sur le nickel, sur les ressources, pratiquement illimitées, de l'énergie hydro-électrique. Sur les nouveaux gisements de pétrole.

Les disparités sociales sont excessives, comme ailleurs. Et pourtant la société colombienne est plus cohérente, plus homogène, et surtout beaucoup plus combattive. Elle affronte tous les problèmes du sous-développement, la violence, l'insécurité, des mafias puissantes et corruptrices, un style politique encore empreint de clientélisme et de « caciquisme ». Mais elle se bat... La jeunesse colombienne - pas seulement celle des collégiés et des universités - témoigne d'une énorme soif d'apprendre et d'une volonté de « s'en sortir ». Cette volonté, ce dynamisme, sont finalement les principaux atouts du pays. - M. N.



« Le processus de paix est irréversible » nous déclare le président Betancur

« Vous êtes membre du Parti conservateur. Mais vous êtes considéré comme le plus libéral des dirigeants. Est-ce que vous voyez là une contradiction ? Et comment vous différenciez-vous du point de vue politique ? »

- Moi, personnellement, je me définirais comme un « promoteur » de la démocratie, qui recherche le développement des mécanismes de participation, dans le domaine économique comme dans le domaine social. Comme un partisan résolu de la justice sociale. Pour une participation active de l'Etat mais en respectant les libertés individuelles. Je suis également partisan de la participation active des communautés. Alors, dites-moi, où voulez-vous me situer ? A droite ? A gauche ? Moi, je dirais que je suis à gauche de la droite...

« On dit souvent à Bogota, que vous êtes trop idéaliste ? »

- Tous ceux qui se sont engagés de manière vraiment sérieuse dans la bataille en faveur d'une évolution politique, économique et sociale des pays en voie de développement doivent nécessairement travailler avec une certaine dose d'optimisme. Appelez cela idéalisme si vous voulez. Si je pense, si nous pensons que tout est perdu, qu'il n'est pas possible de concilier le développement et la démocratie dans le

monde, alors nos efforts perdraient tout leur sens. Ce serait notre propre négation. Mais si c'est rêver que la paix et la coexistence pacifique entre les nations sont possibles, si ces rêves sont « idéalistes », alors je veux bien être qualifié d'idéaliste...

« Mais quels sont aujourd'hui en Colombie les véritables différences entre « libéraux » et « conservateurs » ? »

- Je dirais que la grande différence, en 1985, ce sont d'abord des « couleurs ». Le rouge est la couleur du Parti libéral, mais c'est aussi la couleur de la cape du Cœur de Jésus, chère à tous les Colombiens, puisque c'est aussi le « symbole religieux » du pays. En revanche, le bleu est la couleur des conservateurs, mais c'est aussi la couleur de la cape de la Vierge Marie, qui est aussi la patronne de la Colombie. Ce n'est pas de l'irrévérence de parler ainsi. C'est une réalité, et plus d'une fois les distinctions y perdent leur latin...

« En fait, nos deux grands partis traditionnels (les libéraux et les conservateurs) respectent l'Etat de droit et les règles de jeu démocratique. Voilà l'essentiel. Mais certains vous disent que les différences entre les deux formations politiques principales du pays se trouvent dans la

définition des stratégies de développement et dans celle de la politique internationale. Et ils vous disent que le fait que mon gouvernement - conservateur - ait décidé de faire adhérer la Colombie au Mouvement des non-alignés et joue un rôle direct au sein du groupe de Contadora (en faveur de la paix et de la négociation en Amérique centrale) n'a pas suscité un enthousiasme excessif dans les rangs du Parti libéral.

« Mais, en fait, la résistance à ces « innovations » a beaucoup perdu de sa force. D'abord parce que des résultats ont été obtenus, et aussi parce que je dirige un gouvernement « national » et non pas un gouvernement « de parti ». La moitié de mon équipe ministérielle est composée de membres du Parti libéral.

« Mais, pensez-vous qu'une modernisation réelle du système politique colombien est souhaitable ou non ? Et si oui, dans quel sens ? »

- Absolument. Ma réponse est oui. Et je précise que l'administration actuelle est déjà en train de moderniser notre système politique. Des projets de loi sur le financement des partis politiques, sur le statut de la télévision, ont été envoyés au Congrès pour examen. D'autres projets ont déjà été adoptés. Par exemple le droit à l'information, l'élection populaire et directe des maires et la

réforme du système judiciaire. Tout cela dans le but de renforcer la démocratie, en assurant la liberté d'expression et l'apparition de nouvelles formations politiques, afin que personne en Colombie ne puisse se sentir exilé dans son propre pays. Je dis bien : aucun Colombien ne doit se sentir marginalisé d'aucune façon.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG (Lire la suite page 18.)

Un partenaire non négligeable de la France

La rapidité des communications, l'abondance des informations, sont à la fois sources de progrès et de difficultés. L'avancée de nouvelles peut conduire à un manque de perspectives et à un recul insuffisant pour porter un jugement de bon sens sur l'économie internationale.

Où vendre, où négocier, où s'installer ? Les entreprises se posent continuellement des questions et pour y répondre, elles consultent des classements, mesurent, comparent et font le point d'expériences multiples. Au début de 1984, la Commission économique pour l'Amérique latine

(CEPAL) pouvait affirmer que 1983 avait été la plus mauvaise année depuis cinquante ans - une observation globalement justifiée.

Beaucoup de sociétés, influencées par le poids des dettes latines américaines, proches de 400 milliards de dollars, ont en tendance à se détourner de sous-continent pour prospecter des pays nouveaux, ou tout simplement à se replier en attendant des jours meilleurs.

XAVIER DE VILLEPIN, président de la Commission Amérique latine du CNPF. (Lire la suite page 14.)

cadres


« Je suis au pouvoir, la possibilité de personnalité politique que celle des secrétaires et aussi, celle du travail qu'il avait été temps. C'est un d'une autorité nouvelle, en avril 1982. » au patronat » n'hésite pas à gouverner, puis en octobre 1982, l'indépendance des promesses.

rs possible

« Je ne m'écarterais pas de la direction, comme on sait, mais malgré tout intervenir dans le processus de développement à son tempérament propre ou à dans l'appareil ? dire, mais il est clair que l'Alfaro n'appartient et simplement même du secrétariat d'Etat habilement réélu, cette singularité, aux yeux de Charles Fiterman, possible dans la PCF depuis 1978.

UCK JARREAU.

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral : BAC - HEC SCIENCES-PO DEUG - LICENCE CAPES




COLOMBIA
turbana®

Les bananes de Colombie, un des meilleurs fruits tropicaux du monde


c. i. unión de bananeros de urabá, s. a.

A.A. 661 Y 052472 - COMUTADOR 2420540 - TELEX 56776 UNBAN Co.
CALLE 54 (CARACAS) N° 49-128 - MEDELLIN COLOMBIA.

Si l'on ne vous propose pas du café 100% pur Colombie,



faites un geste.



Café de Colombia

Pour plus d'information écrivez ou appelez : Federación Nacional de Cafeteros de Colombia, Avenida Jiménez No. 7-45, Bogotá, Colombia. Téléphone : 282-7200 Télex : 44655 FCAB CO.

HISTOIRE

« L'assassin était un type insignifiant, pâle, avec une barbe de deux jours et la haine dans les yeux »

La violence. Ailleurs, c'est une formule banale. La violence, sous toutes ses formes, et l'insécurité se sont généralisées depuis une vingtaine d'années dans toute l'Amérique latine, et dans le monde. Le terrorisme n'épargne aucune nation de la planète. Mais ce que les Colombiens eux-mêmes appellent « la violencia » — sans doute par pudeur ou par crainte, c'est un « moment » particulièrement cruel et tragique de leur histoire contemporaine. Un cauchemar qui a marqué plusieurs générations, qui reste profondément ancré dans la conscience nationale, et qui n'est pas vraiment terminé.

La « violence » en Colombie était au lendemain de la seconde guerre mondiale une conséquence de l'antagonisme de plus en plus aigu entre libéraux et conservateurs, les deux grands partis traditionnels du pays — et qui restent encore aujourd'hui les deux formations majeures, malgré de nombreuses tentatives de modernisation, ou de rupture révolutionnaire.

Ces tensions avaient bien entendu des racines profondes : dépendance extérieure, isolement, sous-développement économique, disparités régionales et fortes inégalités sociales. En bref, un contexte, hérité de la période coloniale, et qui n'était pas radicalement différent de celui de la plupart des pays voisins de la Colombie.

En outre, les « querelles » entre libéraux et conservateurs — entre « godos » et « cachiporros », ces surnoms péjoratifs qu'ils se donnent entre eux — pouvaient paraître et paraissent encore à bien des égards sans véritable objet. Pour l'étranger, les « différences » idéologiques et politiques entre libéraux et conservateurs sont difficiles à discerner. Ces « controverses » émanent plutôt des chicanes de famille, font naître à un débat animé et passionné au sein des classes dirigeantes — au moins d'accord sur la nécessité de maintenir à tout prix le statu quo économique et social — alors que la grande majorité du peuple, et d'abord des paysans, reste à l'écart de ce tumulte. La preuve en est que la Colombie a longtemps détenu le record du taux d'abstention aux élections. Ce n'est plus vrai. Un signe, parmi d'autres, que quelque chose effectivement est en train de bouger.

Mais pour les Colombiens — ceux « d'en haut » et ceux « d'en bas », entraînés bien souvent malgré eux dans les batailles des dirigeants — ce compte. On est « libéral » ou « conservateur » de père en fils. On ne se marie pas, on gère, entre familles politiques « rivales ». Les Román et Juliette colombiens de 1985 ont heureusement surmonté ces tabous. Mais les fonctionnaires continuent aujourd'hui encore de dépendre de leur affiliation politique pour le maintien de leur emploi.

Le moindre poste officiel, dans la bourgeoisie la plus reculée du département le plus oublié, peut être remis en question du jour au lendemain, pour peu que le couleur du gouvernement change.

En finir avec le bain de sang

Trente-cinq années après l'apogée du cycle de la « violence », la puissance du « binôme » libéral-conservateur est telle qu'il continue de marquer la vie quotidienne, les règles du jeu politique, de peser sur les tentatives de réforme de structures (dont la nécessité est cependant admise par tous aujourd'hui). De privilégier les manœuvres des états-majors, des partis politiques, et des parlementaires du Congrès de Bogotá, au détriment de la volonté réformatrice du chef de l'Etat. Ce qui est précisément le cas en 1985, où Belisario Betancur, qui se veut le « président de tous les Colombiens », rencontre davantage d'obstacles du côté des appareils des formations dominantes que chez les représentants des « forces vives » de la nation.

Autre conséquence, importante : la lutte impitoyable entre libéraux et conservateurs dans les années 40 a débouché sur une impasse politique qui a favorisé l'intervention des forces armées.

Cet engagement direct des forces armées — illustré en 1953 avec l'accession au pouvoir du général Rojas Pinilla — a réduit la prédominance traditionnelle des « grandes familles » dans les affaires de l'Etat. Rojas Pinilla, installé à la présidence par les politiciens les plus « modérés » et cyniquement écartés par l'expérience péruvienne (pourant déjà sur le déclin en Argentine), fut, d'un vrai, remercié en 1957. Lorsque ses méthodes autoritaires, ses rêves de « troisième force à la Peron », et son insistance à s'accrocher au fas-

teuil présidentiel eurent excessivement irrité les « chefs » des formations politiques. La chute — aussi discrète que son intronisation — de Rojas Pinilla fut préparée en coulisses par un « accord » entre libéraux et conservateurs. La signature du pacte de Front national valable pour seize années mettait fin d'une certaine manière à une étape de la « violence », celle qui concernait strictement, la lutte armée entre libéraux et conservateurs.

Mais ce pacte, qui a restauré avec des réserves et des incidents de parcourir le système de la démocratie colombienne, et qui a permis une répartition des tâches et des responsabilités entre les deux partis, n'a pas été suivi d'une véritable pacification de la nation. Non pas en raison d'une mauvaise volonté des dirigeants civils, enfin réconciliés sur l'essentiel, sur la nécessité d'en finir avec le bain de sang. Mais parce que la dynamique déclenchée par la « violence » des années 40 et par ce qu'on a appelé le « bogotazo » était déjà trop puissante. La « violence » s'est poursuivie bien au-delà de 1957, au moins jusqu'en 1966. Elle a pris ensuite d'autres formes, moins sanglantes mais plus dangereuses et complexes, avec l'apparition et le développement rapide de mouvements insurrectionnels armés de gauche et d'extrême gauche.

Le dialogue avec les insurgés

Cette étape de la « violence » n'est pas encore terminée en 1985. Bien que Belisario Betancur, après certains de ses prédécesseurs mais avec beaucoup plus de résolution et de conviction, ait décidé de réconcilier tous les Colombiens, et ait déjà engagé un vrai dialogue avec les insurgés.

Enfin et surtout, les forces armées sont devenues de facto un des éléments essentiels du jeu politique. Direct ou indirect, positif ou négatif, le « poids » de l'armée est une réalité. La capacité de pression de l'armée est, évidemment d'autant plus forte que les gouvernements sont plus faibles.

Mieux équipées, bien entraînées, pratiquement sur le terrain depuis une vingtaine d'années, les forces armées colombiennes sont, c'est vrai, devenues beaucoup plus « professionnelles ». Elles ont « soutenu » l'expérience du pacte de Front national, mais sans renoncer à leurs priorités propres. Elles ont appuyé toutes les tentatives de « pacification » dans la mesure où celles-ci impliquaient une défaite à peu près inconditionnelle des mouvements de guérilla. Elles ont manifesté des réserves à l'égard des différentes propositions d'« amnistie » quand celles-ci leur paraissaient trop favorables aux insurgés. « En Colombie », disait le président Turbay Ayala, « le professeur de Betancur, si vous ne gouvernez pas avec les militaires, vous n'êtes pas en état de gouverner longtemps ». Remarque désabusée d'un homme qui avait, lui aussi, bien que plus modestement, tenté de trouver une issue à la violence armée mais avait échoué. Betancur, qui a l'expérience avérée d'avoir eu, d'un côté de son « placard », au-dessus des partis, dispose en outre d'un autre caractère, d'une personnalité réelle et solide, d'une « cote » personnelle indéniable, nationale et internationale (en raison d'abord de son rôle au sein du groupe de Concordia, attaché à la défense de la paix en Amérique centrale) peut estimer — et il le dit — que les forces armées approuvent sans réserves son propre programme de pacification. Il reste que la « présence » de l'armée est une pièce importante dans ce puzzle complexe qu'est la réalité colombienne, un « groupe de pression » avec lequel il faut compter dans cette difficile, et méritoire, « longue marche » vers une paix véritable et totale.

Il est difficile de comprendre l'impact de la « violence » — pendant quatre décennies — si l'on ne connaît pas l'ampleur de l'exploitation de colture, et de sa dégradation, d'avril 1948. Le « bogotazo » est le point de départ fulgurant de la « violence », l'épisode qui a mis le feu aux poudres. Pourquoi Bogotá ? et pourquoi la Colombie ? Les luttes politiques, en sont-elles moins aigres chez les voisins. La Colombie, de la culture, par l'influence de l'Eglise et des traditions — est sans doute la plus « espagnole » des républiques d'Amérique du Sud. L'explication n'est pas suffisante. D'autres facteurs sont intervenus. Mais ce qui s'est passé en Colombie de 1948 à 1953 rappelle — par son caractère impitoyable, fratricide, par sa cruauté froide et presque indifférente — la guerre civile espagnole de

1936 à 1939. Le bilan en tout cas est éloquent : au moins trois cent mille morts.

Le 9 avril 1948 a été le premier coup de tonnerre de la « violence » — encore que les deux années précédentes, pleines de fureur, de règlements de comptes et de chaos, évoquant, elles aussi, les années troubles et violentes ayant précédé l'explosion de la guerre civile d'Espagne. Ce jour-là, Jorge Eliécer Gaitán, un leader libéral, très populaire, était assassiné dans le centre de la ville alors que se déroulait la conférence panaméricaine. Gaitán, un petit homme trapu et robuste, noir de peau, les cheveux grisonnés, était l'Idole des foules. Lui seul était

ville européenne bombardée de la fin de la guerre.

« L'Etat et la société », écrivait alors, de son côté, le Dr Santos, ancien président et ancien directeur du grand journal El Tiempo, « doit reconnaître avec courage, avec un sentiment de contrition sincère, et avec la volonté de mieux agir à l'avenir, qu'il ne s'agit pas d'un acte irresponsable de cette barbarie et de cette misère ». Le Dr Santos était trop optimiste. La « violence » déclenchée pour le 9 avril — avec un temps de retard comme si l'histoire hésitait — n'a été encore plus terrible qu'il ne pouvait l'imaginer. Aujourd'hui encore, dans certaines campagnes du Tolima, le sou-

(EPL, photo promotionnelle), ont fait face avec plus ou moins de succès aux offensives successives des forces armées.

Les FARC ont mieux résisté dans leurs zones d'implantation habituelles. Et la « violence » proprement politique a pris un tour nouveau avec l'apparition en 1974 du Mouvement du 19 avril (M19), issu d'un courant de la formation créée par la fille de l'ancien dictateur Rojas Pinilla. Enlèvements, occupations d'ambassades, coups de main contre des casernes : pendant quelques années, le M19 — qui a évolué d'un populisme antipartit à des positions plus classiquement d'extrême gauche — a ravi la vedette aux guérillas plus anciennes, sur la défensive, et mieux « contrôlées » par l'armée. Mais, en juillet 1983, neuf ans après sa fondation, le M19 a subi un revers important avec la mort de son principal dirigeant, Jaime Bateman.

Les raisons de la misère

Se proclamant « anti-impérialiste, révolutionnaire et nationaliste », le M19 a cependant accepté — après les FARC — les offres de dialogue et de trêve du gouvernement Betancur (à la suite de la loi d'amnistie promulguée en novembre 1982). Un dialogue difficile, avec des ruptures, des arrière-pensées, des trêves proposées puis dénoncées, des « incidents » que les commissions de contrôle du processus de pacification (mises en place par le gouvernement et composées de personnalités représentatives des différents courants politiques du pays, y compris du Parti communiste) ont souvent beaucoup de mal à vérifier d'abord, à régler ensuite (2).

Les progrès, pourtant, sont indéniables et significatifs, si on compare la situation actuelle à celle des années précédentes. Pour la première fois sans doute depuis longtemps, l'espoir d'une mise en veilleuse de la « violence » politique ne paraît pas tout à fait utopique, même si de grandes difficultés demeurent.

Il reste que la violence a pris un visage multiforme. Guérilleros irréguliers ou « installés », bandes de grand chemin ayant constitué des troupes à la faveur des troubles, délinquants de tout poil pratiquant le rapt avec rançon ou le racket à l'américaine, à lire la presse colombienne, la violence est désarmée. « Il y a », dit Belisario Betancur, « des raisons objectives à la violence, celles de la misère et du sous-développement. Et celles-là réclament une longue lutte et une longue patience ».

Le président Belisario Betancur, dont la patience n'est effectivement pas le moindre mérite, doit, en fait, se battre sur plusieurs fronts. Il apparaît que celui du dialogue avec les organisations de guérilla n'est peut-être pas le plus dur. Car l'autre « volet », déplaçant mais envahissant, d'une violence difficilement

contrôlable est le trafic de drogue à grande échelle (marlins et surtout cocaïne). C'est, sans aucun doute, aujourd'hui la préoccupation majeure de tous les dirigeants colombiens, de quelle tendance qu'ils se réclament. La mafia de la drogue est puissante, très bien organisée, liée aux mafias internationales, et d'abord à celle des Etats-Unis (le premier consommateur de drogues dures venant de Colombie). Elle manipule des milliards de dollars et s'est même efforcée d'entrer dans l'appareil d'Etat. Des chefs de la mafia se sont offerts le luxe de proposer un « marché » au gouvernement : « Nous vous proposons de payer la moitié de la dette extérieure colombienne, si le gouvernement s'engage à ne pas extraditer aux Etats-Unis nos amis emprisonnés... »

Le gouvernement Betancur qui a « déclaré la guerre » à la mafia de la drogue après l'assassinat, en avril 1984, du ministre de la justice, a, en effet, ennuieusement (une audace qu'aucun gouvernement colombien n'avait osé) à extraditer vers les Etats-Unis — qui les réclament pour les juger — des trafiquants colombiens notoire.

« Tant que je serai président, dit Betancur, il n'y aura pas de négociation avec la mafia... ». Celle-ci a menacé d'exterminer cinq ressortissants américains pour chaque Colombien extradité vers les Etats-Unis. Le cercle vicieux : pour répondre aux enlèvements perpétrés par des délinquants de droit commun, la mafia avait en 1981 créé à son tour une organisation parapétrolière, le MAS (Mort aux auteurs d'enlèvements), responsable, selon les autorités judiciaires, de nombreux meurtres.

Une « violence banalisée » comme le dit le Colombien Fals Borda, a de fait succédé, et est sur le point de supplanter la « violence » proprement politique. Mais cette constatation ne rend pas la tâche du gouvernement Betancur plus facile. « Le problème le plus grave que la Colombie ait jamais eu à affronter dans son histoire est celui de la drogue », dit encore Betancur. Certains Colombiens trouvent leur président actuel « trop idéaliste » et le traitent volontiers de Don Quichotte. C'est en tout cas un Don Quichotte lucide et courageux.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Plinio Mendoza rapporte les confidences de son père, à côté de jugements intéressants sur les auteurs colombiens à succès comme Gabriel García Márquez dans *La Llama y el Hilo*, publié aux Editions Planeta de Barcelone en 1984.

(2) Un nouvel « incident », qui a eu lieu en janvier dans la région de Corinto (province de Cauca) entre l'armée et un groupe du M19, a illustré les difficultés du processus de paix. L'accord conclu à l'extrême a permis d'éviter une remise en cause du processus de négociation avec le M19. Les membres de cette organisation et les délégués du gouvernement ont accepté que Mgr Lopez Trujillo, archevêque de Medellín, agisse en médiateur en cas de nouvelle rupture de la trêve.



capable, à cette époque, de rassembler deux cent mille personnes sur la place Bolívar, au cœur de Bogotá, pour dénoncer avec virulence l'« oligarchie », sa cible préférée. Le père de l'insurrection colombienne Plinio Mendoza (1), ami de Gaitán, a assisté au meurtre. L'assassin était « un type insignifiant, pâle, avec une barbe de deux jours, et la haine dans les yeux ». Il tira trois coups de revolver sur Gaitán, qui tombe à terre, et, calmement, s'approche « pour vérifier s'il doit tirer une quatrième fois » sur sa victime. Désarmé, le meurtrier est tynché par la foule, traîné par les pieds dans les rues de la ville qui, soudainement, explose. Incendies, pillages, émeutes, barricades. Les troubles gagnent les principales villes de province et, dans la capitale, la répression est brutale. « Bogotá », a dit un témoin, « ressemblait trois jours après le meurtre de Gaitán à une

venir des horreurs de la « violence » est là, tenace. Il n'est pas simple de sortir d'une barbarie de plusieurs années.

Il n'est pas simple de sortir de la guerre. Dans les années 60, les leaders de groupes de guérilla, liés au parti libéral, sont parfois devenus chefs de bandes, parfois restés guérilleros. De 1964 à aujourd'hui, l'histoire des différentes organisations de guérilla n'a pas de secret si on se la résume par la « violence » des années 40 et du « bogotazo ». Sur fond de luttes paysannes traditionnelles, les mouvements de guérilla liés au Parti communiste colombien comme les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), l'Armée de libération nationale (ELN, procastro), à ce en son martyre avec le curé-guérillero Camilo Torres, tué en février 1966, ou l'Armée populaire de libération

AERES ET LOS NEGOCIOS.

Avianca

La ligne aérienne internationale colombienne.

Pour conquérir l'Amérique latine, Avianca met son point à la disposition des hommes d'affaires. Trois fois par semaine, le porte de l'Amérique du Sud vous est grande ouverte à partir de Francfort, Paris, et Madrid. Après un voyage en première classe, vous descendrez de votre avion en 1977 la pleine forme, prêt à recevoir une journée de travail. Si vous désirez découvrir une nouvelle formule « Executive Class », vous apprécierez tout le confort d'un espace spécialement aménagé à votre disposition par Avianca. Un espace où vous pourrez déguster des repas préparés par Paul Bocuse, et où les meilleurs vins sont les meilleurs champagne. Une fois vos affaires réglées en Colombie, Avianca vous propose de continuer votre itinéraire importé en Amérique du Sud. Pour vos affaires, passez par le port Avianca. Retenez Avianca en Europe, Amérique, Asie, Afrique, Brésil, France, Londres, Madrid, Milan, Paris, Rome, Stockholm, Zurich.

AVIANCA. LE PORT VERS L'AMERIQUE DU SUD.

Europe

mais de façon moins

de journaux sont antiques, en province et ailleurs, sont très liés à un journaux. La presse colombienne pour l'essentiel, de partis. Depuis un siècle, la majorité des chefs de journaux ont été à l'époque de la « violence » virtuelle guerre civile de trois cent mille journaux libéraux — et le titre eux, *El Tiempo*, — s'est plus d'un au président conservateur (1950-1953) ! La violence et sanglante, aggravée par les excès qui mettaient l'accent sur « de ceux du parti

formelle a été appliquée en cours des dernières années, le gouvernement de Laureano Gomez que la presse libérale a tout les partisans ou quotidiens libéraux *El Tiempo* et *El Espectador* pendant la dictature de Rojas Pinilla — mais la réaction a été vigoureuse. Et on a vu l'ordre de fermeture d'opposition, dicté a marqué le commencement de son pouvoir.

Et huit ans maintenant, il jouit d'une liberté vis du gouvernement, sa crédibilité, sont à quelques exceptions l'appartient à aucun (les plus faibles nient soumis à la presse, annonceurs publicitaires entre les quotidiens rence saine qui les maintient un excellent alistique et technique, aisons des grands journaux n'est rien à envier à l'Europe.

leur que la liberté de la presse de l'Etat pour la « responsabilité ». Cela implique du système à lui-même : démocratie d'expression sont indissolublement, l'actuel de M. Betancur, un qui se sont le plus d'un respect de la liberté a approuvé la taxation des de papier-journal. Ce cadre utilisé par certains pour contrôler les journaux. Espérons, très critiqué, commencement de la les les plus appréciées

J.-M. SANTOS.

CARIO

Bota B.E.

tant la Colombie inètre urbain de ants, se construit e mille habitants, s construites aux potecario » est un rand du secteur sorte-drapeau des ombie à tous les Bogota même la d Tunal », d'une l, qui disposera, rgie solaire d'une grand du monde. oration du centre au scientifique et u fleuve Orinoco. sitatifs permettant rduction permajr progressé avec rrio » dans divers ledin.

« El Tunal », où ico Central Hipomment d'eaux rési« ingénieur colom« ration des eaux a fois, revient à des variantes.

entral Hipoteca« gie naturelles au portants organes ont sollicité des fabrication nation« fibue des crédits obèmes de pénurie nationale et le pays. »

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

La relance du secteur pétrolier

En Colombie, les découvertes pétrolières de l'année 1984 ont doublé les réserves de brut du pays, et celles-ci atteignent maintenant 1 200 millions de barils. Les nouveaux gisements, situés principalement dans le Nord-Est, près de la frontière avec le Venezuela, commenceront à être exploités en 1985, lorsque sera achevée la construction de l'oléoduc qui permettra le transport de ce brut jusqu'aux raffineries et jusqu'aux ports pétroliers du pays.

Le panorama pétrolier colombien subira un changement total lorsque ces gisements seront exploités. La production de pétrole a récemment été insuffisante pour assurer la consommation locale, ni pendant la dernière décennie on n'a été obligé d'importer du pétrole pour une valeur de 4 300 millions de dollars. Mais la nouvelle production de brut permettra — à partir de 1986 — non seulement de pourvoir à la consommation nationale, mais aussi de disposer d'un certain volume pour l'exportation.

Les contrats d'association

En vue d'augmenter l'activité pétrolière le gouvernement a établi en 1969 des contrats d'association entre des compagnies pétrolières internationales et l'entreprise d'Etat ECOPE-TROL. Malheureusement, la crise pétrolière mondiale de 1973 a coïncidé avec la perte de la situation favorable de la Colombie en tant que pays exportateur, et, à partir de 1974, le pays a été obligé d'importer des hydrocarbures pour répondre à la demande interne, ce qui a incité le gouvernement à encourager le système d'association. Actuellement, il existe soixante-trois contrats avec trente-cinq compagnies privées qui ont augmenté de manière considérable leurs activités d'exploration dans le pays.

Les nouveaux termes des contrats d'association sont particulièrement favorables pour les investisseurs privés revenus en Colombie, attirés aussi par les garanties qu'offre le pays et en raison des succès récents de compagnies telles que l'Occidental Petroleum Corp. et ELF-Aquitaine.

La relance du secteur pétrolier sera décisive pour l'apport en devises, avec environ un milliard de dollars par an : compte tenu du déficit de la balance des paiements des hydrocarbures —

RODOLFO SEGOVIA.

Douze villes de plus de 300 000 habitants

JEAN-FRANÇOIS REVEL m'a récemment offert le dernier livre du professeur Lambert qui estime que la Colombie a enregistré un progrès économique continu au cours des deux dernières décennies, à un taux supérieur à celui de la moyenne de la région. Pour sa part, la Banque mondiale a mis la Colombie dans la catégorie des nouveaux pays semi-industrialisés, à côté d'Israël, de la Turquie et du Mexique.

Il n'est pas dans mon intention de décrire la Colombie comme étant le paradis sur terre. C'est un pays en voie de développement. Ce que j'aimerais mettre en relief, c'est qu'il s'agit d'un pays dynamique puisque, pendant les deux dernières décennies, il a subi des changements structurels très importants : diversification de l'économie, évolution démographique et amélioration des indicateurs sociaux. La population est aujourd'hui à 70 % urbaine. Bogotá n'est plus la tranquille ville coloniale des siècles passés ; c'est une métropole des Andes de plus de cinq millions d'habitants, avec tous les problèmes des grandes villes modernes. Mais la tendance « macrocéphale » a été moins accentuée que dans d'autres pays. La Colombie a douze villes de plus de trois cent mille habitants.

Deuxième remarque : la participation du secteur industriel dans la formation du PIB a augmenté et l'exportation des biens manufacturés s'est beaucoup développée. Plus de 90 % des biens de consommation sont maintenant produits localement, y compris des appareils de télévision en couleurs et des automobiles. En ce qui concerne les biens de capital, le pays possède déjà une certaine expérience, illustrée par l'exportation de générateurs à vapeur pour des installations thermo-électriques.

Depuis un quart de siècle, la Colombie est parvenue à multiplier par deux son revenu par capita, bien que pendant cette période sa popula-

tion soit passée de quinze vingt-huit millions d'habitants. Pendant ce temps, les secteurs les plus dynamiques ont été l'industrie, la construction, l'électricité, la banque et les communications. Le taux de croissance de l'économie a été de l'ordre de 6 % par an, en moyenne supérieure à celui de l'ensemble de l'Amérique latine (environ 5 %). Le revenu par capita en 1984 est de l'ordre de 1 600 dollars par an.

En ce qui concerne la démographie, le pays a pu réduire son taux de croissance de 3,2 % pendant la première moitié des années 60 à moins de 2 % actuellement. Cette chute (plus rapide que celle de l'Europe) obéit à plusieurs facteurs, parmi lesquels l'urbanisation et la participation croissante de la femme dans le marché de l'emploi. L'espérance de vie pendant les années 30 était de trente-quatre ans et elle est aujourd'hui de soixante-cinq ans.

Evolution spectaculaire. Néanmoins, de graves problèmes de santé et de malnutrition subsistent.

Le professeur Lambert fait un classement en fonction de vingt variables (instruction, santé, nutrition, démographie, etc.) et place la Colombie en Amérique latine à la huitième place après l'Argentine et l'Uruguay, mais avant le Mexique et le Brésil.

Un taux de chômage inquiétant

An cours des dix dernières années, la Colombie a formulé, et partiellement réalisé, quatre plans de développement. Entre 1966 et 1970 a été appliqué un modèle de développement basé sur une libéralisation graduelle de l'économie, grâce à la politique des mini-dévaluations. De 1970 à 1974 l'accélération du taux de croissance de l'économie (6,7 % en moyenne) a été le résultat de la croissance des

exportations et du secteur de la construction. Ce dernier a été choisi comme le secteur de pointe et son financement n'a été obtenu par la création de sociétés d'épargne et de logement, qui ont pu disposer de ressources importantes venant de l'épargne privée.

Un aspect inquiétant au cours des vingt dernières années est cependant la hausse du taux de chômage. Ce taux a augmenté de manière considérable dans les cinq dernières années malgré la baisse de la demande sur le marché du travail.

L'évolution démographique déjà mentionnée n'aura des conséquences que dans les années 90. Or une équipe d'experts engagés par l'Organisation internationale du travail en 1969 a écrit un livre sur les perspectives d'emploi en Colombie et avait tiré la conclusion qu'en 1984 le taux de chômage du pays pourrait atteindre le niveau dramatique de 35 %. Ce n'est pas le cas. J'ai essayé de répondre dans un document (1) présenté à l'occasion d'une conférence organisée par l'ancien président mexicain Luis Echeverría. Dans ce document, j'ai tenté de prouver qu'au cours des quinze dernières années la Colombie a réussi à créer plus de trois millions d'emplois nouveaux grâce en changement technologique dans le secteur du café, la relance du secteur de la construction, la diversification du secteur industriel et des exportations, et la croissance accélérée du secteur « informel ».

Depuis quatre ans, l'économie colombienne a subi un ensemble de « chocs » dus à des causes extérieures, en particulier la détérioration des termes de l'échange, le niveau excessif des taux d'intérêt, la crise économique des pays latino-américains et la réduction du crédit externe. Le pays a payé plus d'intérêts et d'amortissement de capital qu'il n'a reçu de fonds des organismes internationaux de financement. En même temps, le pays a perdu une proportion élevée de ses

exportations vers l'Amérique latine. Vers la fin de 1982, la Colombie était le pays en voie de développement non pétrolier ayant le niveau le plus élevé de réserves internationales (plus de 5 500 millions de dollars). Maintenant, ce niveau a été ramené à quelque 1 800 millions de dollars comme conséquence de l'ensemble des « chocs » mentionnés. En fait, si on imagine ce qui se serait produit sans ces facteurs externes, on tire comme conclusion que le niveau de réserves serait actuellement supérieur à 4 milliards de dollars.

Toutes les difficultés ne sont évidemment pas dues à des causes extérieures. Il existe au moins deux causes internes capitales : le déficit fiscal et une dévaluation tardive. Ce dernier facteur a découragé les exportations et a paralysé le secteur interne. De 1975 à 1982, le taux annuel de dévaluation a été insuffisant.

La politique actuelle tend à corriger le déséquilibre fiscal et le déséquilibre du secteur externe sans sacrifier les objectifs de réactivation graduelle de l'économie et d'amélioration des indicateurs sociaux. Pour atteindre ces objectifs on a décrété deux réformes fiscales, on a accéléré le taux des mini-dévaluations (28 % par an), on a réduit le taux d'inflation (de 29 % à 17 %) et on a mis en marche un ambitieux programme de logement populaire (ces deux dernières années, on a construit plus de deux cent mille logements). Dans le domaine social, on a adopté des programmes de vaccination massive (reconnus par l'ONU comme un des événements internationaux de 1984) et d'alphabetisation. Ce programme reçoit l'appui de la BID et de la Banque mondiale.

DIEGO PIZANO.

(1) Aspects principaux de la politique macro-économique de la Colombie, 1970-1983. Revue de la Banque de la République, Bogotá.

COMMENT RÉUSSIR UN SÉJOUR LINGUISTIQUE ?

Réponse particulière pour l'Espagne et l'Italie dans le numéro de février de L'Éducation



L'exploitation charbonnière de « Cerrejón » dans la plaine de la Guajira, Colombie (Luzon).

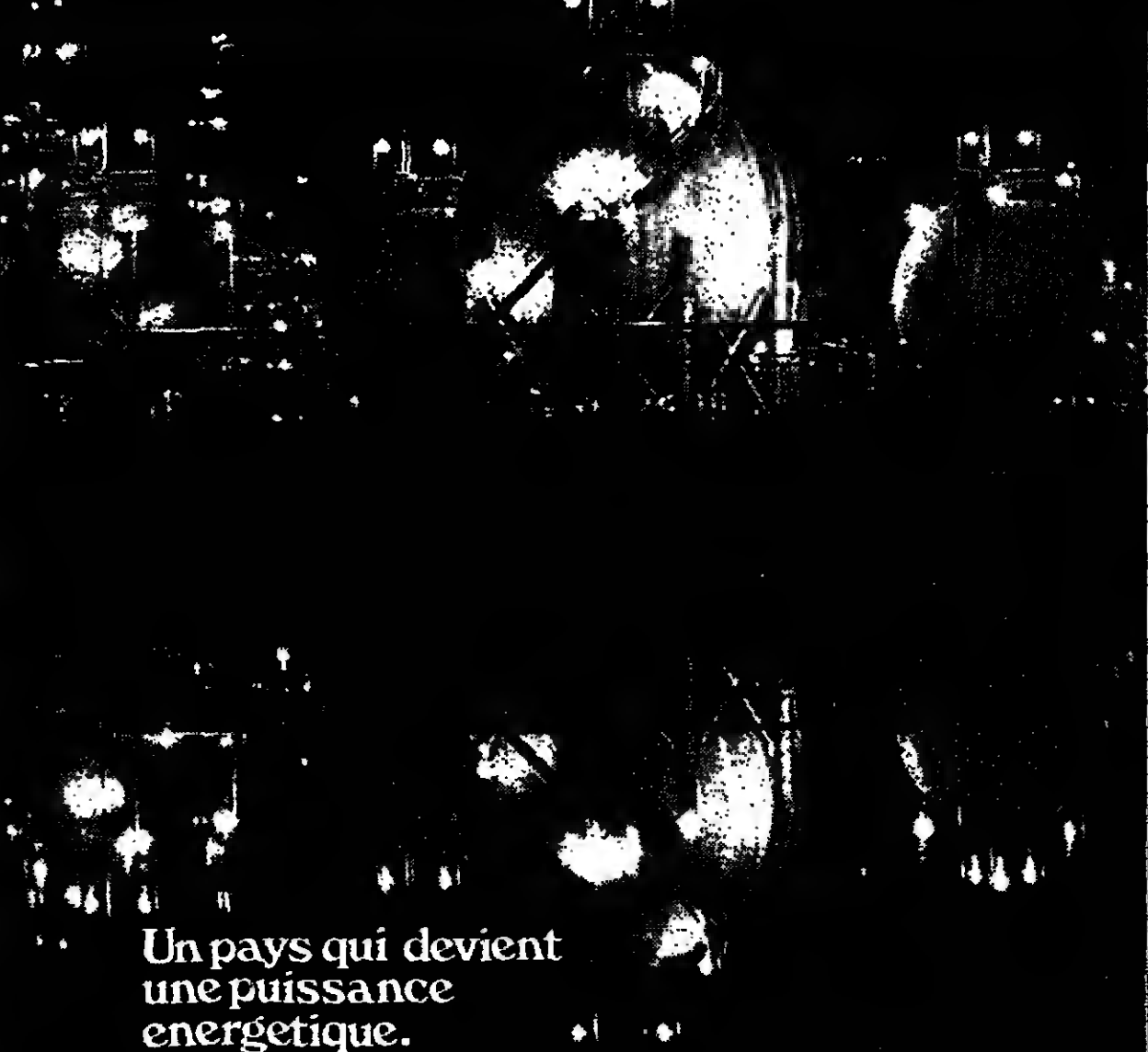
La meilleure façon de faire des affaires en COLOMBIE

Si vous allez faire des affaires en Colombie, il n'y a qu'une façon de les faire. C'est avec la BANCO DE BOGOTÁ dont le système bancaire est le plus apte à satisfaire tous vos besoins grâce à notre expérience, nos 253 succursales réparties dans tout le pays et notre connaissance des affaires et des marchés internationaux. La BANCO DE BOGOTÁ vous offre également l'efficacité de son service d'échanges internationaux grâce à son magasin général d'entrepôts ALMAVIVA. Si vous allez faire des affaires en Colombie, faites-les correctement, faites-les avec la BANCO DE BOGOTÁ.



BANCO DE BOGOTÁ

Colombia



Un pays qui devient une puissance énergétique.

Au cours des dix dernières années, la Colombie a accru ses réserves énergétiques en explorant le charbon, le gaz, le pétrole, l'énergie hydro-électrique et les ressources renouvelables non traditionnelles. Actuellement, son potentiel hydro-électrique est considéré comme l'un des plus importants du monde. Le pays est en train de réaliser un projet d'exploitation de son charbon de très grande ampleur et étudie les possibilités offertes par le gisement d'hydrocarbures le plus important de ces dernières années. Comptant sur l'appui de la technologie et du capital

de l'étranger, et grâce aux mécanismes des contrats d'association, trente-cinq des principales compagnies pétrolières colombiennes et internationales, parmi lesquelles on peut citer ELF-Aquitaine-Colombie, effectuent des travaux d'exploration et d'exploitation sur 7 999 000 hectares de territoire colombien. L'Empresa Colombiana de Petróleos (ECOPETROL) et ses associés internationaux ont permis à la Colombie d'être de nouveau autosuffisante sur le plan de l'approvisionnement.



EMPRESA COLOMBIANA DE PETRÓLEOS

UN SIECLE DE TRADITION ET CULTURE
DANS L'ART PRECOLOMBIEN.



galeria cano

art precolombien
reproductions

New York, Madrid, Barcelona, Caracas, Quito,
Bogotá, Cali, Medellín, Cartagena, Barranquilla.

LA COLOMBIE
un pays pour investir

FORUM DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA PÊCHE

28-31 octobre 1985

CALI (COLOMBIE)

Un partenaire non négligeable de la France

(Suite de la page 9.)

En fait, la vie internationale est constituée de cycles rapides, de soubresauts divers exigeant la construction d'une politique de diversification géographique équilibrée et patiente. C'est le sérieux de la présence et la longue durée des installations qui est en définitive la meilleure garantie du risque économique. Au début de 1983, l'Amérique latine suscite à nouveau de l'intérêt, des questions et des missions. Les performances du Brésil et du Mexique sont encourageantes et nettement meilleures que prévu.

Le déficit des balances courantes des huit plus grands pays d'Amérique du Sud s'est réduit, passant de 35 milliards de dollars en 1981 à moins de 5 milliards en 1984. Les problèmes sont loin d'être réglés, les recettes restent passibles, mais l'ambiance a changé. Dans ce contexte, le cas de la Colombie mérite une attention particulière.

Le pays est au trentième rang des plus peuplés du monde, avec vingt-huit millions d'habitants installés sur un territoire deux fois grand comme la France. En 1900, la Colombie était au nombre des petits, avec moins de quatre millions d'habitants. A l'horizon 2020, les démographes prévoient cinquante-deux millions d'habitants quand la France en aura probablement cinquante-sept, ce qui situe notre pays au vingt-cinquième rang mondial. Il nait dès à présent, chaque année, autant d'enfants français que de colombiens, même si le bas de la pyramide est plus élevé : avec vingt-huit pour mille, il est même inférieur à celui du Mexique ou du Brésil. La jeunesse du pays constitue cependant sa force d'entraînement pour l'avenir. Au niveau de la richesse, le PNB par tête n'est encore que de 1 300 dollars environ, loin de son voisin le Venezuela et même des géants du continent : Mexique, Brésil, Argentine. En taille de marché, sur les onze grands pays d'Amérique du Sud, la Colombie se situe derrière le Venezuela, malgré une population supérieure, et n'estime son poids à environ 6 % du total latino-américain.

La Colombie fait partie du pacte andin, dont les pays mem-

bres ont reconnu, en 1984, la nécessité de refuser l'accord de Carthagène par suite des difficultés rencontrées dans la mise au point des programmes d'industrialisation et dans la définition d'un tarif extérieur commun. L'accord semble se faire maintenant pour rejeter les projets par trop grandioses, mettre l'accent sur l'agriculture et lutter en commun contre les narcotraficants, la drogue tendant à être considérée comme un fléau dépassant largement le problème de la santé et susceptible, par son organisation tentaculaire, de toucher aux fondements des institutions démocratiques.

Un pari important

La Colombie se trouve actuellement dans une phase de transition et fait un pari important. La principale ressource du pays est encore le café, qui représente plus de 50 % des revenus d'exportation et fait vivre près de trois millions de Colombiens.

Le pays a participé activement aux accords internationaux sur le café depuis 1962, et particulièrement lors du renouvellement de 1982. Ces accords entre producteurs et consommateurs définissent des prix directeurs et des quotas à l'exportation permettant une certaine stabilisation du prix international. La Colombie avait par exemple en 1983 le second quota (16 % du marché), après le Brésil. Ces accords, s'ils ont le mérite d'atténuer les brusques variations, ne peuvent pas cependant éviter la dégradation des termes de l'échange pour les pays exportateurs. Les principaux clients du café colombien sont les Etats-Unis et l'Allemagne, la CEE dans son ensemble absorbant environ la moitié des exportations.

La drogue - cocaïne et marijuana - constitue encore récemment une ressource appréciable pour la Colombie : sans doute plus d'un milliard de dollars par an. A la suite de l'assassinat du ministre de la justice, le président Betancur a déclaré une guerre sans merci aux trafiquants, et cette politique courageuse n'est pas sans consé-

quences sur les difficultés économiques de la Colombie, qui a vu en 1984 baisser ses revenus, et ses réserves de change. Il est difficile de décaler des statistiques la part actuelle des revenus en provenance de la drogue.

L'avenir repose sur un double pari : celui du charbon et celui du pétrole. Dès 1984, on prévoit en effet, l'accroissement des exportations de charbon à partir des gisements d'El Corral, mis en valeur par Exxon et Carbocel, qui ont réalisé des investissements supérieurs à 3 milliards de dollars. Un projet ambitieux, car il prévoit l'exportation de 15 millions de tonnes en 1989 et l'acquisition d'une part de marché mondial de 10 % en l'an 2000.

L'atténuation du déficit commercial colombien devrait se faire également grâce aux résultats d'une politique pétrolière active, permettant d'approcher l'autosuffisance en 1987. L'ELP-Aguatona et d'autres sociétés américaines sont des partenaires actifs d'Ecopetrol.

La Colombie est un partenaire non négligeable de la France, puisqu'en 1983 elle se situait en dix-neuvième position parmi ses principaux partenaires commerciaux. En 1984, malgré une baisse sensible des échanges, le taux de couverture devrait nous être favorable. Les chiffres font l'objet de contestations diverses : 1983 a été gonflée pour la France par l'influence de deux grands contrats, et en sens inverse il existe un débat sur la comptabilisation des importations de cafés colombiens en France, car ce café transite par les Pays-Bas ou la RFA sans être repris dans les statistiques douanières françaises.

Dans le passé, certaines entreprises françaises ont fait l'objet de critiques, mais ce qui paraît important à souligner, en ce début de 1985, c'est au contraire la continuité de notre présence et les efforts de nos sociétés pour rétablir les relations à long terme. A la suite du voyage de M. Bernard Hanon, l'été dernier, Renault a amélioré sa position et maintient sa première place en face de Mazda et de General Motors. Sur un marché étroit - moins de cinquante mille voitures - c'est une performance méritoire. En règle gé-

nérale, les bons résultats de l'automobile française sur des marchés comme l'Argentine, la Turquie, le Nigeria ou le Mexique sont trop souvent méconnus, de même que leur effet d'entraînement pour d'autres sociétés françaises.

Un assouplissement de l'article 24

A l'occasion du premier forum des investisseurs étrangers organisé par le gouvernement colombien en juillet 1984, ouvert par le président Beltramo Betancur, la délégation française, avec ses vingt-cinq membres, était l'une des plus importantes. Elle a pu témoigner ainsi de l'intérêt qu'attache l'industrie et les services français à ce pays. Compte tenu des restrictions à l'importation, c'est surtout par l'investissement que nous pouvons renforcer notre présence. Les chiffres publiés à l'occasion de ce forum soulignent que la position de la France est loin d'être négligeable, derrière les Etats-Unis, l'Angleterre et le Canada et à égalité avec la RFA. L'excellente documentation *Comment investir en Colombie*, publiée par la Chambre Franco-Colombienne de Commerce et d'Industrie, donne l'information nécessaire aux entreprises désireuses de mieux connaître ce marché d'avenir.

Comme dans beaucoup d'autres pays d'Amérique latine, le régime des investissements est actuellement assoupli. Sous l'effet de la crise, le fameux article 24 du Pacte andin, qui restreignait les positions, étrangères, tend maintenant à disparaître pour être remplacé par des dispositions plus libérales. Les règles de prise de participation deviennent plus souples, les contrats d'assistance technique sont à nouveau autorisés, et le rapatriement des bénéfices est mieux accepté.

Si les difficultés restent nombreuses et l'avenir incertain, l'accueil à l'investisseur est en train de se modifier et de s'améliorer.

XAVIER DE VILLEPIN.



La Colombie,
un pays baigné par deux océans

Nous apportons
avec orgueil
le pavillon de la
Colombie aux ports
les plus importants
du monde

FLOTA MERCANTE GRANCOLOMBIANA, S.A.

Pour assurer les échanges commerciaux de Colombie et d'Amérique Latine dans le monde, les bateaux de la Flota Mercante Colombiana créée en 1946 desservent des routes régulières qui touchent 287 ports de 45 pays.

La FMG possède ses propres bureaux dans les ports les plus importants d'Amérique Latine, d'Europe, d'Asie et des Etats Unis ainsi que plus de 200 agences mondiales.

En raison de l'efficacité, la stabilité, la responsabilité et la continuité de ses services, la FMG fait partie des Conférences Maritimes Internationales et collabore avec les plus grandes compagnies mondiales de navigation maritime.

Notre pays est situé au sommet nord-occidental de l'Amérique du Sud et possède de vastes côtes sur les océans Atlantique et Pacifique.

Principaux Bureaux en France:

BORDEAUX
Cie. Charles Le Borgne
Tel. (55) 607000/607746
BREST
Cie. Charles Le Borgne
Tel. (98) 445518/445859
DUNKERQUE
Cie. Charles Le Borgne
Tel. (20) 667008/665130

LA PALUZE
Cie. Charles Le Borgne
Tel. (48) 356572
LE HAVRE
Cie. Charles Le Borgne
Tel. (35) 224611
LYON
Cie. Charles Le Borgne
Tel. (78) 728417
MARSEILLE
Cie. Charles Le Borgne
Tel. (91) 919174

PARIS
Cie. Charles Le Borgne
Tel. 723-5512
PARIS
Flota Mercante
Grancolombiana, S.A.
Tel. 720-5395
ROUEN
Cie. Charles Le Borgne
Tel. (35) 887548
SAINT NAZAIRE
Cie. Charles Le Borgne
Tel. (40) 220000



FLOTA MERCANTE GRANCOLOMBIANA, S.A.

Siège Social

Carrera 13 No. 27-76 Tel. (5) 283-6800
Téléc. 44853/44857/44542
BOGOTA, COLOMBIA

Representant General pour l'Europe

FLOTA MERCANTE GRANCOLOMBIANA, S.A.
ROTTERDAM Tel. (10) 118665/118686

مكتبة من الامم

Une littérature de précurseurs

développer impé-
rialisation des
culier dans les
x de productivité
maintenant des ca-

e internationale
ordial si l'un veut
ifs fixés. Il n'est
r des cultures de
des pour la zone
ctérise par la pe-
on mécanisable,
iaux fragiles,
qu'on appelle en
rs du versant.

INAN URIBE.

ducteurs de
nce lui a valu
i, cultivé, cet
du café, est
à à maintenir
ux Etat
ux politiques.
onclus par la

lération des
oquis, mais il
sine de Syra-
gota à Mede-
véro un de la

INALE
étranger

NE présentant en France qu'un seul nom vraiment connu, celui de Gabriel García Márquez, la littérature colombienne aura pourtant été et demeure celle des précurseurs.

En 1867, alors que la poésie et le roman latino-américains continuaient de chercher en Europe leurs maîtres et leurs modèles, paraissait à Bogotá le premier roman populaire de ce continent : *Maria*. Son auteur, Jorge Isaacs (1873-1895), fils d'un planteur juif converti naturalisé colombien, fit de nombreux métiers : soldat, journaliste, agriculteur, professeur et même président de l'Etat d'Antioquia. A l'époque, il était inspecteur des routes dans la vallée du Cauca. La beauté idyllique du lieu lui inspira le cadre et le thème de *Maria*.

L'histoire est simple. Ephraïm, ayant terminé ses études, revient à la maison paternelle et s'oppose de la compagnie de son enfance, Maria, une consue adoptée par la famille. Les jeunes gens filent un parfait amour dans la douceur luxuriante du Cauca, jusqu'au moment où Ephraïm est envoyé par son père étudier en Europe. Maria, qui souffre d'épilepsie, voit son mal s'aggraver et réclame Ephraïm. Quand il rentre, avec l'espoir de la sauver, Ephraïm doit se rendre à l'évidence : Maria est morte et déjà enterrée. Bouleversé, après avoir visité la tombe de l'aimée, Ephraïm monte à cheval et s'élance pour une folle et douloureuse course à travers la pampa.

Le talent de Jorge Isaacs sut éviter le mélodrame, en plein délire romantique. La psychologie vraie des protagonistes, la force suggestive des descriptions, le courant lyrique qui passe sans excès d'un bout à l'autre du récit, sont exemplaires. Depuis sa publication, le roman a charmé et continué de charmer toutes les générations, dans tous les pays d'Amérique. Son succès peut être comparé à celui des *Misérables* de Victor Hugo. Et, dans un poème de *Mémorial de l'île Noire*, Pablo Neruda rappelle le sortilège qu'exerça sur son enfance sa lecture : « O Maria de Jorge Isaacs/baiser tout blanc dans le jour rouge/des hochendos célestes/qui s'immobilisent/avec ce sucre mensonger/qui nous fit pleurer, nous étions si purs. »

La poésie n'était pas en reste. Avec Gregorio Gutiérrez y González (1826-1872), elle commençait à exhaler sa quintessence américaine. Et, avec Rafael Pombo (1833-1912), elle appliquait la passion romantique à la nature, à la vie, aux sentiments nationaux. Un peu plus tard, José Asunción Silva (1865-1896) composait, avant de se suicider à trente et un ans, les plus beaux poèmes latino-américains du siècle, ces *Nocturnes* dont l'influence posthume allait être décisive.

Pourtant, c'est en 1924 que la littérature colombienne inaugura à nouveau des chemins originaux. L'écrivain américain venait de comprendre qu'il devait cesser d'être un imitateur des écoles française et espagnole pour devenir le témoin des problèmes profonds de l'homme du continent. En décrivant, dans la *Voragine*, la lutte gigantesque des « récolteurs de saoudchane » ancrés avec l'immense forêt tropicale, José Eustasio Rivera (1889-1928) ouvrit la voie au roman dit tellurique, une création narrative qui entendait exprimer le défi jeté par l'homme à la nature vierge, son triomphe ou sa soumission, de toute manière leur liaison inéfectable.

La lutte entre la nature et l'homme

On peut reprocher à la *Voragine* de conserver et à la certaine traces ingénuës de romantisme. Mais, pour quelques pages plus faibles, combien de chapitres d'une rare maîtrise, où le romancier, subjugué par la terre qu'il évoque, recrée l'ensorcellement de la forêt sauvage avec son atmosphère obsédante de crapauds hydrophobes, de calmans, de tigres, de serpents mortels, de fourmis qui dévorent tout et qui obligent les fugitifs à s'enfoncer toute la nuit dans la boue jusqu'aux yeux, avec aussi ses eaux pourries, ses fleurs immondes qui exaspèrent les sens, ses lianes aphrodisiaques qui s'enlacent, ses silences funèbres. « Cette forêt sadique et vierge qui donne à l'esprit l'hallucination du péril tout proche... », dira le personnage principal, Arturo Cova. Ici, la lutte entre la nature et l'homme est

inégale, démesurée, celui-ci succombant finalement devant celle-là et acceptant avec résignation sa condition d'esclave. « Cette terre anime l'homme pour qu'il en jouisse et qu'il en souffre, affirmera de son côté un autre protagoniste, don Rafo. Le moribond lui-même désire baiser le sol où il va mourir. C'est le désert, le vent, la tempête y sont nos frères. On ne les craint pas, on ne les moult pas. »

Après la *Voragine*, d'autres épopées naquirent qui explorèrent durant une trentaine d'années régions, destins et richesses naturelles. Dans *Quatre ans à bord de moi-même* (1935), Eduardo Zalamea Borda évoquait dans une langue virile la vie lente et pleine de nostalgie érotique des habitants de la Guajira, leur « solitude dans les solitudes allongées contre un paysage de cactus déchiré par le vol triangulaire des pélicans », selon le critique

colombien Javier Arango Ferrer. La magie sordide de l'or noir, du pétrole, inspirait à Gonzalo Camal Ramírez les fresques tautées de *Oru* (1949) et à César Uribe Piedrahita celles de *Goutte d'huile*.

La poésie, qui entre les deux guerres eut son chantre historique avec Guillermo Valencia (1873-1943), son pèlerin halluciné avec Porfirio Barba Jacob (1883-1942), son prestigieux jongleur verbal avec Leon de Greiff (1895-1976), voulut avoir son précurseur en rénovant la tradition de la satire poétique. En 1952, Jorge Zalamea (1905-1969), dramaturge et poète ami de Lorca, lança comme une bombe contre tous les dictateurs *Le grand Bernardin-Burando est mort*. Témoin de dictatures alors florissantes, Zalamea utilisait le thème et réussissait à créer un nouveau genre

littéraire qui semblait fondre dans le creuset de la contestation les formes populaires primitives et l'expression savante, riche en symboles.

L'avant-garde, soucieuse d'innovations dans les lettres nationales, se rassemblait en ces années autour de la revue MITO, fondée par un écrivain dont l'Europe accueillait avec intérêt les recherches sur l'érotisme : Jorge Gaitan Durán (1924-1962). De 1955 à 1962, où un dramatique accident d'avion fit périr son fondateur, Mito révéla quelques-uns des meilleurs poètes colombiens de notre temps : Eduardo Cote Lamus (1928-1964), Alvaro Mutis. Gutierrez Girardot ; un dramaturge aussi, qui allait initier la Colombie au théâtre expérimental, Enrique Buenaventura ; et un romancier alors presque inconnu, Gabriel García Márquez, dont elle publia *Pas de lettre pour le colonel* (1958).

Fut-ce l'isolement géographique ? La négligence ? Un tempérament bohème ? Un compagnon de jeunesse de García Márquez, Alvaro Cepeda Samudio, originaire comme lui de la côte tropicale, ne semble pas avoir connu la diffusion que méritait son court roman : *le Maître de la Gabriela*. Ce chef-d'œuvre retraçant la prospérité bananière et la répression des années 30 est une histoire de solitude, d'inceste et de décadence familiale, comme *Cent ans de solitude*, mais antérieur. Le roman fascine par son écriture toute de dialogues secrets et de mystérieux chuchotements, rappelant le *Pedro Paramo* de Juan Rulfo. Et nous faisons nôtre le point de vue de son traducteur français, Jacques Giliard : « *Cepeda Samudio, expérimentateur tropical, est de ceux qui ont acclimaté la narration fragmentaire dans les littératures de langue espagnole.* »

Si l'engagement inspire le lyrisme de Carlos Castro Saavedra et la verve critique d'Oscar Collazos, le témoignage parfois provocateur la prise de Plinio Mendoza (*la Plomme et la Glace*), la recherche verbale les fictions savantes de Faany Buitrago, la sorcellerie et l'ascendance africaine, les récits de Manuel Zapata Olivella, la violence politique ambiante trouve une expression saisissante chez les romanciers les plus représentatifs de la Colombie actuelle. Elle montre en particulier un visage sans fard dans *le Jour fixé* (Prix Nadal 1963), de Manuel Mejía Vallejo, et *Crépitation Tropique*, de Flor Romero de Noja.

Il nous faut, pour finir, dire quelques mots du plus génial sans doute des créateurs latino-américains contemporains : Gabriel García Márquez. Tout le monde connaît, depuis son Prix Nobel de littérature en 1982, son visage buriné, ses yeux rieurs, sa moustache nietzschéenne et ses verres en goguette. Tout le monde a lu *Cent ans de solitude*. Son chef-d'œuvre, affirme-t-on. Mais comment peut-on qualifier autrement ses autres livres : *Des feuilles dans la bourrasque*, *l'Heure fatale*, *les Funérailles de la Grande Mémé* et *la Camidre Erendira*. *Chronique d'une mort annoncée* et *l'Époustouffant Automne du patriarche* ?

CLAUDE COUFFON.

Saint
Gobain
de Colombia S.a.
VERRES TREMPÉS DE SECURITÉ

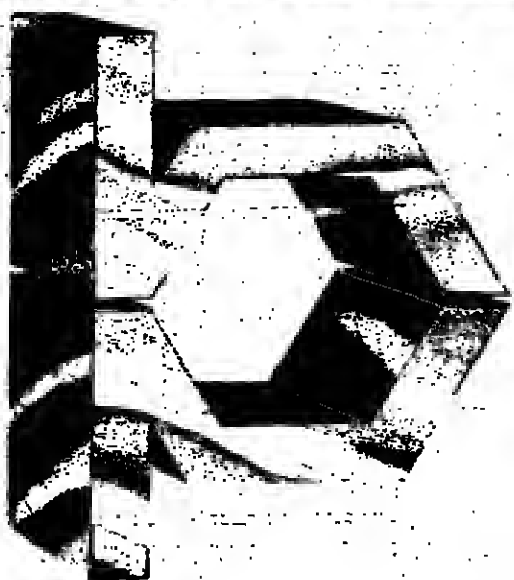
Participe au développement économique de la Colombie.

Découvrez et admirez
le plus grand Trésor
d'Amérique

une collection de 30 000 pièces
d'orfèvrerie précolombienne
fabriquées par des artisans magiciens
de diverses régions de Colombie

MUSEO DEL ORO
Banco de la República
BOGOTA-COLOMBIA

BANCO POPULAR



GRANDE, SOLIDE ET SÛRE

Solidité de grands pays. Nous sommes une grande banque, solide et sûre. Notre principal actionnaire est la République de Colombie. Et comme la Colombie, nous sommes faits pour durer, pour assumer les grands défis de l'avenir.

BANCO POPULAR
GRANDE, SOLIDE
ET SÛRE



UNE CARTE
UN TÉLÉPHONE
AVIATION A VOLONTÉ
608.19.19

Tennis Express - le Sport à la carte

UN ENTRETIEN AVEC LE PEINTRE FERNANDO BOTERO

Mon pays est devenu excessif et mal élevé; moi, je trouve ça bien...

On le déteste ou on l'adore : mais personne ne reste indifférent à l'œuvre de Fernando Botero, le peintre colombien le plus connu à l'étranger. Il est plus souvent à New-York qu'à Bogotá. Il a son musée à Medellín. Mais il a aussi des idées sur le mouvement artistique et la politique de son pays.

— Y a-t-il quelque chose de spécifiquement latino-américain dans votre peinture ?

— Mes couleurs sont celles de la nature morte latino-américaine. Elles viennent de l'art populaire, de la peinture des bouquets de fleurs. Et mes personnages, bien sûr. Ce sont des personnages de la classe moyenne latino-américaine, des putains, des militaires... Qu'est-ce qu'il y avait autour de moi : pas de musées, pas de collectionneurs, pas de galeries, mais des tableaux d'église, très lisses, très fins ; et l'art populaire issu du précolombien. Quand on vient de là, on ne peut pas penser art et sentir la peinture comme quelque chose qui est né à Paris ou à New-York. Il faut avoir eu cette éducation de petit bourgeois, avoir été élevé par les curés dans la montagne, avoir en des images de Sacré-Cœur dans la maison pour faire la peinture que je fais.

— La situation des artistes en Colombie est-elle aujourd'hui très différente de celle que vous avez connue vos débuts ?

— Tout a changé. Quand j'ai quitté l'école, à seize ans, pour devenir peintre, c'était la chose la plus exotique qu'on pouvait imaginer. Il n'y avait pas d'artistes professionnels, pas d'enseignement sérieux. Maintenant la Colombie est devenue le pays d'Amérique latine qui compte le plus grand nombre de peintres. Il y a au moins cinquante galeries à Bogotá, des expositions partout et un marché de l'art plutôt fort. Même les gens des classes moyennes, là-bas, ont des tableaux dans leur salon, alors qu'avant ils y mettaient des portraits de la Vierge,

le Sacré-Cœur et des reproductions de sous-bois avec des cygnes.

— Comment s'est produit le changement ?

— La venue en Colombie, en 1954, de la critique d'art Marta Traba, qui est morte dans l'accident d'avion (1), a été très importante. Elle avait vécu à Paris, c'était une disciple de Francastel. C'est grâce à elle que des jeunes artistes ont pu faire des choses différentes de ce que faisaient les peintres de l'establishment : des paysages dans le goût très bourgeois, Marta Traba a commencé à dire qu'il fallait rejeter tout cela. Des tas de polémiques se sont ensuivies. La controverse a été très bénéfique pour l'art. C'est devenu un sujet de conversation, alors que jusque-là ça n'était pas un. Après, les gens ont commencé à acheter. Beaucoup de jeunes qui n'avaient pas pensé pouvoir en faire un métier sont devenus artistes. Cela a été le boom artistique. La Colombie, qui était un pays de poètes, est devenue, d'un moment à l'autre, un pays de peintres. C'est le seul pays où je vois les journaux sortir presque tous les jours en première page des articles sur les peintres.

— Peut-on réellement expliquer cet essor de la vie artistique en Colombie par la seule présence d'une personne, fût-elle critique d'art ?

— En fait, tout un ferment existait, issu de la situation politique. La violence politique a bouleversé le pays, a créé un climat d'insécurité, un climat d'énergie favorable à la création. C'est très important, mais diffus et plus difficile à saisir comme origine d'un boom. Il y a des situations politiques qui font que les choses sortent tout d'un coup à un moment donné. La violence politique en Colombie a commencé en 1948. Par-dessus, il y a eu la drogue. L'histoire de la drogue a contribué à sortir la Colombie d'une certaine timidité. C'était un pays bien élevé, trop bien élevé et timide, bien élevé en tout, même en choisissant son nom pour rendre hommage à un

Européen. Un pays sans exotisme, sans criminalité ni vertigineux, tout était mesuré. On connaissait la Bolivie, le Mexique parce qu'on était des pays exotiques. Aujourd'hui la Colombie, elle aussi, est un pays excessif. La mafia colombienne contrôle la cocaïne dans le monde entier. Je ne dis pas cela pour défendre la drogue. Mais je trouve bien que le pays soit devenu mal élevé et excessif. On m'a récemment fait remarquer que la création contemporaine en Colombie avait toujours cet élément de dépression. Vous trouvez ça chez Gérici Marquez, dans mon travail.

— Y a-t-il actuellement en Colombie une école, une génération, des jeunes qui ont pris les nouvelles options internationales ?

— Il y en a qui peignent comme Chia ou Paladino (2), mais il existe toujours une autre ligne, celle d'artistes qui, comme moi, reprennent la peinture en dehors de la mode. Je n'ai jamais essayé d'être à la mode.

— Cela a dû être difficile, lorsque vous étiez à New-York, au moment de la vague expressionniste abstraite ?

— J'étais ténu, j'ai continué avec obsession à faire la peinture que je devais faire. C'est cette obsession, qui n'a servi. Je ne crois pas qu'il y ait de vérité absolue en art. Alors pourquoi pas la mienne. L'histoire de l'art est faite de gens qui ont senti la peinture différemment. On a la chose en soi, ce qu'on fait vient de soi-même. On ne va pas commencer à faire comme les autres. Ce que je remarque dans les différents mouvements picturaux en Colombie, c'est un intérêt très grand pour le médium. C'est bien peint, c'est travaillé, chez les jeunes aussi. Mais, vous savez, je ne connais pas très bien la situation de la jeune peinture colombienne. Je passe trois mois à New-York, trois à Paris, trois en Italie et trois en Colombie.

— Où préférez-vous vivre ?

— Je me sens bien partout. L'important c'est d'avoir tout ce qu'il faut pour travailler. J'aime

New-York, j'aime Paris, l'Italie, et pour un contact avec la Colombie je ne suis pas obligé d'aller vivre là-bas. J'ai des marchands et des collectionneurs aux Etats-Unis et en Europe. Des collectionneurs que je ne connais pas. Ça ne m'intéresse pas de les connaître. Ce qui m'intéresse, c'est seulement d'approcher si quelqu'un de très connu achète mes tableaux. Sinon c'est une abstraction.

— Et en Colombie, vous avez des collectionneurs ?

— Je ne souhaite pas vendre mes tableaux en Colombie. La bourgeoisie a toujours peur de la révolution et la peinture lui paraît émirger dans des appartements en Floride. Pour que ma peinture reste en Colombie, je donne au gouvernement (3). Le président est un ami personnel. C'est un homme de grande culture, un ami des artistes et des écrivains. Il donne de l'importance à l'art.

— Est-ce que l'Etat a une politique d'aide aux artistes ?

— Je ne sais pas du point de vue économique. Mais je sais que le président a une attitude personnelle très favorable aux créateurs. Il est capable de téléphoner lui-même à un artiste ou à un écrivain pour lui parler d'une exposition ou d'un livre. C'est la première fois que cela arrive en Colombie.

Propos recueillis par GENEVIEVE BREECHETTE.

(1) L'accident du Boeing 747, près de Madrid, en novembre 1983, dans lequel sont morts de nombreux intellectuels latino-américains, notamment l'écrivain Manuel Scorza et le critique littéraire Angel Rama, compagnon de Marta Traba (le Monde du 29 novembre 1983).

(2) Sandro Chia et Mimmo Paladino sont deux vedettes représentatives de la Transavanguardia italienne.

(3) Fernando Botero a fait don de dix-huit grands tableaux au musée de Bogotá et de seize sculptures ainsi que d'une salle de tableaux au musée de Zéa à Medellín, sa ville natale.

Renault et la Colombie ont été ensemble depuis plus de 15 ans. 15 années de collaboration fructueuse entre Renault et la République de Colombie, associées dans la Société Sofasa Renault, se sont traduites et sont synonymes de progrès et de développement de l'industrie automobile dans cette région d'Amérique du Sud en plein essor.

L'excellent accueil réservé aux véhicules Renault en Colombie est une preuve concrète de la qualité des véhicules Renault.

Véhicules qui ont prouvé une remarquable adaptation aux conditions particulièrement difficiles de la topographie colombienne.

La présence de Renault en Colombie a eu pour résultat un essor industriel et technologique important, création d'emplois et de formations.

Véhicule polyvalent de plus de 15 ans, Renault et la Colombie, nait et ensemble.

RENAULT y COLOMBIA.

Desde hace 15 años marchando sobre ruedas.

Desde hace 15 provechosos años Renault y la República de Colombia se construyeron socios, como Sofasa Renault, para impulsar el progreso y el desarrollo de la industria automotriz en esta pujante región de Suramérica.

La gran aceptación de los vehículos Renault en Colombia, es una prueba palpable de la calidad de los vehículos Renault. Vehículos que han demostrado una gran adaptabilidad a las difíciles condiciones topográficas de Colombia.

La presencia de Renault en Colombia ha significado un gran adelanto industrial y tecnológico que ha generado empleo y capacitación.

Por eso, desde hace 15 años, Renault y Colombia van marchando sobre ruedas.

SOFASA RENAULT

La face

La Colombie la plus importante de la construction de fer et de d'un charbon

La Colombie

هكذا من الاصل



élevé;

Popayan, avant le drame du 31 mars 1983

La ville de Popayan, l'une des plus belles cités coloniales de Colombie, dans le Cauca, au sud, a été détruite à 90 % par un terrible tremblement de terre le 31 mars 1983. On redoutait des destructions irréversibles, en particulier de certaines des plus belles églises. De remarquables travaux de restauration - auxquels la France a d'ailleurs apporté sa collaboration - vont sans doute permettre de sauver l'essentiel.

L'AUTOBUS qui va de Cali à Popayan est bariolé, toujours prêt à s'arrêter. A l'arrêt de montagne, il invite une vieille femme et son coq de combat à rejoindre les passagers en « ruinas de laine bruta » sur les banquettes en bois. On descend là pour goûter un jus de papaye, plus loin pour estimer le sommet gravi.

C'est la cordillère des Andes aux crêtes solitaires et capricieuses qui enserrera une nature sauvage, grandiose. A 1760 mètres, au pied du volcan Parícuti, sous un ciel immense et mouvementé, « lumineux comme la mer qu'il semble refléter », Popayan se retire. Blanche dans ses toitures de tuiles brunes harmonieusement inclinées, on dirait un vaste couvent. Les dômes bleus et les clochers ajourés des églises coloniales témoignent de la vocation religieuse de la ville. La cloche de San Francisco n'est-elle pas la plus grande d'Amérique du Sud avec ses 2 tonnes et de cuivre ? Depuis le dix-huitième siècle, elle invite à la prière à 15 kilomètres à la ronde.

« A vos ordres votre Grâce »

Les rues pavées ont la sévère et sobre ordonnance castillane; elles se coupent à angle droit, longant balcon de fer forgé, demeures basses à auvent, colonnades, patios soignés. Seules rompent avec cette austérité les petites places tranquilles avec des fontaines, des statues, des palmiers, et des geyseriers. Elles invitent à méditer, le soir venu, dans l'air sec et tiède, comme l'exprime le chantre de Popayan, Guillermo Valencia : « A cette heure fleurit mon âme d'une floraison mystérieuse; car j'ai dans l'âme un

espérance/au possible charme de réna-

La langue parlée demeure le vieux espagnol : « A la orden, su merced ». (« A vos ordres, votre Grâce »), entend-on. Archéologues et touristes, ces expressions de sainte Thérèse d'Avila dans la vallée de Pubenza.

L'Espagne du siècle d'Or maintient ici sa présence dans la syntaxe, l'architecture et, jusqu'à un certain point, dans les mœurs. Aucune ville de Colombie ne donne la sensation d'être aussi proche de la « mère patrie ».

Son fondateur : Sébastien de Belalcázar, compagnon de Pizarro, y appela en 1536 le sceau durable de son Extrémadure natale. Il s'empara des nombreuses mines d'or alentour, des bijoux et des masques funéraires des indigènes Chibchas pour les transformer en ciboires ou en statues. Très tôt prospère, la cité

devint, dès le début de la colonie, la capitale du royaume de Nouvelle-Grenade - future Colombie - elle attira seigneurs, artistes et lettrés. Aux dix-septième et dix-huitième siècles, elle fut lieu de villégiature favori de la noblesse. Le climat très doux : entre 18° et 22° toute l'année, propice à l'étude, permit une importante activité intellectuelle et l'installation de la fameuse université de Cauca.

Aujourd'hui, Popayan s'enorgueillit d'avoir vu naître douze présidents de la République et de nombreux personnages illustres. Mais son plus grand titre de gloire, c'est sa Semaine sainte, la plus traditionnelle de Colombie par sa ferveur et sa beauté. On y vient de partout admirer les « pasos » de bois sculpté polychrome qui défilent un pas solennel des pénitents-porteurs : « la veronique », en robe longue rouge bordée d'or, « Ponce Pilate » assis, ganté de noir, tout en bois de cou-

leur et regard absent, le Christ de « la flagellation », mains liées, corps tuméfié, droit sous le fouet des soldats verts et rouges.

Ces joyaux de l'art religieux hispanique quittent pour un soir l'église-musée de San Francisco dont la chaire, de style baroque, est une des plus célèbres d'Amérique latine : elle est l'œuvre d'un artiste de l'école « quiténa ». Popayan étant restée sous la dépendance administrative de Quito jusqu'en 1717.

Adossé à l'église San Francisco, l'Hôtel Monasterio, au centre de la ville, le plus important, est un ancien couvent franciscain du dix-huitième siècle. C'est là que logent les invités de marque de la ville et, particulièrement, les participants du fameux Festival de musique religieuse qui, depuis vingt ans, réunit les plus grands orchestres symphoniques, choristes et solistes de Colombie.

Tout près de là vivent les commu-

nautés d'indiens Guambianos qui n'ont en contact avec le monde moderne que le jour du marché à Silvia; les femmes, petites et vives, parées d'imposantes rangées de colliers blancs, portent leurs enfants aux bonnets multicolores sur la dos et filent tout en marchant.

Mais voilà que cette terre se dérobe brusquement, ébranlant les fondements de la ville en dix-huit secondes de secousse saccadée le Jeudi saint 1983. Il faudra dix ans pour effacer « la mala hora », cette « mauvaise heure ».

NICOLE LEROSSIGNOL

Les énigmatiques visages de pierre de San-Agustin

La Colombie possède des trésors d'art précolombien qui sont une surprise découverte pour qui prend la peine d'aller sur place.

Dans le département de Huila, non loin du confluent du Sumbra avec le rio Magdalena, se trouve un site archéologique énigmatique et passionnant, connu sous le nom de San-Agustin. Cette civilisation a laissé un étrange héritage aux générations qui lui ont succédé. De Néiva, chef-lieu du département, il faut compter encore cinq bonnes heures de voiture sur une mauvaise route pour parvenir au petit village de San-Agustin. Le climat tropical tempéré qui règne dans la vallée sépare les deux cordillères andines; à quelque 1 700 mètres d'altitude, est propice à la floraison des célèbres orchidées.

La route traverse des régions quasiment désertes. Les villages sont rares; les collines de Néiva disparaissent pour céder la place à des rocs après qui s'élèvent jusqu'à former des murs impressionnants dans un canyon où le rio Magdalena roule ses eaux tourmentées. A San-José-de-las-vegas, on découvre les

premières grandes stèles sculptées et posées au milieu de sarcophages.

Un splendide musée en plein air s'offre au regard. La sombre voûte de feuillage s'écroule de certaines d'orchidées, éclatantes de fraîcheur dans leur écorce sauvage. Chaque statue a une personnalité propre, nettement distincte et pourtant apparentée à celle des autres.

Un peuple a disparu

Visages de pierre, visages de démons, visages de dieux, visages de légendes, fantasmes d'esprits défunts, idées vénéreuses ou redoutées, ces statues intriguent. Leur origine se perd dans la nuit des temps. Des datations au carbone 14 ont permis aux chercheurs de les situer à une époque allant de l'an 1000 avant notre ère jusqu'au XII^e siècle.

Certains ont émis l'hypothèse que les habitants de San-Agustin avaient été victimes de luttes fratricides bien avant l'arrivée des conquérants espagnols. Leur art, que l'on suppose essentiellement religieux, aurait atteint son apo-

gée aux environs de l'an 100 avant ou après notre ère. Si ces données sont exactes, ces sculptures seraient donc des plus ou moins contemporaines de la civilisation de Tiahuanaco, sur le haut plateau bolivien, ou encore de l'ancien empire maya, précédant par conséquent la glorieuse époque inca du Pérou.

Un peuple a disparu sans laisser d'autres traces que ces monolithes, ces têtes étranges au sourire diabolique ou au rictus effrayant, ces sarcophages ornés de motifs traditionnels. Le rio Magdalena semble avoir servi de ligne de démarcation entre deux bras complémentaires mais distincts. Au sud du fleuve, à San-Agustin, se trouvent les cimetières, les statues masculines et des monolithes de guerriers aux visages menaçants. Au nord, à San-José-de-las-vegas, les statues se parent de grâce plus féminine. Les deux sont gravés dans la pierre à larges traits cubiques ou linéaires et les immenses sarcophages sont peut-être les tombes de prêtres ou de hauts dignitaires d'un culte à jamais oublié.

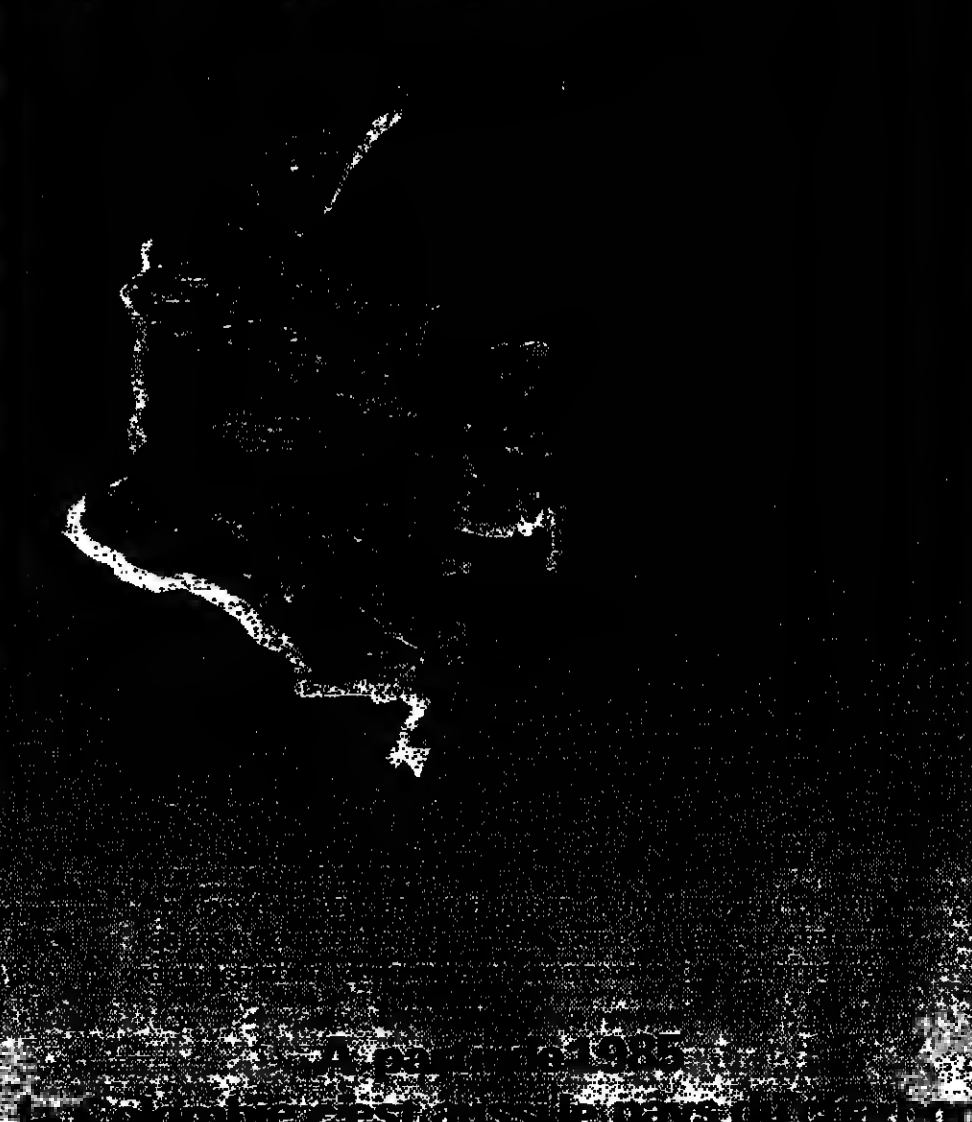
JEAN-CLAUDE BUNIER

Importateurs:
pour orienter vos importations
de produits colombiens, le Fond
de Promotion des Exportations
de la Colombie vous offre toute
son assistance à travers sa
Représentation Commerciale de
Hamburg, Londres, Madrid, Prague
et Moscou.

PROEXPO ID

HAMBURG: Hochallee 80 2000 Hamburg 13, RSA
LONDRES: P.O. Box 320-25 Victoria Street, 4th Floor London SW1
MADRID: Goya 47, Primera Derecha - 28001 - Madrid I
PRAGUE: Prizna 1, 2P, 8A 11000 Praha 1 - Prague
MOSCOU: UL. B. Dorogomilovskaya 54, KV. 27 1a. Ent., 7 Piso
URSS, Moscou 121059

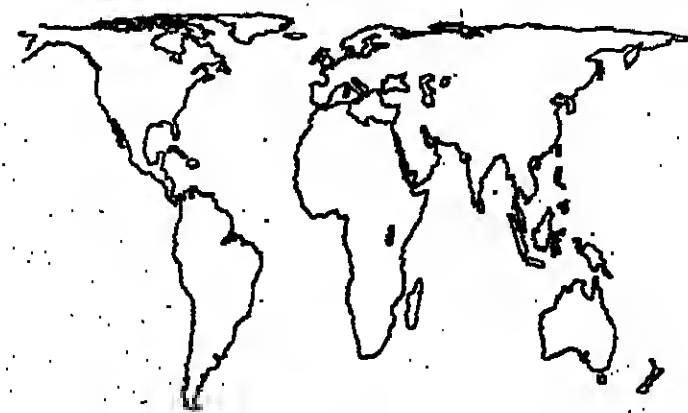
La Colombie face à son avenir!



El Vallejo-Zona Norte

BOGOTÁ, COLOMBIA

Avec une totale sécurité...



**BANCO CAFETERO
DE LA COLOMBIE
SE TROUVE AUSSI À**
**NEW YORK
LONDRES
MIAMI
PANAMA
SANTIAGO**

PANAMA - Banco Cafetero S.A. - Panamá (Filial)
Calle Manuel Meriá 102a y Calle 62
No. 18 Camaguey Apartado 354 Panamá 8A
Télex: 2089 T.R.T. - 0721 M.U.J. - 2512 L.T.T.
NEW YORK - Banco Cafetero International Corporation
New York (Filial) 250 Park Avenue, 13th Floor,
New York, N.Y. 10177 - Télex: 238455
MIAMI - Banco Cafetero International Corporation
Miami (Central del Banco Cafetero
International Corporation, New York)
900 Brickell Avenue, 10th Floor
Miami, Florida 33131 - Télex: 284228 BCIC UN
LONDRES - Oficina de Representación del Banco
Cafetero S.A. (Panamá)
16 St. Helen Place, Bishopsgate,
London EC3A 8BT - Télex: 884866
SANTIAGO DE CHILE - Oficina de Representación del
Banco Cafetero S.A. (Panamá)
Aguirre 1478 Oficina 705 - Santiago de Chile
Télex: 340888



Banco Cafetero
CALLE 28 No. 13A-15 - BOGOTÁ, COLOMBIA

Un entretien avec le président Betancur

(Suite de la page 9.)

— Votre gouvernement a beaucoup de soucis, pour employer un euphémisme : la guérilla, le trafic de drogue, la crise économique et maintenant financière, la délinquance, de droit commun, les pressions sociales. Qu'est-ce qui vous paraît le plus préoccupant ? Quel est le vrai point noir ?

— C'est vrai. Tous ces thèmes préoccupent beaucoup mon gouvernement et moi-même, bien entendu. Mais il est évident que tous les problèmes liés au trafic de drogue ont une dimension internationale. Des mafias de différents pays sont impliquées dans cette affaire. En 1984, la Colombie a résolu intensifier la lutte contre les trafiquants, et elle a obtenu des résultats qui ne sont pas négligeables. Nous avons saisi des stocks de cocaïne parmi les plus importants dans l'histoire de la lutte internationale contre le fléau. Et je vous dirai que le président Reagan vient de m'envoyer une lettre de félicitations pour les efforts et les résultats obtenus par la Colombie dans ce domaine.

— Mais la pacification entreprise est apparemment une longue patience. Le dialogue avec les différentes organisations de guérilla connaît des hauts et des bas. Est-ce que vous considérez ce processus comme irréversible ? Et où sont les principales difficultés pour continuer à aller de l'avant ?

— L'un des principaux objectifs de tous les Colombiens est la réconciliation, l'élimination de la violence comme méthode d'action politique. Il est vrai que le chemin qui mène à la paix est parsemé d'obstacles. Il s'agit de dégarer des « dénominateurs communs » face à des analyses et à des visions différentes, souvent contradictoires. Contre l'impatience et le manque de confiance. Mais je dispose personnellement d'une énorme capacité de patience et de réconciliation. C'est pour cela que je crois que le processus de paix est irréversible. Et nous finirons par déboucher sur cette paix.

— Vous avez en 1984 déclaré la guerre aux trafiquants de drogue après l'assassinat de votre ministre de la justice. Est-ce que ce défi est gagné ?

— Pendant l'année 1984, nous avons capturé plus de cent quarante

avions liés en trafic de drogue. Nous avons découvert et détruit de véritables forteresses qui étaient uniquement occupées par des gens qui se consacraient à la transformation de la coca en cocaïne. Nous avons détruit par fumigation d'immenses exploitations de marijuana en utilisant en particulier des herbicides qui ne sont pas dommageables pour l'écologie.

— Mais il est clair que la guerre contre le trafic n'est pas terminée. Entre autres raisons, parce que le principal moteur de cette activité est la disposition croissante des consommateurs des pays industrialisés — et je pense en particulier aux États-Unis — à réclamer toujours plus de drogue. La demande est malheureusement en hausse croissante. Mais nous sommes résolus, quand à nous, à continuer la lutte avec tous les moyens dont nous disposons, avec tout l'arsenal de nos lois et en recherchant la plus grande coopération possible avec la communauté internationale. J'ajoute en outre, mais c'est évident, que je suis prêt personnellement à prendre tous les risques.

Les crises de l'Amérique centrale

— A propos de la crise en Amérique centrale, on ne peut pas dire que le groupe de Contadora (dont la Colombie fait partie aux côtés du Mexique, du Venezuela et de Panama) ait obtenu des résultats très probants jusqu'à maintenant. Quelles sont les responsabilités des uns et des autres dans ce demi-succès ou dans ce demi-échec ?

— Je dirai d'abord que la Colombie ne joue pas un rôle prépondérant dans le groupe de Contadora. Nous ne sommes pas seuls. Nous sommes au service de la paix en Amérique centrale tout comme les autres pays membres de ce groupe. Mais Contadora a déjà été reconnue par les cent cinquante-neuf membres unanimes des Nations unies, et il a le soutien de tous les pays américains et des Caraïbes. Les pays membres du groupe ont soumis à la considération des nations intéressées — celles de l'Amérique centrale — ce qu'on a appelé l'acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale.

— Je crois, et je souhaite, que 1985 soit l'année de la paix en Amérique centrale. On peut dire que jusqu'à présent les efforts du groupe de Contadora ont au moins contribué à faire baisser les tensions dans la région. Je pense aussi qu'il est évident que Contadora a prouvé qu'il existait une issue diplomatique, et politique, à ces conflits complexes, et que par conséquent il faut absolument écarter les solutions de type militaire.

— Le processus de paix se consolidera dans la mesure où il y aura vraiment volonté politique des responsables centraméricains. Et aussi, ce n'est pas le moindre, dans la mesure où les superpuissances cessent d'intervenir dans les affaires intérieures des pays d'Amérique centrale. Au fond, je dirais que Contadora cherche à développer le droit international pour éviter des interventions militaires, comme nous en avons vues et comme nous en voyons au Vietnam ou en Afghanistan.

— Mais quelle serait la démarche décisive pour « forcer » la paix en Amérique centrale ?

— Les batailles pour la paix sont toujours plus difficiles à gagner que les guerres. De toute évidence, il y a pas de formule magique. Si les conseillers militaires étrangers se retirent de cette partie du monde, alors je crois qu'un pas important aura été effectivement franchi.

— C'est une situation encore plus critique que celle que l'Europe a vécue après la seconde guerre mondiale, en 1945 et en 1946. Le taux de chômage atteint des niveaux inquiétants dans plusieurs pays, de l'ordre de 30 % de la population active. Il y a en récemment à Carthagène, en Colombie, une rencontre organisée en coopération avec la Banque interaméricaine de développement (BID) pour tenter précisément de dégarer des ressources financières en faveur de la Banque centraméricaine d'intégration économique. Cette banque a financé plus de 15 % des investissements publics dans toute la région centraméricaine depuis vingt ans. Elle invite maintenant l'Europe occidentale, le Japon, les États-Unis, à être membres de cette institution en apportant des capitaux. Le Mexique, le Venezuela et la Colombie ont accepté cette invitation et participeront de leur côté, compte tenu de leurs propres

possibilités. Nous espérons que les pays membres de la Communauté économique européenne acceptent de collaborer. Ils ont déjà fait savoir qu'ils en avaient la volonté politique. C'est un pas.

— Est-ce qu'un conflit armé en Amérique centrale pourrait être localisé, limité à la seule région ?

— La paix est indivisible. La paix est une. Il n'y a qu'une seule paix. La paix en Amérique centrale est un élément essentiel de la paix mondiale. Les conflits régionaux peuvent se transformer très rapidement en conflits internationaux, surtout quand les superpuissances décident de croiser le fer dans des territoires situés loin d'elles. N'oublions pas la crise de 1962, avec l'insurrection de matériel militaire soviétique sophistiqué à Cuba et qui a suivi par contre-coup l'invasion de la baie des Cochons, en avril 1961 ; les conditions d'une tension extrême, qui aurait pu déboucher sur une guerre mondiale nucléaire, étaient à ce moment-là réunies.

— Certains pensent que la victoire de Tancredo Neves à l'élection présidentielle brésilienne pourrait relancer l'idée de la formation d'un éventuel club des pays endettés de l'Amérique latine. Qu'en pensez-vous ?

— Je crois qu'il est difficile de faire des pronostics sur la politique du président brésilien après le 15 mars.

— Mais ce qui me paraît certain dès maintenant, c'est que les pays qui ont signé l'accord de Carthagène en 1984 vont continuer à échanger des informations et leurs expériences. Ils vont continuer à rechercher un accord avec les gouvernements des principaux pays industrialisés pour trouver des solutions de fond à ce panorama très complexe.

— Vous me dites, en 1984, que la dette extérieure des pays en voie de développement était un volcan qui pouvait exploser à tout moment. Mais le fait est qu'il n'a pas explosé. Pourquoi ?

— La bombe à retardement de la dette extérieure n'a pas explosé. C'est vrai. Mais, malheureusement, la mèche n'est pas éteinte. Le danger n'a pas été éliminé. Le défi demeure. On a réussi, jusqu'à présent du moins, à retarder l'explosion grâce à des accords de repro-

grammation et de financement. Ce sont des expédients. Il faut ajouter cependant que la chute de deux points du prime rate est un événement positif. Nous aimerions qu'il baisse de deux ou trois points encore.

— L'aspect le plus important, dans cette question de la dette, est de faire comprendre qu'il faudrait pouvoir concilier le paiement du service de la dette et la croissance du revenu par capita dans les pays en voie de développement. Il faut rappeler que le seul règlement des intérêts absorbe plus de 30 % de la valeur des exportations des pays de ces pays. Des économistes de renom, des experts de qualité, comme le professeur Klein, prix Nobel d'économie, estiment qu'il n'est pas évident que le coefficient de service de la dette des pays les plus endettés va diminuer de manière significative dans les années qui viennent.

— Pour qu'il y ait une baisse de ce pourcentage, et pour que la bombe soit donc désamorcée, il faut que les taux d'intérêt soient réduits. Il faut accorder de plus grands délais de paiement, il faut une croissance dynamique de l'économie mondiale. Il faut démanteler le protectionnisme et renforcer les organismes multilatéraux de crédit.

Comme des généraux de Napoléon

— Les relations avec la France ont connu des hauts et des bas ces dernières années. Il y a deux ans, vous m'avez dit que les grandes multinationales françaises ne convergeraient avec un esprit typiquement impérialiste. Est-ce que cela a changé ?

— Certains Français se comportent effectivement à l'étranger comme des généraux de Napoléon attachés à démontrer qu'ils sont capables de dominer le monde. Nous respectons, nous Colombiens, la France comme une démocratie qui a beaucoup apporté à la culture, à la science et à la civilisation. Mais nous ne sommes pas disposés à accepter une attitude colonialiste, la part de fonctionnaires ou d'entrepreneurs de quelque pays que ce soit. En ce qui concerne les multinationales en question, leur attitude est un peu plus positive. Pour quelques-uns du moins. Pour d'autres, ce n'est



Le président Betancur, entouré de ses proches, lors d'une réception à la présidence.

pas évident. Il y a en récemment des cas d'arrogance caractérisés. Mais, par différence pour l'ancien ambassadeur de France, je suis personnellement intervenu pour qu'une solution positive soit trouvée.

— Est-ce qu'on ne pourrait pas faire plus pour améliorer, et surtout pour accroître les relations entre la France et la Colombie ?

— Certainement, on pourrait faire beaucoup plus. Mais des deux côtés, de manière réciproque. Les relations entre la France et la Colombie peuvent s'améliorer non seulement au plan politique, culturel et technique, mais aussi au plan commercial. La présence des produits colombiens sur le marché français est encore vraiment très modeste. Pourtant, nos relations sont anciennes. Don Antonio Narino, précurseur de notre indépendance, était un fin connaisseur de la culture française. Il avait beaucoup d'amis chez vous, et c'est lui qui a traduit la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1794. Bolivar a fait des études en France ; il avait une connaissance profonde de la Révolution française et de tous les traits politiques et philosophiques de cette époque.

— Ce que je veux dire, c'est que la culture française, nous l'avons étudiée pendant près de deux siècles : c'est quelque chose qui devrait encore aujourd'hui contribuer à nous mieux connaître. Nous y sommes, pour notre part, disposés. Mais nous tenons à des relations basées sur un plan de respect et de dignité. Parfois, la France l'a oublié. Or, c'est quelque chose à quoi nous tenons absolument, et nous n'acceptons de traiter que sur cette base.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG.

LA FINANCIÈRE ÉLECTRIQUE NATIONAL S.A.

Afin de résoudre les énormes déficits financiers qui proviennent de l'exécution de projets de génération, transmission et distribution de l'énergie électrique, le Gouvernement colombien et les grandes entreprises responsables de l'électricité du pays ont créé la FINANCIÈRE ÉLECTRIQUE NATIONAL S.A. Notre principal objet : mobiliser les ressources de l'épargne dans les marchés nationaux et internationaux de capitaux afin de les orienter, sous la forme d'emprunts, vers le secteur électrique colombien. Après deux ans de travail, nous sommes très bien placés en tant que banque

de développement du secteur électrique en Colombie, avec une réussite dans le domaine des finances qui satisfait les critères les plus exigeants de solidité et de solvabilité. Récemment, lors de notre première apparition sur le marché international des capitaux, nous avons eu un appui significatif de la communauté financière qui nous a concédé des emprunts à long terme, pour une somme proche de 370 millions de dollars. C'est une nouvelle forme d'opération de cofinancement, patronnée par la Banque Internationale pour la Reconstruction et du Développement (Banque mondiale), à la

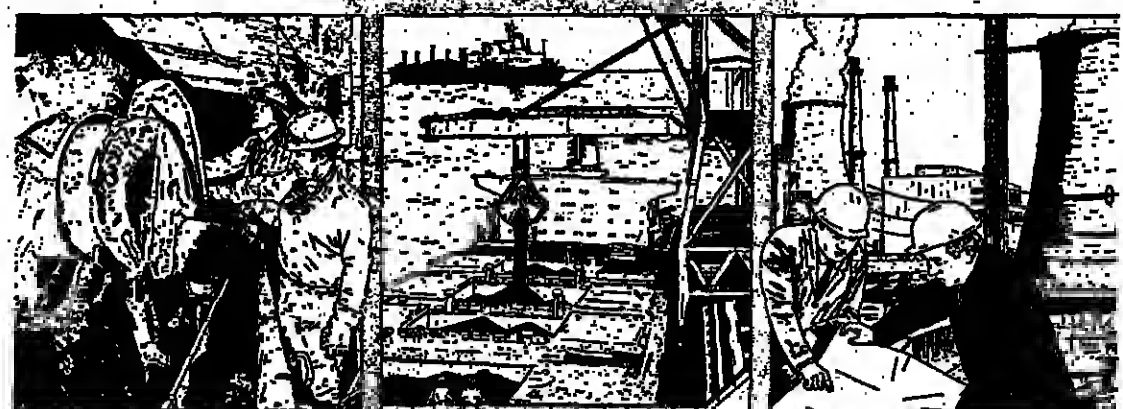
quelle plusieurs entités financières européennes, japonaises et américaines ont également pris part. Nous restons à votre disposition pour toute information supplémentaire sur nos projets et nos programmes.



FEN FINANCIERA ELECTRICA NACIONAL S.A.
La energía de su inversión.

Calle 71A No. 6-30, piso 20
Télex 44307 FEN CO
Bogotá, D.E. - Colombia
Suramérica

SAVOIR



FAIRE

Le groupe Charbonnages de France a acquis une expérience et un savoir-faire de premier ordre. Ces savoir-faire, Cof International les met à la disposition de tous ceux qui, aujourd'hui, dans le monde, souhaitent établir une coopération technique ou financière :

- « Études géologiques, exploration de gisements »
- « Recherche technique et expérimentation »
- « Choix et optimisation des moyens de production »
- « Coopération pour le développement et le management de la production »
- « Traitement et utilisation des produits »
- « Amélioration des performances »
- « Modernisation des équipements »

Ses compétences font de Cof l'interlocuteur idéal pour développer des activités minières et paraminières depuis la mission d'expertise jusqu'au partenariat global.

Charbonnages de France

Cof International
2, avenue Parcier, Paris 8^e, F-75008
Tél. 7560 Paris Cedex 08, 74, 03 563 11 20
Calle 71A No. 6-30, piso 20 Bogotá D.E., Colombia
Tél. 256 59 50, 59 18 74 56

150 من الاجل

société

AU CONGRÈS DE LA FEN A LILLE

M. Pommatau reproche au chef de l'Etat d'avoir « capitulé » sur l'école privée

De notre envoyé spécial

Lille. — C'est par un discours de trois heures que M. Jacques Pommatau, secrétaire général de la Fédération nationale (FEN) a ouvert le congrès de son organisation, à Lille, lundi 4 février. Devant un auditorium de 1500 personnes, le secrétaire général de la FEN a reproché au chef de l'Etat d'avoir « capitulé » sur l'école privée. Les congressistes ont reçu ensuite des encouragements du maire de Lille, M. Pierre Mauroy, qui leur avait réservé une première intervention politique importante depuis son départ de l'hôtel Maspégon en juillet 1984.

Dès le début de son discours, M. Pommatau a prévenu les délégués : « Croyez-moi, je n'ai pas aujourd'hui que des ruses dans ma manche ». Il a tenu parole. A propos du système éducatif, de l'affaire laïque ou de la politique scolaire dans la fonction publique, il a vivement critiqué de nombreuses orientations du gouvernement actuel.

Le budget de l'éducation nationale ne lui semble pas à la hauteur des espérances nécessaires pour mieux former des milliers de jeunes. Les suppressions de postes d'instituteurs et les faibles créations dans le second degré ne correspondent pas aux intentions affichées par le gouvernement en matière d'éducation. « On ne peut pas vouloir améliorer le tout de suite ou baccalauréat et laisser dans le même temps des classes terminales surchargées avec trente-cinq ou quarante élèves », a lancé M. Pommatau en dénonçant « le décalage entre le discours et l'acte ».

Sans faire de procès d'intention au ministre de l'éducation nationale, le secrétaire général de la FEN s'est interrogé sur le nouveau style adopté par M. Chevènement. Les « vérités premières annoncées par le ministre ne s'ajoutent pas à la FEN ». Mais d'ici instruction et éducation comme le font « certains pour prendre le contre-pied de toute attitude novatrice », voilà qui est choquant. La FEN n'accepte pas que le langage employé par le ministre couvre « une conception rétrograde de l'école qui n'inscrive dans les faits ».

Vis-à-vis du président de la République, M. Pommatau s'est montré plus sévère. Il n'a été « choqué » par sa décision du mois de juillet dernier de retirer un projet de loi sur l'enseignement privé déjà voté par les députés. Pour lui, il s'agit « d'une capitulation devant les tenants de l'école privée et leur manifestation du 24 juin. Alors que dans les jours qui précèdent il avait clairement indiqué sa détermination à tenir bon (...) ». Comment pourrions-nous accepter qu'un homme, de sa seule autorité, après s'être entouré seulement de lavis de conseillers sans mandat, remette en cause la politique du gouvernement et la République ? », a demandé M. Pommatau. Applaudi par les délégués, il a fustigé la Constitution qui donne « des pouvoirs excessifs à un seul homme ». La FEN, a-t-il rappelé, M. Pommatau, a toujours été opposé à cette Constitution, « dont François Mitterrand, dans l'opposition, s'était fait le pourfendeur ».

Certes, sur cette question de la laïcité, la FEN ne se satisfait pas du projet de M. Savary, même amendé. M. Pommatau a expliqué que son syndicat a subi, dans ce domaine, un échec. Selon lui, l'opinion publique a été abusée. Le terme d'unification, qui n'est pas du vocabulaire de la FEN, « a été mal compris et est à l'origine du phénomène de rejet ». Faut-il avoir peur que l'école publique ne dispose plus dans la nation d'un capital de confiance, les laïques sont apparus comme les défenseurs du monopole face à des familles inquiètes pour l'avenir de leurs enfants. « La grande mystification en cette affaire », a-t-il déclaré, « c'est que nous ayons paru perdre sur le terrain de la liberté alors que c'est la liberté qui a perdu du terrain ».

Les délégués ont écouté souvent en silence, réservant leurs applaudissements pour les critiques que le secrétaire général a adressées aux

partis d'opposition. Mais après cette longue séance de débats amers et d'interrogations sur la baisse d'audience de la FEN, nombre de congressistes étaient à la recherche d'un peu d'enthousiasme.

La chaleur, l'espérance dans l'avenir, c'est M. Pierre Mauroy, le maire de Lille, qui les leur a apportés en les recevant, avec beaucoup de tact, à l'hôtel de ville. Ancien premier ministre, mais aussi ancien secrétaire du syndicat FEN de l'enseignement technique et adhérent « toujours à jour de ses cotisations », selon M. Pommatau, le maire de Lille s'est réjoui de la bonne résistance de son syndicat « à un dur assaut qui s'inscrivait dans la logique des événements du printemps et de l'été ». Expliquant qu'il avait cherché à « clore un dossier », M. Mauroy a regretté de n'avoir pu faire triompher « le point de vue de la sagesse » à propos du dualisme scolaire. Partisan d'une rénovation de l'école publique, il a mis en garde les congressistes contre « un retour à l'école de Jules Ferry ». La laïcité et l'uniformité ne peuvent être, selon lui, le symbole de l'école d'aujourd'hui. Insistant sur la logique du rapport Leprad et sur le travail, M. Mauroy a salué « tous ceux qui, à travers la rénovation de l'école d'aujourd'hui, veulent donner son véritable visage à la liberté et à la responsabilité ».

« Houx les coeurs ! », a lancé M. Mauroy aux enseignants, en ajoutant que « la gauche se portera mieux lorsque la FEN se portera mieux ».

SERGE BOLLOCH.

Prendre ses distances

« Ne nous décevez pas », s'écrit M. Pommatau au congrès d'Avignon, en 1982, en s'adressant au gouvernement. Trois ans plus tard, il lui fait ses excuses à l'évidence : les déceptions se sont accumulées. Parmi elles, les péripéties du dossier laïque représentent certainement l'échec le plus cuisant. La FEN, en dépit du soulagement affiché par ses responsables, n'a pas plus de raisons de se satisfaire du texte de M. Chevènement que du projet abandonné de M. Savary. Mais si l'affaire s'est envenimée au point que le président de la République a dû, selon l'expression de M. Pommatau, « capituler », la FEN porte une large part de responsabilité. C'est en effet sous la pression du mouvement laïque que le texte du gouvernement avait été corrigé par des amendements qui furent à l'origine de la grande manifestation du 24 juin 1984 en faveur de l'école privée.

Le président de la République a renoncé à un de ses engagements. Le secrétaire général de la FEN n'a pu s'empêcher de le souligner, mettant en avant le rôle joué par certains conseillers de l'Elysée.

En même temps, le secrétaire général de la FEN respecte une tradition de congrès : la fermeté du ton à l'égard du gouvernement. L'anti-laïcité de la gauche au pouvoir ne l'en a pas empêché en 1982. D'autant que l'objectif affirmé par les dirigeants de la FEN est de bien marquer les distances entre un syndicat indépendant et le pouvoir politique.

Pour la FEN, qui est à la fois le reflet et le principal vecteur de la gauche, l'équilibre est délicat à tenir. Sur le dossier laïque comme dans les discussions salariales, ses dirigeants n'ont pas épargné leurs amis politiques devenus membres du gouvernement. Mais M. Pommatau a tenu, à la tribune du congrès de Lille, à élargir les revendications laïques. C'est pour lui une manière de dépasser les critiques des tendances minoritaires de son organisation et de montrer les avantages d'un syndicalisme uni, dont l'absence constitue, selon les dirigeants de la FEN, un handicap pour la gauche.

C. A.

« Jumelage entre un lycée privé et la Société générale un accord qui prévoit la création d'une rentrée prochaine d'une année d'étude supplémentaire après le BEP durant laquelle la formation sera alternée entre l'école et les services de la banque ».

avec la Société générale un accord qui prévoit la création d'une rentrée prochaine d'une année d'étude supplémentaire après le BEP durant laquelle la formation sera alternée entre l'école et les services de la banque.

ENVIRONNEMENT

SESSION EXTRAORDINAIRE AU PARLEMENT HELVÉTIQUE

Le mal des forêts

De notre correspondant

Berne. — « Le dépérissement des forêts menace l'existence même de la Suisse ». Par ces fortes paroles, M. Alphons Epli, chef du département fédéral de l'intérieur, a donné le ton à la session extraordinaire du Parlement suisse convoquée à Berne pour examiner, mercredi 6 février, ce dossier désormais prioritaire de l'actualité helvétique.

Lentement mais sûrement, une insidieuse maladie ronge la forêt suisse. Fini l'air pur d'autan, les arborescences sur la douglaire de vivre à l'abri des montagnes. L'heure est désormais aux avertissements apocalyptiques : ne sachant plus comment améliorer sa qualité de vie, la Suisse supporte ses chances de survie.

Les premiers cris d'alarme se sont élevés, il y a deux ans, dans le village des Alpes vaudoises d'Almagro. La forêt et ses mythes ont toujours été des références particulières dans le subconscient collectif des peuples germaniques. Les écologistes helvétiques n'ont pas tardé à enboîter la pas à leurs cousins d'outre-Rhin. D'ici bout à l'autre de l'éventail politique, les partis se sont ensuite précipités pour ne pas rater le coche, alimentant une surenchère rarement vue en Suisse. On dénonce, tour à tour, l'automobile, les dé-

torateurs, l'industrie, les centrales nucléaires, l'irresponsabilité collective, voire la surpopulation française ou les insectes nuisibles.

L'an dernier, le Parlement suisse a débattu un crédit de 150 millions de francs suisses pour combattre la bostryche, l'insecte devenu l'ennemi numéro un des sapins. Mais une fois encore, un cliché assez net oppose la majorité d'expression allemande à la minorité latine. Les récriminations montent dans les cantons romands contre les limitations de vitesse déjà imposées au nom du sauvetage des forêts par la majorité suisse allemande. On se bat à coups de chiffres et de statistiques. Des dizaines de propositions sont envisagées pour barrer la route au mal rampant, sans bien tenir compte des impératifs financiers. Les milieux écologistes appellent à revenir au degré de pollution de l'air des années 60. Devant ce chaos de lamentations, où la sensibilité le dispute à une terreur panique venue de profondeurs insoupçonnées, l'un des responsables forestiers du canton de Vaud commente : « La forêt est surtout malade de ses médecins qui multiplient des déclarations molles ».

JEAN-CLAUDE BURHIER.

SCIENCES

MORT DU PHYSICIEN AMÉRICAIN FRANK OPPENHEIMER

Le physicien américain Frank Oppenheimer, l'un des pionniers de la recherche nucléaire et de l'étude des rayonnements cosmiques, est mort, dimanche 3 février, à Sausalito (Californie), d'un cancer du poulmon. Il était âgé de soixante-deux ans.

[Après des études à l'université Johns-Hopkins de New-York, et un doctorat passé à l'Institut de technologie de Californie, il participa, au projet Manhattan, au développement de la bombe atomique américaine. Il devint, cependant, après la guerre, l'un des plus fermes adversaires des armes nucléaires.]

GOES-1 S'EST ÉTÉNT

Le plus âgé des satellites météorologiques américains, Goes-1, s'est éteint, lundi 4 février, après neuf ans de bons et loyaux services.

Ce satellite, dont la « mort » est due à la défectuosité d'une lampe, avait à plusieurs reprises, remplacé d'autres satellites tombés en panne et, en particulier, son cadet, Goes-5, en proie à des difficultés de fonctionnement au début de sa mission. Pourtant, en raison de la défectuosité de son scanner infrarouge, Goes-1 n'était plus utilisé depuis 1979 que pour prendre des photographies en lumière naturelle.

En URSS

CATASTROPHE AÉRIENNE A MINSK

Moscou (AFP). — Une catastrophe aérienne qui a fait des morts et des blessés s'est produite le vendredi 1^{er} février à l'aéroport de Minsk. Le conseil des ministres de Biélorussie dans un communiqué qui ne précise pas le nombre des victimes.

Le communiqué, reproduit dans le quotidien local Sovetskaya Biéloroussia, indique que l'avion soviétique était un moyen-transporter Tupolev-134 pouvant transporter soixante-douze passagers.

EN CORSE

M. Joxe condamne « ceux qui usent du terrorisme comme moyen d'action politique »

De notre envoyée spéciale

Bastia. — Au cours de sa deuxième visite en Corse — à Bastia, après Ajaccio, — M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a renouvelé les rencontres et réitéré les constats de décembre 1984. Arrivé à Bastia le 3 février à 20 heures et reparti le 4 à 13 heures, le ministre a successivement entendu des parlementaires, des chefs de service et des syndicalistes ainsi que des responsables de l'ordre public — police et gendarmerie. Puis, devant la presse, il a annoncé la mise en place dans les deux départements corse d'un équipement informatique « pour moderniser l'administration ».

Après avoir confirmé « une amélioration sensible dans le domaine de l'ordre public » pour 1984, M. Joxe a souligné « l'approfondissement du sentiment démocratique ». Il a rendu hommage à l'action des forces de l'ordre « à tous les niveaux » et en particulier « dans le domaine de la prévention ». Il a apprécié l'effort de ceux qui « combattent la violence moralement ». « Il faut condamner, a souligné M. Joxe, moralement, d'une manière absolue, ceux qui usent du terrorisme comme d'un moyen d'action politique dans la République française ».

Le ministre a ensuite évoqué la situation à l'université de Corte, où les cours doivent reprendre mercredi 6 février. Il avait auparavant reçu M. François Ponsquet, un des enseignants mécontents par des étudiants violents huit jours.

Le 4 février, à Vico (Corse-du-Sud), ont eu lieu les obsèques de Jean Dupuis, assassiné le 31 janvier. Les résultats de l'autopsie n'ont toujours pas été communiqués et le meurtre n'a toujours pas été revendiqué.

L'Assemblée régionale se réunit les 5 et 6 février pour voter le projet d'orientation budgétaire et les crédits de plan (345 millions de francs, dont 307 millions en crédits de paiement). Deux secteurs privilégiés : l'éducation et l'amélioration du réseau ferré.

DANIELLE ROUARD.

Un avertissement aux « aventuriers de l'anti-France »

De nos envoyés spéciaux

Vico (Corse-du-Sud). — L'église du village vibre aux accents accusateurs du prédicateur. Devant six cents proches et amis, Jean Dupuis, assassiné à Ajaccio le 31 janvier, est inhumé lundi 4 février dans son village de Vico, selon sa volonté. Les paroissiens de « ni Dieu ni maître » sont vigoureusement fustigés.

Plus tard, sur le parvis, le colonel Villanova, au nom de l'association pour la Corse française et républicaine (CFR), fait l'éloge du défunt, militant responsable du service d'ordre de cette association. « Jean Dupuis, son sacrifice ne sera pas vain. Au contraire, il nous fortifiera dans notre volonté de barrer la route définitivement aux aventuriers de l'anti-France ». Aux pouvoirs publics d'agir pour que « les assassins soient mis hors d'état de nuire dans les meilleurs délais ».

Le cortège s'élève, ensuite, en direction du cimetière. Suivant la famille, marchent le président de l'Assemblée régionale, M. Jean-Paul de Rocca Serra, député RPR ; le sénateur et maire d'Ajaccio, M. Charles Ornano (non inscrit) ; des conseillers régionaux du MRG, de l'UDF et du Front national, ainsi que les principaux dirigeants de la CFR. Les militants les plus déterminés sont venus. Mais la peur a peut-être empêché possession de milliers d'autres. Ceux qui, à Ajaccio, défilent « contre le terrorisme et le séparatisme » après l'assassinat d'un CRS à Bastia ne sont pas, ce 4 février, près du cercueil.

D. R.

Reprise des cours le 6 février à l'université de Corte

Corte. — Lundi 4 février, Corte avait la physionomie d'une petite ville universitaire tranquille et « qu'il n'était qu'un club du troisième âge ». Ce n'est pas ça, la France, la France ce n'est pas eux », a ajouté le président, « elle ne met pas en carte les étudiants ou les professeurs soit disant suspects ».

Ennamment calme, l'assemblée générale a adopté le principe de la reprise des cours pour le mercredi 6 février. Un souhait confirmé par le conseil de l'université qui a « condamné fermement les récentes agressions sur le campus » et demandé la mise en place de la section disciplinaire prévue par les textes. Celle-ci est composée de cinq professeurs et de cinq étudiants. Elle sera présidée par M. Jacques Balbi, enseignant. Enfin, le conseil a souhaité la venue d'« une commission ministérielle d'experts pour aider à résoudre certaines questions de structures et de fonctionnement, en particulier dans les domaines de la langue et de la culture régionales ».

D. A.

A Bayonne

UN JEUNE HOMME GRIÈVEMENT BLESSÉ DANS UN ATTENTAT

Bayonne. — Un nouvel attentat a eu lieu mardi matin 5 février à Bayonne, contre un jeune homme, M. Christian Castets, vingt ans, originaire d'Arras-Chaillat, près de Moulon-Licharre (Pyrénées-Atlantiques). C'est au moment où il démarrait qu'une bombe placée sous la roue avant gauche de sa voiture a fait explosion, blessant grièvement le conducteur. Celui-ci s'était vu aucune activité politique connue, et une visite faite à son domicile peu après l'explosion n'a rien donné.

Le Centre de documentation scientifique et technique (CDST) du CNRS tient à informer ses lecteurs qu'une inondation, survenue dans la dernière semaine de janvier, a entraîné l'absence de certaines collections de la bibliothèque.

Pendant les travaux, qui dureront en principe un mois, la salle de lecture (étage 25, rue du Havre, à Paris (20^e), demeure fermée. Les usagers pourront demander confirmation de la date de réouverture, prévue pour le 4 mars, en téléphonant au 358-55-55, poste 332.

Le CDST présente à ses lecteurs ses excuses pour le gêne qui leur est apporté.

Sympa les stages spécial vacances ! Du 15 au 23 février, 3 heures par jour pendant 8 jours, avec un prof d'anglais, d'allemand, d'espagnol... 24 heures en tout... Par groupe de 2 à 4 personnes... le tout 2.482,12 F TTC, livre compris t'aimé...



Versailles.....	950 0870
St-Germain-en-Laye.....	973 75 00
Boulogne.....	609 15 10
Champs-Élysées.....	720 41 60
Opéra.....	742 13 39
La Défense.....	773 68 16
Nation.....	371 11 34
Panthéon.....	633 98 77
St Lazare.....	522 22 23
Service Entreprises.....	742 90 10
Ouverts toute l'année.	

BERLITZ
les langues très vivantes.

RELIGION

LE CARNET DU Monde

Mgr Gaillot contesté par des catholiques d'Evreux

Un évêque à l'index

Evreux. - Enfant de chœur ou faux naïf ? Evêque « rouge » ou prophète biblique ? Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux (Eure), ne laisse personne indifférent. A quarante-neuf ans, ce jeune prêtre au regard limpide, dérange. Depuis sa nomination épiscopale il y a deux ans et demi, il a posé une série de gestes qui ont provoqué, à chaque fois, l'admiration ou la réprobation, l'étonnement ou le désarroi.

Evreux, ville de cinquante mille habitants, possède une bourgeoisie ancienne, puissante, à cheval sur les principes, qui se sent menacée par les nouvelles populations venues travailler dans les zones industrielles qui ont poussé autour de la ville. Cette ville-dortoir est passée à gauche et à même un maire communiste.

Quelle ne fut pas la surprise des notables, notamment de la magistrature et de l'armée, de voir leur nouvel évêque, peu de temps après son arrivée, venir en personne au tribunal pour défendre un objet de conscience ? Dans la même logique, Mgr Gaillot a voté contre le texte de l'épiscopat français favorable à la dissuasion nucléaire. Gagner la paix, adopté en 1983. Une lettre pastorale de l'évêque, à Noël de la même année, pour défendre les droits des immigrés a suscité des critiques. Puis, lorsque la querelle scolaire battait son plein en 1984, Mgr Gaillot a mis en garde contre le caractère « très politisé » de la grande manifestation organisée le 24 juin à Paris par l'enseignement catholique, en ajoutant qu'il regrettrait « l'absence d'un évêque à cette récupération politique et qu'elle aliène sa liberté ».

L'évêque est « de gauche », ont conclu une partie des catholiques d'Evreux. Ils ne lui pardonnent pas son refus de participer aux cérémonies officielles, tout comme ils n'ont pas apprécié sa décision de célébrer les fêtes de Noël cette année dans une salle publique avec les plus démunis, puis à l'hôpital psychiatrique et à la prison, plutôt que dans sa cathédrale. Ils se sentent alors à guetter chaque geste public, en espérant le prendre en défaut. L'occasion n'a pas tardé.

Dans le Monde du 15 janvier paraît un « Appel pour la liberté », sous forme de placard publicitaire, en faveur des libertés en toute conscience, il a été sans doute utilisé par la gauche, mais qu'il est devenu encore davantage le jouet d'une droite qui ne se console pas d'avoir perdu la municipalité d'Evreux. Comme le

De notre envoyé spécial

(Syndicat national pour l'unification et la défense des personnels de l'enseignement privé), affilié à la FEN, porte des signatures connues, dont celles de M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, et de Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux.

Des responsables d'associations de parents d'élèves ont aussitôt alerté la presse. Deux articles du Figaro, intitulés « Un évêque en dissidence » et « Evreux contre son évêque », donneront le ton. Pour Mgr Gaillot, il s'agit d'une cabale, organisée par une minorité. « C'est une élite puissante et active, dit-il, qui cherche à m'isoler et me à disqualifier, voire à me faire partir. D'où cette orchestration de l'exclusion ».

« La cible »

des derviches hurliers »

Que lui reprochent exactement les ennemis de l'évêque ? Pour l'hebdomadaire de droite *Eure Inter*, Mgr Gaillot « signe avec la gauche un texte contre l'école libre », alors que M. Maurice Lecomte, président de l'UDAPEL de l'Eure, trouve « inadmissible qu'un évêque s'associe à un texte cyniquement calomnieux ». La femme du président de l'Association familiale catholique, qui enseigne dans un collège catholique, refuse de polémiquer avec son évêque, qu'elle trouve « spirituellement profond » et « humainement abordable ». Mais elle l'accuse de vouloir « faire passer un message politique ». Pour elle, « c'est strictement un homme de gauche, ce qui est son droit comme homme et comme chrétien, mais pas comme évêque ».

Chez les partisans de l'évêque, majoritaires dans le clergé mais surtout parmi les « petites gens » du diocèse, on l'entend qualifié diversement de « homme sans a priori », « anti-notable », « ouvert à l'Évangile », « un prêtre qui a fait quelque chose de neuf ». On fait remarquer, enfin, qu'il n'est pas normand, alors que la première qualité du Normand, c'est de se méfier.

Car on estime que Mgr Gaillot est tombé dans un piège politique, en faveur des libertés en toute conscience, il a été sans doute utilisé par la gauche, mais qu'il est devenu encore davantage le jouet d'une droite qui ne se console pas d'avoir perdu la municipalité d'Evreux. Comme le

rappelle un professeur de l'université de Rouen, qui habite Evreux, « la ville a une vieille tradition laïque et anticléricale ; l'enseignement privé est considéré par une haute bourgeoisie fortunée et souvent incroyante comme sa chasse gardée ».

Et Mgr Gaillot dans tout cela ? Il garde la tête froide et cherche surtout à apaiser les esprits. Sans renier son geste — qui ne se voulait pas une attaque contre l'école catholique mais « une parole risquée » à l'intention des incroyants comme des croyants, en faveur de « la liberté de conscience partout et pour tous », — il s'étonne de la polémique qu'il a déclenchée.

Il a reçu un volumineux courrier, de toute la France, qui est largement en sa faveur. Pour une cinquantaine de lettres hostiles, il y a cent cinquante favorables. Si ses détracteurs le traitent de « Tarzuffe », de « sous-marin qui cherche à couler l'enseignement privé » et de « malheureux brebis égarée au milieu d'une bande de loups », ses admirateurs louent « un courage et une liberté devenus rares dans l'Église », regrettant qu'il soit « la cible des derviches hurliers » et estimant qu'ils ont « grand besoin d'évêques comme [lui] ». Hormis cinq évêques qui lui ont écrit personnellement, le silence officiel de l'épiscopat est interprété par Mgr Gaillot comme « une marque de respect pour [sa] liberté d'action ».

En réponse aux trois critiques les plus souvent entendues contre l'évêque — pourquoi recourir aux médias au lieu de s'adresser directement aux gens ? Pourquoi redoubler une récupération politique à droite mais pas à gauche ? Pourquoi signer le texte d'un syndicat qu'il ne connaissait pas ? — Mgr Gaillot déclare : « A chacune de mes interventions je pense aux incroyants, qui ne seraient pas touchés par un message ecclésiastique, la seule façon de s'adresser à tous est par le moyen des médias. Je ne suis pas systématiquement de gauche, et je suis intervenu au sujet de l'Évangile, « sur par qui a fait quelque chose de neuf ». On fait remarquer, enfin, qu'il n'est pas normand, alors que la première qualité du Normand, c'est de se méfier.

Car on estime que Mgr Gaillot est tombé dans un piège politique, en faveur des libertés en toute conscience, il a été sans doute utilisé par la gauche, mais qu'il est devenu encore davantage le jouet d'une droite qui ne se console pas d'avoir perdu la municipalité d'Evreux. Comme le

ALAIN WOODROW.

Naissances

— Je m'appelle

Aurora CIGARINI.

Je suis née le 5 février 1985.

Mes parents, Maria-Milena et Eric, sont très heureux.

Résidence du Parc,

Routte de Vernon,

27000 Evreux.

— Blanche SAVARY

et Daniel FULDA

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

Mazien, Camille, Amélie,

le 29 janvier 1985.

39, Orchard St.

Brigden,

3186 Victoria (Australie).

Décès

— Le docteur Aujaleu,

son épouse,

Mme Suzanne Aujaleu,

sa fille,

Ses petits-enfants,

Le docteur Catherine Spitzer

et leurs enfants,

M. François Desnoux,

son beau-frère,

Le docteur Pierre Aujaleu,

Ses neveux,

M. et M^{me} Maurice Aujaleu.

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre

Aujaleu

et leurs enfants,

Ses cousins,

M^{me} Odette Kopf

Jeanne Kopf

et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} le docteur Nadine ALJALEU,

survenue le 3 février 1985, dans sa

quarante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Notre-Dame-des-Champs,

91, boulevard du Montparnasse,

Paris-6, le mercredi 6 février 1985, à

8 h 30, suivie de l'inhumation dans le

caveau de famille à Négrepelisse (Tarn-

et Garonne).

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons

peuvent être envoyés aux Petits Frères

des Pauvres, 33, avenue Parmentier,

Paris-11.

144, boulevard du Montparnasse,

75014 Paris.

— Lyon. Paris. Choisy-le-Roi.

M^{me} veuve Jean-Louis Collet

et ses enfants,

et leurs enfants,

Le docteur Bernadette Collet,

M. Pauline Collet,

M^{me} Chantal Collet,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre COLLET,

décédé le 1^{er} janvier 1984.

leur mère et grand-mère,

survenue le 3 février 1985, à l'âge de

soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 7 février, à 10 h 15, en l'église

Saint-Joseph des Brotteaux, à Lyon.

Une aubaine sera donnée le même

jour, à 14 heures, en l'église de Bro-

uod (01), suivie de l'inhumation.

Ils rappellent le souvenir de son

époux.

le professeur Pierre COLLET,

décédé le 30 octobre 1988,

et de son fils,

Jean-Louis COLLET,

décédé le 1^{er} janvier 1984.

— M. et M^{me} Richard Darrigues,

M^{me} Noëlle Darrigues

et ses enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul DARRIGUES,

président d'honneur

de la Fédération nationale

des blessés, mutilés et impotents

de guerre,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1914-1918,

médaille militaire,

survenue à Paris le 26 janvier 1985, à

l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse a été célé-

brée dans l'intimité en l'église Saint-

Louis des Invalides à Paris.

17, rue Charles-Talbot,

95160 Montmorency.

— M. et M^{me} Georges Dismouard,

ses enfants,

M. et M^{me} Bernard Thomas,

M. Guy Dismouard,

ses petits-enfants,

M. et M^{me} André Pollet

et leurs enfants,

Ses frères, belle-sœur et neveux,

Et les familles Delor,

font part du décès de

M^{me} veuve Pierre DELOR,

née Denise Pollet,

survenue dans sa soixante-dix-neuvième

année, à Nantes.

Obèques religieuses jeudi 7 février, à

8 h 15, en l'église Notre-Dame-de-

Touten-Joies à Nantes.

Inhumation : caveau de famille, cime-

tère Montmartre à Paris, à 16 h 45.

49, avenue du Calvaire-de-Griffand,

44100 Nantes.

4, place de la Paix,

95300 Pontoise.

— Au terme d'une longue maladie,

Jean DURIX

s'est éteint le dimanche 3 février 1985.

Son épouse,

Anna Durix,

Ses enfants,

Paul, Dominique, Bernard, Pierre

et leurs conjoints,

Ses onze petits-enfants,

invitent les personnes à partager leur

peine et leur espérance :

— Le mercredi 6 février 1985, à

10 h 45, en l'église Notre-Dame-de-

France, place du Général-Leclerc,

à Juvigny-sur-Orge (Eure-et-Loir) ;

— Le jeudi 7 février 1985, à 14 h 30,

en l'église Sainte-Anne, à Roanne

(Loire), avant l'inhumation à Saint-

Hilaire-le-Châtel.

1, avenue Jean-Jaurès,

91200 Athis-Mons.

— Le président et les dirigeants de

VVF ont la tristesse de faire part du

décès de

Jean DURIX,

qui fut pendant de nombreuses années le

directeur des programmes et des ser-

vices techniques de l'association Vil-

lages Vacances Familiales.

[Né le 1^{er} octobre 1917 à Charleville, Loin-

compagnon du Tour de France et responsable

de la Jeunesse catholique chrétienne à Roanne,

Jean Durix devint, après la guerre, l'un des prin-

cipaux animateurs du Mouvement d'éducation

politique et sociale.

Secrétaire général du Mouvement de libé-

ration ouvrière, président de la Fédération natio-

nale des associations d'adultes handicapés et de la

Confédération nationale des associations popu-

laires familiales, à la fin de 1967 à 1979, direc-

teur des programmes et des services techniques

du VVF (Villages Vacances Familiales) et participa

à la mise au point de nouvelles formes d'habita-

gements sociaux.]

— M. Henri Girard,

Olivier et Marie-Mathilde,

M^{me} Henri Jover,

M^{me} Lucien Girard,

M. et M^{me} Louis Jover,

Jean-Philippe, Sylvie et Nicolas,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri GIRAUD,

née Justine Jover,

survenue accidentellement le vendredi

1^{er} février 1985.

Le service religieux aura lieu le jeudi

7 février, à 10 h 30, en l'église Saint-

Léonard de L'Hay-les-Roses (Val-de-

Marne), suivie de l'inhumation au cime-

tère de L'Hay-les-Roses.

5, chemin des Cosmos,

54770 Agincourt.

— Jean-Louis, Martine et Claude

Philoché

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Magdeleine PHILOCHE,

leur mère et grand-mère,

survenue le 31 janvier 1985, à l'âge de

quatre-vingt-six ans.

Une messe sera célébrée le 7 février,

à 8 h 30, en l'église Saint-André-de-

l'Europe, Paris-8.

L'inhumation aura lieu ensuite à

Becmon (Sarthe).

14, rue Curvier, 75005 Paris.

— M. Henri Raimond,

son épouse,

M. et M^{me} Jean-Bernard Raimond,

Sophie et Catherine,

M. et M^{me} Michel Raimond,

Jean-François et Isabelle,

ses enfants et petits-enfants,

M^{me} Marcel Wauer,

sa sœur,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri RAIMOND,

née Alice Aubert,

survenue en son domicile, le 31 janvier

1985, dans sa quatre-vingt-cinquième

année.

La cérémonie religieuse a été célé-

brée dans l'intimité en l'église du Saint-

Esprit.

L'inhumation a eu lieu au cimetière

de Bercy.

203, avenue Daumesnil,

75012 Paris.

Remerciements

— Les familles, les proches

Et les amis de

la comtesse

Ludmila du LUART,

née Irène Hagodonoff,

décédée le 21 janvier 1985,

ainsi que le 1^{er} REC et les anciens du

CEF en Italie remercient bien sincère-

ment les personnes et les associations

qui ont partagé leur douleur.

— M^{me} Louise Thine,

dans l'impossibilité de répondre à toutes

chronologie

Janvier 1985 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Mesuret paraît chaque mois dans le Monde daté du mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

3. - ISRAËL : L'arrivée en Israël, grâce à un pont aérien, de six mille juifs éthiopiens, les falachas, est confirmée par le gouvernement. Alors que la révélation de l'opération *Motze* a interrompu le pont aérien, M. Shimon Peres s'engage, le 8, à tout faire pour accélérer le rapatriement des falachas (du 4 au 14, 16, 22).

4. - ÉGYPTE : Le pape copte Chénouda III, destitué par Sadate le 5 septembre 1981 et relégué dans un couvent du désert, regagne Le Caire après avoir été autorisé par le président Mubarak à reprendre ses fonctions (3, 6, 7 et 8).

7. - CEE : La nouvelle Commission européenne entre en fonction. A sa tête, M. Jacques Delors succède à M. Gaston Thorn (8, 9, 16 et 17).

7-8. - CAMBODGE : L'armée vietnamienne, qui a intensifié depuis le 11 décembre sa lutte contre la résistance khmère, s'empare de camp d'Ampl, principale base des combattants du FNLPK à la frontière entre le Cambodge et le Thaïlande (du 3 au 14, 18, 23 et 26).

7-8. - ÉTATS-UNIS-URSS : MM. Andreï Gromyko et George Shultz, réunis à Genève, décident l'ouverture de négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires et spatiales. La date du début des discussions est fixée, le 26, au 12 mars, à Genève (du 3 au 16 et du 19 au 29).

8. - VIETNAM : Trois des cinq personnes, condamnées à mort pour espionnage le 18 décembre à Ho Chi Minh-Ville, sont exécutées. Les deux autres, dont un Français d'origine vietnamienne, ont été graciées le 3 : leur peine a été commuée en détention à perpétuité (du 1 au 5, 9, 12, 13-14 et 19).

12-13. - LIBAN : Après accord des milices druzes et chrétiennes, l'armée libanaise se déploie le long de la route côtière au sud de Beyrouth, jusqu'aux lignes israéliennes de la rivière Awali. Mais la situation se détériore à Beyrouth où attentats et explosions se multiplient tandis que le cours de la livre libanaise s'effondre (4, du 8 au 15, 17, 19, 20-21, 23, 24, 27-28 et 29).

14. - LIBAN : Le gouvernement israélien décide, par 16 voix contre 6, un plan de retrait en trois étapes du Liban du Sud : la première phase, qui concerne la région de Sakda, devra être achevée le 18 février et la dernière dans un délai maximum de neuf mois. A la reprise, le 22, des pourparlers militaires israëlo-libanais de Nakoura, qui avaient été suspendus le 7, la rumeur propose que la relève de l'armée israélienne soit assurée par l'armée libanaise et la Force internationale des Nations unies (FINUL). Mais Beyrouth continue d'explorer en parallèle la proposition par Israël d'un calendrier de retrait total des forces d'occupation (9, 12, 15, 16, 17, 19, 22, 24 et 26).

14. - URSS : Le sommet du pacte de Varsovie, prévu à Sofia pour les 15 et 16 janvier, est ajourné. Selon des sources non officielles, ce report serait dû à l'état de santé de M. Constantin Tchernenko (12, 16, 20-21, 29 et 30).

15. - BRÉSIL : M. Tancredo Neves, opposant modéré au régime militaire, est élu président de la République par le collège électoral réuni à Brasilia, en obtenant 480 voix contre 180 à M. Paulo Maluf, candidat du gouvernement. Il deviendra, le 15 mars, le premier président civil depuis 1964 (10 et du 13 au 19).

15. - MONNAIES : Le dollar atteint à Paris le cours record de 9,78 F. Les ministres des finances du groupe des Cinq (Etats-Unis, Japon, RFA, France et Grande-Bretagne), réunis à Washington, réaffirment leur engagement de procéder à des interventions sur les marchés des changes autant que nécessaire. Les jours suivants, les interventions des banques centrales empêchent de nouvelles poussées du dollar (3, 6-7, 8, du 13 au 24 et 27-28).

15. - RDA-RFA : Les derniers Allemands de l'Est réfugiés à l'ambassade de RFA à Prague, depuis le début octobre, regagnent la RDA sans avoir obtenu la garantie que leur demande d'émigration à l'Ouest serait acceptée (2, 4 et 17).

15-17. - FRANCE-VOUGOSLAVIE : M. Milka Planine, chef du gouvernement yougoslave, se rend en visite officielle en France (10, 16, 17 et 18).

17-20. - CHYPRE : Les négociations organisées à New-York, sous l'égide des Nations unies, entre les dirigeants des communautés chypriotes grecque et turque, échouent. Des discussions devraient se poursuivre sur la réunification de l'île, selon une formule fédérale (17, 19, 22, 23 et 30).

18. - INDE : Un réseau d'espionnage est découvert à New-Delhi : une quinzaine d'Indiens, hauts fonctionnaires, hommes d'affaires, sont arrêtés. La France est mise en cause dans cette affaire et un attaché militaire adjoint français est rappelé à Paris, le 20 (du 20 au 24 et 27-28).

18. - SOUDAN : Mahmoud Taha, chef du mouvement islamique anti-intégriste des Frères musulmans, est exécuté. Il avait été condamné à mort, le 8, pour avoir demandé l'abolition de la loi islamique imposée au Soudan depuis septembre 1983 (10, 19, 20-21 et 23).

19. - CANADA : Au congrès du Parti québécois, un tiers des quinze cents délégués s'opposent à la décision de M. René Lévesque d'écarter le thème de l'indépendance du Québec de la campagne pour les élections provinciales (18, 19 et 22).

23. - PHILIPPINES : Le général Fabian Ver, chef des forces armées, deux autres généraux ainsi qu'une vingtaine de militaires sont inculpés pour le meurtre de Benigno Aquino, dirigeant de l'opposition assassiné à son retour à Manille, le 21 août 1983 (24 et 25/1, 2/11).

24. - AUTRICHE : L'accueil par le ministre de la défense autrichien du criminel de guerre nazi

Walter Rader, de retour en Autriche après trente-quatre ans de prison en Italie, provoque une polémique politique ainsi que de vives critiques des délégués du congrès juif mondial, réuni à Vienne, du 26 au 28, pour la première fois depuis la guerre (à partir du 25).

24. - ÉTATS-UNIS : Le général Ariel Sharon, ancien ministre israélien de la défense, est déboulé par le tribunal de New-York de sa demande de 50 millions de dollars de dommages et intérêts contre le magazine *Time*. Mais le tribunal a estimé que *Time* l'avait accusé à tort d'avoir laissé commettre, en septembre 1982, des massacres dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila (12, 13-14, 18, 20-21, 26 et 27-28/1, 1/11).

24. - ÉTATS-UNIS-NICARAGUA : Le président Reagan, dénonce l'« aide » iranienne au Nicaragua, à l'occasion de la visite à Managua du premier ministre iranien (10, 12, 13-14, 20-21, 26 et 27-28).

24. - ISRAËL : Le gouvernement conclut avec le patronat et la centrale syndicale Histadrout un nouveau contrat social valable pour huit mois. Il va permettre la poursuite de la lutte contre la hausse des prix, qui, bien que réduite de 24,3 % en octobre, à 3,7 % en décembre, a atteint 445 % en 1984 (17, 25 et 26).

24. - VATICAN : Jean-Paul II commence un voyage de douze jours en Amérique du Sud par le Venezuela. Il se rend ensuite en Equateur, au Pérou et à Trinité-et-Tobago. Dès son arrivée à Caracas, le pape rappelle « les exigences sociales du christianisme », mais critique les prêtres « qui déforment le message évangélique en l'asservissant à des idéologies ou à des stratégies politiques » (25 et à partir du 27).

25. - GRANDE-BRETAGNE : Le Bureau d'Angleterre, qui avait relevé son taux d'intervention de 9,5 % à 10,5 %, le 11, puis à 12 %, le 14, le porte à 14 % pour tenter d'enrayer la chute de la livre sterling et la chute de la Bourse de Londres (du 4 au 16, 20-21, 25, 27-28 et 30/1, 1/11).

28-30. - FRANCE-ARABIE SAOUDITE : Visite officielle en France du prince Abdallah, héritier du trône saoudien (29 et 30/1, 1/11).

30. - OPEP : Neuf des treize pays membres de l'OPEP approuvent une nouvelle limite des prix qui les réduit en moyenne de 0,39 à 0,50 dollar par baril. Le prix de l'Arabie saoudite, qui servait jusqu'alors de référence, baisse de 29 à 28 dollars le baril (18, 22, 29 et 30/1, 1/11).

FRANCE

6-17. - Une importante vague de froid s'abat sur l'Europe. Elle provoque en France la mort de 145 personnes, dont 24 personnes âgées tuées dans l'incendie de l'hospice de Grandvilliers (Oise). Des mesures de solidarité sont prises, en particulier à Paris, pour l'hébergement des sans-abri (du 6 au 21 et 27-28).

18. - M. Laurent Fabius, invité du Forum de l'Expansion, se félicite que « la France aille mieux », mais confirme qu'il « ne changera pas le cap économique pour des motifs électoraux » (4, 10 et 12).

19. - L'Etat et la région Ile-de-France s'entendent sur la réalisation, avant 1988 d'une « confédération » (12 km de voie cycliste et piétonnière) qui prolongera le TGV Atlantique au départ de Paris (12 et 20-21).

19-21. - Un congrès extraordinaire du Mouvement des radicaux de gauche élu M. François Douchin à la présidence du parti (du 12 au 15).

19. - Le bureau politique du PC exprime son « indignation » et son « mépris » devant les « agressions anticomunistes » qui visent le parti et sa direction, au moment où environ 10 % des délégués aux conférences fédérales s'abstiennent ou votent contre le projet de résolution soumis à l'examen des militants avant la réunion, du 6 au 10 février, du vingt-cinquième congrès. La fédération des Hautes-Alpes, le 20, puis celles de la Haute-Vienne et de la Corse du Sud, le 27, rejettent le texte de la direction (15, 12, 15, 16, 17, 23, 24, 29 et 30/1, 2/11).

16. - M. François Mitterrand est interrogé, à l'antenne 2, sur la Nouvelle-Calédonie, la politique intérieure, l'économie, ainsi que sur les télévisions privées. Il affirme qu'« il faut préserver » dans la région, malgré la « fièvre du chômage », qui le « bouleverse », et au « courage » des Français (18, 19 et 20-21).

17. - Suicide de Jean Colpin, membre du bureau politique du PCF (19).

18. - Le Conseil constitutionnel annule la disposition de la loi Chevènement sur l'enseignement privé concernant les relations entre communes et écoles primaires privées sous contrat d'association (20-21, 22 et 30).

18. - André Fontaine est élu directeur-gérant du Monde, par 890 parts sur 1 000. Il succède, le 21, à André Laurens (10, 12, 17 et 23 et 26).

21. - Valéry Giscard d'Estaing tient sa première conférence de presse depuis qu'il a quitté le pouvoir. Il renouvelle ses appels à l'« union » de l'opposition et à l'« élaboration rapide des mesures à prendre [...] pour engager la France dans la voie du libéralisme ». Il invite aussi l'opposition à refuser toute modification du mode de scrutin pour les élections législatives de 1986 (15, 22 et 23).

22. - Mort d'Henry Dorgères, ancien responsable paysan, fondateur en 1935 des Chemises vertes (25 et 26).

25. - L'ingénieur général René Asdran, directeur des affaires internationales au ministère de la

défense, est assassiné. L'attentat est revendiqué par Action directe, qui a annoncé, le 15, sa fusion avec l'organisation terroriste « organisation d'Action armée rouge pour le monde » (guerrilla communiste en Europe de l'Ouest) (17 et à partir du 27).

25. - M. Laurent Fabius, soulignant que « les générations qui viennent doivent dire les mêmes armées de notre histoire », annonce un plan « informatique pour tous ». Il prévoit l'équipement de tous les établissements scolaires en micro-ordinateurs avant la fin de 1985 : 100 000 vont être acquis uniquement auprès de fabricants français (26).

26. - Le comité directeur du PS lance un appel à la mobilisation pour les élections cantonales des 10 et 17 mars. Il souhaite qu'elles « soient l'occasion de renforcer le soutien à la politique de gauche » au moment où « les socialistes sont en train de réussir l'assainissement économique » (8, 16 et du 24 au 29).

28. - M. Jacques Chirac, invité de « L'heure du vérité » sur Antenne 2, « adresse un appel à tous les responsables de l'opposition (...) pour qu'ils se réunissent afin de déterminer (...) les propositions » de la prochaine campagne électorale. Il souhaite que la position de M. Barre, « un peu en dehors des partis », ne soit pas « de nature à gêner l'union de l'opposition ». D'autre part, il engage M. Mitterrand à « réfléchir à deux fois » avant de réformer le mode de scrutin, de peur que l'opposition dénonce « la tricherie et le truquage » (17 et 30).

28. - M. Raymond Barre déclare dans une interview à France-Sol que « souhaite l'union dans le pluralisme et la loyauté, l'union sans spectacle et sans gadgets », mais qu'il ne laissera pas « enlever dans une uniformité et un monolithisme qui ne correspondent pas aux réalités profondes des Français » (1/11).

30. - Huit nationalistes basques espagnols sont arrêtés à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). Parmi eux, Juan Lorenzo Lasa Michelena, considéré comme le numéro deux de l'ETA militaire (1 et 2/11).

31. - Jean Dupuis, membre du comité directeur de l'Association pour la Corse française et républicaine (ACFR), est assassiné à Ajaccio (2/11).

Economie

9. - CRÉDIT : Les banques ramènent leur taux de base de 12 % à 11,50 %. M. Pierre Bérégovoy avait exprimé, le 6, le « vœu pressant » de voir baisser le coût de crédit (du 4 au 8, 10, 12 et 13-14).

10. - SYNDICATS : La commission exécutive de la CGT demande aux salariés d'examiner l'éventualité d'une grève générale « pour exprimer le refus de l'indivisibilité » (8, 9 et 12).

14. - CONJONCTURE : Les gouvernements se félicitent des succès de la lutte contre l'inflation

et contre le déficit commercial : avec 0,2 % en décembre, la hausse des prix a été de 6,7 % en 1984 contre 9,3 % en 1983. C'est la plus faible depuis 1971. La balance du commerce extérieur, légèrement déficitaire en décembre, a réduit son déficit de plus de moitié en 1984 : 19,3 milliards de francs, contre 48,9 en 1983 et 93,5 en 1982. En revanche, le nombre des chômeurs a sérieusement augmenté : + 0,8 % en décembre et + 13,3 % en un an, soit près de 300 000 chômeurs de plus (10, 12, 13, 20-21 et du 16 au 23/1, 1/11).

23. - AFFAIRES : Le conseil des ministres nomme M. Georges Besse, PDG de Pechiney, président du groupe Renault. M. Bernard Hanon a été remplacé en raison des pertes de la Régie, qui se situent entre 8 et 10 milliards de francs pour 1984. Chez Pechiney, M. Bernard Pacé succède à M. Besse (5, 10, du 18 au 24 et 27-28).

23. - BATIMENT : Le conseil des ministres adopte une série de mesures en faveur des industries du bâtiment et des travaux publics, qui ont connu une « année noire » en 1984 (13-14, 18, 19 et du 23 au 28).

24. - SOCIAL : M. Michel Delebarre annonce qu'il va soumettre aux partenaires sociaux un projet de contrats formation-recyclage : il s'agit d'étendre le dispositif des congrès de conversion aux licenciés économiques (20-21, 24, 25, 26 et 30).

29. - IMPOTS : M. Pierre Bérégovoy annonce que l'impôt sur le revenu sera abaissé de 3 % en 1986 et que l'emprunt obligatoire de juin 1983 sera remboursé avant son échéance normale de juin 1986 (30/1 et 1/11).

29. - PRODUITS PÉTROLIERS : La décision du gouvernement de libérer les prix de l'essence, du super et du gazole provoque une guerre des prix entre les distributeurs, les grandes compagnies tentant de récupérer les parts de marché conquises par les grandes surfaces (à partir du 25).

CULTURE

2. - Mort de l'écrivain Jacques de Lacretelle, de l'Académie française (4 et 5).

3. - M. Mitterrand se déclare favorable à l'autorisation de télévisions privées. M. Jean-Denis Bredin est chargé, le 14, de préparer, dans un délai de trois mois, un rapport sur « l'opportunité et la possibilité » de libérer l'espace hertzien, tandis que se multiplient les annonces de projets de télévisions privées (du 5 au 9, 12 et du 15 au 25).

10. - La Cour européenne de justice affirme que la loi sur le prix unique du livre, qui limite les rabais à 5 %, est compatible avec les lois et règlements communautaires. Cependant, l'annulation par la Cour de deux clauses concernant l'importation, relance l'insistance de la FNAC et des Centres Leclerc, qui décident de pratiquer des rabais supérieurs aux 5 % autorisés (12, 16, 23 et 26).

16. - Mort du peintre Arpad Szenes (18).

18. - Le Louvre organise une exposition autour des cinq tableaux de Hans Holbein qu'il possède (23).

22. - M. Jack Lang annonce une série de mesures en faveur de la création cinématographique (20-21 et 23).

23. - Sortie à Paris de *Je vous salue Marie*, de Jean-Luc Godard. Le président du tribunal de Paris, statuant en référé, rejette, le 28, une demande d'interdiction du film, où de suppression de certaines scènes, déposée par deux associations catholiques traditionnelles (du 24 au 30).

25. - M. Chirac présente trois projets d'architecture pour Paris concernant les abords de la gare Montparnasse, l'aménagement de la place d'Italie, ainsi qu'un nouveau quartier d'habitation à l'emplacement de la gare de Reuilly (26).

26. - M. Mitterrand inaugure le 22 Salon de la bande dessinée d'Angoulême, au cours duquel sont attribués le premier Grand Prix national des arts graphiques à Jean Giraud et le Prix de la ville d'Angoulême à Jacques Tardi (27-28 et 29).

26. - Mort de Kenny Clarke, batteur de jazz (29).

31. - Antoine Vitez met en scène *Hernani*, de Victor Hugo, au Théâtre national de Chailly (2/11).

SCIENCES ET FUTURS

4. - Un couple d'Américains qui ne pouvait avoir d'enfants obtient de la Haute Cour de Londres que lui soit confié le bébé de 4 d'une mère porteuse : M. Kim Cotton avait accepté d'être payé pour mettre au monde le bébé (6, 7, 10 et 16).

18. - M. Mitterrand s'interroge sur les « nouveaux droits de l'homme à naître », dans une déclaration lue à l'ouverture d'un colloque réuni à Paris, les 18 et 19, sur le thème « Génétique, procréation et droit » (du 18 au 21).

18. - Une équipe de chercheurs de l'Institut Pasteur annonce qu'elle a réussi à identifier la séquence génétique du virus responsable du SIDA, ce qui devrait permettre la fabrication de tests diagnostiques et, peut-être, la préparation d'un vaccin (19).

24-27. - La navette spatiale américaine Discovery effectue sa première mission militaire : elle met en orbite un satellite destiné à capter les communications stratégiques de l'Union soviétique. La *Pravda* dénonce, le 25, « une nouvelle relance de la course aux armements dans l'espace » (23 et du 26 au 29).

30-31. - Les ministres responsables des affaires spatiales des onze Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ESA), réunis à Rome, décident la construction du lanceur lourd Ariane-5 et du module habitable Columbus, qui s'accrochera à la station spatiale que les Américains vont construire. Ils manifestent aussi

leur intérêt pour le projet français de mini-navette spatiale Hermès (18, 20-21, 29 et 30/1, 1 et 2/11).

Le 7, M. Edgard Pisani rend public son projet : il propose pour la Nouvelle-Calédonie un statut d'Etat indépendant associé à la France. Si le plan est accepté, un référendum d'autodétermination pourrait être organisé en juillet et l'indépendance proclamée le 1^{er} janvier 1988.

Le 11, un jeune Européen de dix-sept ans est tué par des Mélanésiens, près de Bouloupari, sur la côte ouest de l'île. Ce meurtre provoque des manifestations violentes à Nouméa où quelques centaines d'Européens se livrent à des saccages.

Dans la nuit du 11 au 12, Elol Machoro, « chef de guerre » du FLNKS qui avait dirigé le siège de Thio, et un de ses lieutenants sont tués par des gendarmes du GIGN qui avaient encerclé la ferme près de La Foa où se tenait une réunion indépendantiste.

Le 12, M. Pisani instaure l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire, tandis que les circonstances de la mort des deux digressifs caniques suscitent une polémique : le FLNKS

Le plan Pisani pour la Nouvelle-Calédonie

affirme que leurs camarades « n'ont pas été victimes d'une bavure policière, mais d'un assassinat prémédité ». M. Pisani soutient que les tireurs d'élite avaient été chargés d'un « tir de neutralisation », et avait visé l'épaule des deux Mélanésiens.

Le 19, M. Mitterrand passe la journée en Nouvelle-Calédonie pour soutenir les efforts de M. Pisani. A l'issue d'entretiens avec les représentants des partis politiques et des organisations socio-professionnelles, il estime que « les fils du dialogue que l'on pouvait craindre rompus sont renoués ». Sa visite est marquée par une manifestation anti-indépendantiste qui rassemble 25 000 personnes dans le calme à Nouméa.

Du 22 au 30, M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, est à Paris où aucun des dirigeants de l'opposition n'accepte de le recevoir. Dans un entretien au Monde, il affirme, le 24, que le FLNKS « milite pour l'indépendance à moins qu'il ne soit le départ des Français ».

Le 23, le matériel roulant de la principale mine de nickel de la Nouvelle-Calédonie est saboté. Après enquête, six indépendantistes sont arrêtés, le 28, ce qui porte à plus d'une centaine le nombre de militants du FLNKS emprisonnés.

Les 23 et 24, le Parlement est en session extraordinaire pour examiner le projet de loi prolongeant l'état d'urgence jusqu'au 30 juin. Le projet est définitivement approuvé, en troisième lecture, dans la nuit du 24 au 25, par les seuls députés socialistes.

Le 24, M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement du territoire et sénateur RPR, arrive à Paris, lance devant le Sénat un appel au dialogue « entre tous les Calédoniens, sans exception » mais sur la base d'un projet d'autonomie, qu'il présente, et non sur celle du plan Pisani, qu'il rejette, car « il ne correspond pas aux aspirations de la population » qui, « dans sa grande majorité, veut rester française » (à partir du 21).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- FRANCE : Le genre et l'indivisibilité (1, 2 et 3).
- FRANCE : Les socialistes à la septennalité (3, 4 et 5).
- CUBA : Les succès d'argent de Fidel Castro (8, 9, 10 et 11).
- DOSSIER : La météorologie (10).
- ETHIOPIE ET SOUDAN : Voyage au bout de la faim (15, 16 et 17).
- AFRIQUE : L'islam, vent de pompe (20-21).
- SCIENCES : Les sous-marins français de recherche (20-21).
- ECONOMIE : Les Bourses européennes et japonaises au plus haut (22).
- TOGO : Existe-t-il une Afrique heureuse ? (26).
- RELIGION : Le nouveau droit de l'Eglise catholique (30).

MUSIQUE

LE TENOR OCTOGE Pour Le tenor Auguste Dumortier, né à Liège en 1905, on a pu dire qu'il était le dernier grand ténor belge. Il a été l'un des plus grands ténors de son époque, avec une voix puissante et une technique impeccable. Il a interprété avec brio les rôles de Verdi, Puccini et Wagner. Sa carrière a été marquée par de nombreuses tournées internationales et par une collaboration étroite avec les plus grands chefs d'orchestre de son temps.

THEATRE

THEATRE COMEDIE USINE Dernières représentations de la pièce *Le jardin* de Jean Giraud, mise en scène de Jean-Claude Carrière. La pièce explore les thèmes de la mémoire, du temps et de la mort à travers l'histoire d'un jardinier qui se confronte à la décadence de son domaine.

THEATRE COMEDIE USINE Dernières représentations de la pièce *Le jardin* de Jean Giraud, mise en scène de Jean-Claude Carrière. La pièce explore les thèmes de la mémoire, du temps et de la mort à travers l'histoire d'un jardinier qui se confronte à la décadence de son domaine.

THEATRE COMEDIE USINE Dernières représentations de la pièce *Le jardin* de Jean Giraud, mise en scène de Jean-Claude Carrière. La pièce explore les thèmes de la mémoire, du temps et de la mort à travers l'histoire d'un jardinier qui se confronte à la décadence de son domaine.

150 من الجاهل

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,82

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS

PARTICIPER AU DÉMARRAGE D'UNE USINE-PILOTE ENTIEREMENT AUTOMATISÉE

THOMSON SEMICONDUCTEURS implante à NANCY un Centre d'assemblage de grande série (collage, soudage, mise en boîtiers, finitions mécaniques et traitement de surface) et de test de circuits intégrés. Il occupera 450 collaborateurs (tous très qualifiés), dont 140 ingénieurs et cadres. Notre engagement dans la compétition mondiale, nous conduit à choisir les équipements aujourd'hui les plus performants : derniers matériels de production et de test, matériel bureautique de pointe. Ce sont les moyens que nous mettons à la disposition des ingénieurs que nous recherchons :

CHEFS DE SERVICE ÉTUDES

Dans le cadre de la Direction Technique, les Études ont pour objectifs :
La conception permanente des procédés et équipements de fabrication les meilleurs en terme de Qualité-Cout-Délais, ainsi que la mise au point de nouveaux boîtiers.
Vous serez responsable du développement, du budget et de l'animation d'une équipe d'ingénieurs et techniciens, dans l'un des domaines suivants :
• NORMALISATION : Mise à disposition de la production, de la documentation nécessaire à l'aide de banques de données (Réf. 3064 M).
• ASSEMBLAGE : Études permanentes de l'évolution des techniques d'assemblage automatisées (notamment Robotique) dans un contexte mondial (Réf. 3065 M).
• PHYSICO-CHIMIE : Mise au point, en liaison avec les Laboratoires spécialisés (CNRS...), des traitements de surface, techniques de moulage et matières premières utilisées (Réf. 3066 M).
• TEST : Maintenance et amélioration des programmes, études permanentes de l'évolution des techniques de test automatisé (Réf. 3067 M).

Vous êtes ingénieur diplômé d'une Grande École (SUP ELEC, AM, etc.), vous pouvez justifier d'une expérience confirmée et réussie d'au moins 5 ans dans le domaine des Composants Électroniques ou de l'assemblage automatisé de grande série. Votre anglais est bon.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Dans l'une des 4 équipes d'Études citées plus haut, vous anticiperez et concevrez les boîtiers et équipements futurs en prenant en charge les dossiers, en effectuant les synthèses et analyses qui serviront de base aux décisions d'investissements. Vous avez pour cela à rassembler la documentation, visiter les installations, participer aux congrès spécialisés, en liaison étroite avec les Laboratoires extérieurs et vos homologues des autres unités de THOMSON SEMICONDUCTEURS (Réf. 3071 M).

Issus d'une Grande École ou d'une université de haut niveau en mécanique, électricité, électronique, physico-chimie, etc., vous avez une première expérience (ou un fort potentiel, si vous êtes débutant) et maîtrisez l'anglais. Le Japonais est un atout supplémentaire.

Vous êtes tous animés par la volonté de réussir dans un contexte exigeant et passionnant : nous vous offrons des conditions de travail attractives. Les perspectives d'évolution au sein du Groupe seront à la mesure de votre succès.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.), en précisant la référence choisie à notre Conseil qui l'étudiera en toute discrétion.

SELE-CEGOS Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

CHEFS D'UNITÉS DE FABRICATION

Rattaché au Directeur de Production, vous serez responsable de l'ensemble de la fabrication (quantité, qualité, délai, coût) dans l'un des domaines suivants :

- ASSEMBLAGE (Réf. 3068 M).
- TEST ET CONDITIONNEMENT (Réf. 3069 M).

Vous vous appuyerez sur de petites équipes, animées par des ingénieurs de méthodes, fabrication et maintenance et sur des équipements haut de gamme en constante évolution.

INGÉNIEURS DE FABRICATION

Dans le cadre des unités de fabrication qui tournent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, vous coordonnerez les 6 équipes successives en prenant en charge la fabrication, la qualité, les méthodes ou la maintenance avec le souci constant de faire partager à vos collaborateurs vos objectifs de qualité, de service et de performances (Réf. 3070 M).

DIRECTIONS

VILLE D'ÉPINAY-SUR-SEINE
recrute d'URGENCE

UN(E) DIRECTEUR(TRICE)
DE CENTRE SOCIO-CULTUREL

- Expérience en matière socio-culturelle et en gestion souhaitée.
- Disponibilité immédiate.

Envoyer candidature et curriculum vitae à
Monsieur le Député Maire
3, rue Quatipay, 93800 ÉPINAY-SUR-SEINE.

Société anonyme d'I.L.M.
Groupe Social Professionnel
MIDI-FRANCE

recherche

DIRECTEUR FINANCIER
30-40 ans
Diplômé grandes écoles ou supérieures commerce
Expérience organisation, gestion, informatique
Motivé et psychologue
Possibilité promotion

Envoyer CV + photo à Euroaud
2, rue Breteuil, 13001 Marseille
n° 3.225.

E.D.I.
recherche
SON DIRECTEUR
Connaissances documentation
technique pour Eury (81), le-
veau ingénieur. Env. à E.D.I.,
14, rue Bayard,
31000 TOULOUSE.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

emplois internationaux

EUROPEAN FOUNDATION FOR THE IMPROVEMENT OF LIVING AND WORKING CONDITIONS
Loughlinstown House, Shankill, Co. Dublin, Ireland.
Tél. : 82-68-88

Research organisation established in 1976 within the framework of the European Communities and located near Dublin has a vacancy for a

FRENCH TRANSLATOR

A university education and a relevant degree or diploma is required and candidates should have at least five years practical experience, relevant to the post, after graduation. A perfect knowledge of French and a good knowledge of at least two other Community languages is required.

The post is open only to nationals of one of the Member States of the European Communities.

Further details and application forms may be obtained from the Head of Administration and applications must be forwarded to the Foundation by 5 March 1985.

LYCÉE FRANÇAIS DE LOS ANGELES
recherche

PROFESSEURS
français, philosophie, maths, histoire-géographie, sciences naturelles, physique-chimie et instituteur/institutrice.
Envoyer C.V. et photo
3281 Overland Avenue
Los Angeles
California 90034.

Pour changer étranger
INSPECTEUR
MATÉRIEL T.P.
Société CAT.
Adresseur C.V. et photo à
DUCLOS S.A.
32300 MIRANDE.

INGÉNIEUR
DIRECTEUR ADJOINT D'EXPLOITATION.
Débutant accepté.
Tél. pour R.V. : (1) 544-28-78.

COPCO-HUNTING
recherche

INGÉNIEUR LOGGING
Formation électronique + quelques années d'expérience en production.
Lieu de travail : ITALIE.
Langues : anglais, italien, suédois, norvégien.

Env. 14 B. Z.A. Bastide-Blanche, 13127 VITROLLES.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

TURBOMECA

Brevets SZYDLOWSKI

DE MUNICH, GERER UN CONTRAT DE COOPERATION AVEC NOTRE PARTENAIRE ALLEMAND

Pour nous, l'enjeu économique de ce nouveau programme est important. Pour ce faire, nous avons besoin d'un représentant de nos intérêts, sur place, au sein de la filiale commune, siège MUNICH.

Rattaché à notre Direction Commerciale (PAU) il prendra immédiatement en charge la préparation et le suivi de la négociation avec le client (instances gouvernementales) conjointement avec notre partenaire. Parallèlement, il participera à la négociation des contrats régissant la coopération entre les différents Industriels. Dans une deuxième phase, il veillera à la bonne exécution des accords et négociera leurs prolongements.

Ces responsabilités nécessitent une compétence dans la négociation et la rédaction contractuelles, exercée dans un contexte international. Ici, une bonne pratique de l'Allemand est indispensable, outre l'Anglais.

Si notre environnement désigne à ce poste un INGÉNIEUR, un Commercial peut convenir à condition que l'un ou l'autre possède une solide pratique des contrats internationaux, de préférence dans un cadre de coopération. Nous prévoyons un séjour de 2 ans environ, au-delà duquel ce nouveau collaborateur trouvera une place de choix dans nos services de Direction Siège, l'impliquant dans notre stratégie internationale, en tant que spécialiste ou négociateur de haut niveau.

Si cette excellente opportunité de carrière vous intéresse, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., détaillée, photo et prétentions à OCS, notre Conseil, sous la réf. 2824 M.

91, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

INDUSTRIE CHIMIQUE - SUD-OUEST

FABRIQUER pour des PARFUMEURS

P.M.E. performante et diversifiée - chimistes des terpènes par vocation - nos recherches nous ont amenés logiquement au développement d'une CHIMIE FINE. Les synthèses organiques pour la PARFUMERIE sont pour nous un débouché prometteur sur lequel nous avons décidé d'investir. Nous avons conçu et réalisé une unité de synthèses pour de nouveaux produits. Il nous faut des compétences nouvelles pour mener à bien sa production et d'autres projets.

INGÉNIEUR CHIMISTE vous avez acquis une première et solide expérience de la Fabrication de synthèses organiques pour la Parfumerie. En station ou sur pilote, Cherchez nous avec la double responsabilité de la mise au point et des problèmes de fabrication : mode opératoire, améliorations du process, rendements, qualité, et formation du personnel aux méthodes appropriées. Donc beaucoup d'autonomie tout en collaborant étroitement avec le Labo et en vous appuyant sur nos autres services techniques et commerciaux. Votre capacité à résoudre les problèmes d'exploitation sera tout aussi importante que votre rigueur. Autant pour vous affirmer sur le site industriel même (LANDES) que pour faire de vous, à terme, le spécialiste de ces nouvelles activités.

Si cette excellente opportunité de carrière vous intéresse, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillée, photo et prétentions à OCS, notre Conseil, réf. 2822 M.

29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX.
91, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

INDUSTRIE CHIMIQUE - SUD-OUEST

FABRIQUER pour des PARFUMEURS

P.M.E. performante et diversifiée - chimistes des terpènes par vocation - nos recherches nous ont amenés logiquement au développement d'une CHIMIE FINE. Les synthèses organiques pour la PARFUMERIE sont pour nous un débouché prometteur sur lequel nous avons décidé d'investir. Nous avons conçu et réalisé une unité de synthèses pour de nouveaux produits. Il nous faut des compétences nouvelles pour mener à bien sa production et d'autres projets.

INGÉNIEUR CHIMISTE vous avez acquis une première et solide expérience de la Fabrication de synthèses organiques pour la Parfumerie. En station ou sur pilote, Cherchez nous avec la double responsabilité de la mise au point et des problèmes de fabrication : mode opératoire, améliorations du process, rendements, qualité, et formation du personnel aux méthodes appropriées. Donc beaucoup d'autonomie tout en collaborant étroitement avec le Labo et en vous appuyant sur nos autres services techniques et commerciaux. Votre capacité à résoudre les problèmes d'exploitation sera tout aussi importante que votre rigueur. Autant pour vous affirmer sur le site industriel même (LANDES) que pour faire de vous, à terme, le spécialiste de ces nouvelles activités.

Si cette excellente opportunité de carrière vous intéresse, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillée, photo et prétentions à OCS, notre Conseil, réf. 2822 M.

29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX.
91, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

سكزا من الاميل

صكرا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

	Le loup*	Le loup TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	108,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	80,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	Le loup*	Le loup TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégrossis selon surface ou nombre de citations

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON CGR METTRE DES EQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTE

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans la conception, la production et la commercialisation d'équipements d'imagerie médicale. Nous recherchons pour le Nord de la France (3 succursales - effectif technique de 70 personnes) le

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE RÉGIONAL

Vous avez une formation d'ingénieur et une expérience d'environ 5 ans de l'Après-Vente. Rattaché au Directeur de Région, vous serez responsable de l'installation et de la maintenance en clientèle des matériels commercialisés. Qualité de service et rentabilité seront vos objectifs. Pour ce poste basé à LILLE, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) au Service du Personnel, THOMSON CGR - B.P. 50 - 75755 PARIS CEDEX 15.

THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

Responsable Industrialisation Produits Alimentaires

AMORA - Md de F de C.A., 8 osines - poursuit une politique dynamique en matière de lancement de nouveaux produits, tant dans le domaine de la grande distribution que dans celui de la restauration rapide et des collectivités.

Elle recherche le Responsable des Etudes Technologiques, dont la mission est d'assurer la transposition des nouveaux produits au stade industriel. Il réalise les études de faisabilité, définit le processus à mettre en œuvre, rédige les cahiers des charges, met en place et réalise les essais industriels, participe aux études de coûts, à la formation du personnel de fabrication.

Sous l'autorité du Directeur Recherche et Développement, il travaille en étroite collaboration avec la cellule création de produits, gère l'atelier-pilote. Il est en liaison constante avec les usines tant pour le démarrage et la mise au point de nouvelles fabrications que pour l'amélioration du processus des produits existants.

Ce poste, basé à Dijon, sera confié à un Ingénieur (AGRO, ENSIA, INSA, ...) 5 à 10 ans d'expérience lui ont permis d'acquérir une bonne compétence en technologie et en génie alimentaire. Méthodique et rigoureux, il sait aussi faire preuve de créativité dans son domaine. Disponible, il a le goût du travail en équipe.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 22 M, en précisant rémunération actuelle, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75281 PARIS Cedex 06.

Honeywell AUTOMATION Première firme mondiale de CONTROLE ET REGULATION offre dans son usine d'AMIENS

- Une activité dans un matériel de haute technicité en évolution constante.
- Un système de rémunération basé sur les performances.
- Une formation complémentaire d'un mois aux Etats-Unis.
- Une carrière ouverte vers la technique et la gestion en France ou à l'Etranger.

et propose à un

INGÉNIEUR D'ETUDES HF

ayant une expérience de quelques années en logiciel dans le domaine des microprocesseurs et de l'électronique analogique, un poste de responsable de lignes de produits. Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à : Direction du Personnel - B.P. 0542 - 80005 AMIENS CEDEX



Lectra Systèmes

Société spécialisée dans la conception, fabrication et commercialisation de biens d'équipement (MOCN) de haute technologie.

- CA croissance annuelle : 60 à 70%.
- 11 filiales.
- Vocation exportatrice très marquée.

Recherche pour son Service Après-Vente

TECHNICIENS DE MAINTENANCE CONFIRMES.

MISSION : Après une formation spécifique assurée à Bordeaux, ils seront chargés :
- de l'installation sur l'ensemble de la France ou
- de la maintenance dans une de nos agences de systèmes de découpe laser ou mécanique.
FORMATION :
- Titulaires d'un BTS ou DUT Mesures Physiques ou Génie Mécanique.
- 3 à 4 ans d'expérience dans un poste similaire.
- Mobilité indispensable.

Postes à pourvoir immédiatement. Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite + CV et photo à LECTRA-SYSTEMES S.A., Chemin du Marticot 33610 CESTAS.

La crise est dans nos têtes. Ensemble creusons-nous la tête en Auvergne !*

L'Auvergne a décidé de renforcer son pôle technologique par contrat entre l'Etat et le Conseil Régional.

11 postes sont à pourvoir

4 Ingénieurs confirmés :

- 1 spécialiste en productique robotique
- 1 spécialiste en agro-alimentaire
- 1 spécialiste en métallurgie
- 1 spécialiste en contrôle de la qualité (industrie mécanique).

7 Techniciens niveau BTS ou DUT

- 1 en contrôle de la qualité (industrie mécanique)
- 1 en polymères
- 1 en mesures physiques
- 1 en génie mécanique
- 1 en mesures physiques au métallurgie.
- 1 en CAO (mécanique)
- 1 en productique robotique

Leur mission : faire profiter les PMI de leurs compétences, leur offrir des moyens spécialisés de conseils techniques et d'expertise scientifique.

Envoyer candidature avec CV et prétentions à : Ader, candidatures CRIT - Complexe Scientifique des Cézeaux B.P. 67 - 63170 AUBIERE.

*d'après Jacques SEGUELA "Fils de Pub", Le Mode d'Emploi du Futur

Le défi de nos laboratoires passe par la formation

Nous sommes un laboratoire international connu pour la qualité de ses produits et par la réussite de sa recherche. Notre CA a été de 300 MF en 1984 et nous sommes animés d'une très forte ambition. Le défi que nous nous lançons passe nécessairement par la performance des hommes que seule une formation complète peut apporter. Le responsable formation que vous êtes - ou que vous voulez devenir - diplômé d'études supérieures a acquis une première expérience dans la fonction soit auprès d'une entreprise utilisant dans ce domaine des moyens sophistiqués soit dans un cabinet spécialisé. Il comprendra facilement le challenge qui l'attend : être capable de susciter et de réaliser l'ensemble des actions de formation, être le support de décision auprès de la hiérarchie, gérer le plan de développement des ressources humaines d'une société en pleine évolution. Basé à EVREUX (Eure) il devra prévoir de fréquents déplacements à Paris. Pour un premier contact, merci d'adresser lettre motivée + CV, photo et prétentions sous réf. RF 1 à Glaxo, Direction du Personnel, 43 rue Vineuse - 75016 Paris.

LABORATOIRES
Glaxo

COTE D'AZUR

P.M.I. 160 personnes
Filiale Groupe Française de
6.000 personnes
Activité électronique
professionnelle et militaire
recherche et

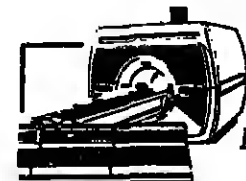
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN BASSE FRÉQUENCE

Intégré dans une équipe d'étude recherche et développement. Le candidat diplômé (UNP, ESE, INSA) aura une expérience de 2 à 3 ans des technologies et techniques analogiques et digitales en basse fréquence, analogie appropriée. Les candidatures de débutants pourront être examinées. C.V. et prétentions. Ecrire au n° 0.555 à AGENCE HAVAS, 06072 NICE CEDEX.

LYON (OUEST)
ÉCOLE NOUVELLE
du Chapeau
sous contrat association
recherche

INSTITUTrice (TEUR)

ayant CAP et exp. primaire, pédagogie active. Travail en équipe. Env. C.V. man. à B. Francoeur, 130, montée de Choulans, 69008 LYON.



THOMSON CGR METTRE DES EQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTE

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans la conception, la production et la commercialisation d'équipements d'imagerie médicale. Nous recherchons pour le Nord de la France (3 succursales - effectif technique de 70 personnes) le

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE RÉGIONAL

Vous avez une formation d'ingénieur et une expérience d'environ 5 ans de l'Après-Vente. Rattaché au Directeur de Région, vous serez responsable de l'installation et de la maintenance en clientèle des matériels commercialisés. Qualité de service et rentabilité seront vos objectifs. Pour ce poste basé à LILLE, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) au Service du Personnel, THOMSON CGR - B.P. 50 - 75755 PARIS CEDEX 15.

THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



usine de Corbeil-Essonnes

Au sud de Paris

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutant(e)s ou possédant une première expérience industrielle.

- Electroniciens.
- Physico-chimistes (option micro-électronique).
- Généralistes (méthodes et logistiques de fabrication; installations industrielles).
- Informaticiens.
- Ingénieur diplômé (e) d'une école d'optique

- Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.
- Nous offrons des carrières évolutives, en fonction des goûts, des aptitudes et des résultats.

Merci d'envoyer lettre de candidature et CV à IBM France - Service de Recrutement des Cadres - 224, boulevard John-Kennedy, B.P. 58 - 91102 Corbeil-Essonnes Cedex.

MAS

Société de Promotion Immobilière, filiale d'un des premiers groupes immobiliers français, nous recherchons dans le cadre de notre expansion

Responsables de programmes

chargés de la gestion financière, administrative et juridique de nos programmes, ainsi que de leur animation commerciale (publicité, force de ventes).
Formation supérieure Ecole de Gestion Sciences Po, Sciences Eco ou équivalent. Postes à pourvoir en REGION PARISIENNE et à TOULOUSE.
2 à 3 ans d'expérience immobilière appréciés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5160 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Société leader du marché français de la PROMOTION et de la CONSTRUCTION, filiale d'un important groupe de BTP, recherche pour la région parisienne (zone Ouest) un

Responsable de programmes

Le candidat retenu aura la responsabilité de plusieurs programmes immobiliers et devra posséder de réelles qualités de dynamisme, de stratégie, et avoir un bon esprit de synthèse. Ses fonctions seront aussi bien commerciales que financières, administratives et techniques.

Il devra faire preuve d'une grande autonomie et d'un sens aigu des responsabilités. Une expérience de 2 ans dans un poste opérationnel (pas nécessairement dans l'immobilier) serait souhaitable.

Niveau d'études : diplôme d'enseignement supérieur type ESSEC, ESTP ou équivalent. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5170 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE RANG INTERNATIONAL recrute un JURISTE de 30-35 ans

- Les responsabilités qui lui seront confiées imposent qu'en plus d'une formation juridique supérieure (doctorat ou équivalent), il ait acquis une expérience de 3 à 5 ans au sein d'une société, ou d'un cabinet d'avocat ou de conseil juridique, dans les domaines du droit civil, du droit des affaires et de la pratique des procédures contentieuses.
- La connaissance de la langue anglaise est indispensable. Celle d'une seconde langue (espagnol, allemand, portugais) sera appréciée.
- Le poste est situé dans une ville universitaire, au sud de la Loire.
- Les possibilités d'évolution qu'il trouvera dans la Société sont nombreuses en France ou à l'étranger.

Ecrire à Intermedia, N° 563

9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, en joignant curriculum vitae détaillé et photo.

Les candidatures seront étudiées avec la plus grande discrétion.



Organisateur d'agences

Vous connaissez très bien tous les rouages de la banque et vous sentez la routine vous guetter...
Ce poste d'organisateur auprès de nos agences (44, réparties sur les Pyrénées Orientales, l'Aude et l'Arège) est donc fait pour vous.

Notre Conseil en Carrières étudiera avec la plus grande attention le dossier (lettre manuscrite, CV) que vous voudrez bien lui adresser sous réf. 446.

UNIOLOG

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS.

CHEF COMPTABLE : Une grande autonomie pour un excellent praticien

Autonomie et donc, grande fiabilité professionnelle sont les caractéristiques du poste proposé par cette PMI d'environ 100 personnes, produisant et commercialisant des appareils de chauffage et de climatisation.

Directement rattaché au P.D.G. de l'entreprise, ce Chef Comptable (assisté de 2 personnes) a la responsabilité :

- des comptabilités (auxiliaires, générale et analytique, partiellement informatisées) et du contrôle de gestion : bilan, comptes d'exploitation, déclarations fiscales, consolidation,
- de la tenue et du contrôle des stocks et inventaires.

Ce poste de confiance exige donc une bonne formation de base et, surtout, une solide expérience de praticien rigoureux, acquise soit en direct dans une petite entreprise soit en second dans une société plus importante.

Lieu de travail : région bordelaise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81374 M à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.



PAPETERIES DE GASCOGNE
Groupe Industriel de première importance dans le Sud-Ouest. Particulièrement performant dans le domaine de l'emballage, nous recherchons pour notre Centre Informatique à DAX (40) :

UN INGENIEUR SYSTEME

Le développement considérable de notre outil informatique (5 IBM 38 actuellement utilisés, 90 terminaux, l'arrivée accélérée de la Mjcro) justifie pleinement la création de cette fonction, auprès de notre Directeur Informatique. Dans cette configuration très évolutive, ses compétences en matière de Réseaux seront déterminantes, et lui permettront de rapidement apporter l'assistance nécessaire auprès des équipes d'Etudes et d'Exploitation.

Sa formation supérieure (Ecole d'Ingénieur de préférence), une expérience professionnelle réussie dans la filière système (constructeur, SSIL...) devraient lui ouvrir de bonnes perspectives d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V. complet, photo et prétentions, sous la réf. 2821 M à OCS notre Conseil.



29, cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX
91, rue du Faubourg Saint-Henri - 75008 PARIS

La revue "CARACTERE"

Magazine professionnel bi-mensuel, leader sur son marché, recrute pour renforcer son équipe rédactionnelle

JOURNALISTE 25-35 ans

Minimum 3 à 4 ans expérience presse quotidienne ou périodique. Une formation économique est souhaitée ainsi qu'une pratique de l'anglais.

Envoyer votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) à :

Caroline Aubry
1, Cité Bergère - 75009 Paris

Une publication du Groupe CEP

Groupe de Sociétés d'investissement immobilier à caractère industriel et commercial

jeune cadre

Au sein de l'équipe existante, il assurera le suivi d'une partie du patrimoine (en location simple et crédit-bail) sur les plans administratif, financier, juridique et fiscal (assurances, modifications de contrat, négociations de cession, de renouvellement de bail ou de rachat de crédit-bail, assemblées de locataires ou de copropriétaires, choix des syndicats ou des délégués, rapports avec les mandataires, etc.).

Le candidat sera diplômé d'études supérieures (Maîtrise en Droit, ESCEP ou équivalent) et possèdera une première expérience professionnelle de 2 ou 3 ans.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions à Madame ROBIN, 37, rue de Surène, 75008 Paris.

Important groupe de SICOMI et de SCPI

recherche pour son département de GESTION IMMOBILIERE

responsable (H.F.)

d'une partie du Patrimoine

Le candidat de formation supérieure doit posséder une expérience de 5 ans minimum dans ce domaine d'activité.

Adresser lettre manuscrite, Curr-Vitae, photo et prétentions s/référence 525, à T.P.A., 54, bd Saint-Michel 75006 Paris

INGENIEUR CHIMISTE COORDINATION PROCESS

Province Nord 100 Km 30 ans minimum

Leader de son marché, notre société fait partie d'un groupe multinational français de toute première dimension. Nous recherchons pour renforcer notre direction technique un Ingénieur de procédé, chimiste, option génie chimique, ayant plusieurs années d'expérience d'une fonction analogue dans l'industrie ou l'ingénierie chimique. Il aura un rôle évolutif de plaque tournante entre la Recherche-Développement, les services de construction et les usines de production. L'aptitude au dialogue constructif est un des impératifs majeurs de la fonction.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 783.11.15 aux heures de bureau sous réf. 139 R H CONSEIL, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



شركة من الامارات

55151

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEUR CHIMISTE "AFFAIRES" INTERNATIONALES
Bilingue Anglais
Voyages fréquents

La Division polymères de notre Groupe spécialisée dans les produits et additifs de pointe à forte valeur ajoutée exporte plus de la moitié de sa production. Nous recherchons pour renforcer notre potentiel commercial, un Ingénieur Chimiste idéalement diplômé de l'Institut Français du Caoutchouc ou de l'Ecole d'application des Hauts Polymères. Son rôle sera double, celui de conseil et d'interface technique avec nos agents et clients industriels et celui de négociateur de marchés importants. L'expérience des polymères et la pratique de la négociation à l'international sont une nécessité.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre appelez le 763.11.15 aux heures de bureau sous réf. 155, RH CONSEIL, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL

Jeune chef de projet
conception et réalisation
système de gestion

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES offre au sein de son département "Immobilier" en développement un poste intéressant et évolutif à un jeune Chef de Projet.

Sa mission : Chargé plus particulièrement au sein du secteur gestion, de l'amélioration des systèmes actuels en intégrant des méthodes modernes, il sera responsable de :

- l'analyse des besoins,
- le développement (rédaction des cahiers des charges destinés à l'informatique),
- la mise en place et la formation des utilisateurs.

Son profil : ESSEC, ESCP ou équivalent. Il devra disposer d'une première expérience de deux ans environ en organisation de système de gestion acquise au sein d'un Cabinet spécialisé ou importante société secteur Tertiaire (connaissances dans le domaine immobilier appréciées).

Le Groupe est doté de puissants moyens informatiques (une des plus grosses bases de données est implantée en Europe) et le département est équipé en IBM 38.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. MO 333 CM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Jeune fiscaliste
fort potentiel

SOCIÉTÉ NAVALE
CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX

CA 2 milliards de francs, nombreuses filiales France-étranger, offre un poste intéressant et évolutif à un jeune Fiscaliste disposant d'une première expérience réussie de préférence dans un groupe industriel.

Sa mission : au sein du Secrétariat Général il devra pour la France et l'étranger traiter des problèmes fiscaux variés, assurer un rôle opérationnel, d'études et de diffusion des informations fiscales importantes.

Sa formation et expérience : une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sciences Po...) ou juridique (droit des affaires) + DESS de fiscalité. Il devra ou cours d'une expérience de 3 à 5 ans polyvalente, avoir acquis de solides connaissances sur l'ensemble des aspects fiscaux d'un groupe (TVA - impôts - constitution de filiales - fiscalité de sociétés de statuts différents...). Réelles possibilités de développement de carrière.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GV 300 AM

4, rue Massenet 75116 Paris

Responsable des Droits à l'Etranger

Un grand éditeur parisien recherche une collaboratrice pour son département international.

Responsable de cette activité pour 3 sociétés du Groupe, cette personne aura pour mission de sélectionner les ouvrages pour les différents marchés, d'assurer les négociations et de gérer les contrats auprès des éditeurs à l'étranger.

Cette fonction conviendrait à une jeune femme parfaitement bilingue anglais ayant une solide formation universitaire, une première expérience dans le domaine de la communication, et désireuse d'élargir ses responsabilités au plan international.

Merci de nous adresser votre dossier pour une première rencontre sous Réf. 371 M

CURSUS CONSEIL
16, Rue de la Paix, 75002 Paris.

Ingénieur chef des opérations

SOCIÉTÉ DE SERVICES AU GRAND PUBLIC, dynamique et en pointe dans son domaine, filiale d'un grand groupe national leader, recherche son Chef des Opérations pour diriger et animer l'ensemble des unités d'exploitation (280 personnes).

Ingénieur de grande école, il aura nécessairement une expérience du commandement et des relations avec les partenaires sociaux. Il aura à développer des outils informatiques et électroniques. Il sera ouvert à la gestion et aux calculs de prix de revient. Une formation aux techniques spécifiques du Groupe sera assurée.

Ce poste qui nécessite de réelles qualités humaines permettra une évolution de carrière motivante au sein du Groupe pour candidat fort potentiel.

Poste à Caen.

Ecrire sous réf. DK 329 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Juriste d'entreprise
accords industriels

UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL, CA 23 milliards, recherche pour l'intégrer à sa Direction Juridique, un Juriste ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise en entreprise et capable d'assumer avec dynamisme, autonomie et esprit d'équipe des responsabilités d'étude, de conseil auprès des directions opérationnelles et de négociation avec des partenaires extérieurs dans le domaine des accords industriels.

Ce poste conviendrait à un candidat Docteur en Droit ou niveau équivalent, ayant si possible de bonnes connaissances en comptabilité. Une parfaite maîtrise de l'anglais est demandée. Réelles possibilités d'évolution selon performances.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. IP 334 CM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Documentaliste

Conseil en stratégie d'entreprises (Rue-Malmaison) recherche

pour prendre en charge le service existant dont il assurera le développement et l'information. Il aura un diplôme récent de techniques documentaires et une expérience acquise en entreprise. Anglaise courante.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à CONEXHOM, 212 avenue Paul Doumer, 92508 Rueil-Malmaison Cedex.

Conexhom
Conseil en recrutement

JEUNE TRÉSORIER

de bonne envergure pour assurer des fonctions intéressantes et évolutives.

ESSEC, ESCP, Sc. Po. ou équivalent, environ 3 ans d'expérience, il traitera les problèmes d'une trésorerie diversifiée, complexe et internationale.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. UJ 291 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Contrôleur budgétaire et comptable

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES recrute pour son département "Immobilier" en développement un Contrôleur Budgétaire et Comptable.

Son profil : De formation gestionnaire ESC, Sciences Eco. (+ DECS appréciée) avec des connaissances informatiques.

Le titulaire du poste devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans, dans des fonctions de type contrôle de gestion, acquise au sein d'un service gestion immobilière appartenant à un grand groupe ou dans une entreprise de bâtiment.

Sa mission : Il sera chargé du suivi des budgets et des tableaux de bord pour l'ensemble du département immobilier du groupe ainsi que de la supervision des travaux comptables.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GN 332 CM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

O.A.
CONSEILS DE DIRECTION
Groupe de Consultants d'une centaine d'ingénieurs et de Consultants recherche

consultants de haut niveau

pour les associer à ses missions en :

- PRODUCTION : planification, G.P.A.O., informatique industrielle, ingénierie d'atelier, méthodes industrielles, maintenance.
- LOGISTIQUE : stratégies de développement, transports, conception de systèmes de manutention et de stockage, systèmes d'information.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation GRANDE ECOLE ayant une personnalité de tout premier plan :

- un profil d'organisateur,
- une grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail,
- une excellente aptitude à communiquer, convaincre et animer les hommes,
- et motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire.

• et disponibilité pour de fréquents déplacements en FRANCE et en EUROPE.

La qualité des missions qui leur seront confiées et le développement rapide des différentes composantes du Groupe O.A. ouvrent de larges possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

seniors consultants
Environ 10 ans d'expérience concrète sur des projets importants

consultants
Débutants ou première expérience.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :
OURCUMOFF & ASSOCIES - 94, rue Lauriston - 75116 PARIS

INGENIEUR
SPECIALISTE OPTIQUE-OPTRONIQUE

- Expérience 10 ans exigée en optique milliaire.
- Apte à participer à la gestion d'un contrat.
- Langue anglaise.
- Déplacements fréquents (France et étranger).

Envoyer a.v. et photo à COFRAS service du personnel 32, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

P.M.E.
cherche contact avec
CADRE GESTIONNAIRE
Retraité ou préretraité pour actions bénévoles.

RÉFÉRENCES EXIGÉES
Tél. pr. r.v. 843-73-24.

S.E.E.E.
IMPRIMERIE D'APPLICATIONS
ELECTRONIQUES
ET MICRO-INFORMATIQUES
CA 250 millions
Effectif 850 personnes
recherche pour son service de MALAKOFF (92)

1 RESPONSABLE D'AFFAIRES
Niveau Ingénieur
2 ans d'expérience.
Connaissances en électronique, microprocesseurs (286 - 8086 - 68000 matériels et logiciels) souhaitées.
Missions de titres en service en France et à l'étranger.
Adressez lettre manuscrite et C.V. à M. BERGAT, S.E.E.E., 11, rue Paul-Bert, 92240 MALAKOFF.

S.S.I.I.
BATIMENT T.P.
PARIS
recherche

JEUNE TECHNICIEN COMMERCIAL
DUT ou équivalent

1^{re} expérience en MICRO-INFORMATIQUE DE GESTION souhaitée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
N° M. 85.010
B.E.U.
17, rue Labat,
94307 Vincennes Cedex
qui transmettra.

INGENIEURS
Electroniciens Chefs projets
EXPER. ETUDES LABO

INGENIEURS
Electroniciens, responsables production équipements scientifiques.
Env. C.V. à AMP, N° 4.476/F, 40, rue Olivier-de-Serres, Paris 15^e qui transmettra.

SAGEM

2 OSCARS A L'EXPORTATION
1^{er} CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2^{ème} CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX dans le cadre de ses activités télécommunications recherche pour son centre d'études de CERGY-PONTOISE

Ingénieur documentation

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant plusieurs années d'expérience en documentation.

Une expérience support technique après-vente serait appréciée.

Qualités requises :

- bon niveau technique (électronique, mécanique, logiciel),
- esprit d'initiative,
- rigueur,
- facilité de dialogue,
- la connaissance de l'anglais est souhaitée.

Evolution possible vers la responsabilité d'un service documentation.

Adressez dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à

SAGEM
Monsieur le Chef du Personnel - BP 210
95523 CERGY PONTOISE CEDEX.

REPRODUCTION INTERDITE
EMPLOIS

groupes immobiliers français, nos
expansion
es de
nes
nos programmes, ainsi que de les
de ventes...
Etes ou équivalent. Postes à pourvoir
BOUSE
appréciées.
bons sous référence 5160 a.

la CONSTRUCTION, filiale d'un
parisien (zone Ouest) un
ble
mes
programmes immobiliers et deve
avoir un bon esprit de synthe
es que financières,
ues.
sens aigu des responsabilités
nécessairement dans l'immob
pe ESSEC, ESTP ou équivalent,
bons sous référence 5170 a

"CARACTERE"
professionnel bi-mensuel,
(sur son marché,
person équipe rédactionnelle
RNALISTE
5-35 ans
1- ans expérience press
périodique,
économique est souhaitée
lique de l'anglais.
sieur de candidature (CV,
photo et prétentions) à
oline Aubry
gère - 75009 Paris
tion du Groupe CEP

pe de Sociétés
it immobilier à caractère
et et commercial
recrute
e cadre
ipe existante, il assurera le
du patrimoine (en location
baill) sur les plans admini-
juridique et fiscal (assuran-
de contrats, négociations
nouvellement de bail ou de
ail, assemblées de locataires
aires, choix des syndics ou
soctés avec les mandataires.
a diplômé d'études supé-
en Droit, ESCEP ou équiva-
a une première expérience
2 ou 3 ans.
manuscrite, Curriculum-Vita
adresser à Madame ROBIN,
Surbois, 75008 Paris.

rupe de SICOMI
e SCPI
son département de
MMOBILIERE
nsable
H.F.)
e du Patrimoine
nation supérieure doli
érience de 5 ans mini-
paîne d'activité.
manuscrite, Curr.-Vita,
ons s/référence 525, à
no-Michel 75006 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE FRANÇAISE

répondre par la qualité et le rendement de ses produits financiers
recherche un

GESTIONNAIRE D'OBLIGATION
pour son siège à PARIS

Le titulaire de ce poste, nouvellement créé, s'intégrera à une équipe et, sous la coordination du responsable du secteur obligataire, prendra en charge la gestion directe de structure telles que SICAV - F.C.P.

Compte tenu du développement de ce secteur, ce poste présentant de réelles possibilités d'évolution, sera confié à un candidat à forte personnalité âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure (économie, mathématiques) ayant une connaissance réelle des marchés obligataires.

La rémunération élevée et évolutive sera liée, en partie, aux performances obtenues.

Adresser lettre de candidature avec CV détaillé sous références 5121 M à Bernard Mangon, à Paris.

17, r. de la Rochefoucauld 75009 PARIS

SEARCH

FINANCIER NATIONAL

NOTRE METIER

La couverture des risques bancaires et d'entreprises, le financement des entreprises et des maîtres d'ouvrages, une ingénierie financière complète.

NOTRE ETABLISSEMENT

- les plus hauts niveaux d'engagement et de responsabilité par tête.
- une capacité prouvée de croissance et d'évolution à toute épreuve.
- une recherche constante des hommes en capacité de se confirmer les meilleurs.
- le souci de leur réalisation personnelle dans nos équipes.

NOTRE RECHERCHE POUR UNE DIRECTION REGIONALE PARISIENNE

UN SECOND A VOCATION DE PATRON (DANS 4 A 5 ANS)

- tous terrains : financiers, entreprises, maîtres d'ouvrages... à tous les niveaux
- ayant :
 - notre âge (la trentaine)
 - un tempérament de gagnant pour une carrière à la mesure de sa volonté et de nos ambitions
 - une formation SUP de CO - ESSEC - IAE - CESA - ou équivalente
 - une première expérience de Technico-Commercial Entreprises, dans un Etablissement Financier ou Bancaire : crédits spéciaux, agence bancaire - à dentelle industrielle

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 4564 à l'Agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 Paris. (Télex et approximatifs à l'agence - discrétion assurée).

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

Notre Division Produits Minéraux commercialise plus de 450 produits destinés à résoudre, dans toutes les branches de l'industrie, les problèmes d'hygiène, de traitement des surfaces, de protection, de qualité d'eau.

Pour renforcer notre équipe marketing, nous créons un poste de Chargé d'Études confirmé.

Vous prendrez en charge les études marketing de la Division et interviendrez sur des marchés très diversifiés, concurrentiels et en évolution constante. Vous participerez, en outre, à la construction d'un système d'information marketing au plan européen.

Vous êtes un professionnel des études de marché, de préférence en milieu industriel, et parlez allemand.

Merci de nous adresser votre candidature sous réf. 2100 M à

Henkel France

Direction des Relations Humaines - BP 111
94250 GENTILLY

Comptables, collaborateurs de cabinets... comptabilisez les écarts autrement !

Ingénieurs conseils en informatique de gestion

Nous pensons que des professionnels de la comptabilité, auront parfaitement compris et promu nos systèmes de gestion auprès des experts-comptables (notre spécialité).

Selon vos motivations vous pourrez soit exercer une fonction commerciale, soit assister nos clients dans le démarrage et la mise au point de leurs applications comptables.

En refusant le mot de fournisseur et en imposant celui de partenaire, CEGID est devenue l'un des leaders de son marché.

Créée en 1983, son objectif 85 est de 80 M.F. Une expansion à laquelle nous désirons vous associer à Paris, Lille, Strasbourg, Montpellier, Bordeaux ou Toulouse, Rennes et la région Rhône-Alpes.

Nous vous remercions d'envoyer votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à CEGID - 13-14 quai Pierre Scize 69009 LYON.

CEGID VOTRE SOCIÉTÉ

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique. Nos perspectives de développement nous permettent de proposer de nouvelles opportunités à

3 Ingénieurs Grandes Ecoles

(Centrale, Supélec, Télécom... débutants ou 1^{ère} expérience)

auxquels nous allons confier des missions variées au sein de notre

Informatique de gestion

1^{er} poste : Dans un environnement IBM 3033 U et 3083 BX sous MVS/CICS-DL1, vous tenez les fonctions d'administrateur de bases de données. Votre formation d'ingénieur et éventuellement une première expérience en bases de données vous en donnent les moyens. En particulier, vous définirez et mettrez en place les standards et les procédures de sécurité. (réf. 524)

2^{ème} poste : Ingénieur d'Applications débutant (Grande Ecole - option informatique si possible), vous interviendrez dans le cadre de l'évolution des applications existantes, puis dans les nouveaux développements. (réf. 525)

3^{ème} poste : Ingénieur Informaticien, vous avez éventuellement une première expérience système (formation assurée). Dans un environnement très sophistiqué vous travaillerez sur les logiciels et systèmes de base MVS et CICS. (réf. 526)

Ces postes font bien sûr appel à la créativité et au sens pratique. Ils nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et ouvrent des perspectives d'évolution au sein de EPS et du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature avec photo sous référence correspondante à la Direction du Personnel, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

ariane

vous offre d'intégrer en qualité d'ingénieur, l'équipe responsable de la spécialité séquentielle-pyrotechnie-sauvegarde utilisée lors des contrôles et de la mise en œuvre des chaînes électriques du lanceur ariane.

Au sein de notre division opérations lancements - département systèmes électriques - nous vous proposons de :
• PARTICIPER à la définition et à l'élaboration des procédures "logicielles" de contrôle.
• FAIRE VIVRE les programmes informatiques correspondants et les valider.
• ASSURER, après formation, la responsabilité de la spécialité lors d'une campagne de lancement en Guyane.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur type INSA, ENSI ou similaire.

Vous avez acquis une formation de base en électromécanique, électronique et informatique.

Vous apporterez un plus en justifiant d'une expérience de terrain liée à la production ou au contrôle.

Enfin, sens des responsabilités et esprit d'équipe sont parmi vos qualités personnelles reconnues.

Le poste est à pourvoir à EVRY mais bien sûr il nécessite de nombreux déplacements en GUYANE.

arianespace

Merci d'adresser votre candidature à Bernard MALAGIE, Relations Humaines, 1, rue Soljénitsyne - 91000 EVRY.

Rejoignez un important groupe bancaire !

Cadres confirmés

Nous recherchons pour notre département financier des cadres confirmés dans les domaines suivants :

☐ **Elaboration de produits d'épargne**

Vous devez posséder une expérience pratique dans la création et le suivi de produits d'épargne à caractère financier (SICAV, FCP, intrasement des salaires...).

☐ **Gestion immobilière**

Vous vous voyez confier, au sein de

l'équipe actuelle, la gestion d'immeubles, de bureaux et, le cas échéant, la recherche d'investissements immobiliers.

☐ **Placements obligataires**

Vous possédez un bon sens commercial et êtes capable, grâce à votre expérience, de développer votre action en direction, notamment d'une clientèle institutionnelle (caisses de retraite,

associations, etc.), tant à Paris qu'en province. (Réf. PO/3370)

☐ **Opérations financières**

Vous avez la charge de monter toutes opérations pour le compte de sociétés (augmentations de capital, émissions obligataires, introductions en Bourse, etc.). Une expérience de plusieurs années de ce type d'activité est requise. (Réf. OF/3370)

Pour tous ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit...) renforcée par une expérience de plusieurs années. Votre dynamisme et votre capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Lieu de travail : PARIS (2^e).
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MULTIPROCESSEUR FRANCAIS PERFORMANT

Grande entreprise privée française, spécialiste de l'étude et de la réalisation de grands ensembles destinés aux marchés industriels et militaires, nous développons sous licence un calculateur de pointe, base de systèmes très performants que nous réalisons. Pour renforcer notre équipe d'étude, nous recherchons pour la banlieue Sud.

Responsable Développement

Diriger l'équipe de développement, coordonner l'étude des cartes « fonction » et la réalisation de logiciels, suivre les sous-traitants, c'est la mission que nous confierons à un ingénieur ayant acquis une bonne expérience du développement des calculateurs et de l'animation d'équipe.

Ingénieur Logiciel

Etudier les logiciels de base, concevoir les moniteurs temps réel, telle sera la première tâche qui sera confiée à un jeune ingénieur ayant une expérience de logiciel sur microprocesseurs 16 bits et système d'exploitation UNIX.

Envoyer CV, photo sous référence 4835, à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

501 101

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIERE

Cet important Groupe privé français occupe une place prépondérante dans son domaine d'activité tant en France qu'en Europe. Il recherche pour son holding à Paris un attaché à sa Direction Financière. Il assistera le Directeur Financier dans le suivi des activités (trésorerie, comptabilité, consolidation, rapport d'informations, etc.) et dans le cadre de missions ponctuelles telles que : analyses financières, études de prise de participation et toutes opérations liées à la vie des sociétés. Pour ce poste de confiance, nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une grande Ecole de Commerce, ayant une sérieuse formation juridique et fiscale, ainsi qu'une expérience d'au moins 3 ans acquise dans un cabinet d'audit, à la direction financière d'un grand Groupe ou d'un établissement financier. Excellentes possibilités d'évolution pour un candidat de valeur. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M11/220 AS, à :

EGOR SA
8 rue de Berni 75008 Paris.
PRES LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERFEA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

MATRA HORLOGERIE

Avec un chiffre d'affaires de près de 900 MF, emploie 1100 personnes et recherche un :

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

S'intégrant à une équipe de cinq personnes, il participera à l'élaboration du budget et à son suivi. De formation DECS, le candidat recherché sera débutant à un an d'expérience. Il fera preuve d'un bon dynamisme et d'une grande capacité de travail. Envoyer lettre manuscrite + CV et photo à MATRA HORLOGERIE, Direction Planification et Contrôle, 5 rue du Verbois 75003 PARIS.

Responsable d'agence de banque

Vous êtes un professionnel de l'exploitation bancaire, diplômé de l'enseignement supérieur et de l'I.T.B., vous avez plus de 5 ans d'expérience et des résultats. Vos qualités d'animateur et de gestionnaire vous permettent aujourd'hui de valoriser vos compétences dans une organisation originale décentralisée et dynamique. Le Crédit Mutuel acteur régional du développement économique et social vous offre cette opportunité. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 5/RA à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel de l'Île-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cedex 11.

Crédit Mutuel d'Île de France

L'informatique scientifique un nouveau challenge pour commerciaux qui tiennent la distance...

Nous sommes un important constructeur informatique de dimension internationale, qui étatique maintiendra au marché de l'informatique scientifique. Pour atteindre nos objectifs, nous avons d'excellents produits, une bonne stratégie, la volonté de réussir sur ce marché et des hommes motivés. Soyez les premiers à rejoindre l'équipe qui démontre cette activité. Vous prospecterez les laboratoires scientifiques et universitaires, les grandes Ecoles. Votre action commerciale sera renforcée par la qualité des supports techniques et marketing que nous mettons à votre disposition. Nous saurons vous motiver par une rémunération attractive. Nous proposons ces postes à de jeunes ingénieurs commerciaux ayant une première expérience de la vente en informatique ou à des ingénieurs débutants ayant une formation scientifique de haut niveau et un fort tempérament commercial. Nous cherchons de véritables « gagueurs », « perdants » s'obtiennent. Merci d'adresser sous réf. AM23 : lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil STANDARDATA - 128, Bd Hausmann - 75008 Paris.

STANDARDATA

INGENIEURS ENSAE, ENST, ESE ENSTA, MINES

Domaines d'activités :

- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

La capacité d'innovation de la SODERN lui a valu de participer à de grands projets spatiaux français et internationaux, en particulier aux programmes de satellites SYMPHONIE, SPOT, METEOSAT, INTELSAT V, EXOSAT...

Ingénieur grande école, débutant à quelques années d'expérience, vous êtes fortement motivé par une activité d'études dans des secteurs de pointe.

La SODERN vous propose de mener des études de conception de systèmes et d'équipements opto-électroniques embarqués.

Pour un premier contact, adressez-vous au Service du Personnel - SODERN - 1, avenue Descartes - 94450 Limeil Brevannes.

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques pour la recherche pétrolière. Notre objectif : - développer notre section « ELECTRONIC MANUFACTURING ENGINEERING » (robotique - CAO - développement de tests et conception) nous amène à rechercher :

3 Ingénieurs Grandes Ecoles Electroniciens - Informaticiens

1^{er} poste : Vous êtes ingénieur Supélec, Télécom, Centrale... option informatique et vous avez si possible quelques années d'expérience en CAO/FAO. C'est vous qui intégrerez nos systèmes de tests de sous-ensembles électroniques à notre environnement de bases de données CAO et nomenclatures. (réf. 521).

2^{ème} poste : Ingénieur projets électroniques, vous étudierez la testabilité de nos produits, développerez des systèmes de tests automatiques d'ensembles. Vous vous assurerez de la fabricabilité des prototypes et veillerez au suivi des problèmes techniques des appareils électroniques en Production. Une expérience en électronique de 2 à 4 ans est nécessaire. (réf. 522).

3^{ème} poste : Vos fonctions d'ingénieur méthodes en fabrication électronique vous conduiront à faire évoluer les processus de fabrications et à améliorer ainsi la qualité de nos produits. Une formation Arts et Métiers complétée par une expérience de 2 à 4 ans en électronique est indispensable. (réf. 523).

Ces trois postes exigent une bonne pratique de l'anglais. Ils ouvrent des perspectives d'évolution au sein de EPS ou du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature avec photo sous référence correspondante à la Direction du Personnel ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

Jeune Responsable Régional Promotion Immobilière sur 3 Départements Ile de France

Le plan de développement des activités de promotion (environ 500 logements) de notre établissement financier prévoit la création à Paris d'un poste de RESPONSABLE REGIONAL.

Rattaché au Directeur de la Promotion, et en collaboration étroite avec nos différents services, vous prendrez en charge sur les départements confiés, avec une large autonomie d'action, l'ensemble des opérations (animation interne et externe, suivi financier et technique, commercial, ...) conduisant à l'obtention du résultat prévu.

Nos souhaits : une formation supérieure, une expérience polyvalente d'environ quatre ans dans l'immobilier privé, de préférence en accession à la propriété. Votre personnalité, votre capacité de travailler en équipe, votre pragmatisme seront parmi les critères déterminants du choix.

La compétitivité de la Société, les développements prévus doivent permettre à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 85 7302 M à François CORNEVIN qui garantira la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Ingénieurs Grandes Ecoles

X, ECP, Mines... rejoignez le Groupe de Recherche Opérationnelle du CRÉDIT LYONNAIS

VOUS ÊTES

- INGÉNIEURS confirmés (deux à trois ans d'expérience) ;
- vous possédez de solides connaissances en Mathématiques appliquées et, éventuellement, une formation complémentaire en statistiques ou en économie ;
- vous maîtrisez un ou plusieurs langages de programmation scientifique (Pascal, Fortran) ;
- vous êtes très à l'aise dans les contacts à haut niveau ; vous avez le goût du travail en équipe et un dynamisme certain.

NOUS VOUS PROPOSONS

- de prendre en charge des études d'analyse et de prévision touchant à divers domaines d'activité de la Banque, au sein d'une équipe, basée à PARIS et directement rattachée à la Direction Générale ;
- de développer et promouvoir des outils d'aide à la décision sur mini et micro-ordinateur (modèles de simulation, traitement statistique de données, calculs actuariels et financiers, ...) ;
- et, bien sûr, de larges possibilités de carrière, à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 81372 M au CRÉDIT LYONNAIS - Recrutement des Cadres - 25, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS.



CL CRÉDIT LYONNAIS

Organisme central d'un important groupe bancaire

Nous recherchons pour notre département international à Paris des jeunes diplômés d'études supérieures : HEC, ESSEC, Sup. de Co, Sciences Eco, ayant une bonne maîtrise de deux langues étrangères dont impérativement celle de l'anglais.

Des bonnes capacités d'adaptation aux traitements informatiques sont nécessaires.

Ultérieurement, des possibilités de carrière en province pourront être envisagées.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 3369/LM à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



SPECIALISTE MONDIAL EN EQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICROELECTRONIQUE ET L'ANALYSE
en très forte expansion sur le marché français et international (JAPON, U.S.A., U.R.S.S...), recherche

ingénieur

CHEF DES VENTES FRANCE

Rattaché au Directeur Commercial, il participera à l'élaboration de la politique des ventes et sera chargé de la faire appliquer sur son secteur d'activités. Il aura notamment la responsabilité directe de l'équipe d'ingénieurs technico-commerciaux assurant les relations avec la clientèle.

Ce poste impliquant des qualités de rigueur dans l'organisation et de dynamisme commercial, conviendrait à un candidat de **FORMATION SCIENTIFIQUE (PHYSIQUE-ELECTRONIQUE)** ayant une expérience confirmée de la vente de produits industriels de haut niveau technologique.

Réf.: 2966 M

ingénieur d'affaires

EXPORT

Intégré à une équipe Export très dynamique, il sera chargé de suivre une clientèle industrielle et scientifique utilisant des technologies très avancées, au travers d'un réseau d'agents locaux qu'il devra conseiller et animer.

Ce poste conviendrait à un **JEUNE INGÉNIEUR** de formation type **INSA-GÉNIE PHYSIQUE** ayant une première expérience des relations technico-commerciales, de préférence dans le domaine de l'exportation. Il implique la connaissance de l'ANGLAIS et une grande disponibilité (déplacements dans le monde entier).

Réf.: 2959 M

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Région parisienne : manutention et automatique industrielle

Notre Société est leader en France dans ses spécialités de la manutention automatisée. Nous subdivisons nos activités en départements très autonomes et renforçons notre encadrement technique de haut niveau. Nous recherchons

2 ingénieurs chefs de départements

Monorails électrifiés (Réf. IMEALM)
Ingénieur électromécanicien reconverti à l'automatique moderne

Chariots filoguidés (Réf. ICFLM)
Ingénieur automatique très orienté vers l'informatique industrielle.

- Vous avez au moins 30 ans et quelques années d'expérience de l'encadrement d'équipes techniques pluridisciplinaires.
- Vous souhaitez élargir vos domaines de responsabilités et prendre en charge l'activité d'un département que vous créerez peu à peu à partir des structures existantes.
- Technicien dans l'âme, vous avez aussi les qualités d'un excellent gestionnaire, menant à bon terme la réalisation d'affaires pouvant atteindre 10 millions de francs et d'un C.A. annuel de l'ordre de 50 millions de francs.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions) à notre Conseil Alain CHABANE, Consultant Ingénieur INPG, qui vous garantit toute discrétion.

AFCCOREM 282



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

gestionnaire financier

PARIS

Un Organisme de Financement des Entreprises renforce la structure de ses services en matière de gestion financière et notamment :

- recherche et gestion de ressources à long terme (détermination des besoins, plans et suivi des besoins),
- prévisions et gestion de la trésorerie à court terme (établissement de prévisions et opérations de placements),
- création, mise au point et tenue de divers tableaux de bord,
- et toutes études particulières à caractère financier.

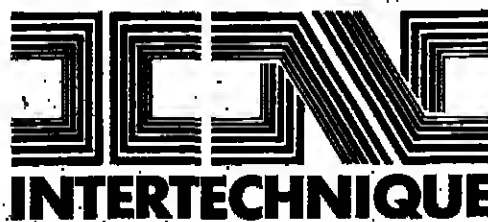
Le candidat sera issu d'une Ecole de Commerce et présentera une première expérience en établissement ou cabinet financier.

Il saura maîtriser le support informatique de gestion de trésorerie, dans l'objectif ultérieur de création d'un module autonome.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, CV, détaillé, photo et rémunération actuelle en précisant la référence 519-M.



Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS



INFORMATIQUE INTERTECHNIQUE

chiffre d'affaires HT : plus de 1 milliard de francs, résultat net après impôt : 5 % du CA-HT.

LE GRAND CONSTRUCTEUR FRANÇAIS D'ORDINATEURS DE GESTION

recherche des

- **INGÉNIEURS COMMERCIAUX** (Réf. DCI-25)
- **INGÉNIEURS TECHNIICO-COMMERCIAUX** (Réf. DCI-26)

Pour la RÉGION PARISIENNE, REIMS, LILLE, NANTES, BORDEAUX, LYON, MARSEILLE, NICE, PERPIGNAN... et pour l'exportation.

Vous avez 3 ans d'expérience dans la mini-informatique de gestion, Vous voulez faire partie d'une équipe dynamique et motivée,

Vous voulez réussir dans une entreprise résolument bénéficiaire dont les ventes d'ordinateurs ont doublé en trois ans,

Adresser votre curriculum-vitae détaillé et prétentions à la Direction du Personnel, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

RESPONSABLE SERVICE STATISTIQUES

GROUPEMENT D'ENTREPRISES

recherche

pour ce poste impliquant :

- Établissement, exploitation et interprétation logiques des statistiques sectorielles.
- Mise au point d'études et de notes conjoncturelles.
- **DIPLOMÉ (E) D'ÉTUDES SUPÉRIEURES.**

Ayant le goût du traitement des chiffres et réel intérêt pour l'économie concrète.

Une première expérience de ce type est indispensable.

Adresser candidature par lettre manuscrite avec C.V., photo récente, rémunération actuelle et enveloppe

Réponse à **REGIE-PRESSE**

sous n° 300.994 M, 7, rue de Montcaury, 75007 Paris.



COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE

Un des leaders mondiaux dans son domaine, recherche des

JEUNES INGÉNIEURS préférence grandes écoles

pour le traitement informatique des données géophysiques.

La maîtrise de l'anglais est indispensable. Des missions à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions à **C.G.G.** - 1, rue Léon Migaux - 91301 MASSY.

Trésorier et crédit manager
dans une des premières S.S.I.I. en France

Cette opportunité vous est offerte, à Paris, par le **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE** : 1 100 personnes, 400 millions de F de C.A. en 1984, un développement international, une gamme de services étendue.

Rattaché(e) au Directeur Financier et Juridique, vous assurez la gestion de la trésorerie du groupe et contrôlez l'application des conditions bancaires. Vous êtes également responsable des recouvrements, fonction que vous créez et à laquelle nous accordons beaucoup d'importance : définition et mise en place des procédures, négociation des conditions de paiement, prise en charge des relances. Votre activité implique de nombreuses relations avec les banques, les entreprises clientes et les directions opérationnelles du groupe.

Vous êtes âgé(e) de 40 ans minimum, vous bénéficiez d'une formation supérieure et vous avez exercé, dans un service financier, une activité semblable à celle que nous vous proposons.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4171, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 PARIS

سكزا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Nous sommes un important groupe industriel français, leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

Notre Département Générateurs Spéciaux, reconnu internationalement pour ses compétences dans le domaine des piles et batteries de haute performance pour applications militaires et spatiales, crée trois nouveaux postes pour son site de ROMAINVILLE (banlieue Est de Paris).

3 INGENIEURS ETUDES ET DEVELOPPEMENT

(CENTRALE, ENSAM, INSA...)

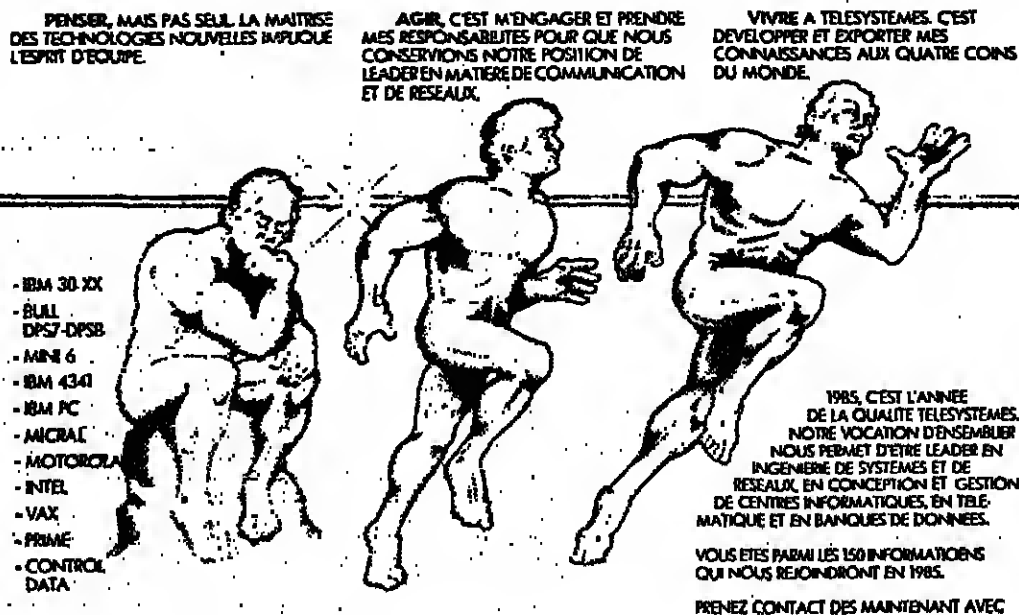
Au sein d'une équipe jeune et dynamique, ces ingénieurs auront à exercer leurs compétences dans le domaine du développement de piles de haute performance pour la propulsion de nouvelles torpilles.

De bonnes connaissances de base dans les domaines mécanique, hydraulique, thermique et informatique sont nécessaires à la réussite de ces projets.

Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs débutants de bon niveau ou ayant une première expérience, motivés par des projets de technologie avancée en liaison étroite avec le client.

Si l'une de ces opportunités correspond à vos compétences et à votre motivation, merci de nous adresser votre candidature, au réf. OS/LM à SAT - Direction des Ressources Humaines - 57, rue de Villiers - 92200 Neuilly-sur-Seine.

JE PENSE, J'AGIS, JE VIS



- IBM 3030
- IBM 3081
- IBM 3090
- IBM 3101
- IBM 3102
- IBM 3103
- IBM 3104
- IBM 3105
- IBM 3106
- IBM 3107
- IBM 3108
- IBM 3109
- IBM 3110
- IBM 3111
- IBM 3112
- IBM 3113
- IBM 3114
- IBM 3115
- IBM 3116
- IBM 3117
- IBM 3118
- IBM 3119
- IBM 3120
- IBM 3121
- IBM 3122
- IBM 3123
- IBM 3124
- IBM 3125
- IBM 3126
- IBM 3127
- IBM 3128
- IBM 3129
- IBM 3130
- IBM 3131
- IBM 3132
- IBM 3133
- IBM 3134
- IBM 3135
- IBM 3136
- IBM 3137
- IBM 3138
- IBM 3139
- IBM 3140
- IBM 3141
- IBM 3142
- IBM 3143
- IBM 3144
- IBM 3145
- IBM 3146
- IBM 3147
- IBM 3148
- IBM 3149
- IBM 3150
- IBM 3151
- IBM 3152
- IBM 3153
- IBM 3154
- IBM 3155
- IBM 3156
- IBM 3157
- IBM 3158
- IBM 3159
- IBM 3160
- IBM 3161
- IBM 3162
- IBM 3163
- IBM 3164
- IBM 3165
- IBM 3166
- IBM 3167
- IBM 3168
- IBM 3169
- IBM 3170
- IBM 3171
- IBM 3172
- IBM 3173
- IBM 3174
- IBM 3175
- IBM 3176
- IBM 3177
- IBM 3178
- IBM 3179
- IBM 3180
- IBM 3181
- IBM 3182
- IBM 3183
- IBM 3184
- IBM 3185
- IBM 3186
- IBM 3187
- IBM 3188
- IBM 3189
- IBM 3190
- IBM 3191
- IBM 3192
- IBM 3193
- IBM 3194
- IBM 3195
- IBM 3196
- IBM 3197
- IBM 3198
- IBM 3199
- IBM 3200
- IBM 3201
- IBM 3202
- IBM 3203
- IBM 3204
- IBM 3205
- IBM 3206
- IBM 3207
- IBM 3208
- IBM 3209
- IBM 3210
- IBM 3211
- IBM 3212
- IBM 3213
- IBM 3214
- IBM 3215
- IBM 3216
- IBM 3217
- IBM 3218
- IBM 3219
- IBM 3220
- IBM 3221
- IBM 3222
- IBM 3223
- IBM 3224
- IBM 3225
- IBM 3226
- IBM 3227
- IBM 3228
- IBM 3229
- IBM 3230
- IBM 3231
- IBM 3232
- IBM 3233
- IBM 3234
- IBM 3235
- IBM 3236
- IBM 3237
- IBM 3238
- IBM 3239
- IBM 3240
- IBM 3241
- IBM 3242
- IBM 3243
- IBM 3244
- IBM 3245
- IBM 3246
- IBM 3247
- IBM 3248
- IBM 3249
- IBM 3250
- IBM 3251
- IBM 3252
- IBM 3253
- IBM 3254
- IBM 3255
- IBM 3256
- IBM 3257
- IBM 3258
- IBM 3259
- IBM 3260
- IBM 3261
- IBM 3262
- IBM 3263
- IBM 3264
- IBM 3265
- IBM 3266
- IBM 3267
- IBM 3268
- IBM 3269
- IBM 3270
- IBM 3271
- IBM 3272
- IBM 3273
- IBM 3274
- IBM 3275
- IBM 3276
- IBM 3277
- IBM 3278
- IBM 3279
- IBM 3280
- IBM 3281
- IBM 3282
- IBM 3283
- IBM 3284
- IBM 3285
- IBM 3286
- IBM 3287
- IBM 3288
- IBM 3289
- IBM 3290
- IBM 3291
- IBM 3292
- IBM 3293
- IBM 3294
- IBM 3295
- IBM 3296
- IBM 3297
- IBM 3298
- IBM 3299
- IBM 3300
- IBM 3301
- IBM 3302
- IBM 3303
- IBM 3304
- IBM 3305
- IBM 3306
- IBM 3307
- IBM 3308
- IBM 3309
- IBM 3310
- IBM 3311
- IBM 3312
- IBM 3313
- IBM 3314
- IBM 3315
- IBM 3316
- IBM 3317
- IBM 3318
- IBM 3319
- IBM 3320
- IBM 3321
- IBM 3322
- IBM 3323
- IBM 3324
- IBM 3325
- IBM 3326
- IBM 3327
- IBM 3328
- IBM 3329
- IBM 3330
- IBM 3331
- IBM 3332
- IBM 3333
- IBM 3334
- IBM 3335
- IBM 3336
- IBM 3337
- IBM 3338
- IBM 3339
- IBM 3340
- IBM 3341
- IBM 3342
- IBM 3343
- IBM 3344
- IBM 3345
- IBM 3346
- IBM 3347
- IBM 3348
- IBM 3349
- IBM 3350
- IBM 3351
- IBM 3352
- IBM 3353
- IBM 3354
- IBM 3355
- IBM 3356
- IBM 3357
- IBM 3358
- IBM 3359
- IBM 3360
- IBM 3361
- IBM 3362
- IBM 3363
- IBM 3364
- IBM 3365
- IBM 3366
- IBM 3367
- IBM 3368
- IBM 3369
- IBM 3370
- IBM 3371
- IBM 3372
- IBM 3373
- IBM 3374
- IBM 3375
- IBM 3376
- IBM 3377
- IBM 3378
- IBM 3379
- IBM 3380
- IBM 3381
- IBM 3382
- IBM 3383
- IBM 3384
- IBM 3385
- IBM 3386
- IBM 3387
- IBM 3388
- IBM 3389
- IBM 3390
- IBM 3391
- IBM 3392
- IBM 3393
- IBM 3394
- IBM 3395
- IBM 3396
- IBM 3397
- IBM 3398
- IBM 3399
- IBM 3400
- IBM 3401
- IBM 3402
- IBM 3403
- IBM 3404
- IBM 3405
- IBM 3406
- IBM 3407
- IBM 3408
- IBM 3409
- IBM 3410
- IBM 3411
- IBM 3412
- IBM 3413
- IBM 3414
- IBM 3415
- IBM 3416
- IBM 3417
- IBM 3418
- IBM 3419
- IBM 3420
- IBM 3421
- IBM 3422
- IBM 3423
- IBM 3424
- IBM 3425
- IBM 3426
- IBM 3427
- IBM 3428
- IBM 3429
- IBM 3430
- IBM 3431
- IBM 3432
- IBM 3433
- IBM 3434
- IBM 3435
- IBM 3436
- IBM 3437
- IBM 3438
- IBM 3439
- IBM 3440
- IBM 3441
- IBM 3442
- IBM 3443
- IBM 3444
- IBM 3445
- IBM 3446
- IBM 3447
- IBM 3448
- IBM 3449
- IBM 3450
- IBM 3451
- IBM 3452
- IBM 3453
- IBM 3454
- IBM 3455
- IBM 3456
- IBM 3457
- IBM 3458
- IBM 3459
- IBM 3460
- IBM 3461
- IBM 3462
- IBM 3463
- IBM 3464
- IBM 3465
- IBM 3466
- IBM 3467
- IBM 3468
- IBM 3469
- IBM 3470
- IBM 3471
- IBM 3472
- IBM 3473
- IBM 3474
- IBM 3475
- IBM 3476
- IBM 3477
- IBM 3478
- IBM 3479
- IBM 3480
- IBM 3481
- IBM 3482
- IBM 3483
- IBM 3484
- IBM 3485
- IBM 3486
- IBM 3487
- IBM 3488
- IBM 3489
- IBM 3490
- IBM 3491
- IBM 3492
- IBM 3493
- IBM 3494
- IBM 3495
- IBM 3496
- IBM 3497
- IBM 3498
- IBM 3499
- IBM 3500
- IBM 3501
- IBM 3502
- IBM 3503
- IBM 3504
- IBM 3505
- IBM 3506
- IBM 3507
- IBM 3508
- IBM 3509
- IBM 3510
- IBM 3511
- IBM 3512
- IBM 3513
- IBM 3514
- IBM 3515
- IBM 3516
- IBM 3517
- IBM 3518
- IBM 3519
- IBM 3520
- IBM 3521
- IBM 3522
- IBM 3523
- IBM 3524
- IBM 3525
- IBM 3526
- IBM 3527
- IBM 3528
- IBM 3529
- IBM 3530
- IBM 3531
- IBM 3532
- IBM 3533
- IBM 3534
- IBM 3535
- IBM 3536
- IBM 3537
- IBM 3538
- IBM 3539
- IBM 3540
- IBM 3541
- IBM 3542
- IBM 3543
- IBM 3544
- IBM 3545
- IBM 3546
- IBM 3547
- IBM 3548
- IBM 3549
- IBM 3550
- IBM 3551
- IBM 3552
- IBM 3553
- IBM 3554
- IBM 3555
- IBM 3556
- IBM 3557
- IBM 3558
- IBM 3559
- IBM 3560
- IBM 3561
- IBM 3562
- IBM 3563
- IBM 3564
- IBM 3565
- IBM 3566
- IBM 3567
- IBM 3568
- IBM 3569
- IBM 3570
- IBM 3571
- IBM 3572
- IBM 3573
- IBM 3574
- IBM 3575
- IBM 3576
- IBM 3577
- IBM 3578
- IBM 3579
- IBM 3580
- IBM 3581
- IBM 3582
- IBM 3583
- IBM 3584
- IBM 3585
- IBM 3586
- IBM 3587
- IBM 3588
- IBM 3589
- IBM 3590
- IBM 3591
- IBM 3592
- IBM 3593
- IBM 3594
- IBM 3595
- IBM 3596
- IBM 3597
- IBM 3598
- IBM 3599
- IBM 3600
- IBM 3601
- IBM 3602
- IBM 3603
- IBM 3604
- IBM 3605
- IBM 3606
- IBM 3607
- IBM 3608
- IBM 3609
- IBM 3610
- IBM 3611
- IBM 3612
- IBM 3613
- IBM 3614
- IBM 3615
- IBM 3616
- IBM 3617
- IBM 3618
- IBM 3619
- IBM 3620
- IBM 3621
- IBM 3622
- IBM 3623
- IBM 3624
- IBM 3625
- IBM 3626
- IBM 3627
- IBM 3628
- IBM 3629
- IBM 3630
- IBM 3631
- IBM 3632
- IBM 3633
- IBM 3634
- IBM 3635
- IBM 3636
- IBM 3637
- IBM 3638
- IBM 3639
- IBM 3640
- IBM 3641
- IBM 3642
- IBM 3643
- IBM 3644
- IBM 3645
- IBM 3646
- IBM 3647
- IBM 3648
- IBM 3649
- IBM 3650
- IBM 3651
- IBM 3652
- IBM 3653
- IBM 3654
- IBM 3655
- IBM 3656
- IBM 3657
- IBM 3658
- IBM 3659
- IBM 3660
- IBM 3661
- IBM 3662
- IBM 3663
- IBM 3664
- IBM 3665
- IBM 3666
- IBM 3667
- IBM 3668
- IBM 3669
- IBM 3670
- IBM 3671
- IBM 3672
- IBM 3673
- IBM 3674
- IBM 3675
- IBM 3676
- IBM 3677
- IBM 3678
- IBM 3679
- IBM 3680
- IBM 3681
- IBM 3682
- IBM 3683
- IBM 3684
- IBM 3685
- IBM 3686
- IBM 3687
- IBM 3688
- IBM 3689
- IBM 3690
- IBM 3691
- IBM 3692
- IBM 3693
- IBM 3694
- IBM 3695
- IBM 3696
- IBM 3697
- IBM 3698
- IBM 3699
- IBM 3700
- IBM 3701
- IBM 3702
- IBM 3703
- IBM 3704
- IBM 3705
- IBM 3706
- IBM 3707
- IBM 3708
- IBM 3709
- IBM 3710
- IBM 3711
- IBM 3712
- IBM 3713
- IBM 3714
- IBM 3715
- IBM 3716
- IBM 3717
- IBM 3718
- IBM 3719
- IBM 3720
- IBM 3721
- IBM 3722
- IBM 3723
- IBM 3724
- IBM 3725
- IBM 3726
- IBM 3727
- IBM 3728
- IBM 3729
- IBM 3730
- IBM 3731
- IBM 3732
- IBM 3733
- IBM 3734
- IBM 3735
- IBM 3736
- IBM 3737
- IBM 3738
- IBM 3739
- IBM 3740
- IBM 3741
- IBM 3742
- IBM 3743
- IBM 3744
- IBM 3745
- IBM 3746
- IBM 3747
- IBM 3748
- IBM 3749
- IBM 3750
- IBM 3751
- IBM 3752
- IBM 3753
- IBM 3754
- IBM 3755
- IBM 3756
- IBM 3757
- IBM 3758
- IBM 3759
- IBM 3760
- IBM 3761
- IBM 3762
- IBM 3763
- IBM 3764
- IBM 3765
- IBM 3766
- IBM 3767
- IBM 3768
- IBM 3769
- IBM 3770
- IBM 3771
- IBM 3772
- IBM 3773
- IBM 3774
- IBM 3775
- IBM 3776
- IBM 3777
- IBM 3778
- IBM 3779
- IBM 3780
- IBM 3781
- IBM 3782
- IBM 3783
- IBM 3784
- IBM 3785
- IBM 3786
- IBM 3787
- IBM 3788
- IBM 3789
- IBM 3790
- IBM 3791
- IBM 3792
- IBM 3793
- IBM 3794
- IBM 3795
- IBM 3796
- IBM 3797
- IBM 3798
- IBM 3799
- IBM 3800
- IBM 3801
- IBM 3802
- IBM 3803
- IBM 3804
- IBM 3805
- IBM 3806
- IBM 3807
- IBM 3808
- IBM 3809
- IBM 3810
- IBM 3811
- IBM 3812
- IBM 3813
- IBM 3814
- IBM 3815
- IBM 3816
- IBM 3817
- IBM 3818
- IBM 3819
- IBM 3820
- IBM 3821
- IBM 3822
- IBM 3823
- IBM 3824
- IBM 3825
- IBM 3826
- IBM 3827
- IBM 3828
- IBM 3829
- IBM 3830
- IBM 3831
- IBM 3832
- IBM 3833
- IBM 3834
- IBM 3835
- IBM 3836
- IBM 3837
- IBM 3838
- IBM 3839
- IBM 3840
- IBM 3841
- IBM 3842
- IBM 3843
- IBM 3844
- IBM 3845
- IBM 3846
- IBM 3847
- IBM 3848
- IBM 3849
- IBM 3850
- IBM 3851
- IBM 3852
- IBM 3853
- IBM 3854
- IBM 3855
- IBM 3856
- IBM 3857
- IBM 3858
- IBM 3859
- IBM 3860
- IBM 3861
- IBM 3862
- IBM 3863
- IBM 3864
- IBM 3865
- IBM 3866
- IBM 3867
- IBM 3868
- IBM 3869
- IBM 3870
- IBM 3871
- IBM 3872
- IBM 3873
- IBM 3874
- IBM 3875
- IBM 3876
- IBM 3877
- IBM 3878
- IBM 3879
- IBM 3880
- IBM 3881
- IBM 3882
- IBM 3883
- IBM 3884
- IBM 3885
- IBM 3886
- IBM 3887
- IBM 3888
- IBM 3889
- IBM 3890
- IBM 3891
- IBM 3892
- IBM 3893
- IBM 3894
- IBM 3895
- IBM 3896
- IBM 3897
- IBM 3898
- IBM 3899
- IBM 3900
- IBM 3901
- IBM 3902
- IBM 3903
- IBM 3904
- IBM 3905
- IBM 3906
- IBM 3907
- IBM 3908
- IBM 3909
- IBM 3910
- IBM 3911
- IBM 3912
- IBM 3913
- IBM 3914
- IBM 3915
- IBM 3916
- IBM 3917
- IBM 3918
- IBM 3919
- IBM 3920
- IBM 3921
- IBM 3922
- IBM 3923
- IBM 3924
- IBM 3925
- IBM 3926
- IBM 3927
- IBM 3928
- IBM 3929
- IBM 3930
- IBM 3931
- IBM 3932
- IBM 3933
- IBM 3934
- IBM 3935
- IBM 3936
- IBM 3937
- IBM 3938
- IBM 3939
- IBM 3940
- IBM 3941
- IBM 3942
- IBM 3943
- IBM 3944
- IBM 3945
- IBM 3946
- IBM 3947
- IBM 3948
- IBM 3949
- IBM 3950
- IBM 3951
- IBM 3952
- IBM 3953
- IBM 3954
- IBM 3955
- IBM 3956
- IBM 3957
- IBM 3958
- IBM 3959
- IBM 3960
- IBM 3961
- IBM 3962
- IBM 3963
- IBM 3964
- IBM 3965
- IBM 3966
- IBM 3967
- IBM 3968
- IBM 3969
- IBM 3970
- IBM 3971
- IBM 3972
- IBM 3973
- IBM 3974
- IBM 3975
- IBM 3976
- IBM 3977
- IBM 3978
- IBM 3979
- IBM 3980
- IBM 3981
- IBM 3982
- IBM 3983
- IBM 3984
- IBM 3985
- IBM 3986
- IBM 3987
- IBM 3988
- IBM 3989
- IBM 3990
- IBM 3991
- IBM 3992
- IBM 3993
- IBM 3994
- IBM 3995
- IBM 3996
- IBM 3997
- IBM 3998
- IBM 3999
- IBM 4000
- IBM 4001
- IBM 4002
- IBM 4003
- IBM 4004
- IBM 4005
- IBM 4006
- IBM 4007
- IBM 4008
- IBM 4009
- IBM 4010
- IBM 4011
- IBM 4012
- IBM 4013
- IBM 4014
- IBM 4015
- IBM 4016
- IBM 4017
- IBM 4018
- IBM 4019
- IBM 4020
- IBM 4021
- IBM 4022
- IBM 4023
- IBM 4024
- IBM 4025
- IBM 4026
- IBM 4027
- IBM 4028
- IBM 4029
- IBM 4030
- IBM 4031
- IBM 4032
- IBM 4033
- IBM 4034
- IBM 4035
- IBM 4036
- IBM 4037
- IBM 4038
- IBM 4039
- IBM 4040
- IBM 4041
- IBM 4042
- IBM 4043
- IBM 4044
- IBM 4045
- IBM 4046
- IBM 4047
- IBM 4048
- IBM 4049
- IBM 4050
- IBM 4

économie

SOCIAL

L'EMPLOI ET L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE

Le nombre de femmes au travail ne cesse d'augmenter

Deux études - l'une à partir de l'enquête emploi annuelle que l'INSEE a effectuée en mars 1984, l'autre sur l'évolution de la population active réalisée à partir des résultats du recensement de 1982 - qui font l'objet d'une publication dans la dernière livraison d'*Économie et statistiques* (n° 171-172, novembre-décembre 1984). Elles fournissent des éléments concordants sur l'état du marché du travail et ses caractéristiques essentielles.

Première constatation, établie par l'enquête emploi : entre mars 1983 et mars 1984, on a assisté à la fin des effets du « traitement social ». Cela s'est traduit par une montée brutale du chômage qui, avec 2 244 000 demandeurs d'emploi, a augmenté de 18,6 %, contre 3,5 % et 4 % les deux années précédentes. Avec la crise, la situation de l'emploi s'est dégradée au point que, en un an, les effectifs salariés ont reculé de 1,4 % - à comparer aux gains de 0,5 % et de 0,6 % en 1982 et en 1983 - particulièrement dans le bâtiment (- 6,3 %) et dans l'industrie (- 2,9 %) alors que le tertiaire marchand s'essouffit (+ 0,6 % contre 1,2 % il y a un an).

Cette évolution récente ne doit pas faire oublier d'autres constantes, à savoir la situation critique des jeunes et l'augmentation du taux d'activité chez les femmes.

Chez les moins de vingt-quatre ans, qui sont à la catégorie de la « jeunesse », on constate une forte diminution des embauches dans tous les types d'emploi, y compris les plus précaires. La proportion des salariés « chutés » au point que, pour la plupart des jeunes, l'insertion dans la vie active est maintenant retardée et a lieu qu'à partir de vingt ans.

Quant aux femmes, elles poursuivent leur entrée sur le marché du travail, même pour les plus jeunes, avec un taux d'activité qui ne cesse de s'élever pour atteindre globale-

Chômage : hausse en Allemagne fédérale...

Le nombre des chômeurs en Allemagne fédérale a atteint en janvier 1985 son plus haut niveau depuis la fin de la guerre, avec 2 619 400 demandeurs d'emploi en données brutes, contre 2 285 000 en décembre 1984 (+ 13 %). 10,6 % de la population active est ainsi sans travail. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de sans-emploi s'est établi à 2,29 millions de personnes contre 2,23 en décembre.

... et en Belgique

Bruxelles (AFP). - Le nombre des chômeurs complets indemnisés en Belgique a atteint le chiffre record de 530 044 à la fin du mois de janvier, soit 12,6 % de la population active. Selon le ministère belge de l'emploi et du travail, le nombre des chômeurs a augmenté de 24 539 (+ 4,9 %) entre le mois de décembre et le mois de janvier. Le nombre des jeunes chômeurs de moins de vingt-cinq ans s'est accru de 11 439 (+ 8,1 %) pour atteindre 152 945, soit 28,9 % du nombre total des chômeurs. Les différents instituts belges de conjoncture tablent dans leurs prévisions sur un nombre total de 560 000 chômeurs à la fin 1985, soit plus de 13 % de la population active.

Pétrole : le Mexique baisse ses prix

Le gouvernement mexicain a annoncé, lundi 4 février, qu'il réduisait, à compter du mois de février, le prix de ses bruts légers de 1,25 dollar, à 27,75 dollars le baril. Cette diminution, qui coûtera au Mexique environ 300 millions de dollars par an, était attendue après la baisse des prix décidée par l'OPEP - dont le Mexique n'est pas membre - et la réduction des prix intérieurs américains, concurrents directs des bruts légers mexicains. Le gouvernement a précisé qu'il maintiendra ses exportations au même niveau que l'an passé (1,5 million de barils par jour).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	ROUNDS
	+ bas - haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-UL	9,8160 9,8175	+ 130 + 140	+ 235 + 275	+ 630 + 720
DM	7,3677 7,3785	+ 26 + 44	+ 48 + 79	+ 116 + 285
Yen (100)	3,7819 3,7840	+ 119 + 130	+ 249 + 265	+ 752 + 880
DM	3,8530 3,8539	+ 99 + 107	+ 215 + 226	+ 604 + 646
Mark	2,6974 2,6986	+ 81 + 87	+ 175 + 185	+ 493 + 529
FF (100)	15,2612 15,2671	+ 41 - 42	+ 101 - 103	+ 330 - 36
ES	3,5973 3,5982	+ 130 - 142	+ 280 - 292	+ 830 - 880
£ (100)	4,9781 4,9794	+ 162 - 165	+ 364 - 376	+ 969 - 989
£ (1000)	10,9272 10,9287	+ 228 - 247	+ 553 - 591	+ 1.226 - 1.337

TAUX DES EUROMONNAIES

	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 3/4
SE-UL	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
DM	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
Yen	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
DM	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
Mark	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
FF (100)	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
ES	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
£ (100)	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
£ (1000)	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
FF (100)	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4
£ (1000)	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4

Ces cours, pratiqués sur le marché interbancaire des devises vous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-08

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (91) le mardi 12 février 1985 à 14 heures :

D'UN APPARTEMENT avec CAVES et PARKING à YERRES (Essonne)

46, rue Pierre-Lot (deuxième étage, porte droite)
MISE A PRIX : 90 000 F
Consigne indispensable pour enchérir
Rens : SCP AKOUN TRUXILLO
Avocats, 4, bd de l'Europe à Evry (91000 Evry) (Tél. : 079-39-45).

SERVICE DES DOMAINES

Adjudication le mercredi 27 février 1985, à 14 h 30
Préfecture de Bobigny, salle 2088,
124, rue Carnot
Dans la Seine-St-Denis
LIBRES

TERRAINS CONSTRUCTIBLES

à Livry-Gargan, Noy-le-Sec, Villeneuve, Bland-Mesnil, Aubry-le-Bois
M. à P. : 41 000 à 50 000 F

PETIT TERRAIN INDUSTRIEL

à BONDY ; M. à P. : 66 000 F
Terrains esclavés inconstructibles, à Montreuil-la-Croix et Rosny-sous-Bois
M. à P. : 10 000 à 35 000 F

PAVILLONS

à Livry-Gargan, Montreuil-la-Croix, Tremblay-Lignères, Noy-le-Grand
M. à P. : 200 000 à 550 000 F
Renseignements et visites :
Direction des services fiscaux de la Seine-St-Denis, 17, place de l'Argonne, 75019 PARIS. (Tél. : 203-00-12 P. 216 ou 839-80-19).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre, le mercredi 27 février 1985 à 14 h, EN UN SEUL LOT

IMM. INDUST. NANTERRE

M. à P. 385 100 F. S'adr. M. SIDEM-POULAIN
Avocat, demeurant à NEUILLY (92), 24, rue St-James, tél. : 745-02-38. Au greffe des criées Tribunal de Gde Inst. Nanterre où le cahier des charges est déposé. S/P. pour visiter.

Vente sur sais. immob. Pal. de Justice de Paris, Jeudi 14 février 1985 - 14 h

IMMEUBLE PARIS 9^e, 32, rue de TRÉVISE

Immobilier de : M. HUBERT BONY
Chemin de la MONTAGNE HISTORIQUE (par décret du 8/4/1976)
M. à P. : 800 000 F
M. J. REMY, avocat, Paris, 174, bd St-Germain, tél. : 544-21-51
A tous avocats postulant près le Tribunal de Grande Instance de Paris

Vente sur folle enchère au Palais de Justice de Paris, bd du Palais
le JEUDI 14 FÉVRIER 1985 A 14 H, EN UN SEUL LOT

UN ENSEMBLE IMMOBILIER INDUSTRIEL ET D'HABITATION

situé à IVRY-SUR-SEINE (Val-de-Marne)
913 99, rue Michel, 1 à 11, rue René-Villiers et 5, rue Michel-Bismont
Lignes d'occupation pour la partie industrielle - tout pour la partie habitation
MISE A PRIX : 1 500 000 F

S'adresser pour tous renseignements à :
1) M. Roger LEMONNIER, avocat à Paris-9^e, 7, rue de l'Université, tél. : 261-12-45.
2) M. Daniel BAUMGARTNER, syndic à Paris-4^e, 4, rue de la Concorde, tél. : 277-82-80.
3) Au greffe des Criées du Trib. de Gde Inst. de Paris. 4) Et sur les lieux pour visiter.

SCP d'avocats AKOUN & TRUXILLO, 4 bd de l'Europe à EVRY (91)
Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry, rue des Mazettes
le MARDI 12 FÉVRIER 1985 à 14 heures

Un PAVILLON sis à SAVIGNY-s/-ORGE

(Essonne) - 11, rue de Magney
MISE A PRIX : 621.500 F
Consignation préalable indispensable pour enchérir
Renseignements : SCP AKOUN & TRUXILLO, avocats, 4, bd de l'Europe à EVRY (91) (Tél. : 079-39-45) et au Greffe du Tribunal de Gde Instance d'EVRY.

Vente volontaire sur conversion au Palais de Justice d'Evry (91)
le MARDI 12 FÉVRIER 1985 à 14 heures, EN DEUX LOTS

A MASSY (91), 89, rue Gabriel-Péri

1^{er} LOT UN APPART. 2^e fac. M. à P. 60 000 F
avec cave, MISE A PRIX : 60 000 F
avec FACULTÉ DE BAISSE

2^e LOT UN APPART. 2^e fac. M. à P. 100 000 F
avec cave, MISE A PRIX : 100 000 F
avec FACULTÉ DE BAISSE

Consignation indispensable pour enchérir. Renseignements : S.C.P. AKOUN TRUXILLO, 4, bd de l'Europe à EVRY (079-39-45)

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry, rue des Mazettes
le MARDI 19 FÉVRIER 1985 à 14 heures

UN APPARTEMENT sis à ÉTRECHY (Essonne)

24, rue du Vintu
MISE A PRIX : 125 000 F
Consignation préalable indispensable pour enchérir
Rens : M. TRUXILLO et AKOUN, avocats à EVRY. Tél. : 079-39-45.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (Essonne)
le MARDI 19 FÉVRIER 1985 à 14 heures

UN PAVILLON sis à BALLANCOURT (Essonne)

4, impasse de la Justice
MISE A PRIX : 100 000 F
Consignation indispensable pour enchérir par chèque certifié ou en espèces
Renseignements : SCP AKOUN & TRUXILLO, avocats, 4, bd de l'Europe à EVRY (Essonne), tél. : 079-39-45.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre
le MERCREDI 13 FÉVRIER 1985 à 14 heures

QUATRE LOCAUX COMMERCIAUX

au rez-de-chaussée et UN LOCAL à usage de DÉPOT au sous-sol
D'UN ensemble à NANTERRE (92)
17 à 27, rue Charles-Lorrain, 59 à 87, rue des Rois et 66 à 110, rue des Rois
MISE A PRIX : 100 000 F
Le cahier spécial des charges peut être obtenu à la S.R.D.I. ou au secrétariat permanent du conseil des adjudications, ministère des finances, BP 2087, 92000 Nanterre, moyennant la somme de dix mille francs (dix mille FBU).

La longue grève des balayeurs de Lardy

Dans le nettoyage, les sociétés changent, les pratiques restent. Il y a quatre ans, les douze firmes de ménage du centre d'Essonne Renault de Lardy (Essonne) avaient fait près d'un mois de grève pour obtenir de leur employeur, la société l'Eclat, une amélioration de leurs salaires, qui ne dépassaient guère le SMIC (le 14 novembre 1980).

Cette fois-ci, dans la même usine, c'est pour empêcher des licenciements et des réductions d'horaires, qui auraient amputé considérablement une rémunération déjà faible, que vingt-six salariés (dix-huit femmes chargées du ménage des bureaux, et huit hommes chargés des ateliers) de la société de nettoyage GSF, viennent de faire trois semaines de grève.

GSF a repris, en effet, au début de 1981, les salariés de l'Eclat. Certaines sont parties depuis et d'autres arrivées mais, tous les salariés sont restés peu supérieurs au SMIC : 24 800 l'heure (1), quelle que soit l'ancienneté, sans prime ni treizième mois.

Le 7 janvier dernier, GSF annonçait à sept de ses salariés du chantier son intention de les licencier et à plusieurs autres des réductions d'horaires de deux heures par jour en moyenne. Les uns et les autres, n'ayant pas d'autre activité - même les femmes de ménage à temps partiel (quatre à sept heures par jour) - n'avaient plus rien à perdre : après une grève de quatre heures la première semaine, ils se sont mis en grève illimitée le 14 janvier.

Pourtant, ce travail avait été pour plusieurs un dernier recours : pour des femmes dont le mari était au chômage ; comme pour Mireille, la jeune déléguée CFDT, ex-coiffeuse allergique aux shampooings, au point de balayer qui, après quatorze années de travail comme ménagère dans une petite entreprise de fabrication de joints en caoutchouc, a connu seize mois de chômage.

Pour justifier réductions d'horaires et licenciements, correspondant au total à un tiers de l'horaire du chantier, GSF avait fait valoir une réduction des prestations réclamées par Renault-Lardy depuis le 1^{er} janvier. Ce que démentait la direction de l'établissement : celle-ci avait seulement demandé l'espace de certains nettoyages, diminuant de 15 % le montant du contrat, et entraînant une baisse de 2 % de l'activité de GSF.

Celle-ci, après avoir successivement proposé d'abandonner les réductions d'horaires puis les licenciements (compensés par de nouvelles réductions d'horaires), est revenue, le 25 janvier, à son premier dessin, en demandant, officiellement, le relèvement du tarif de la visite médicale.

Depuis le mercredi 30 janvier, le tarif de la visite médicale au domicile du malade est passé de 81 F à 85 F pour le généraliste (+ 4,9 %), de 101 F à 110 F pour le spécialiste (+ 8,9 %) et de 161 F à 170 F (+ 5,6 %) pour le psychiatre. S'y ajoutent des indemnités de déplacement : 25 F à Paris, Lyon et Marseille, 15 F ailleurs, une indemnité kilométrique de 1,75 F au-delà de 12 kilomètres aller et retour en plaine et de 2,50 F au-delà de 8 kilomètres aller et retour en montagne, pour les déplacements hors agglomération.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

lançé par la Société régionale de développement de l'IMBO
BP 192, Bujumbura (Burundi)

Pour la fourniture de :
- 40 000 litres d'huile galvanisée ;
- 4 000 litres d'huile pour moteurs ;
- 2 800 litres de clous à chapeaux pour tiges.

Financement : FAD, FIDA, OPEP.

Délai de livraison : quatre mois à maximum à dater de la notification de la décision d'adjudication.

Les soumissions, établies en langue française et en six exemplaires, dont un original et cinq copies, doivent parvenir à M. le secrétaire permanent du Conseil des adjudications, au plus tard le 6 mars 1985 à 8 heures.

L'ouverture des soumissions aura lieu en séance publique le 6 mars 1985 à 9 heures, dans la salle des réunions du ministère des finances, à Bujumbura.

Le cahier spécial des charges peut être obtenu à la S.R.D.I. ou au secrétariat permanent du conseil des adjudications, ministère des finances, BP 2087, 92000 Nanterre, moyennant la somme de dix mille francs (dix mille FBU).

Les professions Espagne

LES PROFESSIONS EN ESPAGNE. - Les professions libérales en Espagne ont connu une période de stagnation pendant les dernières années de la dictature. Elles ont commencé à se développer après la fin de la guerre civile, mais leur croissance a été ralentie par la crise économique des années 1970. Aujourd'hui, elles représentent une part importante de l'économie espagnole.

LES PROFESSIONS EN ESPAGNE. - Les professions libérales en Espagne ont connu une période de stagnation pendant les dernières années de la dictature. Elles ont commencé à se développer après la fin de la guerre civile, mais leur croissance a été ralentie par la crise économique des années 1970. Aujourd'hui, elles représentent une part importante de l'économie espagnole.

FAIRES MESURES DE

Un système

aurait assuré la

LES DOTATIONS EN

GROUPES NATIONAL

Thomson re

1300 millions

صكزا من الارجل

صحة من الاصل

PÊCHE

Les professionnels sont reçus par le président de la République Espagne, Canada, Europe : trois « dossiers-clés »

Il existe au moins une fraction du patronat qui est satisfaite de la façon d'agir du président de la République : ce sont les armateurs qui exploitent les grands chalutiers. En juin 1983, nous avions rencontré M. François Mitterrand pour lui expliquer la situation de notre profession, dit-on à l'Union des armateurs de la pêche de France (UAPF). Non seulement nous étions optimistes après cet entretien, mais les promesses que nous avons faites le chef de l'Etat ont été tenues.

Ce mardi 5 février, conformément à des engagements pris il y a un an et demi, une délégation de professionnels de la pêche est à nouveau reçue par le président de la République. Elle comprend M. Jacques Hurst, président des armateurs, M. Alain Parry, délégué général, et M. Bernard Dubreuil, président du Comité central des pêcheurs maritimes, un organisme qui regroupe toutes les familles concernées, depuis les artisans jusqu'aux professionnels, en passant par les ostréiculteurs, les maraîchers, les syndicates de marins.

Les professionnels de ce secteur trop méconnu mais très important pour l'économie nationale (la France, grâce à ses zones économiques exclusives, est, en superficie, la troisième puissance maritime du globe), ont quatre sujets à examiner avec le chef de l'Etat.

En tête, évidemment, l'adhésion de l'Espagne à la CEE. La négociation est au point mort, mais l'Europe - essentiellement l'axe Paris-Londres - fait montre d'une belle et rare unité dans la ferme. Un conseil des ministres des affaires étrangères est prévu à la mi-février.

mais les plus réalistes pensent que le dossier ne pourra se débloquer au mieux qu'au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement, fin mars à Bruxelles. Les pêcheurs français - qui soulignent les bonnes relations entretenues à ce sujet avec les collaborateurs de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer - n'hésitent pas à dire : « Jusqu'à maintenant la vigilance et la ténacité de tous les négociateurs français ont permis d'éviter les dangers les plus périlleux ».

Les positions européennes et françaises sont bien connues des Espagnols. Madrid doit se conformer à la politique commune des pêches si laborieusement mise au point il y a deux ans. Ses chalutiers ne seront pas autorisés à venir pêcher dans les parages situés entre 6 et 12 milles des côtes au risque de mettre en péril l'activité des artisans. Une période de transition de huit à quinze ans permettra à la flotte espagnole non seulement de se moderniser, mais encore d'adapter ses capacités de capture - et elles sont considérables - au niveau des stocks européens de poissons qu'il faut ménager. La CEE, bonne mère, a déjà proposé à l'Espagne de lui verser 28 millions d'ECU (1) pour opérer les restructurations nécessaires. Enfin, les chalutiers espagnols disposent aujourd'hui de quotas ou de clés de répartition pour certaines espèces dont le stock est fragile. Cent six bateaux bénéficient de licence mais les « braconniers » originaires du Pays basque se contentent par dizaines. Si les stocks biologiques restent dans leur état actuel, les Espagnols ne pourront prétendre à une plus large part du gâteau.

En revanche, les pêcheurs français, sachant que toute négociation implique des concessions de part et d'autre, conviennent : « Si Madrid se montre raisonnable, impose elle-même une discipline à ses professionnels et est prête à faire passer lorsqu'elle aura intégré l'Europe, le régime privilégié de port franc des îles Canaries, alors on pourra en échange être moins pointilleux sur les contrôles en mer, élargir tel ou tel quota, se montrer conciliant dans les accords avec les pays tiers, auxquels l'Espagne est liée par des traités bilatéraux ».

De Dakar aux Seychelles

Les relations avec les pays tiers sont pour les pêcheurs français une source de soucis, et M. Hurst ne mangera pas de sauler devant M. Mitterrand les difficultés qui surgissent actuellement avec le Canada. Les autorités d'Ottawa font toutes les mièvres du monde aux grands chalutiers congolais de métropole (Bordeaux ou Saint-Malo) ou de Saint-Pierre. L'ambassadeur du Canada en France a été convoqué au Quai d'Orsay il y a quelques jours. Or, l'accord franco-canadien de 1972 vient à expiration en 1986. Ottawa voudrait-il, après cette date, contrôler l'activité des pêcheurs français dans les eaux très poissonneuses situées au-delà du golfe du Saint-Laurent ? Paris va saisir, en cas d'échec des conversations, la cour de La Haye pour délimiter la zone économique bordant Saint-Pierre-et-Miquelon ? L'enjeu est capital puisque les prises de cabillaud, dans le secteur du Nord-Ouest atlantique représentent un chiffre d'affaires annuel de près de 180 millions de francs, et des profits substantiels, tant le poisson est abondant.

Abondant aussi est le thon - troisième dossier - pour la pêche duquel les Français sont - c'est peu connu - des as. La flotte de quelque trente thoniers congolais, basée pendant longtemps à Dakar et Abidjan, a émigré l'an dernier, au grand dam des pays africains qui y ont vu une sorte de trahison, vers l'Océan indien et les Seychelles. Les deux tiers des captures sont exportées. Mais l'éloignement des zones de pêche et le niveau élevé des rémunérations des équipages, associés à la stagnation du marché mondial en 1984 et à la chute des prix, imposent des mesures conservatoires pour maintenir la flotte jusqu'à ce que l'orage soit passé. La CEE devrait faire jouer, à l'égard de ce secteur, sa politique commune des marchés (caractérisée par les aides au stockage, les restitutions à l'exportation, la préférence communautaire), qui jusqu'à ce jour est restée neutre vis-à-vis des armements thoniers.

Enfin, si la flotte artisanale et de moyen tonnage s'est renouvelée à une vitesse considérable ces dernières années, les grands bateaux, à Roulogne notamment, commencent à prendre de l'âge. Mais les règlements communautaires interdisent les aides européennes aux navires de plus de 33 mètres, ce qui pénalise la flotte française, et la suppression de ce « verrou » est réclamée depuis longtemps.

Les autorités de Bruxelles ont un contentieux avec la France : « Les aides que vous accordez à vos pêcheurs ne sont pas justifiées conformément au traité de Rome. Mettez-vous en règle, sinon vous serez défaits devant la cour de Luxembourg (2) ». Les experts français de l'administration et des organisations professionnelles sont donc en train de déployer des trésors d'imagination pour, à la fois, appeler les concours de Bruxelles et continuer, par des biais et des astuces de langage, à soutenir les cours du poisson et les comptes d'exploitation des navires.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Un ECU = 6,8 F.
(2) Les aides budgétaires pour moderniser le prix du carburant payé par les pêcheurs a dépassé 100 millions de francs l'an dernier.

CONJONCTURE

Prix : l'Europe sur la bonne pente

L'indice des prix à la consommation pour l'ensemble de la Communauté européenne n'a augmenté en décembre que de 0,2 %. Ce résultat tient non seulement à la faiblesse des hausses en général, mais aussi au fait que les prix ont baissé dans certains pays (-0,1 % en Grande-Bretagne, -0,3 % au Danemark). Malgré le poids de plusieurs partenaires (la Grèce + 18 %, l'Italie + 9,5 %), on assiste à une nette démodération depuis 1981 : en quatre ans, l'augmentation n'est ramenée de 11,7 % à 5,5 %. La réduction la plus spectaculaire, au cours des deux dernières années, concerne le Luxembourg qui passe de 12,3 % en 1983 à 2,3 % en 1984. Mais un note que l'Italie gagne trois points et passe enfin en dessous de la barre des 10 % (9,5 %).

En terminant l'année sur un résultat équivalent à celui de l'ensemble des pays de la Communauté (-0,2 % en décembre), la France, avec + 6,7 % sur l'année, poursuit son effort, mais reste tout de même en septième position. Les pouvoirs publics y ont souligné pas moins, à juste raison, que la hausse des prix a été réduite de plus de la moitié par rapport à 1981.

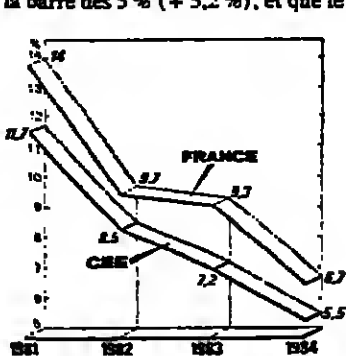
L'énergie (+ 10,3 %) a fortement progressé en 1984. En un an, le litre d'essence a augmenté de 14,9 %, celui du super de 13,1 % celui du gazole de 11,5 %. Le poids de la fiscalité n'a pas été négligeable dans ces augmentations puisque la TIP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) est passée de 1,9271 F par litre en janvier 1984 à 2,4089 F en janvier 1985, soit une hausse de 25 %.

Derrière l'énergie, les dépassements les plus importants se sont produits dans le secteur de l'habillement-textile qui a enregistré une hausse de 9,4 % sur l'année, alors qu'on notait déjà un écart de deux points par rapport à la hausse moyenne en 1983. La branche avait signé des accords de modération qui limitent les hausses à 5 %, mais on n'a pu éviter les dépassements dus aux clauses de matières

premières et aux importations de produits finis payés en dollars.

Les boissons non alcoolisées ont elles aussi largement dépassé la moyenne, puisqu'elles ont augmenté de 10,4 %. Ici, c'est le café qui est en cause, avec 17,8 % d'augmentation.

En revanche, les viandes de boucherie n'ont presque pas connu de hausses l'année dernière : + 1,7 %. Il faut y voir l'effet des abattements supplémentaires liés à l'instauration des quotas laitiers, car la consommation de viande a progressé de 1,5 % en volume au cours des douze derniers mois. Au chapitre des modérations, une note encore que les tarifs publics (hors énergie) ont à peine dépassé la barre des 5 % (+ 5,2 %), et que le



La hausse des prix en France comparée à la moyenne des hausses dans la CEE. (Source : Eurostat. Décembre sur décembre.)

matériel, photo, optique et électronique n'a fait qu'un léger bond de 2,1 %.

Pour l'année 1985, le gouvernement a prévu une hausse des prix à la consommation de 4,5 % en glissement (de décembre 1984 à décembre 1985), ce qui doit déterminer à la fois les augmentations des salaires et celle des prix. Cependant, on s'attend à des augmentations plus sensibles en début d'année, en raison notamment de l'ajustement des tarifs publics. Dès le mois de janvier, le forfait hospitalier, le prix du gaz et les consultations hospitalières ont été relevés.

VOUS VOULEZ ACHETER UN LOGICIEL DE TRAITEMENT DE TEXTE ?
L'ORDINATEUR PERSONNEL A ESSAYÉ ET COMPARÉ LES CINQ MEILLEURS.
L'ORDINATEUR PERSONNEL
LE N° 12 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

MESURES DE RELAIS AU PLAN TEXTILE

Un système de prêts bonifiés devrait assurer la poursuite du redressement

Le plan textile mis en place en 1982 pour aider les entreprises du secteur à se moderniser, s'est fini. M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel, l'a officiellement annoncé lundi 4 février dans la soirée après avoir visité le Salon de l'habillement masculin. A cela trois raisons : ce plan n'avait qu'un caractère temporaire ; à trop durer, l'assistance finit par avoir des effets contraires à ceux recherchés ; surtout, les autorités de Bruxelles ont demandé au gouvernement français d'y mettre fin. Cependant, l'industrie textile française ne sera pas abandonnée à son sort.

Aux cotisations employeurs-investissements, qui ont permis aux industriels, grâce aux allègements des charges sociales, d'augmenter de façon substantielle leurs investissements (+ 72,4 % en valeur de 1981 à 1983) et leurs ventes à l'étranger (de 25 %, toujours en valeur, au cours de la même période et encore

de 20 % en 1984) va se substituer un régime de prêts bonifiés. Car, après les succès rencontrés, M^{me} Cresson, veut comme elle le dit, « transformer l'essai ».

Le nouveau système mis en place permettra d'injecter 1,5 milliard de francs dans la filière textile cette année. Le soin de bonifier ces crédits est confié au Centre de développement et de promotion du textile et de l'habillement, encore appelé DEFI (1), qui pour ce faire emploiera les fonds que lui procure la taxe parafiscale (350 millions de francs). Le DEFI interviendra dans la formation, la promotion, et s'efforcera d'aider les entreprises à poursuivre leur modernisation. Les professionnels se déclarent satisfaits de ces mesures de relais qui correspondent à leurs revendications.

Malgré une conjoncture encore assez déprimée sur le marché national, les confectionneurs français de vêtements masculins ont réussi en 1984 à dégager un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs, en augmentation de 11,1 % par rapport à l'année précédente. Ce résultat a été obtenu grâce aux succès rencontrés à l'exportation. Les ventes à l'étranger ont augmenté de 18 %, pour atteindre 2,5 milliards de francs. La progression de 11,1 % par rapport à l'année précédente, ce chiffre d'affaires aux Etats-Unis (+ 50 %), pour un chiffre d'affaires de 199,7 millions de francs), devenu le premier client de la France, devant la Belgique, abstraction faite, bien sûr, des jeans fournis à ce pays. Elle n'est pas forte aussi en Grande-Bretagne (+ 57 %) et sixième client, en Suède (+ 64 %), en Norvège (+ 39 %), en Suisse (+ 24,5 %), même en Italie (+ 17 %), dont les propres articles livrés de ce côté. A l'exportation, les ventes de vêtements masculins ont augmenté de 11,7 %, un marché réputé difficile.

De bons résultats à l'étranger

Mais ces bons résultats obtenus hors des frontières, grâce aux efforts de créativité, outre-Atlantique notamment, ne sauraient dissimuler les difficultés internes. Malgré leur diminution (le taux de couverture des échanges est passé de 55 % à 54 %), les importations restent un facteur préoccupant. Elles s'élevaient à 4,2 milliards de francs. Le déficit commercial a été de 1,9 milliard de francs, ce qui est principalement dû aux ventes en provenance du Sud-Est asiatique. Curé du Sud (+ 75 %), Hongkong (+ 68 %), la Fédération française des industries du vêtement masculin envisage de demander un aménagement de l'accord multilatéral - qui lie la Communauté européenne à certains pays en voie de développement - lors de son renouvellement fin 1986. Sur le marché intérieur, les ventes ont diminué en volume de 4,2 % (- 4 % en 1983). Si la balance commerciale du vêtement masculin a été déficitaire, celle du prêt-à-porter féminin, au contraire, a été largement excédentaire, avec un solde positif record de 2,5 milliards de francs en 1984, malgré une augmentation de 11,7 % des importations.

Les exportations ont porté sur 6,3 milliards de francs et représenté près du tiers du chiffre d'affaires de la profession (17,5 milliards de francs) en progression de 7 %. Là encore, les Etats-Unis ont été le meilleur client de la France (791 millions de francs). Viennent ensuite la Suisse (539 millions), la Grande-Bretagne (423 millions), l'Italie (421 millions) et l'Arabie saoudite (234 millions). En revanche, à cause de la baisse du pouvoir d'achat, le marché national n'a pas été porteur. Globalement, les ventes ont diminué de 2,9 % en volume.

A. D.

(1) Développement, exportation, financement, image.

LES DOTATIONS EN CAPITAL DES GROUPES NATIONALISÉS EN 1985

Thomson recevra 1 300 millions de francs

Le premier ministre a rendu son arbitrage pour une partie des dotations en capital aux entreprises nationalisées pour 1985 : il s'agit de la filière électronique. Thomson recevra 1 300 millions de francs, Bull 1 000 millions et la CGCT (ex-filiale d'ITT) 450 millions. Le total représente donc 2,75 milliards pour l'électronique sur l'enveloppe globale de 13,56 milliards, soit 20 %, contre 3 milliards en 1984 (en comptant 700 millions versés pour l'entrée de l'Etat dans le capital de Thomson Télécommunications sur une enveloppe de 14,89 milliards soit 20 %). En 1982 la part de l'électronique dans les crédits distribués avait été de 7 % et en 1983 de 19,7 %.

M. Fabius en fixant en premier les sommes allouées à ce secteur de pointe a voulu marquer que priorité relative - lui était toujours donnée par le gouvernement. Il a aussi donné raison à M^{me} Cresson, qui soulignait que Thomson avait besoin d'une dotation de l'ordre de 1 500 millions pour soutenir son « plan

composants » et pour élaborer une stratégie de défense contre les Japonais dans l'électronique grand public (le Monde du 23 janvier). La Rue de Rivoli souhaitait pour sa part consacrer le plus possible de l'enveloppe à la sidérurgie, ce qui, par soustraction, aurait réduit sensiblement la part du groupe présidé par M. Gomez.

Il reste donc à affecter 10,81 milliards pour les autres industries. Le débat porte d'abord sur les sommes dues aux banques pour la restructuration de PCL, sur celles qu'il faut allouer à CDF Chimie, à EMC, et au CEA, qui souhaite augmenter son capital. Il porte ensuite sur Renault, qui l'on pourrait doter de 2,5 milliards de francs au lieu des 2 milliards prévus précédemment.

E.L.B.

(1) Thomson avait reçu en 1984 un milliard de francs, Bull également et la CGCT 300 millions.

CONCESSION EXCLUSIVE

Ecole, bibliothèque, tout public
« Encyclopédie monde actual »

PRIX BAS - GROS SUCCÈS

KUTED CP 8 CH 1227 CAROUGE

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

et en six exemplaires, dont un exemplaire permanent du Centre

TRANSPORTS

LES LIAISONS FRANCO-BRITANNIQUES SUR LA MANCHE

Brittany Ferries et des collectivités de Basse-Normandie s'associent pour exploiter la ligne Caen-Portsmouth

L'armateur français Brittany Ferries considère comme acquise l'autorisation d'ouvrir une ligne sur la Manche entre Caen et Portsmouth, malgré les propos contradictoires de M. Louis Mercaudou, ministre délégué chargé des PTT et conseiller général du Calvados, et de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer et maire de Boulogne.

L'ouverture de la ligne aura lieu au printemps de 1986. Une société d'économie mixte sera créée, dans laquelle Brittany Ferries apportera 10 % du capital. Conçue sur le même modèle que la Sabem (la société bretonne), qui a racheté les bateaux de Brittany Ferries pour lui en confier seulement la gestion, cette société associera les collectivités locales et professionnelles normandes : région, ville de Caen et chambre de commerce.

D'autre part, la compagnie vient de créer avec des partenaires britanniques et anglo-normands une autre société, Channel Island Ferries, dont elle détient 27 % du capital. A partir de la fin du mois de mars 1985, celle-ci desservira quotidiennement

Jersey et Guernesey au départ de Portsmouth.

Selon M. Alexis Gourvennec, son président, Brittany Ferries est sortie de la période noire qui avait assailli les pouvoirs publics à l'aider dans ses difficultés financières, notamment par l'octroi d'un prêt de 20 millions de francs en 1983 à la Sabem. En 1984, la compagnie a réalisé un chiffre d'affaires de 510 millions de francs (470,7 millions en 1983), un bénéfice de 24,6 millions de francs (35,1 millions en 1983), et un trafic total de sept cent quarante-deux mille passagers (sept cent cinquante-neuf mille en 1983).

M. Gourvennec se plaint du surcoût social des marins français qui occasionne 27 % de dépenses de plus que leurs collègues britanniques, dont la couverture sociale est prise en charge par le budget de l'Etat. Il lance aux personnels un avertissement : « Si l'on ne veut pas faire disparaître les emplois que les ferries procurent aux marins français, il faut que soient gelées, pour une durée indéterminée, les avances sociales en matière d'effectifs, de congés et de retraite. »

DEVANT L'INTRANSIGEANCE DE LA CGT La SNCF pourrait supprimer les ferries entre Dieppe et Newhaven

L'avenir du port de Dieppe comme base d'une liaison avec le port anglais de Newhaven est sérieusement compromis par la grève des marins CGT, qui paralysent depuis le 1^{er} février les car-ferries *Charaxes* et *Cornouailles* de l'armement naval SNCF.

Le partenaire anglais de la SNCF, British Ferries, s'est retiré d'une desserte très déficitaire. La Société nationale a alors proposé de reprendre en totalité un troisième bâtiment, le *Senlac*, qu'elle possédait pour les deux tiers et de le mettre en ligne à partir de Dieppe. Toutefois, la SNCF a mis une condition au renforcement d'une liaison qui lui vaut plusieurs dizaines de millions de francs de déficit : elle a demandé aux syndicats de réduire les charges salariales de 22 % par le biais d'un remodelage des horaires. La CGT et les officiers ont accepté. La CGT, en revanche, a décrié l'occupation des deux navires et a « retenu », les

2 et 3 février, le directeur et le capitaine d'armement à Dieppe.

Cette attitude de la CGT a eu pour effet d'annuler le rachat du *Senlac*, qui n'est pas entré en cale sèche comme prévu, le 1^{er} février. M. Michel Fève, directeur général adjoint (commercial) à la SNCF, nous a déclaré : « Pour que nous pourrions notre exploitation à partir de Dieppe, il nous faut trois bateaux au lieu de deux actuellement. Pour que nous mettions en service ces trois bateaux, il nous faut un accord sur les conditions de travail. Faute de quoi le trafic baissera, et nous nous voyons la fermeture complète de notre base de Dieppe. » Cinq cents emplois seraient alors menacés.

LE BLOCAGE DES FRONTIÈRES SUISSES PAR LES ROUTIERS POURRAIT REPRENDRE

La levée des barrières de camions helvétiques qui ont bloqué, le mardi 4 février, la plupart des postes-frontières de la Suisse ne met pas fin au conflit opposant les transporteurs-routiers au gouvernement de Berne.

Les camionneurs reprochent aux pouvoirs publics d'avoir créé, le 1^{er} janvier, une taxe sur les poids lourds qui frappe les camions étrangers. Les mesures de rétorsion se sont multipliées dans les pays voisins à l'encontre des camions suisses. La France leur a imposé de payer la taxe à l'essieu. L'Allemagne fédérale et l'Italie mettent en place des taxes spéciales.

Selon M. Bernard Girard, secrétaire général de l'Association internationale des chauffeurs-routiers, des négociations devraient s'engager sur ce sujet dans les prochains jours avec les autorités helvétiques. Si elles n'aboutissent pas, le blocage des frontières suisses pourrait reprendre.

FRANÇOIS RENARD

ÉTRANGER

Onzième mois de grève des mineurs britanniques

LE CHOIX DE LA MOINDRE DÉFAITE

(De notre correspondant.)

Londres. — Alors que les rangs des grévistes s'éclaircissent de plus en plus, parce que l'espoir d'un règlement négocié s'estompe chaque jour davantage, les dirigeants des syndicats de mineurs sont soumis à de fortes pressions pour réviser leur attitude et sont placés devant un choix difficile, celui de la moindre défaite.

Selon la direction des charbonnages, 218 mineurs ont repris le chemin du travail au cours de la journée du lundi 4 février, un chiffre record : désormais, 13,3 % des ouvriers des houillères sont à leur poste. Samedi dernier, 2 février, alors qu'il paraissait y avoir des chances que les pourparlers puissent s'engager, le nombre des mineurs cessant la grève avait considérablement diminué.

Les grévistes prêts à céder attendaient de connaître l'issue des discussions préliminaires entamées entre la direction des charbonnages (NCB) et l'Union nationale des mineurs (NUM). Mais ces contacts exploratoires ont échoué, et ils n'ont plus, lundi, hésité à sauter le pas. Autre signe d'une dégradation grandissante : à l'entrée des mines, les piquets de grève étaient très peu nombreux pour tenter de dissuader les « retours ».

Au cours d'un débat aux Communes lundi, M. Neal Kimock, dirigeant du Parti travailliste, a accusé le cabinet de M^{re} Thatcher de vouloir prolonger une grève fort coûteuse pour le pays, à seule fin de remporter une « victoire politique » contre les syndicats et l'opposition. On dit de plus en plus que M. Peter Walker, ministre de l'Énergie et à ce titre responsable des charbonnages, qui depuis longtemps fait figure de modéré dans l'équipe gouvernementale, plaiderait maintenant pour une certaine souplesse.

Le durcissement du NCB vient aussi d'être critiqué, d'une façon notable, par l'un de ses membres, M. Ned Smith, qui avait la charge des relations avec les syndicats jusqu'à la semaine dernière et qui vient de prendre une retraite paraissant pour le moins anticipée... M. Smith a déclaré que les conditions posées par le NCB ne lui paraissent pas très justifiées dans la mesure où il ne connaissait pas d'autre exemple où des syndicats aient accepté de « coopérer » avec le patronat pour un plan de suppression d'emplois et de fermetures d'établissements. « Le mieux, a-t-il dit, que l'on puisse attendre de la part d'un syndicat en pareille circonstance est un accord tacite. »

L'Exécutif national de la NUM doit se réunir jeudi 7 février. Selon l'entourage des dirigeants du syndicat, il pourrait être discuté de la possibilité d'arrêter la grève, — entamée le 12 mars — sans plus rechercher des négociations qui s'avèrent ne devoir aboutir qu'à un « compromis humiliant ». Cette hypothèse de travail est maintenant défendue non seulement par quelques modérés au sein du syndicat, mais également par plusieurs représentants de la tendance la plus dure.

FRANÇOIS CORNU.

MONNAIES

Le dollar monte

(Suite de la première page.)

Les cinq cents participants du traditionnel symposium de Davos, en Suisse, organisé par l'European Management Forum et présidé par M. Raymond Barre, restaient sous le coup des tonitruantes déclarations de M. McNamar, sous-secrétaire américain au Trésor, qui, pour expliquer les mouvements actuels des monnaies et l'ascension du dollar, a exposé sa « théorie du portefeuille ».

Relayant d'un revers de main les vieilles théories classiques prenant en compte les déficits (commerce et paiements), les différences de taux d'intérêt et d'inflation, il a voulu démontrer que seul comptait pour les détenteurs de capitaux internationaux l'attrait irrésistible exercé par la vigueur de l'économie des États-Unis, où les investisseurs trouvent toutes garanties de rentabilité, de sécurité, d'avantages fiscaux et aussi de facilités de mobilisation sur le plus vaste marché financier de la planète.

Dans ces conditions, selon M. McNamar, le « billet vert » ne peut être que recherché dans l'immédiat, les flux de capitaux correspondants prenant la priorité absolue sur tous les autres facteurs traditionnels. A cette occasion, il a estimé que les échanges mondiaux sur les marchés de changes atteignent quotidiennement 200 millions de dollars.

En réponse, M. Raymond Barre avait estimé que la stabilité du dollar était plus importante que son niveau plus ou moins élevé. Il se hâta d'ajouter que le seul facteur susceptible à ses yeux de ralentir le drainage de plus en plus préoccupant qu'effectuent les États-Unis sur le stock mondial des capitaux était une amélioration de la situation dans le monde, et surtout en Europe, dans le cadre d'un développement de l'esprit d'entreprise, thème général du symposium pour cette année.

FRANÇOIS RENARD

TOURISME

INQUIETS DES CONSÉQUENCES DE LA HAUSSE DU BILLET VERT

Les Etats-Unis lancent une campagne de promotion touristique

Inquiets des effets dissuasifs de la hausse du dollar, les Etats-Unis ont décidé de lancer en Europe une importante campagne de promotion touristique. Cette campagne visera en priorité l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne et la France, qui représentent 60 % des trois millions de touristes européens qui se rendent chaque année aux Etats-Unis.

En 1984, le nombre de visiteurs anglais a baissé de 8 % par rapport à 1983, celui des touristes allemands de 3 %, le nombre des Français augmentant en revanche de 10 % (avec un total de 335 000 personnes) en raison notamment de l'allègement du contrôle des changes. De 1983 à 1984, le nombre des visiteurs étrangers, tous pays confondus, était passé de 21,7 millions à 20,8 millions. En 1985, les responsables américains escomptent un retour au chiffre de 1983, sous l'effet conjugué du rétablissement de l'économie mondiale, de la stabilisation du dol-

lar, des conditions de transport aérien et d'une promotion accrue.

La campagne lancée en Europe, et qui sera d'abord testée en RFA dès la fin de l'été prochain (pour un coût d'environ 1,25 million de dollars), s'appuiera sur les données recueillies par une agence de publicité américaine et ses filiales à l'étranger, ainsi que sur les résultats d'un sondage Gallup auprès de 4 000 voyageurs aériens. Sondage dont il ressort que bien que 62 % des Anglais, 33 % des Allemands et 89 % des Français considèrent comme une contrainte éventuelle le cours du dollar, l'Amérique reste la destination touristique préférée des Européens.

Thème de la campagne : « America, catch the Spirit ». Objectif : mettre en valeur « la passion suscitée par l'Amérique », la volonté des visiteurs d'y vivre une expérience personnelle et affective.

P. Fr.



SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %

Fauteuils, chaises de bureau, bureaux, bibliothèques, Armoires métalliques et bois.

ROGER H. FRANCE

SPECIALISTE DU MOBILIER BUREAU DIRECTION

89-91, rue La Fayette, 75009 Paris. Tél. : 285-42-41. Métro Cadet. Parking gratuit de 9 h à 18 h 30 du lundi au samedi sans interruption. Expédition dans toute la France.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE — Obligations 9,80 % 1979

Les intérêts courus du 26 février 1984 au 25 février 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 9,80 % 1979 sont payables, à partir du 26 février 1985, à raison de 136,40 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,60 F (montant global : 156 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 23,28 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 1,36 F faisant ressortir un net de 145,04 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 14 815 obligations, comprises dans la série de numéros 131 202 à 147 025 seront au change du 27 décembre 1984, contre paiement de l'intérêt et seront remboursables, à 2 000 F, coupon n° 7 au 26 février 1986 attaché.

Cheques, sont rappelés les séries de numéros d'obligations assorties des tirages suivants :

— Amortissement 1982 : 450 756 à 461 947
1983 : 083 800 à 102 088
1984 : 367 325 à 569 732
et 569 736 à 581 020

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE — Obligations 12,50 % 1980

Les intérêts courus du 25 février 1984 au 24 février 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 12,50 % 1980 sont payables, à partir du 25 février 1985, à raison de 562,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 62,50 F (montant global : 625 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 93,71 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 5,62 F faisant ressortir un net de 462,54 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE — Obligations 14,80 % 1981

Les intérêts courus du 16 février 1984 au 15 février 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 14,80 % 1981 sont payables, à partir du 16 février 1985, à raison de 666 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 74 F (montant global : 740 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 110,95 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,66 F faisant ressortir un net de 465,04 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR — OBLIGATIONS A TAUX VARIABLE AOUT 1982

Les intérêts courus du 17 février 1984 au 16 février 1985 sur les obligations SAPAR à taux variable août 1982 sont payables, à partir du 17 février 1985 à raison de 591,07 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 65,68 F (montant global : 656,75 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 98,47 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,56 F faisant ressortir un net de 486,04 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

NOTA

En application de la loi du 30 décembre 1981, article 94, alinéa II et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons que :

— Les porteurs qui ont déposé leurs titres ainsi que la loi le prescrit, le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) sont portés au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités à cet effet.

— Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital).

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 30 janvier 1985 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1984.

Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera réunie sur première convocation le 29 mars 1985, de fixer le dividende de l'exercice 1984 à 15,59 F par action, somme qui sera mise en paiement le 25 avril 1985 contre remise du coupon n° 2 et qui ouvrira droit à un crédit d'impôt de 1,13 F.

Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 24 avril 1985 à midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

Société pour la gestion de l'épargne en vue de la retraite.

PR
PATRIMOINE
RETRAITE
SICAV

FONDS D'INTERVENTION SIDERURGIQUE

EMPRUNT DU 4 FEVRIER 1985 garanti par l'Etat

2,5 milliards de francs

12,20%

Emission de 500.000 obligations de 5.000 F. Prix d'émission : 4.980 F. Jouissance, règlement : 18 février 1985. Durée : 12 ans. Amortissement : en trois années à partir du 18 février 1994 à raison chaque année du tiers du nombre des titres restant en circulation le 17 février 1994. 1^{er} remboursement : le 18 février 1995.

Taux de rendement actuariel brut :

12,27%

Une fiche d'information (via Cob n° 85-20 du 29/1/85) peut être obtenue sans frais auprès du F.I.S. - 56, rue de Lille, 75007 PARIS; et des établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

F.I.S.

Fonds d'Intervention Siderurgique

سكزا من الراجل

50.150.000

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

5 février

Amélioration

D'humour chagrin en début de semaine, la Bourse de Paris a esquissé mardi un léger sourire. Un mouvement de reprise sélective s'est en effet dessiné, qui a concerné de belles valeurs telles que Sanofi, Prespes de la Cité, des actions d'entreprises en voie de redressement (Peugeot, C.S.F., Télé-mécanique), également quelques titres appartenant à la distribution (Prin-temps, Redoute). Le marché a non seulement réussi à conserver intacte son avance initiale mais il s'est amélioré. A la clôture, l'indice de cotation s'est hissé à 102,50, soit 0,7 point de plus par rapport à la veille.

Ni timide, ni trop forte, cette amélioration a fait généralement bonne impression autour de la corbeille où l'on a apprécié que les embellissements. Quelques-uns ont craint que l'irrésistible ascension du dollar ne détourne l'attention des opérateurs. Certains faisaient au contraire remarquer que la force de la devise américaine jouait en faveur des valeurs françaises les rendant moins onéreuses pour les détenteurs de dollars. Beaucoup dissuadèrent sur le sujet. Un fait est certain : l'indice de cotation a été dompté par Wall Street. Le résultat aurait certes été meilleur, assurait un géant de portefeuilles, qui mettrait en avant le boursier constitué, quand même, par les niveaux de cours souvent élevés.

La devise-titre s'est raffermie dans le sillage du dollar et s'est échangée entre 10,60 F et 10,65 F (contre 10,45 F, 10,55 F).

Stavrouk a par à Londres où l'indice de cotation a été dompté par Wall Street. Le résultat aurait certes été meilleur, assurait un géant de portefeuilles, qui mettrait en avant le boursier constitué, quand même, par les niveaux de cours souvent élevés.

Le napoleon est revenu à 575 F, son niveau le plus bas depuis le 26 décembre 1979, avant de remonter à 577 F (contre 580 F).

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

La semaine a bien commencé pour Wall Street. Après avoir de nouveau baissé sur une nouvelle vague de ventes bénéficiaires, les cours se sont vigoureusement redressés. Tout le terrain perdu a été intégralement regagné et largement au-delà même, et l'indice des industriels, un moment au ralenti de plus de 6 points, enregistrait une avance de 12,37 points à 250,08.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 2026 valeurs traitées, 1093 ont monté, 518 ont baissé et 415 ont varié.

Les actions des compagnies aériennes ont été particulièrement fermes et l'indice des transports s'est élevé à un niveau record (619,46). L'attention s'est également portée sur les valeurs de haute technologie.

Ce mouvement de hausse a été essentiellement dû aux achats effectués par les investisseurs institutionnels. De l'avis général, rien pour l'instant ne semble tempérer l'optimisme des opérateurs apparemment convaincus que l'expansion va reprendre à une cadence très satisfaisante. La capacité du marché à monter est telle, que la hausse peut se poursuivre même en l'absence de bonnes nouvelles, dissuadant autour du « Big Board ».

L'activité a porté sur 113,72 millions de titres contre 105,44 millions vendus.

BOURSE DE PARIS Comptant

5 FEVRIER

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SGE-SB. — Ainsi que nous le laissons entendre dans notre bulletin sur la Bourse de Paris du lundi 4 février (le Monde du 5 février), la Société Générale d'Entreprises, Sainet et Brice vient de faire part de ses approbations à propos de l'année 1984.

« Les résultats du dernier exercice ne seront pas disponibles que dans quelques semaines », indique la société dans un communiqué.

« Ils devraient enregistrer une nette aggravation par rapport à l'exercice 1983 et à la période finie antérieurement, du fait de la baisse en compte d'importance perdue rétrospectivement d'actifs financiers en cours d'achèvement, de la contribution de provisions pour pertes à terminaison et, enfin, de la comptabilisation de charges liées aux opérations de restructuration engagées en 1984. »

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	10 fév.	9 fév.
Indice de cotation	102,50	101,80
Indice des valeurs	102,50	101,80
Indice des actions	102,50	101,80
Indice des obligations	102,50	101,80
Indice des valeurs étrangères	102,50	101,80
Indice des valeurs françaises	102,50	101,80

C* DES AGENTS DE CHANGE

C* DES AGENTS DE CHANGE	10 fév.	9 fév.
Indice de cotation	102,50	101,80
Indice des valeurs	102,50	101,80
Indice des actions	102,50	101,80
Indice des obligations	102,50	101,80
Indice des valeurs étrangères	102,50	101,80
Indice des valeurs françaises	102,50	101,80

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	10 fév.	9 fév.
Indice de cotation	102,50	101,80
Indice des valeurs	102,50	101,80
Indice des actions	102,50	101,80
Indice des obligations	102,50	101,80
Indice des valeurs étrangères	102,50	101,80
Indice des valeurs françaises	102,50	101,80

COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS DU DOLLAR A TOKYO	10 fév.	9 fév.
Indice de cotation	102,50	101,80
Indice des valeurs	102,50	101,80
Indice des actions	102,50	101,80
Indice des obligations	102,50	101,80
Indice des valeurs étrangères	102,50	101,80
Indice des valeurs françaises	102,50	101,80

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052	Scania	314	314
5 %	13 48	526	S.E.P. (M)	186	186
3 %	8 99	353	Scania	314	314
2 %	5 99	235	Scania	314	314
1 %	2 99	118	Scania	314	314
0 %	0 99	59	Scania	314	314

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052
5 %	13 48	526
3 %	8 99	353
2 %	5 99	235
1 %	2 99	118
0 %	0 99	59

PR PATRIMOINE RETRAITE SICAV

PR PATRIMOINE RETRAITE SICAV	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052
5 %	13 48	526
3 %	8 99	353
2 %	5 99	235
1 %	2 99	118
0 %	0 99	59

ERURGIQUE

ERURGIQUE	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052
5 %	13 48	526
3 %	8 99	353
2 %	5 99	235
1 %	2 99	118
0 %	0 99	59

285 at

d'émission: 1.980F
arée: 12 ans.
vriier 1994 à raison
ant en circulation
3 février 1995.
rut:

L.S. Fonds d'Intervention Siderurgique

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052
5 %	13 48	526
3 %	8 99	353
2 %	5 99	235
1 %	2 99	118
0 %	0 99	59

MARCHÉ DES BILLES

MARCHÉ DES BILLES	Cours	Dernier
10 %	26 95	1052
5 %	13 48	526
3 %	8 99	353
2 %	5 99	235
1 %	2 99	118
0 %	0 99	59

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. « Non aux universités libres », par Jacques Sappes.
11. 1934-1984 : Voyage d'un communiste, de Léon-Raymond Delidat.
- Courrier des lecteurs.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- M. Roland Dumas à Washington.
45. AMÉRIQUES
- La fin du voyage de Jean-Paul II au Pérou.
6. EUROPE
- YUGOSLAVIE : la condamnation de trois contestataires.
6. PROCHE-ORIENT
- Région de violence en Cisjordanie.
8. AFRIQUE
- ALGÉRIE : les autorités ont décidé de mettre un terme à l'anarchie de l'habitat.

POLITIQUE

7. La crise en Nouvelle-Calédonie.
8. La vingt-cinquième congrès du PCF.

SUPPLÉMENTS

- 9 à 18. LA COLOMBIE : de la « violence » à la pacification.

SOCIÉTÉ

19. ÉDUCATION : au congrès de la FEN, M. Pommet critique le chef de l'État.
20. JUSTICE : mis en liberté, Bernard Leroche reste inculpé de l'assassinat de Grégory Villain.
21. RELIGION : Mgr Gaillet contesté par des catholiques d'Évreux.
22. SPORTS

89 FM

à Paris

Allo « le Monde »

232-14-14

Mardi 5 février, 19 h 20

La torture

Philippe Boucher répond aux questions des auditeurs et des lecteurs. Débat animé par François Koch.

CHRONOLOGIE

22. Janvier 1985 dans le monde.

CULTURE

23. MUSIQUE : enquête à Metz, le Puccini de Haydn ; Le ténor octogenaire Hugues Cuonin chante au musée Grévin.
- ROCK : au Forum, à armes égales.
- THÉÂTRE : Un drôle de cadavre, de Jean Bouchaud.
26. COMMUNICATION : le rachat du Média.

ÉCONOMIE

38. SOCIAL : le nombre de femmes au travail ne cesse d'augmenter.
39. PÊCHE : les professionnels sont reçus par le président de la République.
- CONJONCTURE : prix, l'Europe sur la bonne pente.
40. TRANSPORTS : les liaisons franco-britanniques sur le Manche.

RADIO-TÉLÉVISION (25)

INFORMATIONS

« SERVICES » (27) :

Mode ; Météorologie ; Mots croisés.

Annonces classées (28 à 37) ;

Carnet (21) ; Programmes des spectacles (24-25) ; Marchés financiers (41).

Je veux manger en paix !

Aidez-vous à installer au Bar à manger Mövenpick. Je me concentre sur de bons petits plats et libre à moi d'ajouter au sympathique coude à coude un soupçon de conversation.



MÖVENPICK Restaurants

12 boulevard de la Madeleine

75009 Paris, Tél. 01 742 47 93

Plus qu'un restaurant.

A B C D F G H

Le président du Cameroun est reçu par M. Mitterrand

Le chef de l'État camerounais, M. Paul Biya, qui est arrivé lundi 4 février à Paris pour une visite officielle de travail de trois jours, devait être reçu ce mardi par M. Mitterrand, avec lequel il déjeunerait. Ensuite, le président camerounais devait rencontrer successivement MM. Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, et Hornu, ministre de la défense, ainsi que M. Cresson, ministre du Commerce extérieur. Un dîner est prévu avec le président du Sénat, M. Alain Poirer.

Mardi, M. Biya dînera avec M. Laurent Fabius, puis rencontrera M. Gattaz, président du CNPF, qui sera accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires français, et MM. Joxe, ministre de l'Intérieur, Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, et Dumas, ministre des relations extérieures.

Un entretien est également prévu avec le maire de Paris, M. Chirac.

On souligne du côté camerounais que cette visite, dont le caractère est essentiellement politique, doit servir à favoriser d'autres rencontres, au niveau des experts, afin que celles-ci se déroulent dans un climat de confiance retrouvée.

Les autorités camerounaises souhaitent que la France assouplisse sa politique d'immigration à l'égard de leurs ressortissants, et se plaignent, à ce sujet, du non-respect des réglementations internationales, du zèle et des mesures vexatoires prises, selon elles, par l'administration française.

Parmi les autres dossiers qui doivent être évoqués au cours du séjour de M. Biya, figure notamment le déficit des échanges commerciaux entre les deux pays, au détriment du Cameroun.

Gibraltar n'est plus une « île »

M. Marie Baquedano, gouverneur de Cadix, a dit, le lundi 4 février à minuit, forcer un peu la serrure avant que la clé, finalement, ne soit trouvée. Normal, la grille était fermée depuis le 9 juin 1969, jour où Franco, pour tenter de forcer la main à la Grande-Bretagne, avait décidé de fermer les portes d'acier, transformant ainsi le célèbre rocher de Gibraltar en une sorte d'île.

Quarante ans et sept mois plus tard, Londres et Madrid s'étaient mis d'accord pour engager des discussions sur la souveraineté de cet îlot de 6 kilomètres carrés en dispute depuis plus de deux cent quatre-vingts ans. Les Espagnols ont accepté d'autoriser à nouveau la circulation automobile entre leur territoire et le rocher. En 1982, déjà, le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez avait autorisé l'accès des pêcheurs, dans un geste de bonne volonté en vue de faciliter l'entrée de son pays dans le Marché commun.

Un millier d'habitants de la Ligne, la petite ville-frontière espagnole, ont applaudi à tout rompre cette « ouverture » symbolique, dans la nuit de lundi à mardi. Côté Gibraltar, ils étaient cinq cents environ, et nettement plus réservés.

Ce n'est pas un mystère, en effet, que les « Llanitos », comme se désignent eux-mêmes les quelque vingt-cinq mille habitants du « caillou », ne sont pas enthousiastes à l'idée de voir les Espagnols déferler chez eux.

Le « boom » touristique que laissent prévoir l'ouverture sera certes bienvenu dans une péninsule quelque peu « polyploïde » ; mais on craint un bouleversement du mode de vie, resté très britannique, sous la pression de « ceux du nord » : les Espagnols ne seront-ils pas désormais autorisés à travailler, résider et acheter un logement à Gibraltar ? Les Llanitos ont réservé un accueil courtois aux premiers automobilistes espagnols ; mais ils ont clairement annoncé les couleurs, le bleu et le rouge de l'Union Jack, accroché aux balcons de nombreuses maisons.

Un peu à l'écart de cette agitation, l'air préoccupé, on pouvait voir Miroslava, des travailleurs immigrés arrivés après 1969 pour remplacer les Espagnols dans certaines tâches ingrates abandonnées par les citoyens britanniques. Ils sont environ six mille, mais seraient réduits de moitié si leur situation ne serait pas brutalement modifiée.

L'ancien chef d'État du Bangladesh

Préside la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU

De notre correspondant

Genève. — La session annuelle de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU s'est ouverte le 4 février au Palais des Nations. L'ordre du jour de cette réunion, qui va durer six semaines, demeure fidèle à la tradition : la question prioritaire est celle de la « violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine ». Puis vient celle des « droits de l'homme au Chili » (le mot « violation » ne figure pas dans le titre).

(Publicité)

Dale Carnegie :



Parlez avec efficacité

SACHEZ CONVAINCRE en public et en privé, créer la confiance, mettre en valeur votre personnalité. Carnegie propose dans 52 pays un entraînement pratique et progressif. Conférence d'information avec intervention d'anciens participants :

Merc. 6 fév., 19 h.

Salonges de l'Étoile

38, avenue de Friedland (M^o Étoile) Paris 8^e

Vend. 8 fév., 19 h.

Lundi 11 fév., 19 h.

33, avenue de Wagram (M^o Étoile) Paris 17^e

ROUEN :

Jeu. 7 fév., 19 h.

Palais des Congrès

Place de la Cathédrale

Dale Carnegie © France : responsable

G. Woyac 3/554.61.06.

NON-LIEU POUR LES TROIS INCULPÉS DU MEURTRE D'YVES MARIN-LAFLECHE

Des ordonnances de non-lieu viennent d'être prononcées à Lyon en faveur des trois inculpés du meurtre de Yves Marin-Lafleche. Parmi eux, Joël Matencio, condamné, en novembre 1981, à la réclusion perpétuelle par les assises de l'Isère dans une autre affaire, celle dite des Brigades rouges (Le Monde du 24 octobre 1981).

Propriétaire du Grand Hôtel à Lyon et du bar Le Français, Yves Marin-Lafleche avait disparu le 4 juillet 1974. Des traces de sang avaient été relevées sur la moquette du sautoir dans sa villa de Champagne-au-Mont-d'Or, près de Lyon. Quatre mois plus tard, son corps fut découvert dans un bois par un chasseur. Le juge d'instruction François Renaud — qui devait être assassiné en juillet 1975 — et les enquêteurs du service régional de police judiciaire de Lyon orientèrent rapidement leurs soupçons vers trois hommes proches d'Yves Marin-Lafleche : Joël Matencio, barman du café Le Français, Jean Calvy et Daniel Lesant.

Inculpés de séquestration volontaire, puis d'homicide volontaire, les trois hommes n'étaient restés que quelques mois en prison. Leurs avocats, dont M^o Jeanne Ambre, avaient obtenu, leur libération au début de l'année 1975.

« Libération des deux journalistes suisses au Soudan ». Deux journalistes suisses, détenus depuis un an par l'Armée de libération du peuple du Soudan (ALPS), ont été libérés lundi et remis à l'ambassadeur de Suisse à Addis Abeba, dans le Soudan. Les deux journalistes, Till Lincke et Astrid Hollenstein, avaient été enlevés en février 1984 dans le sud du Soudan. Quatre d'entre elles — deux ressortissants français, un Kenyan et un Britannique — avaient été libérées la semaine dernière. Dans un communiqué, le ministre éthiopien a précisé que l'Éthiopie avait servi d'intermédiaire entre le gouvernement suédois et le mouvement de libération du peuple du Soudan. L'ALPS est la branche armée (AFP).

« Disparition d'un soviétique aux Philippines ». Un membre d'une mission commerciale soviétique, M. Vladimir Ivanovitch Ivanov, a disparu, depuis le 21 janvier, à la suite d'un attentat. Le ministre philippin des affaires étrangères, M. Arturo Tolentino.

« Inculpation de séparatistes basques ». M. Gilbert Cousteaux, juge d'instruction à Bayonne, a inculpé cinq des huit personnes arrêtées mercredi 30 janvier dans une maison d'Alglet (Pyréénées-Atlantiques). Il s'agit de M. Jean-Louis Lasserre, considéré comme un dirigeant important de l'ETA, Augustin Bergareche, José Ramon Martinez de la Fuente, Juan Ruiz de Gauna, et de Mlle Maria Esperanza Dorronoro. Cette dernière a été laissée en liberté sous contrôle judiciaire.

« Ski alpin ». Le Suisse Pirmin Zurbriggen a remporté sa deuxième médaille d'or des championnats du monde de ski alpin, ce mardi 5 février, à Bormio (Italie), en s'imposant dans le combiné masculin. (AFP).

Le numéro du « Monde » daté 5 février 1985 a été tiré à 481 317 exemplaires.

(Publicité)

NOUVEAU

L'appareil photo qui va révolutionner la photo

Avec le MINOLTA 7000 rien n'est plus pareil dans le domaine de la photographie. Jamais encore la photo n'avait été aussi facile et performante. La MINOLTA 7000 possède :

- la mise au point automatique avec toute une gamme d'objectifs MINOLTA, dont 5 zooms, l'automatisme multiprogramme avec moteur intégré, le réglage de la sensibilité par « codage DX ».
- Compact et léger, comme son prix : « discount » : 3.980 F.

avec son objectif 1,7/50.

Un appareil disponible à découvrir immédiatement en avant-première chez :

IMAGES

le spécialiste MINOLTA

31 et 24, rue Saint-Augustin

75002 PARIS - Tél. (1) 742.42.42

Méto : Opéra ou 4-Septembre

Les sommaires de février

• LE MONDE DIPLOMATIQUE :

L'empire du dollar

Si les banques s'inquiètent de la dette de l'ère-monde (810 milliards de dollars), elles ne se préoccupent pas moins de l'endettement interne des États-Unis qui, en dix ans, a dépassé les 600 milliards de dollars. Claude Julien explique comment une centaine de milliards de dollars sont ainsi drainés en un an vers les États-Unis. Gilles Costantini décrit la responsabilité des banques américaines dans le surendettement du tiers-monde, et Amédée Jouve présente les problèmes posés aux banques latines.

L'Éthiopie est doublement à l'ordre du jour : en raison de la famine (Colette Brancman) et de l'épopée héroïque des Falchas (Jorge Kapelouk). Le fait : l'Éthiopie fait des victimes en bien d'autres pays : c'est ce que mon-

trant Susan George, Jacques Chonchol et Alain Vidal-Naquet. Ce drame n'est évidemment pas à l'abri de la compétition Est-Ouest. Dans cette lutte anticonsumériste, l'Éthiopie joue un rôle bien particulier que révèle l'enquête de Jean-François Boyer et Alejandro Alem.

Den Sæviér décrit la position des États-Unis dans la course à la domination des télécommunications. Le même numéro contient un extrait du roman de René Victor Pilhes, Le Pompier, un article sur les romans sociaux français, des études sur le Soudan, le mouvement Senter Rénouveau au Pérou, la Haute-Volta, le Koweït, etc.

★ Le numéro : 11,50 F.

• LE MONDE DE L'ÉDUCATION :

Fonctionnaire, le beau métier

C'est le rôle vers l'administration. En 1974, on comptait six candidats pour un poste ; vingt ans plus tard, ils sont vingt-cinq. C'est-à-dire : les emplois de fonctionnaires attirent. Et de plus en plus les diplômés, qui le sont parfois beaucoup plus que nécessaire pour les postes auxquels ils postulent.

Plutôt que de dresser la galerie de portraits et le descriptif des emplois habituels, le Monde de l'éducation a choisi, dans ce dossier sur les perspectives d'emploi de la fonction publique, d'éclaircir des aspects moins connus de la réalité. Par exemple, ce qu'attendent des candidats les jurys de recrutement, ou encore l'évolution de la fon-

ction publique territoriale, qui suscite de grands espoirs : effet de la décentralisation, les départements et les régions commencent à recruter activement. Les présidents des conseils généraux et régionaux, de la majorité et de l'opposition, racontent comment et qui ils embauchent. Un nouveau profil de fonctionnaire est en train de naître : du nouel — ou des espoirs — pour les énarques qui, à la sortie de l'École nationale d'administration (ENA), continuent à « truster » les emplois de hauts fonctionnaires nationaux. Le Monde de l'éducation publie aussi le calendrier des principaux concours de recrutement, ainsi qu'un article sur les salaires des fonctionnaires.

★ Le numéro : 11,50 F.

• DOSSIERS ET DOCUMENTS :

Les enjeux de l'espace

L'espace n'est plus que jamais d'actualité. Discovery, l'une des navettes américaines, vient de mettre sur orbite géostationnaire, au-dessus de l'URSS, un satellite qui permettra d'enregistrer en permanence les informations échangées entre le commandement militaire soviétique et ses bases de lancement de missiles. A Rome, une conférence européenne, réunie à la fin de la semaine dernière, a étudié les moyens de faire franchir au Vieux Continent, toujours en lice grâce notamment à Ariane, une nouvelle étape dans la course aux étoiles. Enjeux militaires, technologiques, industriels mais aussi purement scientifiques. Une flotte de sondes va ainsi étudier dans les prochains jours la célèbre comète de Halley lors de son passage à proximité de la Terre.

Le temps n'est plus aux premières, spectaculaires, aux exploits, aux records. Vingt-sept années ont passé depuis le lancement par Moscou du premier satellite artificiel de notre planète. Aujourd'hui, l'homme explore méthodiquement la banlieue terrestre, véritable système continu et s'y installe durablement.

C'est cette histoire, des premiers défricheurs aux actuels « mécaniciens de l'espace » que raconte ce numéro spécial de dix-huit pages des Dossiers et Documents. Il présente et analyse les enjeux stratégiques, économiques et scientifiques. Il décrit la difficile adaptation de l'homme à l'espace, il fait le point sur les matériels lanceurs, satellites, stations d'atter et de décollage.

C'est cette histoire, des premiers défricheurs aux actuels « mécaniciens de l'espace » que raconte ce numéro spécial de dix-huit pages des Dossiers et Documents. Il présente et analyse les enjeux stratégiques, économiques et scientifiques. Il décrit la difficile adaptation de l'homme à l'espace, il fait le point sur les matériels lanceurs, satellites, stations d'atter et de décollage.

★ Le numéro : 10,50 F, 18 p.

• LE MONDE DE LA MUSIQUE :

Bach ressuscité deux fois

Les 12 et 13 janvier dernier, à Utrecht, un organiste allemand, exécutant devant un public médusé trente-trois chorals pour orgue de Jean-Sébastien Bach, a joué une œuvre inédite : un choral pour orgue de Bach, c'est-à-dire avec sa double réécriture que le Monde de la musique fête l'Armée Bach.

Également dans ce numéro : Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuchi Sakamoto, le héros de l'autisme de la musique de Furu, devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ Le numéro : 20 F.

Le 11 mars 1929, un certain Mendelssohn, prénom Félix, révélait déjà aux Berlinois incré-

dules une Passion selon Saint-Matthieu d'un compositeur ignoré : Jean-Sébastien Bach.

L'auteur de l'Art de la fugue n'ayant jamais cessé de connaître une gloire à l'échelle, c'est avec sa double réécriture que le Monde de la musique fête l'Armée Bach.

Également dans ce numéro :

Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuchi Sakamoto, le héros de l'autisme de la musique de Furu, devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ Le numéro : 20 F.

Le 11 mars 1929, un certain Mendelssohn, prénom Félix, révélait déjà aux Berlinois incré-

dules une Passion selon Saint-Matthieu d'un compositeur ignoré : Jean-Sébastien Bach.

L'auteur de l'Art de la fugue n'ayant jamais cessé de connaître une gloire à l'échelle, c'est avec sa double réécriture que le Monde de la musique fête l'Armée Bach.

Également dans ce numéro :

Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuchi Sakamoto, le héros de l'autisme de la musique de Furu, devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ Le numéro : 20 F.

Le 11 mars 1929, un certain Mendelssohn, prénom Félix, révélait déjà aux Berlinois incré-

dules une Passion selon Saint-Matthieu d'un compositeur ignoré : Jean-Sébastien Bach.

L'auteur de l'Art de la fugue n'ayant jamais cessé de connaître une gloire à l'échelle, c'est avec sa double réécriture que le Monde de la musique fête l'Armée Bach.

Également dans ce numéro :

Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuchi Sakamoto, le héros de l'autisme de la musique de Furu, devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ Le numéro : 20 F.

Le 11 mars 1929, un certain Mendelssohn, prénom Félix, révélait déjà aux Berlinois incré-

dules une Passion selon Saint-Matthieu d'un compositeur ignoré : Jean-Sébastien Bach.

L'auteur de l'Art de la fugue n'ayant jamais cessé de connaître une gloire à l'échelle, c'est avec sa double réécriture que le Monde de la musique fête l'Armée Bach.

Également dans ce numéro :

Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuchi Sakamoto, le héros de l'autisme de la musique de Furu, devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ Le numéro : 20 F.

Le 11 mars 1929, un certain Mendelssohn, prénom Félix, révélait déjà aux Berlinois incré-

dules une Passion selon Saint-Matthieu d'un compositeur ignoré : Jean-Sébastien Bach.

L'auteur de l'Art de la fugue n'ayant jamais cessé de connaître une gloire à l'échelle, c'est avec sa double réécriture que le Monde de la musique fête l'Armée Bach.

Également dans ce numéro :

Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuchi Sakamoto, le héros de l'autisme de la musique de Furu, devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ Le numéro : 20 F.

Le 11 mars 1929, un certain Mendelssohn, prénom Félix, révélait déjà aux Berlinois incré-

dules une Passion selon Saint-Matthieu d'un compositeur ignoré : Jean-Sébastien Bach.

L'auteur de l'Art de la fugue n'ayant jamais cessé de connaître une gloire à l'échelle, c'est avec sa double réécriture que le Monde de la musique fête l'Armée Bach.

Également dans ce numéro :

Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuchi Sakamoto, le héros de l'autisme de la musique de Furu, devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ Le numéro : 20 F.

Le 11 mars 1929, un certain Mendelssohn, prénom Félix, révélait déjà aux Berlinois incré-

dules une Passion selon Saint-Matthieu d'un compositeur ignoré : Jean-Sébastien Bach.

L'auteur de l'Art de la fugue n'ayant jamais cessé de connaître une gloire à l'échelle, c'est avec sa double réécriture que le Monde de la musique fête l'Armée Bach.

Également dans ce numéro :

Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuchi Sakamoto, le héros de l'autisme de la musique de Furu, devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ Le numéro : 20 F.

Le 11 mars 1929, un certain Mendelssohn, prénom Félix, révélait déjà aux Berlinois incré-

dules une Passion selon Saint-Matthieu d'un compositeur ignoré : Jean-Sébastien Bach.

L'auteur de l'Art de la fugue n'ayant jamais cessé de connaître une gloire à l'échelle, c'est avec sa double réécriture que le Monde de la musique fête l'Armée Bach.

Également dans ce numéro :

Anne-Sophie Mutter, surdouée du violon, découverte par Karajan ; Ryuchi Sakamoto, le héros de l'autisme de la musique de Furu, devenu l'idole du Japon ; Cotton Club à Shanghai : un reportage sur ces jazzmen plus très jeunes qui ont survécu à la révolution culturelle.

★ Le numéro : 20 F.